L'Europe de 1917

États d'esprit nationaux

Lothrop Stoddard

L'Europe de 1917

Ses états d'esprit nationaux

Lothrop Stoddard

1917

Traduction française : 2022 par l'équipe du Saker francophone.
Version : 2023-06-17
https://lesakerfrancophone.fr
Version anglaise : Present-Day Europe

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

Table des matières **3**

Contribution du lecteur **5**

Préface **6**

Avant l'orage **8**

1 L'Angleterre **12**

2 La France **38**

3 L'Allemagne **63**

4 L'Autriche-Hongrie **100**

5 L'Italie **121**

6 La Russie **147**

7 Les Balkans **180**

7.1 La Serbie 183

7.2 La Bulgarie 192

7.3 La Grèce 201

7.4 La Roumanie 208

8 La Turquie et l'Est musulman 213

9 La Belgique et la Hollande 232
9.1 La Belgique 232
9.2 La Hollande 237

10 La Scandinavie 242
10.1 Le Danemark 247
10.2 La Norvège 248
10.3 La Suède 248

11 L'Espagne et le Portugal 252
11.1 L'Espagne 252
11.2 Le Portugal 256

Conclusion 257

Contribution du lecteur

Cet ouvrage a été traduit et relu par une équipe de volontaires non rémunérés.

Si le lecteur trouve des corrections à apporter au présent ouvrage, ses retours, même mineurs, même pour une seule faute, sont les bienvenus à l'adresse : relecture-livres@lesakerfrancophone.fr.

Veuillez préciser dans votre message le ou les chapitre(s) concerné(s) et laisser des informations de contexte, comme la phrase entière autour de l'erreur que vous nous notifiez. Cela nous fera gagner beaucoup de temps.

Préface

Le présent ouvrage est conçu dès le départ à partir d'une suite de choix. Le problème à résoudre était de dépeindre en un seul volume la psychologie de guerre des diverses nations européennes. Ce problème n'était pas chose aisée. Le portrait des états d'esprit nationaux demande un traitement radicalement différent de celui dont on fait usage pour une suite d'événements. La seule méthode satisfaisante pour dépeindre les pensées et les émotions est d'utiliser des éléments directs — le témoignage des peuples eux-mêmes. Ceci explique les nombreuses citations directes que l'on trouvera dans les pages qui vont suivre. Un observateur étranger ne pourrait en aucun cas être en mesure de refléter l'esprit de l'Europe en guerre comme le font les voix de ses fils et de ses filles, dont le cri du cœur monte à l'heure de l'épreuve.

Les ressentis ici cités sont du trait le plus contemporain et le plus populaire. Les discours, commentaires de presse, pamphlets, brochures — les mots écrits sur le moment et pour le moment : ils sont les plus à même d'exprimer les mouvances de l'âme nationale. Les discours officiels, soigneusement calibrés et prononcés avec l'art que l'on sait, ne sont ici jamais cités, sauf s'ils représentent fidèlement le sentiment populaire ou s'ils ont produit un effet marqué sur l'opinion publique.

Enfin, seuls les autochtones sont autorisés à la barre des témoins. Par exemple : dans le chapitre sur l'Angleterre, seuls des

Anglais s'expriment ; dans le chapitre sur la France, seuls les Français ; et de même pour les autres. Ce que les autres Européens affirment au sujet de l'Angleterre et de la France pourra être découvert dans les chapitres suivants dédiés aux autres peuples. Les seuls écarts vis-à-vis de cette règle de citation directe sont les chapitres de fermeture, traitant avec les nationalités mineures, lorsque des considérations d'espace rendent l'emploi de cette méthode impraticable.

La plus grande objection envers cette méthode est bien entendu précisément cette affaire d'espace disponible. Mais il n'existe pas d'autre manière permettant de dépeindre avec un éclat égal le caractère national, surtout en des époques d'émotions intenses. Pour cette raison, j'ai choisi de me cantonner à une présentation complète des grands courants de pensée en Europe et des sentiments sur la guerre et les futures relations intra-européennes. De nombreux sujets collatéraux intéressants restent par conséquent exclus du présent examen, et des questions importantes, telle que l'attitude de l'Europe envers l'Amérique et l'Extrême-Orient, ont forcément été omis. Tout ceci est malheureux, mais j'ai préféré souligner les éléments essentiels plutôt que de sacrifier la clarté au détail.

T. Lothrop Stoddard
Brookline, Mass.
le 14 mars 1917.

Avant l'orage

La raison immédiate de la Grande Guerre peut avoir été un meurtre, un monarque, une clique, une politique, ou une philosophie. La cause sous-jacente fut sans aucun doute un esprit militant d'instabilité. Les décennies précédentes annonçaient clairement l'une de ces grandes crises dans l'évolution historique de l'Homme, comme la Réforme ou la Révolution Française, qui se dressent comme des périodes de « *réévaluation de toutes les valeurs.* »

Le XXème siècle s'est levé sur un âge usé, voué à une dissolution rapide. Les augures indiquaient clairement que la fin de cette ère approchait. Tous les anciens idéaux et principes se flétrissaient sous l'haleine fougueuse d'une critique destructrice. Partout, la croûte solide des traditions se craquelait et se morcelait sous l'effet des tremblements prémonitoires d'un cataclysme imminent. L'ancien était manifestement sur le point de laisser la place au neuf.

De nombreux observateurs voyaient en cela les symptômes de la décadence. Ils avaient tort. Un âge décadent ne peut pas se régénérer ; le salut doit lui venir depuis l'intérieur. L'Empire romain attendait, maussade, le feu salvateur de la Barbarie. Mais l'Europe du XXème siècle ne connaissait pas un tempérament aussi soumis.

La race humaine n'avait jamais manifesté une énergie aussi surabondante. Jamais la pensée n'avait été plus active ou l'action plus intense. Un demi-siècle de faiblesse avait transformé un continent

semi-rural en une ruche grouillante d'industrie, gorgée de biens, de capitaux et d'hommes. Ses fils aventureux parcouraient la terre solide et fouillaient les sept mers pour trouver la richesse du monde extérieur. Ses intellectuels non moins aventureux envahissaient les royaumes inconnus de la science et de la spéculation pour soustraire à la Nature ses trésors cachés et enrichir la vie mentale. L'Europe n'avait jamais été plus riche, plus impatiente, plus virile qu'en ce fatidique 1er août 1914.

Or — « *L'homme ne vit pas que de pain.* » L'ensemble de cette prospérité et de ce puissant édifice de bien-être matériel reposait sur des fondations bancales, qui avaient fait leur temps. Les changements incroyables qui avaient marqué le demi-siècle précédent avaient créé un environnement mécanique différent non seulement en ampleur, mais en nature, par rapport aux générations précédentes. Les conditions matérielles avaient radicalement changé : le cadre idéaliste était fondamentalement resté inaltéré. L'âme de l'Europe était semblable à un jeune géant enserré dans ses langes. Les liens anciens le frottaient et l'irritaient à chaque mouvement. De là sortait une profonde insatisfaction, une instabilité universelle. Si l'Européen avait été un gringalet, il se serait résigné à une apathie fataliste, il aurait accepté les langes du passé qui le contraignaient, et se serait peu à peu transformé en momie vide de sang, comme l'ancien Égyptien, ou le citoyen d'une Rome décadente.

Mais l'Européen du XXème siècle n'était pas un gringalet. C'était un homme de toutes ses fibres, pétri d'un viril instinct de vie, et résolu à réaliser un avenir valeureux. Il se mit donc à tirer sur ses langes et à essayer de s'en libérer, et il était inévitable qu'un jour venu, il allait s'extraire de cet habit de Nessus, même si, ce faisant, il devait s'arracher la chair des os.

C'est cette révolte face au passé, cette détermination de retirer les limitations gênantes avant même que les nouveaux objets idéaux fussent même en vue, qui donnent les clés de l'histoire récente de l'Europe. Partout, on voit éclater de vives irruptions d'énergie humaine, de plus en plus intenses : un triomphe des éléments dy-

namiques de la vie sur les éléments statiques ; une préférence de plus en plus nette pour ce qui est violent et révolutionnaire, en contraste avec les solutions pacifiques et évolutionnaires, transformant l'ensemble de la gamme politico-sociale d'« *Impérialisme* » en « *Syndicalisme.* » Partout, nous distinguons l'esprit du désordre, qui prépare le terrain pour la catastrophe finale.

FIGURE 0.1 – Carte de l'Europe en 1914.

Bien que la catastrophe fût inévitable, sa nature resta quelque peu incertaine jusqu'au dernier moment. On peut ainsi imaginer qu'elle aurait pu prendre la forme d'une suite de convulsions locales au sein des divers corps d'États européens. Lorsque la Grande Guerre commença, l'Angleterre était, de fait, au bord d'une guerre civile, la Russie connaissait les affres d'une vive révolte sociale, l'Italie venait de traverser une « *Semaine Rouge* » qui la menaçait

d'Anarchie, et chaque pays d'Europe souffrait de graves désordres intérieurs. Il s'agissait d'une époque étrange, cauchemardesque, le début de l'été 1914 ; tout cela a aujourd'hui été masqué par les événements qui ont suivi, mais les âges futurs accorderont à ces événements la place qu'ils méritent dans l'histoire du monde.

Or donc, c'est au travers du point le plus faible de la croûte terrestre que la lave refoulée finit par forer son chemin, et puisque la situation internationale constituait le point le plus dangereux de l'instabilité de l'Europe, c'est bien là que l'irruption se produisit. Le récit des événements amenant à la Grande Guerre a été produit et répété *ad nauseam*, et il n'est pas nécessaire d'y revenir. Nous connaissons toutes les actions qui furent celles du jeu diplomatique. Nous nous souvenons de la nature luxuriante du cadre historique : la rivalité entre le Britannique et le Teuton, la querelle entre le Teuton et le Slave, la vendetta entre le Gaulois et le Germain, le rêve d'Italie du Romain, la cage aux ours des Balkans, l'Est qui s'éveillait. Le présent ouvrage n'est pas un récit des événements en cours. Il s'agit d'une étude de l'état d'esprit européen. Le point souligné ici est la psychologie incroyablement volcanique de l'Europe lorsque le cataclysme a commencé. Ce sont les réactions des divers peuples d'Europe à ce cataclysme qui vont constituer le sujet des pages à venir.

Chapitre 1

L'Angleterre

À la veille de la guerre, le pays le plus affecté par le désordre dominant était l'Angleterre. Au cours des années qui avaient précédé, la Grande-Bretagne avait été le théâtre de profonds différends politiques et sociaux, qui avaient plus d'une fois fait peser sur le pays la menace de frictions armées. La question irlandaise, en particulier, semblait rapidement dégénérer en guerre civile, et au cours de la phase d'ouverture de la grande crise européenne, à la fin du mois de juillet 1914, le sang coulait en Irlande du fait des combats entre Nationalistes irlandais et armée britannique.

De fait, le peuple britannique était tellement absorbé par ses difficultés intérieures qu'il ne prêta pas attention aux premiers jours de la crise européenne. Ce ne fut que le 29 juillet que le *Times* de Londres exhorta les partis britanniques à « *serrer les rangs* » et à suspendre leur lutte politique face au péril extrême.

Lorsque la gravité de la situation internationale fut enfin pleinement comprise, les différends intérieurs furent rapidement remisés à la marge ; mais l'opinion publique ne s'en trouva pas pour autant unifiée vis-à-vis de l'attitude à adopter par le pays. Une forte opposition à la guerre se développa, tant au Parlement que dans

le pays. La presse libérale exhorta avec emphase au maintien de la neutralité, et la déclaration de guerre contre l'Allemagne, le 4 août, fut précédée par trois démissions de ministres — Lord Morley, M. Charles Trevelyan, et le dirigeant travailliste John Burns.

La cause de la Serbie ne soulevait aucun enthousiasme. La Serbie avait de longue date mauvaise presse auprès des Anglais, et les journaux britanniques n'hésitaient pas à énoncer les opinions des moins élogieuses à son sujet. L'*Outlook* de Londres associait carrément à la Serbie la responsabilité de la crise qui venait d'éclater. Le journal déclara que ce pays était « *un voisin franchement impossible,* » et poursuivit ainsi : « *Il faut soutenir que la Serbie a reçu et continue de recevoir une dose de sympathie qui n'est pas du tout justifiée par les circonstances. Les portraits hauts en couleur qui sont faits de ce pays, la dépeignant comme une petite nation courageuse luttant contre vents et marées en défense de compatriotes opprimés sont totalement bidons.* » Un journal du Nord regrettait que la Serbie ne pût être « *remorquée jusqu'en pleine mer et coulée.* »

On se méfiait fortement de la Russie. La récente entente avec la Russie n'avait jamais véritablement été populaire en Angleterre, et la complaisance manifestée par le gouvernement britannique à l'égard de l'agression russe en Perse, en Arménie et au Proche-Orient avait dans l'ensemble alarmé la plupart des Libéraux, et jusque certains cercles conservateurs. On faisait désormais circuler divers manifestes anti-russes, dont un, notablement, émis par un groupe d'intellectuels de Cambridge, qui déclarait que la guerre contre l'Allemagne pour le compte de la Russie et de la Serbie constituerait un « *péché contre la civilisation.* » La presse travailliste condamnait à l'unanimité une guerre profitant à l'« *autocratie russe.* »

Cependant, une fois la guerre déclarée, le plus gros de l'opinion publique apporta son soutien et son approbation au gouvernement. L'esprit national était, dans l'ensemble, distingué et sérieux, et les éclats chauvins se firent étrangement rares. La presse fit paraître une résolution grave mais noble. La tonalité principale était qu'il

s'agissait d'une « *guerre pour mettre fin à la guerre.* » « *Le peuple britannique,* » affirma l'édition du 10 août du *Times* de Londres, « *combat pour la cause d'une paix établie et durable,* » et l'édition du 16 août nota que « *S'il se déclarait jamais une guerre contre la guerre, ce serait bien la guerre dans laquelle nous sommes entrés.* » L'*Express* de Londres résonnait d'une note plus austère : « *Il faut désormais se battre jusqu'à ce que, ou bien la puissance allemande qui intimide l'Europe lui ait été retirée à jamais, ou bien la Grande-Bretagne ait été battue à plate couture et ne puisse plus du tout combattre. Nous luttons pour notre propre existence en tant que grande puissance mondiale.* »

Bien qu'il se montrât la fois résolu et confiant, le public britannique apparut tout d'abord abasourdi. Le publiciste anglais, H. Fielding-Hall, qui écrivait pour un magazine étasunien, le *Century*, déclare : « *Il s'agit d'une guerre aussi dépourvue de passion que si nous allions nous battre contre un tremblement de terre, un cyclone ou un volcan — de la manière la plus déterminée qui soit. Tel est notre état d'esprit actuel.* » L'opinion générale était que la guerre promettait d'être brève. Lorsque Lord Kitchener déclara qu'elle allait probablement durer trois années, presque personne ne le crut. Le traditionnel flegme britannique apparaissait au travers de la formule qui avait cours : « *Business as usual !* »

Les pacifistes extrêmes continuaient d'afficher une opposition continue à la guerre, avec à leurs côtés une partie de la presse travailliste, cependant que divers éminents Radicaux, même s'ils reconnaissaient que la lutte ne pouvait désormais plus être arrêtée, critiquaient sévèrement le gouvernement pour avoir déclenché la guerre, et exhortaient à ce que la portée de celle-ci fut réduite à des objectifs définis laissant le champ libre à une pacification rapide. Cette opposition se cristallisa rapidement en organisation connue comme « *Union of Democratic Control,* » qui se mit à répandre une ardente propagande favorable à une paix rapide et modérée. Le point de vue de cette école de pensée est parfaitement exprimé dans un article paru sous la plume d'un écrivain bien connu, H.N.

Brailsford dans les pages de l'édition du mois de septembre 1914 du *Contemporary Review*. « *Nous adoptons une vision paroissiale de l'Armageddon,* » déclara-t-il, « *si nous nous autorisons à imaginer qu'il s'agit principalement d'une lutte pour l'indépendance de la Belgique et pour l'avenir de la France. Les Allemands sont plus proches de la vérité lorsqu'ils la considèrent comme une guerre russo-allemande...Nous ne sommes ni slaves, ni allemands...Une fatalité mécanique a contraint la France à entrer dans cette lutte, et une camaraderie, traduite par des engagements secrets en alliance défensive, nous a fait entrer dans la guerre à son démarrage. Ce n'est véritablement une affaire ni de la France, ni de l'Angleterre. Il s'agit d'une guerre pour l'Empire de l'Est. Si nos dirigeants ont une vision claire, ils mettront fin à la guerre avant qu'elle se soit transformée, d'une lutte pour la défense de la France et de la Belgique, en une bataille colossale pour la domination des Balkans et la maîtrise des Slaves...Soutenir nos amis occidentaux dans une guerre défensive est une chose, nous jeter dans la lutte avancée pour l'Empire de l'Est en est une toute autre. Aucun appel au sang, aucun calcul impérieux en vertu de nos intérêts propres, aucun espoir pour l'avenir de l'humanité n'exige de nous une alliance avec le Slave contre le Teuton...Il relève de l'opinion publique de limiter notre participation dans cette querelle et d'imposer à notre diplomatie, une fois la victoire acquise à l'Occident, un retour à son rôle national de pacificatrice et de médiatrice dans une querelle qui ne sera plus sienne.* »

Mais la plupart des Anglais ne voyaient pas les choses ainsi, qui en vinrent rapidement à considérer la guerre comme une lutte à mort entre l'Angleterre et l'Allemagne. Une décennie de rivalité anglo-allemande avait diffusé un niveau considérable de soupçons et de mauvaise volonté au sein du peuple britannique, et l'éclatement des hostilités cristallisa bientôt ce sentiment jusqu'alors latent et semi-articulé, en une hostilité intense à l'encontre du principal pays antagoniste de l'Angleterre. Les victoires initiales de l'Allemagne, les défaites britanniques, et les récits d'atrocités teutonnes en Bel-

gique eurent tôt fait d'attiser cette hostilité jusqu'à un niveau de chaleur fiévreuse. Le sentiment populaire exigeait l'écrasement pur et simple du « *militarisme prussien,* » que H.G. Wells dénommait « *cette bêtise qui creuse et qui piétine* » menée par les propriétaires terriens prussiens « *avec un goût pour le Champagne et la légalité,* » — et les soldats allemands étaient souvent qualifiés de « *Huns.* »

Au départ, cette haine fut dirigée contre les dirigeants et les militaires prussiens, plutôt que contre l'ensemble du peuple allemand. Le Kaiser et la famille Hohenzollern constituaient des cibles de choix pour les insultes qui, dans certains organes populaires, atteignirent des niveaux de virulence vraiment extraordinaires. L'hebdomadaire de Horatio Bottomley, « *John Bull* », dépeignant l'empereur Guillaume comme « *le boucher de Berlin,* » « *cet Attila bâtard,* » « *Le monstre de l'enfer lâché sur la civilisation,* » et prédisait qu'il resterait « *à jamais connu dans l'infamie sous le nom de Guillaume le Damné...* ». Un autre hebdomadaire populaire, le *Passing Show*, affirma que le Kaiser « *est mahométan, luthérien, ou catholique romain selon son humeur ; mais son goût pour les cravates est vulgaire ; son esprit est celui d'un Hooligan de troisième rang, et son sang est souillé de trois souches de folie.* » Selon ce journal, « *la lignée Hohenzollern doit être exterminée. Car si nous reléguons à une période de paix la question du traitement de sa Seigneurie le Hun, non seulement il s'en sortira à bon compte, mais il pourrait conserver le trône de Prusse et avoir pour successeur un cambrioleur dégénéré, qui n'est ni un gentleman ni un sportif, comme certains voleurs peuvent l'être.* »

Mais les nouvelles de l'unanimité allemande et de la haine envers l'Angleterre canalisèrent bientôt la colère britannique contre l'ensemble du peuple allemand. « *Il ne s'agit pas d'une situation mettant en jeu un peuple raffiné et à l'esprit élevé, forcé par une seule* "caste,*"* » s'exclama la *Pall Mall Gazette* au début du mois d'octobre 1914...« *Nous luttons contre une nation dont le niveau moral est intrinsèquement faible, qui ne présente guère de trace d'instinct humain, et d'encore moins de compréhension du sens*

de l'obligation honorable...Il ne s'agit pas seulement de leurs dirigeants, mais du peuple, qui doit recevoir une leçon, et il n'existe qu'un seul processus éducatif auquel la brute se soit jamais montrée susceptible. » L'organe dominant de l'Église anglicane, le *Guardian*, se montrait tout aussi sévère. « *Il n'y a absolument pas de place pour la magnanimité,* » déclare-t-il à peu près à la même date. « *Il est impératif que la maladie du militantisme qui a saisi tout un peuple en soit extirpée. Il est absurde d'affirmer que les conditions de la paix doivent être telles qu'une nation fière puisse les accepter. Nous avons à faire, non pas à une nation fière, mais à une nation criminelle...Il faut finir par la départir du pouvoir de nuire.* "Plus jamais" *doit être la rengaine des Alliés lorsqu'arrivera la liquidation finale.* » Un organe tout aussi pacifique que le non-conformiste *British Weekly* s'exclama, « *On peut trouver des gens pour penser que le militarisme allemand n'est le gospel que de quelques rares éléments au sein du peuple allemand. Nous ne voyons aucune raison à cela. Le militarisme ne constitue pas une purge temporaire de l'esprit. La couleur derrière ce phénomène a été préparée avec une assiduité persistante, avec une duplicité infinie, avec une ruse inimitable, pendant de nombreuses années. C'est contre l'Antéchrist que nous luttons en nous battant contre les seigneurs de guerre d'Allemagne. Cette arrogance doit être écrasée par des talons de fer.* » L'illustre critique, G.K. Chesterton, déclara que la solution à l'énigme teutonne était que les Allemands étaient « *Barbares,* » « *bien que les Prussiens en soi ne puissent constituer une nation au sens où nous l'entendons — précisément parce que ce sont des barbares.* »

Il est vrai que certaines voix s'élevèrent face à cette marée de passions montantes. Le *Labor Leader* de Londres désapprouvait les « *tentatives qui sont menées pour faire monter la haine des travailleurs britanniques contre les travailleurs d'Allemagne,* » et ajoutait, « *Chaque mot par nous prononcé contre le peuple allemand va rendre notre tâche et la tâche de ce peuple plus ardue au cours des années à venir.* » Et le Dr. Conybeare d'Oxford af-

firma, dans une lettre au *Nation* de New York : « *Après que tout a été dit et fait, les Allemands restent nos alliés naturels en Europe ; ils constituent, après les Hollandais, la seule race européenne semblable à nous.* » Mais ces voix restaient peu nombreuses, et ne trouvèrent pas d'écho populaire.

Au cours de l'automne 1914, le règlement politique de l'Allemagne après la guerre fut beaucoup discuté, et l'idée de fragmenter l'Empire allemand en fragments comme avant 1866 reçut beaucoup de soutien. Cette idée était également explorée par la plupart des personnes bien informées étudiant la politique mondiale. « *Les Teutons sont — et resteront — une communauté unie,* » déclara cet observateur assidu, le Dr. E.J. Dillon, dans l'édition du mois de janvier 1915 du *Contemporary Review.* « *Ceux, parmi les Alliés — et leur nom est légion — qui anticipent une recrudescence de l'esprit séparatiste qui a fait de l'Allemagne, des siècles durant, une maison divisée contre elle-même, sont voués à la déception. Les Bavarois et les Saxons, les Souabes et les Prussiens, tous sont empreints de la même Kultur. Les idées corrosives des comploteurs prussiens ont été absorbées et assimilées par toutes les branches de la race allemande, y compris celle d'Autriche, dont les sentiments patriotiques contribuent désormais au mélange de manière indissoluble.* »

Les premiers mois de l'année 1915 marquèrent un changement distinct dans l'humeur populaire…un durcissement de la résolution à la guerre, un élargissement des aspirations, et une attitude nettement plus réaliste. Victoires russes en Galicie et dans les Carpates, attaque spectaculaire des Dardanelles : autant d'événements qui projetèrent une vive lumière sur les perspectives des Alliés, et le printemps éclot sur une Grande-Bretagne foncièrement optimiste.

La note réaliste était claire. Dans l'article d'ouverture de son édition du 8 mars 1915, paru sous le titre « *Pourquoi nous sommes en guerre,* » le *Times* de Londres déclara franchement : « *Il semble qu'existent encore certains Anglais et certaines Anglaises pour se fourvoyer quant aux raisons qui ont contraint l'Angleterre à tirer l'épée…Ils ne pensent pas que notre honneur et nos intérêts*

auraient dû nous contraindre, même dans l'hypothèse où l'Allemagne aurait respecté scrupuleusement les droits de ses petits voisins. Pourquoi avons-nous garanti la neutralité de la Belgique ? Pour une raison impérieuse d'intérêts propres...Nous tenons notre parole lorsque nous l'avons donnée, mais...nous ne nous positionnons pas comme des Don Quichotte sur la scène internationale, prêts à tout instant à redresser les injustices qui ne nous causent aucun tort... » Et le 17 mars, le *Morning Post* écrivait : « *Ce pays n'est pas entré en guerre par pur altruisme, comme certaines personnes le supposent, mais parce que son existence même était menacée...Voilà ce qui est véritablement sous-jacent au* "bout de papier" *et à tous les discours sur le* "Militarisme allemand"*!* »

Toute aussi claire était la montée de l'esprit belliqueux au sein de la nation. « *Les discussions absurdes voulant que cette guerre soit vouée à lutter contre le militarisme se sont désormais calmées,* » affirma le *Morning Post.* « *Après tout, l'Empire britannique est bâti sur les hautes luttes produites par son armée et sa marine ; l'esprit de guerre est dans le sang de la race britannique.* » Des publicistes de premier plan, comme Archibald Hurd, affirmaient que cette guerre, loin de mettre fin aux armements, allait même les faire croître en cas de victoire alliée. L'Empire britannique ne devait pas seulement s'appuyer sur sa prépondérance navale avérée, mais également maintenir une institution militaire bien plus importante que jamais. De nombreuses voix revendiquaient la rétention des colonies conquises par l'Allemagne, jugées nécessaires à la sûreté et à la prospérité de l'Empire britannique à l'avenir. Dans ce cadre, certains projets allaient encore plus loin. L'un des plus ambitieux était la demande formulée par l'écrivain britannique D.L.B. Castle d'une annexion de la côte de l'Allemagne sur la Mer du Nord, demande qui parut dans l'édition du mois de juillet 1915 du *National Review.* Admettant qu'il était impossible de fragmenter l'Empire allemand sous la forme de ses composantes politiques, M. Castle affirmait que l'Angleterre devait à tout prix empêcher une guerre de revanche allemande qui, du fait du développement

rapide des sous-marins, pourrait s'avérer fatale à l'Angleterre en la coupant de ses approvisionnements en vivres.

On assista au cours des mêmes mois à un nouvel approfondissement du niveau de la haine exprimée contre l'Allemagne. Au moment précis de l'ouverture de la guerre, l'attaque qui avait jusqu'alors ciblé les dirigeants allemands avait pris pour cible le peuple allemand, si bien que l'assaut se trouvait élargi pour intégrer les idées et accomplissements culturels allemands. « *Je ne vois pas ce qui est proposé par l'idée allemande,* » écrivit Rudyard Kipling au *Temps*, journal de Paris, « *sauf marcher au pas cadencé le long d'une suite d'enfers construits philosophiquement, avec pour objet l'auto-adoration du bruit ainsi produit par le tintement des armes. Au moins les Arabes proposent-ils un choix, entre l'Islam et l'épée, mais le Boche n'a dans sa philosophie que l'épée.* » « *Les Allemands,* » écrivit H.G. Wells dans le *Daily Chronicle* de Londres, « *ont été changés en une sorte de Zoulous équipés scientifiquement.* » Le professeur A.H. Sayce, d'Oxford, mit en accusation dans le *Times* de Londres la capacité de l'ensemble de la littérature allemande. Goethe était l'exception à la règle, mais Schiller était un « *Longfellow dilué,* » Heine était un Juif qui « *considérait les Allemands comme des barbares,* » et Kant « *d'origine écossaise pour plus de moitié.* » « *Du côté artistique,* » poursuivait le professeur Sayce, « *peut-être est-il préférable d'en dire le moins possible. Le goût allemand en architecture et en habillement est proverbial. Un peuple qui a détruit les trésors artistiques de la Belgique et de l'Est de la France sort du champ de la civilisation. Ils sont restés les mêmes qu'il y a quinze siècles, les barbares qui pillaient nos ancêtres et détruisirent la civilisation de l'Empire romain. Pendant mille ans, le fléau de la conquête allemande a menacé l'Europe occidentale, jusqu'à ce qu'en fin de compte les conquérants périssent en conflits intestins ou soient absorbés par les populations plus anciennes, et les Âges Sombres prirent fin. Nous devons espérer qu'ils ne vont pas faire leur retour en une avalanche de barbarie teutonne, et que les Allemands pourront revenir à leur ancienne vocation*

d'intellectuels "scieurs de bois et porteurs d'eau" *pour l'Europe occidentale.* » Sir Clifford Allbutt, un autre universitaire anglais, ne soustrait même pas Goethe à sa critique des capacités intellectuelles allemandes. Le professeur E. Ray Lankester affirma que la réputation de l'Allemagne dans le domaine de la recherche scientifique « *découle du flot irresponsable de jeunes hommes qui ont profité des nombreux laboratoires bien organisés appartenant aux universités allemandes.* » Des réfutations semblables des capacités musicales et artistiques des Allemands parurent sous les plumes anglaises à la même période.

Le printemps et l'été 1915 marquèrent une nouvelle exacerbation de l'opinion publique britannique contre le peuple allemand. Les bombardements par les Allemands des villes côtières anglaises, les raids menés par des zeppelins et les nombreux naufrages de navires de passagers anglais, avec pour point culminant le désastre du Lusitania, firent monter une vague de fureur en Angleterre et provoquèrent des appels répétés à des représailles et à la revanche. Le Major-général Sir Alfred E. Turner écrivit dans le *Saturday Review* du 8 septembre 1915, « *Aucun accord ne peut être assuré avec un tel peuple de marginaux, qui ne connaît rien des qualités de la merci, et qui, comme tous les autres sauvages, considère la générosité et la tolérance comme des signes de faiblesse...Les Allemands ne peuvent être que soumis par la force et l'effroi, leurs propres armes, et il est grand temps que les gants de velours soient retirés, comme nous les retirâmes lorsque nous nous sommes battus contre les Derviches du Soudan, les Zoulous, et les Boxers de Chine, qui étaient à plus d'un titre semblables aux Prussiens.* » « *Vengeance !* » écrit W. S. Lilly dans l'édition du mois de juillet 1915 de *Nineteenth Century and After*, « *Les mots frappent le discours.* » « *Qu'importe la manière dont le monde prétende se diviser,* » affirma Rudyard Kipling, « *il n'existe que deux divisions dans le monde contemporain — les êtres humains et les Allemands. Et l'Allemand le sait. Les êtres humains se sont depuis longtemps lassés de lui et de tout ce qui lui est relié : tout ce qu'il fait, tout ce qu'il dit, pense ou croit.*

D'un coin de la terre à l'autre, ils n'ont pas de désir plus ardent que de bouter cette chose impure de l'appartenance et de la mémoire des nations. » Edward Jenks, dans le *Contemporary Review* du mois de juillet, exhorte à l'imposition d'un tabou durable sur tout ce qui est allemand. « *Il s'agit de la plus ancienne des sanctions sociales, et encore de la plus terriblement efficace. Si celle-ci n'implique plus de nos jours comme c'était le cas jadis une famine réelle ou la mort donnée par des animaux sauvages, elle implique la ruine commerciale, la famine intellectuelle, l'extinction sociale. Que personne ne pense qu'une telle punition, appliquée à une nation, puisse être légère...La sentence restera sans appel, et aucun pardon ne pourra être accordé. Le "*Non éternel*" prendra alors un aspect entièrement nouveau pour ses champions, lorsque le visage de la Gorgone se tournera vers l'intérieur, lorsque ceux qui ont conclu une alliance avec les puissances obscures verront l'épaisse noirceur descendre sur la Porte de Brandebourg et sur les aigles qui constituent les piliers de Schönbrunn.* »

Cette vague intense de sentiment anti-allemand est bien entendu également imputable à l'exaspération britannique vis-à-vis de l'état défavorable des affaires aussi bien à l'étranger que sur le plan intérieur. Au mois de mai 1915, le ralliement de l'Italie aux Alliés fut bientôt contre-balancé par toute une suite de désastres écrasants. L'offensive austro-allemande en Galice, qui commença aux premiers jours du mois de juin, ne se relâcha pas avant que les Teutons fussent maîtres de toute la Pologne, et la défaite de la Russie ne fut que le prélude à la grande « *poussée* » de l'Allemagne dans les Balkans, qui fit mordre la poussière à la Serbie et au Monténégro, rallia la Bulgarie à la cause teutonique, et ouvrit la voie vers la Turquie et vers le Proche-Orient. Cela eut pour effet de rendre inévitable l'évacuation par les Alliés de Gallipoli, et ce désastre britannique ne pouvait qu'être suivi par une nouvelle humiliation à l'Est, puisque la reddition de l'armée mésopotamienne britannique, encerclée à Kut-el-Amara, ne fut plus qu'une affaire de temps. Pas même à l'Ouest on ne pouvait trouver de réconfort,

car la « *grande poussée* » dans le Nord de la France, lancée durant des mois au prix d'un immense sacrifice en vies, avait débouché sur des résultats des plus maigres. Les perspectives militaires des Alliés, si brillantes au début de l'année 1915, étaient devenues à la fin de l'année des plus lugubres.

Mais même les désastres militaires ne suffisaient pas à relater toute l'histoire. Malgré une censure rigide, le grand public anglais s'éveillait peu à peu au fait que ces revers alliés résultaient, au moins pour partie, d'« *embrouilles* » et d'inaptitudes britanniques. L'échec humiliant dans le Nord de la France fut le résultat logique du système de munitions défaillant de la Grande-Bretagne. Les désastres en Mésopotamie et à Gallipoli découlaient d'une stratégie britannique balourde. L'effondrement des Balkans était à relier avec une diplomatie britannique à courte vue. De toute évidence, le mécanisme gouvernemental britannique n'était pas au niveau des contraintes posées par la Grande Guerre.

On ne comprit bien sûr pas tout cela en un jour. Il fallut du temps pour pénétrer la cuirasse de l'optimisme britannique. Mais les faits étaient trop cinglants pour qu'on les ignorât, et un processus graduel de désillusion se mit à progresser de cercle en cercle au sein du peuple britannique. Des voix commencèrent à s'élever pour critiquer les défauts du gouvernement, dénoncer les conséquences des « *embrouilles* », et exiger une réforme radicale.

Dès le mois de janvier 1915, Austin Harrison, éditeur de l'influent *English Review*, avait produit une note d'alerte contre l'optimisme qui prévalait à l'époque. L'Angleterre, affirmait-il, ne comprenait pas encore l'ampleur de sa tâche, « *la terrible nature de la guerre dans laquelle elle s'est engagée,* » cependant que « *les encriers sont sources de quolibets envers les Allemands* » et les « *bavardages stupides* » sur la valeur des Cockney n'allaient jamais remporter la victoire. À partir de cette époque, les organes de presse dominants, ainsi que les publicistes comme le Dr. E.J. Dillion, J. Ellis Barker, etc., lancèrent une campagne d'éducation assidue sous le slogan « *Réveille-toi, Angleterre !* »

Les critiques du système gouvernemental anglais se firent de plus en plus vertes et de moins en moins conciliantes. « *L'ancien mécanisme de gouvernement maintenait la nation britannique impréparée, car la guerre reste inaltérée au quotidien,* » écrivit le Dr. Dillon dans le *Fortnightly Review* du mois de janvier 1916. « *Tant que tout et tous, autour de nous, sont modifiés ou en cours de changement, cela reste inchangé...Son action est facétieuse, et inutile. Cela produit des ravages dans nos projets les mieux préparés, et dément nos prévisions les plus raisonnablement encourageantes...Notre système de gouvernance affaibli, qui plonge ses racines dans un passé révolu et projette une ombre funeste sur le présent et l'avenir de la nation, doit être balayé. Les illusions avec lesquelles il berce la pensée britannique, et qui lui servent à saper la force britannique, doivent être dissipées...À moins que ce système, ainsi que ses vieilles doctrines parlementaires, ses traditions chéries de liberté, son individualisme fortement accentué, ses prédilections conservatrices, et ses illusions insulaires, soient rapidement ajustés aux nouvelles conditions, une grande partie de ce qui est précieux, non seulement à la race, mais à l'homme civilisé en général, sera balayé dans les poubelles de l'histoire par la marée teutonne, dont la guerre actuelle n'est pas le premier assaut.* » Dans le *Nineteenth Century and After* du mois de février 1916, M. J. Ellis Barker se fait tout aussi sévère : « *Le gouvernement britannique, tel qu'il est à présent constitué, n'est pas l'organisation de l'efficacité, mais sa négation. Il s'agit d'une organisation semblable à celle qui a provoqué la chute de la Pologne. Il s'agit de l'organisation de la désorganisation. Les amateurs sont voués à gouverner de manière amatrice, et leurs insuffisances seront particulièrement marquées s'ils doivent piloter une machine de gouvernement défaillante et se trouvent opposés à des professionnels parfaitement organisés.* » Un simple remplacement d'un cabinet libéral par un cabinet conservateur n'aurait pu suffire, car « *on peut se demander si un autre groupe d'amateurs produira de meilleurs résultats que celui actuellement en poste. Le défaut réside principalement dans*

le système. Le système de gouvernement par une société de débat s'est avéré un échec. Il faut l'abolir avant qu'il ne soit trop tard. » La note d'avertissement se faisait plus insistante au fil du temps. « *À moins que nous n'accélérions nos mouvements,* » s'écriait le Dr. Dillon dans l'édition du mois de février 1916, « *la damnation tombera sur la cause sacrée pour laquelle tant de sang courageux a été versé. Et pour l'instant, aucun signe d'accélération n'est visible.* » Et au mois de mai 1916, il écrivit : « *Nous ne gagnons pas la guerre, ni n'adoptons les moyens de la gagner...Le résultat a été d'inoculer à la nation la bactérie de la paralysie générale. Si cela dure encore un petit peu, nous sombrerons dans un désastre irréparable.* »

La réforme radicale demandée par tous ces critiques était la transformation en dictature du gouvernement de cabinet. « *Nous avons besoin d'une autocratie temporaire...* » exhortait le Dr. Dillon, « *durant une lutte comme celle que nous connaissons. Le respect des libertés individuelles et des droits parlementaires devrait laisser la place à des considérations d'un niveau plus élevé, au nom de problèmes plus considérables.* »

Les raisons pour lesquelles des demandes aussi catégoriques étaient formulées résidaient non seulement dans l'inefficacité du gouvernement, mais également dans certains aspects dérangeants du tempérament national. Nous avons déjà vu la force qu'avait eue l'opposition à la guerre à l'été 1914. À présent, cette opposition, tout en diminuant au fil de l'avancement de la lutte, n'avait pas du tout disparu entièrement. Les syndicats britanniques, extrêmement conscients de l'existence des classes, persistaient à considérer la guerre comme un ouvrage de la diplomatie capitaliste, et les dirigeants syndicaux comme Keir Hardie et Ramsay Macdonald refusaient formellement de consentir à la guerre. On trouvait également des groupes radicaux, tels que l'*Union of Democratic Control*, pour s'associer à l'opposition travailliste et exiger une paix rapide sur base d'un compromis, alors que les pacifistes extrêmes, comme Bertrand Russell, dénonçaient la guerre par principe, et refusaient

d'y assister sous quelque forme que ce fût. Enfin, des symptômes de mollesse morale et d'indifférence égoïste apparaissaient sans doute possible dans de nombreux cercles, surtout les cercles constituant la partie basse de la classe moyenne. Le résultat de tous ces phénomènes était une mollesse et des manquements dans les usines de munitions, des grèves dangereuses jusque dans des branches industrielles aussi vitales que les chantiers navals et les mines de charbon, et l'échec des campagnes de recrutement les plus énergiques visant à enrôler des volontaires dans l'armée, un processus nécessaire à la poursuite de la guerre. Même des appels comme celui formulé à l'automne 1915 par le ministre Lloyd George face au congrès des syndicats à Bristol — « *Je vous supplie, moi qui suis un homme élevé dans la maison d'un travailleur, à ne pas détourner la sympathie du pays du travail en retenant sa puissance par des régulations et des usages, alors que notre pauvre vieille terre combat pour sa survie* » — ne produisaient pas l'effet escompté.

Mais la seconde moitié de l'année 1916 vit un changement frapper la conscience nationale. Piquée au vif par les lacunes intérieures et les échecs extérieurs, l'Angleterre se leva enfin face au péril, et avant le nouvel an, une loi radicale avait révolutionné le système gouvernemental britannique et radicalement transformé tous les aspects de la vie anglaise. Les armées avaient été consolidées au moyen d'un service militaire obligatoire, les embrouilles dans les fabriques de munitions avaient été résolues par la conscription industrielle, et le gouvernement de cabinet s'était évaporé face à un triumvirat tout puissant dirigé par Lloyd George. Au début de l'année 1917, l'Angleterre tenait une position d'efficacité.

Il ne faut pas penser que cette période décourageante avait provoqué le moindre abattement perceptible du désir national de parvenir à une victoire décisive. Sans aucun doute, on était très pessimiste et désespéré, mais la haine et l'aversion de l'Allemand continuaient de brûler tout aussi ardemment qu'auparavant. « *À moins que les Alliés ne réduisent en poudre les meurtriers sans foi ni loi dans le rouge moulin de la guerre,* » affirma le Dr. Dillon,

« *les sables de la civilisation se seront reculés.* » Dans le *Blackwood's Magazine* du mois d'août 1916, le Major-Général C.E. Callwell maintint que l'Allemagne devait être battue, écrasée, et maintenue au sol de manière permanente, car « *la nation allemande est une nation de barbares, une nation sans honneur, sans chevalerie, et sans honte.* » Normalement, le vainqueur peut, et devrait souvent, proposer des conditions qui ne soient pas dégradantes, « *mais les Allemands ne peuvent plus être considérés comme une race civilisée...Les garanties de papier sont pires qu'inutiles lorsqu'elles sont signées par des voyous...Nous avons à faire avec une bête sauvage qui doit être mise en cage et qui doit y rester jusqu'à avoir été apprivoisée.* » Sir Harry Johnston, dans la *Review of Reviews* anglaise du mois d'avril 1916, écrivit que l'Allemagne devait être « *pleinement punie ; que nous puissions réaliser cette punition en six mois, en un an, en dix ans, ou en cinquante ans.* » Et l'éminent philosophe anglais, L.P. Jacks, affirma dans son journal, le *Hibbert Journal,* « *J'écris avec réflexion lorsque j'affirme que nous nous battons contre l'enfer...* »

Au vu de cet état d'esprit dominant en Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne, il était facile de prédire que les rumeurs de paix, qui commençaient à cette époque à se diffuser à l'étranger, n'allaient pas recevoir une réception particulièrement chaude de la part de l'opinion publique britannique. On avait bien entendu toujours discuté de paix en Angleterre — mais une paix fondée sur le postulat d'une victoire absolue des Alliés. Mais au fil du temps, et à mesure que l'endurance teutonne se faisait de plus en plus évidente, on se mit à parler de pourparlers de paix d'une nature différente. Il était clair que si l'on pouvait écraser l'Allemagne, cela se produirait à l'issue d'une longue guerre, selon une formule exprimée dans le mot « *attrition.* » Mais ce mot sonnait mal à de nombreuses oreilles, car, comme un bon mot anonyme l'exprima, « *cela signifiait qu'après que les Huns fussent tués, seuls quelques Alliés resteraient en vie.* » Aussi, l'année 1916 vit-elle une discussion véritable au sujet des possibilités de paix — une discussion accélérée par des événements

comme le discours du rameau d'olivier prononcé par le chancelier allemand à la fin de l'année, ou les actions pacifiques entreprises par le président Wilson au début de l'année 1917.

Le sentiment partagé par la plupart des Anglais était d'évidence une hostilité à une paix négociée. Le sentiment anti-allemand a été pleinement analysé ci-avant, si bien que quelques exemples de cette majorité devraient suffire. Pour commencer, le premier ministre Lloyd George avait opté pour une attitude des plus intransigeantes. Au mois d'octobre 1916, il déclara face à un journaliste étasunien : « *La Grande-Bretagne vient à peine de commencer à se battre ; l'Empire britannique a investi des milliers de vies de ses meilleurs hommes pour acquérir une immunité à venir à la civilisation ; cet investissement est trop important pour qu'on l'abandonne. . .La lutte doit se dérouler jusqu'au bout — jusqu'à un KO.* » Que le gouvernement britannique ait ou non modifié son attitude depuis lors, il est certain que cette déclaration officielle obtint la chaude approbation de la part d'une majorité de la presse britannique, et on n'a assisté à aucune diminution de cette approbation au cours des premiers mois de l'année 1917. À la fin du mois de décembre, le *Daily Mail* de Londres remarqua : « *Les Alliés savent qu'aucune paix conclue avec une nation de tigres, de meurtriers et de dirigeants qui considèrent que les traités ne valent rien de plus que le papier et l'encre sur lesquels ils sont imprimés. Tant que l'Allemagne n'aura pas été battue complètement et de manière décisive, aucune paix conclue avec elle ne peut constituer autre chose qu'une trêve qu'elle violerait à la première occasion favorable.* » Et le *Post* de Londres affirma : « *Aucun compromis ne peut exister, et la guerre est là pour le prouver. La nature présente de l'esprit allemand est telle qu'il est incapable de comprendre le simple fait que l'arrogance allemande, le militarisme allemand, l'ambition allemande, l'immoralité allemande, camouflés sous les traits du Bien universel, et la cruauté allemande, sont tellement intolérables aux yeux des nations civilisées qui ont désormais pris les armes contre ces horreurs, au point que les Alliés préfèrent la mort à les ac-*

cepter. » Et Lord Curzon remarqua à la mi-janvier 1917, « *Notre esprit ne peut pas faiblir, car une paix douteuse ou un rafistolage sans courage amènerait sur nous non seulement l'humiliation, mais la destruction.* »

Dans le même temps, ce sentiment sans compromis n'était pas du tout universel. Nombreux étaient ceux qui considéraient le coût de l'« *attrition* » comme intolérable, et qui exprimaient l'opinion selon laquelle une victoire remportée par de tels moyens promettait d'impliquer toutes les parties dans une ruine partagée. Bertrand Russell écrivit : « *Si la guerre dure longtemps, tout ce qui fut bon dans les idéaux de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre aura péri, comme périrent les idéaux des Spartiates et des Athéniens. Les trois races, avec tout ce qu'elles ont apporté à notre civilisation, se seront épuisées, et la victoire, lorsqu'elle se présentera, sera aussi aride et désespérée qu'une défaite.* » Qu'un objecteur avoué comme Bertrand Russell ait écrit cela n'est pas une surprise, mais il est particulièrement significatif que l'on trouvait désormais des Anglais éminents pour exprimer le même point de vue, comme Earl Beauchamp, Lord Brassey, et Lord Loreburn, des hommes qui n'étaient pas identifiés comme appartenant aux cercles pacifistes extrêmes. Lord Loreburn, dans l'*Economist* de Londres du 10 juin 1916, exprima ses craintes qu'une victoire d'« *attrition* » impliquerait une faillite générale et « *une telle destruction parmi les jeunes hommes d'Europe brisera la fine croûte de civilisation qui a été construite depuis les Âges des Ténèbres...* » Et le point de vue énoncé par Lord Loreburn était soutenu avec sympathie par l'éditeur de l'*Economist*, le bien connu auteur économique Francis W. Hirst, qui remarqua : « *Les temps semblent être arrivés où les dirigeants vont devoir considérer les véritables intérêts de leurs sujets ou de leurs concitoyens à cet égard, et lorsque l'État, qui a revendiqué le droit d'extraire à l'individu sa vie ou ses biens, va devoir réduire ses prétentions et atténuer l'intensité de lutte pour la gloire et le prestige, non pas parce que ceux-ci sont inutiles et indésirables, mais parce qu'un État ayant perdu ses hommes et son*

argent ne pourrait guère se considérer comme victorieux ; car une fois qu'il aura imposé la paix comme conquérant, il serait contraint des années durant à tenir un second rang face aux autres puissances...Bien sûr que l'on veut écraser son ennemi lorsqu'on est en guerre. Bien sûr que l'on veut la victoire. Bien sûr que l'on veut que l'ennemi reconnaisse qu'il est battu, et qu'il recherche la paix. Mais de la même manière, bien sûr, à moins que vous soyez mené par une rhétorique fragile et bancale, vous ne voulez pas détruire la société, les traditions, les richesses, et le bonheur de votre propre peuple. Vous ne voulez pas voir vos alliés ruinés dans le but de réduire un ennemi à un état de désespoir abject. Aussi, une fois que l'attrition et l'épuisement ont atteint un certain stade, vous vous montrez prêts à écarter l'avenir et à accepter les conseils de la petite voix de la raison et du bon sens. » La question fut évoquée de manière plus caustique par George Bernard Shaw qui, dans les pages d'une périodique étasunien, le *New Republic* affirma le 6 janvier 1917 : « *L'Europe non-allemande ne va pas passer le reste du temps sur cette planète assise sur la tête de l'Allemagne. Une tête contenant les cerveaux de 60 millions de personnes va exiger plus d'efforts pour se laisser dominer que nous ne pouvons en fournir.* »

Mais ce type de déclarations, bien qu'elles fussent nombreuses et de poids, restaient minoritaires, et provoquaient des ripostes agacées de la part du gros de l'opinion publique anglaise. Dans de nombreux cercles, on les considérait comme proches de la trahison, et on les accusait d'avoir été inspirées par les machinations de la « *Haute Finance* » judéo-allemande. Par exemple, l'attitude de M. Hirst, qui fit grande sensation, lui coûta son poste d'éditeur. La protestation rédigée par L.J. Maxse, éditeur de l'influent *National Review*, est caractéristique : « *Le principal objet de la paix devrait être d'écraser et de mettre à mal la Prusse de manière permanente, non seulement parce qu'elle n'aspire qu'à provoquer la guerre, mais en raison des horreurs perpétrées à chaque endroit où le pied prussien s'est aventuré. Les Prussiens et leur dynastie mécréante sont les parias et les lépreux de la civilisation, et sont à ce titre inaptes*

*à constituer une Grande Puissance. Les laisser reprendre leur carrière assoiffée de sang, pour faire plaisir à ceux qui privilégient la puissance sur le droit, reviendrait à mettre Satan sur le trône. Tous les Pacifistes véritables devaient tomber d'accord avec tous les Militaristes véritables sur ce point. Le désir manifesté par les premiers d'empêcher la récurrence de la guerre ne peut être concrétisé qu'en détruisant le scorpion prussien. Les seconds ne sont pas moins désireux d'empêcher l'honorable profession des armes de se retrouver aussi dégradée à l'avenir qu'actuellement par ces assassins de sang-froid de femmes et d'enfants, d'empoisonneurs de l'air, d'empoisonneurs de puits, de sauvages, qui font pâlir d'envie tous les sauvages jamais découverts. À ce jour, nos personnalités publiques, à leur habitude, crient avec la foule la plus nombreuse, et la foule nombreuse est déterminée à obtenir la justice de la part de la Prusse. Mais nous connaissons trop bien le Très Honorable Timoré et le Très Honorable Padestomac pour supposer que cet état d'esprit va perdurer et qu'il pourra conserver sa robustesse lorsque l'on se mettra à pleurnicher sur le Rhin. À ce moment-là, nos bêleurs donneront de la voix et nos "*farfadets*" viendront rejoindre la partie. Nous verrons la vieille presse de Potsdam tourner à plein, dévouée jour et nuit à la cause sacrée de "*laisser partir le Boche.*" Les vainqueurs, nous dira-t-on, peuvent se permettre de se montrer généreux...Mais certainement, si les Prussiens perdent, c'est à eux de payer, et aux Alliés de recevoir les milliards ? Si le processus de paiement réduit la Kultur allemande au statut de scieurs de bois et de porteurs d'eau jusqu'à la fin du siècle au bénéfice de la civilisation européenne, tant mieux pour le monde...* »

Tel est l'état courant de l'opinion publique britannique sur la question de la paix. Nous ne connaissons bien sûr pas les véritables opinions et intentions du gouvernement britannique, mais pour l'objectif que nous nous sommes fixés, cela n'est pas d'une grande importance. Le point qui mérite d'être noté est qu'au cours de ces premiers mois de 1917, l'opinion publique britannique reste favorable à la guerre de manière prédominante, et prête à consentir

aux sacrifices nécessaires pour sa poursuite.

Bien entendu, chacun reconnaît que la lutte doit s'arrêter à un moment ou à un autre, et ceci soulève la question prégnante, « *Après la guerre ?* » Mais pour traiter ce sujet vital, nous devons soigneusement limiter la portée de notre recherche. Une analyse complète de l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de la reconstruction européenne nous amènerait trop loin dans le spectre des hypothèses. Bien entendu, presque tous les Anglais ont des idées très affirmées au sujet de la manière dont la carte politique de l'Europe devrait être redessinée, mais dans la mesure où les points spécifiques de ce nouveau dessin seront déterminés par la valeur des armées et les compétences des diplomates plutôt que par la passion populaire, une discussion étendue sur les courants en mouvance dans l'opinion publique contemporaine à ce sujet constituerait une entreprise plutôt vaine.

Il est bien plus utile de comprendre le degré de sympathie ou d'antipathie populaire que les Anglais ressentent à ce jour vis-à-vis des divers peuples européens. Ce sujet est d'une importance pratique. Une tendance prononcée de sentiment public vis-à-vis de l'une ou l'autre des nations étrangères peut durcir les décisions des gouvernements et influencer les dirigeants dans l'établissement de nos politiques à venir.

Bien sûr, la ligne de clivage principale se trouve entre les amis et les ennemis. La guerre a naturellement eu pour tendance à rapprocher encore davantage les Anglais de leurs Alliés et de les éloigner de leurs adversaires. Ce processus ne s'est pour autant pas déroulé selon des lignes uniformes. Si l'on considère pour commencer le statut populaire des alliés de la Grande-Bretagne, le trait le plus important est la profonde sympathie ressentie envers la France. Les relations anglo-françaises étaient, il est vrai, cordiales depuis 1904, mais l'héroïsme et l'efficacité de la France dans la guerre en cours ont approfondi les penchants anglais, et les ont transformés en admiration enthousiaste, qui semble promettre une amitié durable entre les deux peuples. Vis-à-vis de la Russie, le sentiment

britannique s'est sensiblement réchauffé, et dans certains cercles, il atteint un véritable enthousiasme. Mais la littérature anglaise pro-russe fait montre de certaines marques de simulation artificielle, et les critiques britanniques accusent la propagande pro-russe de M. Stephen Graham et d'autres de se montrer pétrie de sentimentalité. L'amitié britannique envers l'Italie apparaît plutôt fortuite, et reste pétrie de certaines réserves mentales. La Belgique a reçu des louanges sans réserve, et la politique traditionnelle anglaise consistant à protéger ce petit pays voisin de toute conquête étrangère a puissamment été renforcée par les liens d'une chaude affection populaire. Quant à la Serbie, l'ancienne méfiance britannique a été plutôt bien effacée par les qualités de lutte acharnée dont cette petite nation a fait preuve.

Un mot sur les pays neutres. Convaincus qu'ils sont de mener une bataille pour la civilisation, les Anglais estiment que les neutres devraient « *prendre leur part* » dans le courant de la guerre, et comme les Anglais sont enclins à imputer la neutralité soit à un « *mercantilisme* » égoïste, soit à de la lâcheté, l'attitude britannique prédominante a tendance à se constituer en un mélange d'inimitié et de mépris. Bien entendu, les exigences politiques, ainsi qu'une stricte censure, suppriment les manifestations plus violentes, mais la phrase de Kipling, « *Maudits tous les Neutres !* » a sans aucun doute exprimé le sentiment britannique prédominant.

L'opinion publique anglaise est en général sévère vis-à-vis de ses ennemis, mais le degré de ressentiment varie considérablement selon les cas. La Turquie a été depuis le début condamnée à mort. La Bulgarie, si on lui accorde en général le droit de vivre politiquement, doit être réduite à une quantité négligeable. L'antipathie britannique envers l'Autriche s'est fortement accrue avec le temps. Au début de la guerre, l'Autriche était considérée avec un dédain méprisant comme la dupe sénile du militarisme prussien. Mais désormais, de nombreux Anglais considèrent l'Autriche comme également coupable avec l'Allemagne, et demandent par conséquent son extinction politique, et que soient déposés les Habsbourg et les

Hohenzollern pour le bien-être futur de l'Europe.

L'ennemi principal reste cependant l'Allemagne, et vis-à-vis de ce pays, la colère britannique reste indéfectible. Le désir de « *briser* » l'Allemagne est aussi vif que jamais, mais la difficulté du processus est de plus en plus comprise. La plupart des Anglais réfléchis reconnaissent désormais que défaire l'unité allemande est impossible, et nombre d'entre eux prévoient même une jonction des Allemands d'Autriche avec leurs frères. Mais comme ils craignent que la défaite ne change rien dans le cœur du peuple allemand, les Anglais sont très préoccupés par le problème consistant à éviter une guerre de revanche allemande, et l'opinion générale semble être que la seule méthode sûre est de « *maintenir l'Allemagne au sol.* » Les projets populaires pour y parvenir sont bien entendu à la fois nombreux et variés. Ils comprennent non seulement des barrières militaires et politiques, mais également des mesures économiques radicales, comme des boycotts alliés des marchandises, du commerce et des livraisons en provenance d'Allemagne. Ceci implique également l'idée de la permanence de la « *Grande Alliance* » actuellement instaurée, ainsi qu'une mise en commun générale des ressources des Alliés.

La haine anglaise envers l'Allemagne, et l'amitié anglaise pour la France sont en réalité les deux traits saillants de l'état d'esprit britannique. Ils sont tellement prononcés qu'ils promettent de constituer des facteurs importants dans la détermination de la vie européenne après la guerre. Plusieurs éléments influents dans la pensée britannique refusent d'envisager un éloignement permanent des peuples britannique et allemand, mais le cœur de l'opinion publique britannique a pour sentiment que tout comblement immédiat de ce fossé reste impossible. L'éminent essayiste anglais, Edmund Gosse, remarque : « *Je ne peux pas imaginer que les passions soulevées par la guerre puissent avoir d'autre effet que de creuser et d'élargir les abysses. J'imagine que durant au moins une génération, aucune relation intellectuelle ne sera possible entre la France et l'Angleterre d'un côté et l'Allemagne de l'autre. Si je*

ne me trompe pas, les nations neutres formeront le seul lien entre les Alliés et l'Allemagne à l'issue de la guerre. » H.G. Wells, dans son ouvrage « *What is Coming* », est sans aucun doute en résonance avec une corde populaire en écrivant : « *L'affaire première des Alliés n'est pas la réconciliation avec l'Allemagne. Leur principale préoccupation est d'organiser une grande ligue de paix...Il y aura de l'amertume lorsque l'on se souviendra de cela, et la prochaine génération qui constituera le spectacle d'ardents Français, ou Anglais, ou Belges, ou Russes, embrassant des Allemands avec enthousiasme — cela sera pour le moins déplaisant. Nous pouvons nous forcer à comprendre, nous pouvons nous contraindre à un pardon froid et raisonnable, mais il faudra soixante ou soixante-dix ans avant que les deux côtés de la guerre se considèrent de nouveau avec amitié. Ne construisons pas de faux espoirs, ne prétendons pas à de fausses générosités. Ces haines ne peuvent mourir que d'une seule manière : par le passage d'une génération, par la mort des blessés et de ceux qui furent lésés. Notre affaire, notre affaire à mener sans sentiment, est de préparer les conditions telles que ce passage se fera. Et il s'agit également de l'affaire des Allemands sains...On ne parviendra pas à cela par des sentimentalités scrupuleuses, ou en réfutant, la bave aux lèvres, des blessures inoubliables. Nous ne voulons pas plus de Ligues pro-allemandes que nous ne voulons de Ligues anti-allemandes. Nous voulons de la patience — et du silence. Ma raison insiste sur l'inévitabilité et la nécessité de cette réconciliation ultime. Je ne ferai pas plus que le nécessaire pour causer davantage de tort à l'Allemagne, et je ferai tout mon possible pour rétablir l'unité de l'humanité. Il est néanmoins vrai que pour moi, durant tout le reste de ma vie, les Allemands que je rencontrerai, les Allemands que je verrai, seront souillés par le sang de mon peuple et de mes amis, que la volonté de l'Allemagne a versé.* »

De nombreux Anglais adoptent un point de vue encore plus pessimiste. L'éminent scientifique britannique, Sir William Ramsay, tient par exemple pour opinion qu'aucune relation d'aucune

sorte avec l'Allemagne ne pourra avoir lieu avant un siècle. « *Je crains,* » écrit-il, « *que l'horreur de l'ensemble du monde civilisé face à la pourriture morale des Allemands rende des plus improbables le rétablissement de relations avec les individus appartenant à cette nation avant que plusieurs générations se soient succédé. Les hommes de science reconnaîtront toujours les réussites scientifiques, indépendamment de la nationalité. Mais si des tentatives étaient menées en vue de rétablir des relations amicales avec l'Allemagne et l'Autriche en passant par des invitations à des congrès scientifiques, nous nous en indignerions tous.* »

De fait, certains penseurs anglais se désespèrent presque au sujet de l'avenir, et craignent une rupture permanente de la solidarité et de la civilisation européennes. Au mois d'avril 1916, le *Nation* de Londres a remarqué de manière lugubre : « *L'Europe est à présent perçue mentalement comme duale, inévitablement et de manière permanente...Nous cessons de penser à l'Europe...La fin normale de la guerre (qui est la paix) doit être submergée par l'idée d'une suite de guerres prolongée sans fin. Bientôt, le continent entier n'aura plus qu'une seule aspiration — l'aspiration au repos. La coupe doit être retirée de ses lèvres ! Car dans un monde pétri de peur et dirigé par l'aride logomachie de la haine, les relations diplomatiques cesseraient presque d'être possibles...En matière de culture, l'Europe moderne aurait tendance à rechuter vers un état inférieur à celui de l'Europe médiévale, et à sombrer en dessous de celui de la Renaissance.* »

Voilà des mots graves et pesants, sur lesquels nous ferions bien de réfléchir. De nombreux éléments tendent certes à nourrir l'anxiété pour l'avenir de l'humanité. Et pourtant, avant de nous abandonner à des rêveries mélancoliques, nous devrions nous souvenir de certains faits. Car le sentiment implacable qui est actuellement celui de l'Angleterre ne constitue un phénomène ni nouveau, ni sans précédent dans l'histoire de la psychologie nationale britannique. À qui doute de cette affirmation, je recommande de parcourir l'ouvrage de Burke « *Reflections on the Revolution in France* », ou bien

« *Letters of a Regicide Peace.* » Assurément, les caricatures qui paraissent actuellement sur le Kaiser ne sont pas plus virulentes, et sont certainement de meilleur goût que les pamphlets qui parurent sur le Corse il y a cent ans.

Bien sûr, la réponse à ceci est que les haines anglo-françaises ont mis presque un siècle à s'étioler. Cela est exact. Mais il est également vrai que désormais, le monde change plus vite que jamais. La plupart des Alliés du moment étaient des ennemis il y a une génération. Aussi, en deux décennies, la roue du Destin tourne rapidement — pan-russianisme, un Orient éveillé, une montée générale du monde coloré, ou des évolutions gigantesques au-delà de nos perceptions — peuvent contraindre les Britanniques et les Teutons à s'exposer dans les bras les uns des autres. La nécessité, comme la politique, produit des alliances étranges. Qui sait ?

Chapitre 2

La France

La psychologie nationale française fait montre d'un contraste frappant entre ce qui en est visible à la surface et une permanence sous-jacente : une combinaison de mobilité et de solidité — mobilité de pensée et sentiment présentant une solidité de caractère. Ce phénomène apparaît nettement dans le domaine politique. Le côté capricieux des formes est couplé avec une adhésion instinctive envers les tendances et les politiques traditionnelles.

Durant la génération qui suivit la guerre franco-prussienne, cette vérité put paraître quelque peu obscurcie. Dix-huit cent soixante-dix — « *L'Année Terrible* » — fut comme un coup dans le plexus solaire. L'âme de la France en fut temporairement paralysée, et la variabilité de surface, libérée de son élément stabilisateur, se révéla comme presque incontrôlée, des querelles aiguës entre factions, du matérialisme, et de pessimisme qui firent longtemps de la France un élément incertain dans les affaires européennes.

Mais à peu près au début du XXème siècle, la France se remit du choc de 1870, et se résolut à jouer un rôle positif dans le monde. Deux attitudes générales vis-à-vis de la politique étrangère étaient visibles — chacune d'elles éclose du passé historique.

La première, qui découlait de l'idéalisme humanitaire du XVIIIème siècle et de la Révolution, essaya de faire une fois de plus de la France le centre régénératif de l'humanité en concentrant l'énergie française sur des idées constructives et une réforme sociale. Les politiques étrangères agressives et la « *revanche* » de 1870 devaient être évitées. Un exemple d'attitude de ce parti vis-à-vis des affaires européennes réside dans l'ouvrage de Francis Delaisi, « *La Guerre Inévitable,* » qui parut en 1911. Considérant comme certaine une guerre anglo-allemande, Delaisi voyait les deux côtés en train de courtiser la France — l'Allemagne pour de l'argent, l'Angleterre pour des hommes. Cette thèse était que la France ne devait aider aucun des deux pays, mais devait conserver sa force et émerger comme arbitre morale et réconciliatrice de l'Europe. Au sein de la vie politique française, le personnage le plus éminent de cette école était M. Joseph Caillaux. Les adhérents du parti provenaient principalement des classes travailleuses des villes, surtout la grande organisation syndicale connue sous le nom de CGT (Confédération Générale du Travail) et de la paysannerie du Sud — le Midi.

Mais dans le même temps, un autre courant de pensée était devenu une évidence en France ; fondé sur les traditions plus anciennes encore de l'histoire de France. Les Français ont toujours fait montre d'une grande sympathie envers les prouesses militaires et une politique étrangère expansive — surtout en direction du Rhin. Ils ont sous les yeux la vision d'un passé glorieux et se souviennent que jusqu'à la formation de l'unité allemande et italienne, la France constituait indubitablement la première puissance d'Europe — la Grande Nation. En outre, pour de nombreux Français, l'humiliation et la « *mutilation* » de 1870 étaient une perpétuelle agonie. Il n'est donc pas surprenant que l'esprit ravivé de la France s'exprimât surtout en termes de *Grande Nation*, de revanche sur l'Allemagne, et de récupération de l'Alsace-Lorraine. L'alliance russe et l'entente avec l'Angleterre avaient puissamment stimulé ce sentiment, cependant que les divers différends coloniaux avec l'Allemagne avaient accéléré l'hostilité envers les Teutons. Le principal

exposant politique de « *La Nouvelle France,* » M. Théophile Delcassé, œuvrait franchement dans le sens d'un isolement diplomatique de cette nature et à l'encerclement de l'Allemagne auquel elle finirait un jour par se trouver confrontée, avec pour alternative soit de rendre l'Alsace-Lorraine, soit de se faire écraser dans une guerre désespérée. La force des « *Patriotes* » comptait parmi ses rangs l'ancienne noblesse, l'armée, la bourgeoisie et les intellectuels et la paysannerie de l'Est et du Nord. Son caractère optimiste est révélé par une littérature abondante au cours des années qui ont précédé le présent conflit, et l'on en trouve un bon exemple avec l'ouvrage du colonel Arthur Boucher « *La France victorieuse dans la Guerre de Demain* » (1911).

Les premiers mois de l'année 1914 virent la France se déchirer en raison des luttes entre ces deux partis, compliquées par les manifestations d'une vie parlementaire relativement factieuse, comme l'affaire Caillaux. Le caractère de la « *Nouvelle France* » fut montré par l'allocution d'investiture de Maurice Barrès, l'éminent écrivain, élu président de la Ligue des Patriotes le 12 juillet 1914 après la mort du poète Paul Déroulède. À cette occasion, M. Barrès affirma : « *Nous allons tous poursuivre son œuvre [celle de Déroulède] — l'union de tous les Français pour la récupération des provinces perdues. La première action du président de la Ligue des Patriotes sera de saluer dimanche prochain la statue de la Lorraine Jeanne d'Arc sur le lieu même où la Sainte de la Patrie a versé son sang, et d'apporter les fleurs de la mémoire et de l'espoir jusque la statue de Strasbourg. Vivent l'Alsace et la Lorraine, quand même !* »

Au vu d'un sentiment aussi optimiste, il n'est pas surprenant que l'invasion rapide de la Belgique et de la France par l'Allemagne, au cours de ce qui fut considéré par les Français comme une tentative brutale de dominer l'Europe et d'écraser la France dans une insignifiance durable, ait soulevé un patriotisme profond au sein du peuple français, et provoqué une forte dose d'exaltation. Face au péril allemand, la France se leva comme un seul homme pour défendre le territoire menacé de la Patrie.

La poussée rapide des armées françaises en Alsace, au cours des premiers jours de la guerre, provoqua un véritable délire de joie. L'esprit de la nation fut reflété dans la proclamation du général Joffre aux habitants de la province envahie : « *Enfants d'Alsace ! Après quarante-deux années d'attente douloureuse, les soldats français foulent à nouveau le sol de notre noble terre. Ce sont eux qui sont les premiers laboureurs de la noble tâche de la revanche ! Pour eux, quelle émotion ! Quelle fierté ! Pour parvenir à ce résultat, ils offrent leur vie ; la nation française est derrière eux comme un seul homme, et les mots magiques du Droit et de la Liberté est inscrit dans les replis des drapeaux qu'ils portent sur le champ de bataille. Vive l'Alsace ! Vice la France !* » « *Enfin l'aube !* » s'écria Maurice Barrès. « *Le jour tant espéré depuis quarante-quatre années ! Les pantalons rouges apparaissent sur la crête des Vosges, et nos soldats reprennent possession de l'Alsace, déconcentrés par la joie !* » Et le 10 août, il écrivit : « *C'est un paysage matinal, un ciel d'or, d'argent et d'azur. Août 1914 ! Le clairon résonne entre les collines ; le drapeau tricolore progresse entre les vignes et les bois ; l'Alsace entonne la Marseillaise. Les entraves de l'Alsace sont brisées. Déroulède, nous sommes à Mulhouse ! Vive la République française !* »

Mais ce sentiment jubilatoire ne fut que de courte durée. L'éclatant lever de soleil fut bientôt obscurci par les nuages. La puissante marée allemande s'écrasa sans merci sur la Belgique et afflua presque jusqu'aux portes de Paris. Pourtant, la France tint bon. Au cours des premiers jours du mois de septembre, il est vrai, lorsque les choses apparurent sous leur pire jour, que quelques hommes politiques français se montrèrent prêts à conclure une paix séparée, mais le mot d'ordre populaire était partout, « *Il faut tenir !* » — « *Tenez bon !* » La France tint bon, et la marée allemande fut repoussée de la Marne à l'Aisne.

La haine fumante du Teuton s'embrasa intensément dès l'abord. Pour citer deux des expressions les plus modérées de ce sentiment, l'économiste français bien connu, Paul Leroy-Beaulieu, écrivit dans son journal *L'Économiste français* du mois d'août 1914, « *Tel est*

l'appétit de l'ogre allemand. N'est-il pas grand temps que tous les pays indépendants de l'Europe s'unissent pour empêcher l'établissement de sa tyrannie croissante et pour mettre fin aux incursions d'un pays qui n'est rien d'autre qu'une bête de proie ? » Et l'éminent philosophe français, Henri Bergson, s'exclama : « *La lutte qui s'est entamée contre l'Allemagne n'est ni plus ni moins qu'une lutte de la civilisation contre la barbarie...L'ogre allemand doit être mis dans une situation telle qu'il lui sera impossible de dévorer ses voisins...* »

Ce sentiment s'envenima rapidement du fait de la suite des événements. Le lourd tribut de mort prélevé sur les millions de soldats combattant dans les provinces du Nord de la France aurait dans tous les cas provoqué d'immenses souffrances et une désolation colossale. Mais le problème se trouvait désormais compliqué par les accusations d'atrocités allemandes bientôt formulées par le gouvernement français au sein d'une suite de rapports officiels qui provoquèrent l'horreur et la furie dans tout le pays. Le *Temps*, journal parisien, en appela à tous les hommes de France à résister jusqu'à la mort à cette attaque « *dirigée contre toutes les lois humaines par la coalition de barbares allemands et austro-hongrois qui fait rage, dans une forme d'ivresse criminelle, et qui s'est liguée, comme les Huns d'Attila, pour détruire l'invincible suprématie de la civilisation humaine.* » La publication du premier rapport officiel sur les atrocités fit grande sensation. Le rapport énonçait des mots sévères, avec pour préambule : « *Aucune guerre entre nations civilisées n'a jamais présenté une nature aussi sauvage et féroce. Le pillage, le viol, l'incendie et le meurtre sont monnaie courante chez l'ennemi.* » On peut se faire une idée des commentaires prodigués par la presse en lisant le *Journal des Débats* conservateur. Le 15 janvier 1915, il énonça : « *Nous sommes frappés, sous le coup d'un déshonneur collectif à l'humanité, par la simple énumération de tous ces actes de bestialité préméditée, de sadisme organisé, de viol méthodique, qui constituent le quotidien de l'armée allemande.* »

La destruction de monuments historiques, en particulier le bom-

bardement de la cathédrale de Reims, sembla soulever autant de furie populaire que les atrocités rapportées à l'encontre des populations civiles. *La France* (journal parisien), à la fin du mois de septembre 1914, exprima comme suit « *l'horreur et la colère publique* » de la nation : « *Peut-on pardonner un tel crime ? Non, mille fois non ! Que soit lancée une guerre sainte qui pourra conquérir à tout prix et balayer la horde immorale de Potsdam. On n'entendra plus les carillons glorieux de Reims, mais Némésis viendra, assurément.* » Et le *Journal des Débats* du 25 septembre s'exclama, « *Après Louvain, après Reims, quelle vengeance restera interdite pour faire expier à ces barbares la honte d'être allemands !* »

Le mot « *barbares* » était bel et bien le terme le plus souvent usité par les Français pour décrire les Allemands, tout comme le mot « *Hun* » montait en popularité de l'autre côté de la Manche. On insistait partout sur les qualités de sauvages des Teutons. Dans un article paru sous le titre : « *Barbares : Passé et Présent,* » le *Journal des Débats* du 25 septembre 1914, remarqua : « *En vérité, il y a des choses à dire pour défendre ces anciens barbares. En tous cas, ils se montrèrent infiniment meilleurs que leurs descendants indignes ; ils aspiraient à devenir civilisés, alors que les barbares pseudo-civilisés révèlent désormais la mentalité d'homme des cavernes qui réside sous le masque du pédagogue.* »

De nombreux Français trouvaient difficile de croire que leurs ancêtres francs étaient de sang teuton, et essayaient soit de le réfuter, soit de demander pardon pour cela, imputant leurs progrès à la grâce rédemptrice de la culture latine. Par exemple, l'Abbé Stéphen Coubé, chanoine d'Orléans, écrivit : « *Vous me dites que les Francs avaient tous du sang allemand dans les veines. C'est possible. Je dis, "*c'est possible,*" parce que de nombreuses personnes le réfutent, et peut-être ont-elles raison. Mais admettons-le, pour le raisonnement. Eh bien ! C'est un péché originel, que nous devons confesser avec humilité. Mais heureusement, nos ancêtres furent rapidement purifiés dans le baptême de la civilisation latine. Ils se sont purgés de la barbarie primitive contractée dans la forêt hercy-*

nienne et se sont si bien désallemanisés que les Allemands les ont reniés et maudits depuis lors. »

D'autres, de leur côté, affirmaient positivement que Français et Allemands ne relevaient pas de la même race. Au mois d'octobre 1914, un auteur du journal clérical *La Croix* réfuta que les Prussiens fussent aryens. Au lieu de cela, ils descendaient de « *certaines tribus préhistoriques sans nom* » d'origine non-européenne. Ce type d'opinion ne se cantonnait pas aux auteurs ecclésiastiques. Au printemps 1915, le célèbre savant Camille Flammarion affirma devant la société astronomique française : « *Tous les éléments tendent à prouver que cette race est de par son sang même l'ennemi implacable de notre civilisation laborieuse et tranquille, qui ne peut se développer que dans le travail et la paix. La guerre présente constitue une nouvelle étape dans la lutte des civilisés contre les barbares, entamée il y a plus de deux mille ans. Nous avons même le droit de penser que cette race diffère de la nôtre de par ses origines ainsi que du fait de son type d'évolution. L'unité des espèces humaines n'a jamais été prouvée. Nous ne descendons sans doute pas de la même race de simiens, et outre ce point, nous avons en nous l'élément de civilisation gréco-romaine, qui diffère sensiblement de celui des Teutons. Un abysse nous sépare, malgré certains croisements et certaines exceptions psychiques. Non. Les Allemands et les Français ne parlent pas la même langue intellectuelle. Ils n'appartiennent pas à la même race. Le vautour, oiseau de proie, n'est pas de la même race que l'alouette qui prend son envol en chantant dans l'azur lumineux...Il s'agit ici d'une question de vie ou de mort pour la civilisation moderne. Voici une bête qui doit être mise à bas. Delenda est Carthago !* »

Au vu de la race à laquelle appartenaient les Allemands, qui n'étaient pas uniquement des « *barbares* » mais des barbares « *non-civilisés,* » la présence parmi eux de la moindre véritable culture était une chose évidemment impensable. Par conséquent, une importante demande se fit jour pour que fussent rompus tous les liens intellectuels et artistiques entre les deux peuples, puisque de tels

contacts ne promettaient que de corrompre la culture française, comme elle avait déjà été corrompue par le passé. Le professeur Louis Reynaud, de l'université de Poitiers, écrivit un ouvrage pour prouver que tout trait valable de la vie allemande était d'origine et d'inspiration latine, et surtout française. « *Le seul interpréteur littéraire de l'esprit allemand, Maurice Maeterlinck, écrit en français,* » remarqua M. Maurice Barrès. « *Je ne devrais jamais avoir à me gratter la tête pour savoir ce à quoi les* "intellectuels" *outre-Rhin pensaient.* » Une « *ligue pour la culture française* » fut constituée, soutenue par des lettrés aussi éminents que M. René Doumic, pour la purification du génie national et son développement à venir suivant d'authentiques lignes françaises.

D'ailleurs, de nombreuses personnes voyaient dans la guerre elle-même l'une des principales causes d'un tel développement. L'action régénératrice de la guerre sur la vie française était largement constatée. « *Ah ! Comme elle est belle, cette France de 1914 !* » s'exclama Maurice Barrès. « *Quelle fraîcheur universelle ! Il semble que toutes les âmes redeviennent neuves et simples. Auparavant, nous n'avions connu que la chrysalide. Désormais, la France déploie ses ailes !* » Son idée de l'avenir était toute aussi optimiste : « *Comme elle sera belle après la victoire, cette France régénérée. Il s'agit du commencement d'un nouveau monde.* » M. Georges Ohnet écrivit dans le *Gaulois* du mois de mars 1915 : « *La virilité de la race, l'auto-abnégation et la dévotion du peuple, l'héroïsme simple de nos soldats, le fier courage de nos femmes, et la prudence des partis politiques — en un mot, l'ensemble de l'organisme national ferme et sain, justifie que nous envisagions une renaissance fertile et magnifique.* » Le célèbre pasteur protestant, Wilfred Monod, dans un sermon prononcé à peu près à la même date à l'Oratoire, à Paris, affirma : « *Qui va nier que le peuple français a traversé, au cours des derniers mois, l'une de ces crises morales qui peuvent prendre fin au travers d'une conversion radicale et salvatrice ? Ayons le courage de reconnaître qu'à plus d'un égard, notre nation a présenté certains symptômes alarmants d'anémie, et même de dégé-*

nérescence. . .Subitement, la trompette résonna "Aux armes ! *" Alors furent manifestés dans l'organisme social, avec une spontanéité surprenante, ces phénomènes de défense qui apparaissent chez les personnes malades qui réagissent en direction de la santé. . .Le spectacle était magnifique. Tels ont été les fruits de l'épreuve. . .* »

L'analyse profonde derrière le « *latinisme,* » aussi bien en ce qui concerne la culture que le sang, explique l'esprit de la propagande intense diffusée durant la première année de guerre afin d'y faire entrer l'Italie, la « *sœur latine.* » Cet appel produisit une profonde impression sur l'opinion publique italienne, et constitua indubitablement l'une des grandes raisons pour lesquelles l'Italie rallia les Alliés au mois de mai 1915. L'effet sur la France fut électrique. Les affirmations produites par les dirigeants reflétaient l'opinion publique. Le 25 mai, M. Paul Deschanel, président de la chambre des Députés, annonça comme suit la décision prise par l'Italie : « *Aujourd'hui, comme il y a cinquante-six ans, l'Italie est avec nous. . .La France salue fraternellement le vol des aigles romains. . .Et à présent, morts glorieux de Magenta et de Solférino, levez-vous et allumez de votre généreuse respiration les deux sœurs immortelles, à jamais réunies dans la justice !* » À ceci, M. Viviani ajouta : « *Au nom du gouvernement de la République, je salue la nation italienne dans sa fermeté inébranlable. . .En cette heure capitale, la France tourne son regard et son cœur vers cette auguste terre d'héroïsme et de beauté. Fils de la même race, que nos lèvres prononcent le cri de notre conscience et de notre cœur — le cri unanime, vibrant,* "Vive l'Italie ! Vive la France ! *" Ce n'est pas pour rien que nous avons des origines communes,* » affirma le 10 septembre le *Journal des Débats,* « *que des siècles, oui, des millénaires d'échanges incessants ont formé le génie de deux grands peuples ; qu'ils disposent de la même formation intellectuelle, de la même sensibilité, des mêmes qualités et parfois également des mêmes défauts. Des circonstances particulières peuvent produire des désaccords au sein d'une famille ; mais quand l'heure devient critique, la famille se révèle et les liens sont renoués plus solidement qu'au-*

paravant... »

Au cours d'un chapitre précédent, nous avons pris note de l'esprit optimiste de l'Angleterre au cours de la première moitié de l'année 1915. Il en alla de même en France, quoique l'optimisme français fût d'un type plus terne et moins exalté, car la France souffrait plus directement de la guerre. Hormis une poignée de pacifistes comme Romain Rolland, l'opinion publique était unanime pour demander une lutte jusqu'à la fin. De fait, les affirmations pacifistes de M. Rolland lui valurent un orage d'indignation. Dans son journal *La Revue* du mois de juillet 1915, le distingué publiciste français Jean Finot dénonça furieusement tous les pacifistes, d'où qu'ils fussent, et stigmatisa les plaidoyers favorables aux Allemands pratiquement comme un crime de lèse-humanité. Selon M. Finot, le Kaiser, le Prince de la Couronne et tous les dirigeants allemands méritaient d'être jugés, condamnés et pendus. « *Quelle consolation morale pour tous de pouvoir être présent et d'assister à un tel spectacle,* » conclut M. Finot. « *Aucun Français ne peut désormais prononcer le mot "*Paix,*"* » affirma M. Paul Sabatier. « *En faire usage serait synonyme de trahison...Si nos soldats tombent jusqu'au dernier homme, tous ceux qui n'ont pas encore pris les armes se battront jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'à la dernière pierre de nos montagnes que nous pourrons projeter contre une "*Kultur*" qui n'est que néant, hormis pour vénérer le glaive et le veau d'or.* » M. Gabriel Hanotaux, dans la *Revue Hebdomadaire* du 2 janvier 1915, affirma que ceci n'était pas simplement une lutte politico-économique, mais une authentique guerre religieuse. L'Allemagne devait par conséquent être vaincue jusqu'à l'âme même. Le sentiment des provinces du Nord fut exprimé par le *Petit Calaisien* (Calais) qui affirma au mois d'avril 1915, « *Cette guerre se poursuivra jusqu'à ce que les ennemis de la Triple Entente aient été écrasés dans la poussière.* » M. Stephen Pichon, dans son journal, le *Petit Journal* de Paris, apostropha l'Allemagne comme suit : « *Vous allez devoir rembourser les Alliés pour tous les coûts de la guerre, et cela constituera une somme énorme. Mais ce n'est*

pas tout. Vous allez devoir payer pour les cathédrales, les musées, les palais, les huttes que vous avez bombardés et brûlés, les boucheries que vous avez commises, pour les veuves et les orphelins que vous avez faits. Cela s'élèvera en milliards et en milliards que vous devrez nous verser. Oh, non ! Pas en un seul paiement, car cela ne serait pas à votre portée...Cela vous demandera beaucoup de temps — dix ans, vingt ans, trente ans...Jusqu'à ce que l'Allemagne ait payé ces montants, des garnisons russes occuperont Breslau et Dresde, des garnisons anglaises occuperont Hambourg et Francfort, une garnison belge occupera Cologne, une garnison française occupera Coblence et Mainz. Ce ne sera qu'une fois le dernier centime versé que les Alliés se retireront, et même alors, ils ne s'en iront qu'après avoir fait exploser la dernière forteresse allemande. »

Au sujet du traitement futur de l'Allemagne, l'opinion française était pratiquement unanime à demander que non seulement la forme allemande de gouvernement impérial fût détruite, mais également l'unité politique de l'Allemagne. La population en nombre supérieur, la richesse et l'énergie de l'Allemagne avaient fait pression sur la France avec un tel poids qu'une poursuite de ces conditions était considérée comme intolérable. Un destin similaire était édicté pour l'Autriche-Hongrie, cependant que la Turquie devait être divisée entre les Puissances Alliées, la Syrie devant revenir à la France. On en trouve une déclaration typique dans le *Figaro,* « *Les empires des barbares doivent être éclatés.* »

Au début de la guerre, la destruction de l'unité allemande était généralement considérée comme une tâche facile, en raison de la survie du séparatisme teuton. Au mois d'octobre 1914, Maurice Barrès écrivit, « *La puissance allemande sera brisée, divisée, convertie à la raison, et les Allemands eux-mêmes, une fois redevenus des Saxons, des Bavarois, des habitants de Baden, des Protestants, des Catholiques, etc. nous baiseront les genoux pour nous remercier de les avoir guéris de leur délire de fierté collective.* »

Cependant, face à la solidarité patente de l'opinion publique

allemande, cet optimisme s'était rapidement dissous. Néanmoins, la France restait convaincue de la nécessité de la destruction de l'unité allemande, et le seul résultat en était que cette furie populaire, jusqu'ici concentrée sur les Prussiens, s'étendit pour intégrer tous les Allemands. Au mois de janvier 1915, le publiciste français Jacques Daugny écrivit un article passionné dans la *Nouvelle Revue* pour retirer leurs illusions à « *ces âmes naïves qui s'imaginent que l'Allemagne, une fois purgée des Hohenzollern, redeviendra la terre patriarcale et romantique de Goethe et de Schiller...L'âme allemande s'est fait empoisonner à jamais ; elle ne rêve de rien d'autre que de violence et de domination. Ne commettons donc pas la folie de laisser entre les mains de l'ennemi les fragments de son glaive. Comme Siegfried, il ne ferait que la reforger pour nous frapper une fois de plus.* » La violence de l'opinion publique française est révélée par les mots de l'auteur français bien connu Onésime Reclus. Dans son ouvrage « *Le Rhin français,* » publié à l'été 1915, il s'exclame : « *La bête puante est au sol ! Nous allons la désosser. Nous allons en faire [de l'Allemagne] un débiteur insolvable, un marchand exclu par des barrières douanières prohibitives, un amiral commandant une flotte de pêche, un généralissime ne disposant même pas sous ses ordres d'une garde nationale ridicule.* »

Le tempérament implacable affiché envers le peuple allemand est illustré de manière frappante par un article écrit par Louis Léger dans la *Revue Hebdomadaire*, en date du 18 décembre 1915. M. Léger est l'un des spécialistes distingués des affaires slaves, et son article recommande la mise en coupe de tout l'Est de l'Allemagne pour agrandir les royaumes polonais et bohème sous la protection de la Russie. La taille qu'il suggère au niveau de la frontière orientale de l'Allemagne est drastique. Des morceaux slaves doivent être pris au cœur même de la Saxe, et jusqu'à une faible distance de Berlin. Le destin des populations allemandes annexées ne fait aucun doute : elles doivent être, selon ce qui sera jugé pratique, slavisées sur-le-champ ou exterminées...M. Léger s'exclame : « *Eh bien ! quant aux Allemands, qui ont par le passé germanisé tant de*

peuples — ce sera leur tour de se faire slaviser. S'ils y rechignent, ils n'auront qu'une seule chose à faire — sortir, se faufiler au sein de la Germanie, ou aller s'établir outre-mer. Leur règne a duré assez longtemps. Mais, bien qu'insolents dans leurs victoires, ils ont des échines bien plus souples face à l'adversité que ne le pensent la plupart des gens. » La note exterminatrice s'énonce clairement : « *"*Ausrotten*" ("*déracinez-les*") s'écria jadis Bismarck au sujet des Polonais en Prusse. À présent, à notre tour, écrions-nous "*Ausrotten.*"...Toutes ces régions doivent être dégermanisées. Lorsqu'un arbre produit une ombre néfaste, nous le coupons ; nous faisons davantage que cela — nous en extirpons les racines de la terre. Eh bien, nous devons également extirper les racines de l'arbre prussien. Les régions infectées depuis si longtemps par son ombrage doivent être colonisées par les Polonais, les Russes et les Lituaniens. Tous ces peuples sont assez prolifiques pour remplir rapidement les vides laissés par la disparition des descendants des chevaliers teutons dont les successeurs se sont par trop vengés du vœu de chasteté jadis professé par leurs prédécesseurs.* »

Au vu du sentiment français vis-à-vis du règlement général de l'après-guerre en Allemagne, nous sommes en mesure d'apprécier l'attitude de la France au sujet de la redéfinition de la frontière Ouest de l'Allemagne. L'opinion française est unanime sur un point — l'Alsace et la Lorraine doivent revenir à la France. Il n'y a sur ce point absolument aucun débat. Cependant, ce point étant acté, des opinions divergentes se font jour. De nombreux Français se déclarent satisfaits de la perspective de récupérer l'Alsace et la Lorraine et considèrent que la destruction de l'unité allemande produirait des garanties suffisantes pour éviter de nouveaux problèmes. L'éminent économiste Yves Guyot produit un exemple notable de cette manière de voir les choses.

Mais une autre école puissante dans la pensée française est d'un avis très différent, qui exige d'importantes annexions au détriment de l'Ouest de l'Allemagne. Ces doctrines méritent que nous nous y arrêtions. Bien sûr, l'orientation qu'ont récemment pris les évé-

nements de la guerre sur le terrain font apparaître une conquête par les Alliés de l'Ouest de l'Allemagne comme une possibilité très lointaine. Néanmoins, l'expansion sur le Rhin constitue la plus ancienne des politiques suivies par la France, et les Français caressent depuis presque mille ans le rêve d'acquérir toute la rive gauche du Rhin (Belgique et Hollande comprises) comme frontière « *naturelle* » pour la France. Si l'on se souvient du trait immuable, et même atavique, de la manière fondamentale de penser des Français, nous comprenons que des aspirations historiques de cette nature, une fois posées, ne vont pas facilement retourner dans l'oubli, si bien qu'indépendamment de la rudesse avec laquelle ces espoirs peuvent être actuellement contrariés, elles vont continuer d'influencer le sentiment national et la politique étrangère de la France pour longtemps. La philosophie de ce que nous pouvons désigner sous le terme de Néo-Impérialisme français est admirablement dépeinte par le professeur Édouard Driault, un spécialiste très compétent en politique au niveau mondial, dans son récent ouvrage « *La France et la Guerre : Les Solutions Françaises* » (1916). « *Autant le dire, puisque nous touchons à la fin du cauchemar,* » commence-t-il. « *Depuis un siècle, la France a été une nation conquise.* » Le poids de Waterloo a pesé sur l'esprit français avant même Sedan, et depuis 1870, la meilleure preuve de l'abattement français réside dans la manière dont elle a fixé son regard sur l'Alsace et la Lorraine, laissant de côté ses plus anciens rêves de grandeur. « *Comme elle était magnifique, comme elle était splendide dans son imagination, la politique de l'Ancienne France. Nos aïeux n'avaient pas des "*âmes de conquis.*" Ils étaient jeunes et naïfs. Ils ne s'embarrassaient pas de philosophie politique, de principes de nationalités, etc., ils avaient la foi qui déplace les montagnes — qui déplace les frontières par-delà les montagnes. Comment allons-nous retrouver la foi de nos pères ?* » La réponse de M. Driault est, « *L'image de l'ancienne Gaule* » ; c'est-à-dire, tout ce qui se trouve à l'Ouest du Rhin. « *Nos aïeux s'en souvenaient. Dans leur sang, dans leur nature profonde, s'épanchait le concept selon lequel la Gaule, l'image*

et le modèle de la France, s'étirait jusqu'aux Pyrénées, jusqu'aux Alpes — jusqu'au Rhin ; que durant de nombreux siècles les Romains et les Gallo-Romains avaient donné à cette admirable figure géographique une unité de langage, des institutions, et une culture qui a à jamais laissé aux populations une âme commune. La Gaule était alors fermée aux Allemands, aux barbares...Mais durant le siècle qui a suivi Waterloo, quel spectacle misérable ! Sur la base de la parole d'historiens obsédés par la défaite, nous avons accepté la notion selon laquelle la frontière finale de la France était celle de 1789...une fausse impression, une doctrine piteuse de résignation ! Aujourd'hui, la France est bel et bien éveillée. Mais comment satisfaire à cet esprit admirable ? Comment sauver la France ? Elle ne sera sauvée que si elle abandonne cette âme de vaincue, qu'elle a acquise à Sedan et à Waterloo ; que si elle se lève de nouveau selon la tradition glorieuse de l'Ancienne Gaule, de la France royale, et des soldats de la Première République... »

Les Néo-Impérialistes citent de nombreux arguments pour soutenir leurs propositions d'annexions de territoires allemands. Certains d'entre eux soulignent des nécessités stratégiques, l'Alsace-Lorraine n'étant pas considérée comme suffisante pour empêcher de nouveaux assauts de la part des « *barbares.* » M. Driault maintient que la sûreté de l'ensemble de l'Europe occidentale, Angleterre y compris, est en jeu. D'autres auteurs arguent de considérations économiques. Les importants gisements de charbon et de fer dans l'Ouest de l'Allemagne doivent passer sous contrôle français, à la fois pour l'avenir de la prospérité économique de la France et pour empêcher l'Allemagne d'amasser de nouvelles richesses propres à financer de nouvelles guerres de revanche.

L'objection selon laquelle les habitants de ces régions sont des Allemands est repoussée, soit en affirmant que le principe de nationalité ne peut être invoqué en faveur d'un peuple qui a piétiné les droits des autres, soit en arguant que les populations de la rive gauche du Rhin ne sont pas constituées d'authentiques Allemands, mais de Gaulois teutonnisés dont le plaquage allemand se détache-

rait rapidement une fois revenu sous administration de la France. Selon M. Driault : « *Nous désirons rétablir les traditions séculaires de l'histoire de la France, temporairement mises en pause par l'accident prussien. Il n'existe pas de* "droit" *prussien sur la rive gauche du Rhin ; il n'existe qu'une usurpation prussienne. Nous avons ici une Rhénanie, dont le fond est celte et qui a reçu des siècles d'éducation gallo-romaine.* » « *L'occupation de la rive gauche du Rhin par les Allemands est le fruit d'une usurpation de longue date,* » écrit Paul Marmottan dans son ouvrage « *Notre Frontière Naturelle* » (1915). « *Ses territoires étaient gaulois. Le Rhin n'est pas une rivière allemande.* » « *Nous ne faisons que suivre notre plus ancienne, immuable et glorieuse tradition nationale consistant à revendiquer la rive gauche du Rhin,* » affirme le professeur J. Dontenville dans son ouvrage « *Après la Guerre* » (1915). Et le sénateur Frank Chauveau, dans « *La Paix et la Frontière du Rhin* » (1915), s'exclame, « *Telles sont nos limites nécessaires, tracées par la nature et par l'histoire...La frontière du Rhin sera nôtre.* »

On souligne la facilité consistant à assimiler ces territoires. « *C'est au nom de leur latinisme que nous les revendiquons,* » insiste Onésime Reclus, et d'ajouter, « *Ne considérez pas les Cisrhénans comme de purs Allemands, mais comme semi-français, des demi-frères qui désirent réintégrer la famille.* » « *Sur ces Cisrhénans, des hommes d'une civilisation dont le fond est identique à la nôtre,* » écrit le professeur Dontenville, « *les charmes de notre culture, si finement et délicatement supérieure à la Kultur, vont irrésistiblement opérer.* » « *La nationalité française, auréolée du prestige de la victoire,* » ajoute M. Driault, « *va rayonner sur le Rhin comme durant les jours anciens.* » Certains auteurs reconnaissent qu'il restera une minorité, au sein des populations annexées, qui se montrera réfractaire à l'assimilation française. On recommande largement l'expulsion de ces récalcitrants. « *Ces Allemands qui ne sont pas satisfaits de la nouvelle suprématie française peuvent retraverser le Rhin,* » écrit M. Marmottan. « *Nous ne les en empêcherons pas.* » Et Onésime Reclus affirme : « *La France ne disposera*

*jamais d'une meilleure occasion de dire aux Allemands de Mainz, de Coblence, de Cologne, d'Aix-la-Chapelle : "*C'est ici chez moi ; si vous n'êtes pas satisfaits, partez ! *"* » M. Reclus espère également, au sujet des effets de l'enseignement : « *Nous ne négligerons pas l'école, comme nous l'avons trop fait en Alsace-Lorraine ; surtout au vu du fait que c'est au travers de l'école que les Allemands se sont transformés en meute de bêtes sauvages. Nous allons enseigner le français à ces gens.* »

L'argument final des Néo-Impérialistes réside dans la doctrine des « *compensations.* » Étant donné que tous ses alliés vont recevoir quelque chose à l'issue de la guerre, la France ne saurait être laissée de côté. « *Et nous !* » s'exclame le sénateur Chauveau, « *nous, qui avons le plus souffert, qui avons sacrifié le plus, qui avons risqué le plus : alors nous n'aurions rien !* » « *Allons-y !* » s'écrie M. Marmottan. « *Allons-nous laisser l'Allemagne être divisée sans obtenir notre part du gâteau...* »

L'annexion de l'ensemble de la rive gauche du Rhin implique naturellement le problème des relations futures de la France avec la Belgique et la Hollande. On offre en effet souvent à la Belgique les territoires situés entre sa frontière actuelle et le Rhin, mais les mêmes auteurs affirment invariablement que la présence d'un tel nombre d'Allemands au sein de son corps politique en rendrait la digestion trop difficile par la Belgique, si bien qu'on s'attend à ce qu'elle refuse ces territoires. Mais la Belgique reçoit pour consolation Maestricht, les Flandres hollandaises partant de la Scheldt, et la suzeraineté hollandaise sur Luxembourg. On ne s'attend pas à ce que les Hollandais trouvent à y objecter, à qui l'on propose des territoires allemands en compensation. L'encerclement pratique de la Belgique et de la Hollande par des territoires français déboucherait sur une entente étroite entre les trois nations. Certains auteurs appellent ce nouveau statut la « *Gaule Restaurée,* » d'autres la « *Région Gauloise.* » Peut-être qu'ici la censure bride les conjectures.

Le problème final auquel sont confrontés les Néo-Impérialistes

français réside dans l'attitude que devrait adopter leur Grande France vis-à-vis des divers États germaniques situés aux abords du Rhin. La plupart des auteurs estiment que ceux-ci devraient constituer une sphère d'influence française. Certains auteurs pensent que la France devrait s'emparer des principales « *têtes de pont* » stratégiques sur la rive droite, cependant qu'un Néo-Impérialiste, M. Jacques Daugny, affirme que la frontière française devrait largement dépasser le Rhin, jusqu'aux cimes de la Forêt Noire. « *Les Allemands nous ont bien assez répété,* » écrit M. Daugny, « *que le Rhin ne constitue pas une frontière. Il s'agit bien surtout d'une merveilleuse route tracée par la Nature entre deux plaines fertiles qui en réalité n'en font qu'une, étendue des Vosges à la Forêt Noire. Pour se développer en paix, cette vallée ne doit connaître qu'un seul maître. Par conséquent, notre frontière doit suivre les cimes de la Forêt Noire, le bassin versant entre les bassins du Rhin et du Danube.* »

Le Néo-Impérialisme français est le reflet de la période optimiste qui a atteint son apogée avec l'entrée de l'Italie dans la guerre au mois de mai 1915. Cependant, la longue suite de triomphes allemands et de désastres alliés qui s'est ouverte au mois de juin a peu à peu amenuisé les notes confiantes émises par le chœur de l'opinion publique française. Il est vrai que le pessimisme véritable a été fermement réprimé par la rigidité de la censure, mais la poussée que connaissait la France ne pouvait pas être empêchée de s'exprimer. « *Les Alliés ont échoué depuis la Marne,* » a écrit M. Gustave Hervé dans son journal *La Guerre Sociale* du début du mois de juillet 1915. Le journal a été sur-le-champ interdit, mais les mots avaient été écrits.

L'impression laissée par la puissance de résistance allemande a été si profonde qu'au printemps 1916, un nouveau courant de pensée s'est clairement fait jour dans l'opinion publique française. Sa ligne principale est révélée par son mot d'ordre, « *La Guerre après la Guerre !* » Fondamentalement, il a les mêmes objectifs que les Néo-Impérialistes : l'Allemagne doit être « *brisée,* » l'unité alle-

mande doit être détruite, et une France régénérée doit adopter une prime position dans le monde. La haine du Teuton a brûlé avec une chaleur sans égale dans le cœur français. « *L'univers entier accusera la bête qui menace l'univers,* » s'écrie Gabriel Hanotaux dans la *Revue Hebdomadaire* du 3 janvier 1916. « *Le châtiment est lent, mais il arrive, il arrive. Vous avez convoité le bien-être matériel, les butins, l'or, les femmes ; votre sadisme a été de tromper le monde avec son "*eugénisme.*" Vous aviez pour dessein de violer l'humanité par la terreur. Attendez ! Cette terreur revient sur vous. C'est vous qui allez trembler, c'est vous qui allez pâlir. La misère et le désespoir détruiront en vous le dernier vestige de votre fierté.* »

L'écrasement de l'Allemagne restait donc le principe fondateur de la pensée française. Néanmoins, de nombreux Français se mirent à craindre ou bien que l'Allemagne ne pût pour le moment être écrasée sur le champ de bataille, ou bien que même si tel était le cas, l'énergie allemande amasserait rapidement de nouvelles ressources, forgerait de nouvelles armes, et se lancerait dans une nouvelle guerre de revanche. La conclusion logique était que l'Allemagne devait être mise à bas de manière permanente par une ligue vigilante constituée par les puissances alliées, qui devait avoir non seulement une facette militaire, mais également économique. On retrouvait bien sûr cette même opinion en Angleterre, mais les projets de « *Guerre après la Guerre* » étaient accueillis nettement plus favorablement en France qu'outre-Manche. Il y avait plusieurs raisons à cela. Pour commencer, la France avait fait montre d'une puissance de résistance nettement plus faible que l'Angleterre aux méthodes économiques agressives qui étaient celles de l'Allemagne, et l'industrie française avait fortement souffert de la compétition allemande au cours des années qui avaient précédé la guerre. Les Français estimaient par conséquent que l'élimination de cette compétition était nécessaire pour leur sécurité : la destruction politique de l'Allemagne était considérée en France comme impérative, alors qu'en Angleterre, l'opinion majoritaire était que cela restait impraticable. Enfin, la France protectionniste ne percevait pas de boule-

versement comme c'était le cas de l'Angleterre, traditionnellement favorable au libre échange, à l'idée d'ambitieux accords douaniers internationaux.

Dès le début de la guerre, une propagande active fut menée en France, soutenant l'idée de l'exclusion permanente de toute activité économique allemande du territoire de la République et de ses colonies. Les propositions de discrimination économique concertée envers l'Allemagne par l'ensemble des Alliés se développèrent donc sur un terrain fertile. La presse française était enthousiaste à ces idées. Au mois de décembre 1915, Jean Richepin, auteur français bien connu, annonça dans le *Figaro* : « *l'idée d'une ligue commerciale qui poursuive après la guerre une lutte infatigable et sans merci contre l'hégémonie allemande, après l'avoir brisée par la force des armes, est l'une de celles que j'approuve de tout cœur. J'ai traité le sujet à plusieurs occasions sous le titre appréciable de* "la Seconde guerre." *Je vais désormais persévérer dans cette campagne avec d'autant plus d'énergie que je perçois l'ardeur unanime de tous les Alliés dans leur détermination à mener à bien cette idée. C'est par ce moyen, et uniquement par celui-ci, que notre victoire sera complètement et absolument consolidée.* » À peu près à la même date, le *Nouvelliste de Bordeaux* souligna les mesures nécessaires à garantir la déchéance économique de l'Allemagne comme suit : « *Il est à présent tout à fait possible d'indiquer certaines des mesures qui apparaissent comme essentielles : refus absolu de naturalisation de tous les Allemands dans les pays conquérants ; refus de permettre l'établissement d'agences commerciales ; marchés boursiers de Paris, de Londres et de Petrograd*[1] *impitoyablement fermés aux actions en provenance d'outre-Rhin. Par-dessus tout, les Alliés doivent s'emparer par droit de conquête de certains territoires dont la perte provoquera pour les provinces allemandes une diminution notable de leur richesse économique.* » M. Sancholle-Heuraux, dans « *la Revue* » du mois de mai 1916, remarqua, « *Lors de son der-*

1. Saint-Pétersbourg, NdT

nier congrès, le parti socialiste français a déclaré ne pas désirer la ruine économique des empires centraux. Cette affirmation idéaliste a constitué une erreur déplorable. . .La conférence économique des gouvernements alliés tenue à Paris au mois de juin 1916 et sa recommandation en faveur d'une collaboration économique future ont excité la chaude approbation de la quasi-unanimité de la presse française. Quelques partisans du libre-échange, comme Yves Guyot, en ont consulté le principe, et d'autres auteurs économiques tels que Max Ploschiller et Henri Hauscr ont émis des doutes sur sa mise en pratique, mais l'opinion majoritaire s'est évidemment prononcée contre eux. »

On trouve un exemple intéressant de cette tendance à l'action politico-économique permanente contre l'Allemagne dans le mouvement connu sous le nom de « *Pan-Latinisme* ». Ce mouvement commença à s'affirmer dès le tout début de la guerre. Nous avons déjà vu la puissance selon laquelle des appels français à la solidarité ethnique et culturelle avaient influencé le sentiment italien au cours des premiers mois de l'année 1915. Mais cette propagande n'avait constitué qu'une partie d'un appel plus large adressé à l'ensemble du monde latin. Dès le mois de février 1915, un congrès « *Pan-Latin* » s'était assemblé à la Sorbonne, à Paris, et des représentants de premier plan de toutes les nations « *latines,* » Amérique latine et Grèce comprises, y affirmèrent la solidarité ethnique et culturelle de la race latine, et exprimèrent leur sympathie la plus affirmée à la France. L'attitude française fut bien exprimée dans le discours d'ouverture du président, M. Paul Deschanel, président de la chambre française des députés : « *Voici, assemblée en notre vénérable Sorbonne, toute notre famille latine réunie. . .Une famille, d'une diversité magnifique. Unie, car les anciennes rivalités entre les peuples latins n'ont plus aucune raison d'être ; car leurs ombres même ont disparu ; car nos intérêts sont indissociables. Unie, car au travers des âges, chaque initiative menée par la conscience hellénique et latine a visé au même idéal : la Liberté par le Droit. . .* »

Le sentiment pan-latin a incontestablement été très bénéficiaire

à la France. Outre les effets qu'il a produits sur l'Italie, il a beaucoup joué dans l'entrée en guerre de la Roumanie et du Portugal aux côtés des Alliés. Le seul membre réfractaire de la confraternité latine semble être l'Espagne, dont nous discuterons l'attitude dans un chapitre à suivre.

Louis Bertrand, célèbre publiciste français, a fort bien exposé la philosophie du pan-latinisme dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1916. Il considère le péril teuton comme une menace permanente envers la civilisation latine, nonobstant l'amertume de la défaite qui pourra être infligée à l'Allemagne au cours du présent conflit. Pour cette raison, la solidarité latine est une mesure évidente d'auto-préservation raciale et culturelle. Il exhorte les meilleurs esprits du latinisme à œuvrer sans tarder aussi bien sur la théorie que sur les détails pratiques. « *Pour rendre cela possible, il faut y croire et le désirer. Il faut que cela constitue une foi. Le pan-germanisme n'est, au fond, rien d'autre qu'une volonté mystique...Durant quatre siècles, après une longue période d'hésitation et de résistance, le monde méditerranéen a accepté la* "Pax Romana,*" qui n'était rien d'autre qu'une lutte perpétuelle contre la barbarie. De nos jours, pour poursuivre cette lutte, pourquoi le monde Occidental devrait-il refuser la* "paix latine ?*"* »

D'autres penseurs français aperçoivent des unions plus larges encore face au Teutonisme. Par exemple, M. Jean Finot, dans son journal *La Revue* du mois de décembre 1915, recommande une solidarité culturelle durable franco-anglo-italienne. « *Dans la grande reconstruction de l'après-guerre, nous devrons, avant toute autre chose, briser la prétendue civilisation allemande, ainsi que l'influence de ses savants, philosophes et auteurs. L'Europe doit renouveler les traditions interrompues à l'époque de la Renaissance. Dans les domaines intellectuels et moraux, tous ces trésors dont l'humanité est si fière ont été par-dessus tout créés par les trois peuples qui sont aujourd'hui alliés et amis : les Anglais, les Français et les Italiens. Mais leur activité a toujours manqué de cohésion et d'unité. Les Allemands, en pratiquant la conquête de la pensée et*

de l'imagination produites par ces trois peuples, ont fait croire au monde en leur génie particulier et en leurs grands mérites. Tout au plus propagateurs de la pensée des autres, ils nous ont néanmoins amenés à croire qu'ils en étaient les auteurs…Sous l'influence bénéfique de ces trois pays, la pensée et l'inspiration humaines se sont développées d'une manière harmonieuse. » Pour poursuivre ce développement, une coopération volontaire est nécessaire pour accomplir la « *Nouvelle Renaissance* » qui devrait suivre la guerre. Bien sûr, cela n'implique pas de discrimination contre les autres peuples. Mais cela implique une « *quarantaine autour des manifestations de la "*Kultur*", qui va sans doute continuer d'empoisonner l'univers durant de longues années. À l'image de la sécurité des nations, qui doit être protégée de l'espionnage et du militarisme de l'Allemagne, la conscience des peuples doit être défendue face à la contagion morale d'une collectivité qui conservera longtemps les effets nocifs de la Grande Guerre.* »

Après tout cela, nous ne sommes pas surpris de découvrir que la plupart des Français se montrent franchement pessimistes au sujet du problème des relations à venir avec les puissances teutoniques. Il est vrai que quelques penseurs français, à l'image du pacifiste Romain Rolland, affirment la nécessité absolue de renouer rapidement les liens brisés de la solidarité européenne, et prédisent que cela finira par se produire. Au mois de juin 1915, M. Rolland a écrit : « *Le destin de l'humanité surpasse celui de tous les patriotes. Les liens intellectuels entre les nations hostiles sont voués à être rétablis. Qui diverge de ce chemin commet un suicide.* » Mais telle n'est pas l'opinion de la plupart des Français. Les mots de Paul Sabatier sont bien plus représentatifs de l'opinion publique française, rédigés à peu près à la même période : « *Il n'apparaît pas possible que ces liens puissent jamais être renoués. Il sera difficilement possible de combler le fossé qui s'est ouvert entre les scientifiques français et allemands ; le deuil de la race conquise ne peut que l'élargir. La haine mutuelle est si intense qu'il est à craindre qu'Allemands comme Français ne verront que l'ennemi dans le scientifique qu'il*

leur faudra relire et critiquer. »

À la fin du premier chapitre, nous avons discuté de la possibilité d'un tassement rapide de la haine anglo-allemande actuelle. Concernant l'avenir des relations franco-allemandes, nous reconnaissons cependant notre pessimisme. Les deux sujets sont radicalement dissemblables. Les peuples anglais et allemand ont de nombreux liens de sang, de religion et de culture. La présente guerre est la première véritable lutte qui les opposent l'un à l'autre, et pour désespérée qu'elle soit, la lutte actuelle est menée à distance, sans invasion de territoires qui leur sont propres, et peu de dommages infligés directement aux populations civiles. Les deux nations présentent également un tempérament réaliste, ouvert aux compromis et aux solutions pratiques.

Les peuples allemand et français, au contraire, n'ont jamais été de bons voisins. Ils ont à leur passif un historique de rivalité et de guerre intermittente remontant au-delà de l'histoire connue, ce qui a laissé un héritage nocif d'humiliations et de fautes mutuelles. Au cours des cinquante dernières années, leurs relations ont été au pire, et 1870 n'est ni pardonnée, ni oubliée. À tout ceci s'ajoute désormais l'effroyable guerre actuelle avec son fardeau de souffrances, de destructions et de mort, sans parallèle dans l'histoire moderne. Toutes les vieilles cicatrices sont désormais rouvertes, et les idées et les aspirations que l'on put croire éteintes de longue date resurgissent au grand jour. Les Français croient implicitement les terribles accusations d'atrocités, qu'elles soient exagérées ou non, et considèrent désormais les Allemands comme des sauvages irrécupérables. Les tempéraments, manières et traditions nationaux sont tout aussi antipathiques, cependant que les intérêts matériels sont le plus souvent opposés.

Tout ceci présage d'une persistance de l'hostilité franco-allemande pour une durée indéfinie, surtout lorsque l'on se souvient que le mode de pensée des Français est distinctement caractérisé par le traditionalisme, enclin aux idées fixes, et instinctivement opposé au sacrifice de principes précieux en faveur de compromis réalistes. Au

vu de la manière dont les choses se présentent actuellement, il ne faudrait rien de moins qu'un imminent péril menaçant l'ensemble de l'Europe de l'Ouest pour rapprocher les deux peuples.

Chapitre 3

L'Allemagne

Le trait le plus marquant de la psychologie nationale allemande réside dans son extrême complexité. L'unité allemande est tellement récente et tellement fédérale qu'il n'existe pas de centre culturel ou intellectuel donnant le ton à l'ensemble du pays, comme Londres et Paris le font pour l'Angleterre et la France. Bien entendu, la guerre a établi la preuve que tous les Allemands sont d'accord sur certains fondamentaux, comme la préservation de l'unité allemande et le maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire, mais au-delà de ces axiomes, les objectifs et les perspectives les plus divers coexistent, des impérialistes « *pan-germanistes* » extrêmes et des nobles propriétaires terriens prussiens absolutistes, jusqu'aux sociaux-démocrates extrêmes qui déplorent la guerre par principe et s'opposent à toute annexion territoriale.

L'habitude allemande commune de l'introspection vient encore davantage compliquer le sujet. La souche mystique inhérente à la nature teutonne, la tendance à l'auto-analyse, et la volonté de regarder les faits en face sans prendre en compte le côté désagréable des conclusions qui s'ensuivent, tout cela amène l'Allemand moyen à réagir à une situation particulière sans beaucoup examiner le

passé. Il n'est arrêté ni par l'amour latin de la continuité logique, ni par la crainte anglo-saxonne de l'incohérence, et il pourra donc parler et agir de manière très différente selon les occasions. On trouve ce trait de manière frappante dans le développement intellectuel de penseurs tels que Friedrich Naumann et dans les écrits d'une forte personnalité comme Maximilian Harden.

L'Allemagne était percluse de désordres à la veille de la Grande Guerre. Sa transformation économique époustouflante avait provoqué une suite de problèmes intérieurs que l'on débattait avec une grand intensité intellectuelle, cependant que la situation politique extérieure apparaissait tellement défavorable que l'avenir de l'Allemagne était considéré avec une profonde appréhension. Au cours des années ayant précédé immédiatement la guerre, le sentiment d'isolement et le péril étranger imminent avaient produit une littérature très alarmiste, dont on trouve un bon exemple avec « *L'heure de la destinée allemande* » du colonel Frobenius et « *L'Allemagne et la prochaine guerre* », du général von Bernhardi.

Au vu de ces circonstances, l'effet de la crise austro-serbe du mois de juillet 1914 sur l'Allemagne fut électrique. L'opinion publique allemande considérait la menace envers l'Autriche comme mortelle et demandait que le seul allié fiable de l'Allemagne fût soutenu à tout prix. On ne pensait pas seulement que la Serbie visait à perturber l'Autriche-Hongrie ; on la considérait également comme la patte du chat du pan-slavisme russe et de l'aspiration russe à dominer le monde. Au début de la crise, le journal berlinois *Vossische Zeitung*, habituellement modéré, s'exclama chaudement : « *Le crime sanglant de Sarajevo n'a été qu'un événement dans la longue suite d'assassinats et d'horreurs au travers desquels les propagandistes révolutionnaires de Belgrade ont œuvré à promouvoir la politique officielle de la Serbie.* » Et un peu plus tard, le journal berlinois *Kreuzzeitung* déclara : « *Aucune grande puissance ne peut permettre à un voisin insignifiant de la tourmenter et de la blesser, surtout lorsque cette puissance insignifiante s'appuie sur sa capacité à faire racler les sabres d'une autre grande puissance.* » L'atti-

tude teutonique est bien exposée dans un article écrit par l'éminent publiciste allemand Hans Delbrück, paru dans un périodique étasunien, l'*Atlantic Monthly* du mois de février 1915, mais écrit au cours des premiers mois de la guerre. En faisant référence au péril de la « *Grande Serbie* » aussi bien pour l'Autriche que pour l'Allemagne, il écrivit : « *Le danger qui s'ensuit pour l'Empire autrichien est tout à fait considérable, non seulement du fait que la Serbie est la Serbie, et qu'elle dispose de partisans jusqu'au sein de la monarchie de Habsbourg, mais parce qu'elle constitue la garde avancée de l'idée pan-slave et l'avant-poste de la puissante Russie. Nous ne devrions pas non plus parler d'un engouement austro-hongrois pour la domination ; il s'agit de l'instinct d'auto-préservation d'une grande puissance, qui ne peut pas tolérer l'existence de l'idée d'une Grande Serbie, que ce soit dans ses propres frontières ou au-dehors, sans désespérer quant à son avenir. La perspective d'une Grande Serbie ne couperait pas seulement de vastes pans de territoires de l'Empire autrichien, mais le couperait également de l'accès à la mer, ce qui de nos jours signifie la mort d'une grande puissance. L'idée d'une Grande Serbie et l'Autriche ne peuvent coexister. L'Autriche aurait non seulement cessé de constituer une Grande Puissance, mais elle aurait été démembrée en tant qu'État, si elle n'avait pas adopté de mesures vigoureuses. Pour cette même raison, il va de soi que l'Empire allemand devrait se tenir aux côtés de l'Autriche. Si nous avions toléré l'asservissement et le démembrement de l'Autriche par la Russie, nous aurions dû mener la prochaine guerre seuls contre la Russie et la France. Nous ne pouvons en aucune circonstance faire peser ce danger sur nos descendants ; la préservation de la monarchie des Habsbourg était par conséquent un problème vital pour l'Empire allemand.* »

Dans les cercles qui avaient longtemps considéré un conflit en Europe comme inévitable, la perspective de la guerre fut saluée comme la meilleure façon de sortir d'une situation intolérable. À la fin du mois de juillet, le journal *Militarische Rundschau* déclara : « *Si nous n'optons pas pour la guerre, cette guerre dans laquelle*

nous devrons nous engager au plus tard dans deux à trois ans sera lancée dans des circonstances nettement moins favorables. Au moment présent, nous bénéficions de l'initiative : la Russie n'est pas prête, nous avons les facteurs moraux et le droit de notre côté, ainsi que la force. Puisqu'il va nous falloir prochainement relever ce défi, provoquons-le sans attendre. Notre prestige, notre position de Grande Puissance, notre honneur, sont en jeu ; et plus encore, car il semble que notre existence même soit sur la table. » Mais ceci ne représente pas le point de vue de la masse de l'opinion publique allemande. Le peuple allemand dans l'ensemble ne fit montre d'aucune volonté de faire la guerre et approuva l'attitude réservée adoptée par son gouvernement jusqu'à ce que la mobilisation russe rendît impérative une action rapide.

Mais une fois les dés jetés, l'ensemble du peuple allemand se rallia au gouvernement dans une passion de loyauté spontanée. On constate bien l'unanimité allemande dans l'éditorial du journal *Vorwarts*, principal organe de communication des sociaux-démocrates : « *Nous avons été les ennemis déclarés de la forme monarchique de gouvernement, et nous le serons à jamais...Mais nous devons aujourd'hui reconnaître que Guillaume II s'est révélé être l'ami de la paix universelle.* »

Le grand réconciliateur des sociaux-démocrates, traditionnellement pacifistes, était le « *péril russe.* » Sur ce point, le parti était absolument unifié, hormis une poignée d'ultra-pacifistes comme Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. « *La guerre dans notre pays,* » a déclaré le *Volksstimme*, journal de Chemnitz, « *contraint tous les camarades à s'unifier contre l'adversaire. Chacun doit mettre de côté les objectifs et les desseins de son parti, et garder à l'esprit un seul fait — l'Allemagne, et dans un sens plus large l'ensemble de l'Europe, est mise en danger par le despotisme russe...Les femmes et les enfants d'Allemagne ne doivent pas devenir la proie de la bestialité cosaque ; le pays allemand ne doit pas constituer le butin des Cosaques ; car si les Alliés devaient être victorieux, ce n'est pas un gouverneur anglais ou un républicain français qui dirigerait*

l'Allemagne, mais le Tsar de Russie. Nous devons par conséquent défendre en ce moment tout ce qui promeut la culture allemande et la liberté allemande contre un ennemi barbare et sans merci. » Même un pacifiste aussi fervent que le député socialiste Haase a fait au Reichstag la déclaration qui suit : « *L'Allemagne est menacée d'anéantissement par le despotisme russe, et pour empêcher ce danger, le gouvernement peut compter sur le soutien du parti social-démocrate.* »

La crainte et l'aversion envers la Russie étaient presque universelles en Allemagne. Durant plusieurs années, les relations russo-allemandes avaient été mauvaises, cependant que la marée montante du nationalisme russe avait fait monter la peur traditionnelle envers ce puissant voisin, jusqu'à la transformer en un profond sentiment d'alarme. Le peuple allemand était donc entré dans la bataille comme dans une croisade pour la défense de la civilisation occidentale contre la barbarie asiatique. L'attitude teutonne est bien expliquée par le professeur Hugo Münsterberg, un éminent psychologue allemand. Dans son livre « *La Guerre et l'Amérique,* » paru en 1914, il affirme : « *les Allemands savent ce qu'une défaite allemande doit signifier pour la civilisation idéale du monde. La culture de l'Allemagne se ferait fouler aux pieds par les Tartares à moitié sauvages.* » Et il décrit ce tableau vraiment sombre en cas de victoire russe : « *Si les Russes gagnent aujourd'hui et que l'Allemagne est brisée, l'Asie doit gagner tôt ou tard, et si l'Asie gagne, les réalisations du monde occidental seront balayées de la terre plus radicalement que l'ancienne civilisation de l'Assyrie. L'ouvrage anti-asiatique doit apparaître et ne manquera pas d'apparaître comme coupable et traître ; il sera oblitéré du globe et l'obscurité ancienne régnera de nouveau.* »

Ce sentiment vis-à-vis de la Russie explique en grande partie l'attitude qui fut par la suite celle de l'Allemagne envers l'Angleterre. Au moment où éclata le conflit européen, la masse du peuple allemand envisageait le conflit comme un affrontement fondamental entre la Russie et l'Allemagne, et se considérait comme cham-

pion de la culture occidentale. Il estimait que dans une telle lutte, l'Angleterre devait rester neutre. Aussi, lorsque l'Angleterre s'allia avec la Russie, le peuple allemand considéra l'événement comme la plus vile des trahisons envers la cause de la civilisation. Le fait que, malgré une décennie de rivalité anglo-allemande, nombre d'Allemands continuaient de considérer les Anglais comme un proche peuple teuton aggrava la honte d'« *apostasie culturelle* » pesant sur l'Angleterre, par culpabilité de « *trahison envers sa race.* »

L'explosion de fureur populaire contre l'Angleterre fut donc instantanée et générale. « *Ce qui se produit aujourd'hui,* » affirmèrent les professeurs Ernst Haeckel et Rudolf Eucken dans un manifeste conjoint, « *sera inscrit dans les annales de l'histoire comme une honte indélébile sur l'Angleterre. L'Angleterre se bat contre le germanisme pour satisfaire une puissance semi-asiatique. Elle se bat non seulement du côté de la barbarie, mais aussi du côté de l'injustice morale, car il ne faut pas oublier que la Russie a démarré la guerre pour avoir refusé l'expiation d'un meurtre pitoyable. C'est par la faute de l'Angleterre que la guerre présente s'étend en guerre mondiale, et que toute culture se trouve ainsi menacée. Et pourquoi tout ceci ? Parce qu'elle était jalouse de la grandeur de l'Allemagne, parce qu'elle voulait à tout prix entraver une nouvelle extension de cette grandeur.* » Le professeur Lamprecht déclara que la guerre allait déboucher sur la propagation de la culture allemande sur l'ensemble du monde, dont seul un pays serait exclu — l'Angleterre. « *Le monde allemand,* » écrit-il, « *est aujourd'hui uni. Il n'existe qu'un seul frère renégat. Sus à lui ! La culture anglaise doit être en bien mauvaise posture pour s'allier avec les Mongols. . .L'Allemagne est désormais protectrice de la civilisation européenne, et après des victoires sanglantes, le monde sera assaini en se germanisant.* » Et Paul Rohrbach, un farouche opposant à la Russie, clôture son livre « *Der Krieg und die deutsche Politik* » (1914) par ces mots : « *La Russie, avec sa population de cent soixante-dix millions d'habitants, doit à tous prix être réduite, et sa capacité à attaquer l'Europe centrale doit être diminuée. Mais le véritable ennemi de l'Al-*

lemagne, pas uniquement de l'Allemagne, mais de toute culture et de toute civilisation dans l'Europe toute entière — cet ennemi est l'Angleterre. La paix avec l'Angleterre est impossible tant que son pouvoir de nuisance n'aura pas été à jamais brisé...Alors, et seulement alors, l'avenir de l'Allemagne sera assuré. Afficher de l'indulgence envers l'Angleterre reviendrait aujourd'hui à commettre un acte de trahison contre l'avenir de l'Empire allemand. »

Lorsque furent signalés des éclats anti-allemands en Angleterre, les vagues de haine teutonne connurent une furie plus importante encore. « *Qui donc a conspiré à faire éclater cette guerre ?* » demanda Gerhart Hauptmann, l'éminent dramaturge, début octobre 1914, « *qui a sifflé le Mongol, le Jap, pour les amener à venir mordre vicieusement et lâchement les talons de l'Europe ? C'est avec une grande peine et une grande amertume que je prononce le mot "*Angleterre.*" J'appartiens à cette catégorie de barbares auxquels l'université anglaise d'Oxford a accordé les degrés de* doctor honoris causa*...Haldane, l'ancien ministre de la guerre d'Angleterre, et avec lui de nombreux Anglais, ont pratiqué régulièrement des pèlerinages dans la petite ville barbare de Weimar, où les barbares, Goethe, Schiller, Herder, Wieland et d'autres avaient œuvré pour l'humanité du monde entier.* » « *Il s'agit d'une lutte à mort entre l'Angleterre et l'Allemagne — jusqu'au dernier Allemand s'il le faut,* » déclara Herr Witting, dirigeant de la Deutsche Bank, à un journaliste étasunien à la fin du mois d'octobre 1914. « *Il s'agit d'une guerre d'annihilation entre deux pays et deux nations. L'Angleterre l'a voulue, ainsi soit-il. Nous ne voulons pas de quartier de la part de l'Angleterre, et nous ne lui en accorderons pas. Nous ne demanderons jamais miséricorde à l'Angleterre ; nous ne lui accorderons jamais non plus. L'Angleterre et elle seule a suscité cette guerre criminelle par avarice et par jalousie, afin d'écraser l'Allemagne, et désormais ce sera la mort, la destruction et l'annihilation pour l'une ou l'autre des deux nations. Dites cela à votre peuple étasunien, et précisez que ces mots ne sont pas ceux d'un fanatique, mais d'un tranquille homme d'affaires qui connaît les sentiments*

de son peuple et qui comprend les enjeux de cette lutte titanesque fomentée par cette nation criminelle. Je vous dis qu'il s'agit d'une lutte jusqu'à la fin. Dieu ! Comme nous haïssons l'Angleterre et les Anglais, cette nation d'hypocrites et de criminels qui a amené cette misère sur nous et sur le monde. Et à quelle fin ? Par avarice, avarice et jalousie, pour écraser la nation allemande, parce qu'elle même s'est retrouvée décadente et a constaté que sa domination sur le monde était en danger. En Allemagne, on ne nourrit pas de sentiments contre les Français, hormis la pitié et le regret. Nous devons nous battre contre eux, bien sûr, mais nous n'avons pas de ressentiment contre la France. Elle a été contrainte à la guerre. Le ressentiment contre la Russie s'estompe. Mais contre l'Angleterre, croissent par vagues la haine et le mépris les plus fanatiques qu'une nation ait jamais pu ressentir contre une autre. Dites aux États-Unis de ne pas se laisser duper par les mots de paix. Il n'y aura pas de paix — pas avant longtemps. Nous sommes prêts pour trois ans. En fin de compte, cette guerre se développera en lutte entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les Anglais sont déterminés à détruire la Patrie. Nous avons accepté le défi. »

Herr Witting semble avoir plutôt bien jaugé le sentiment national allemand à l'automne 1914. C'est à cette période qu'appartient le célèbre slogan populaire : « *Gott strafe England !* » C'est également à cette période qu'Ernst Lissauer écrivit son célèbre « *Chant de la Haine* », qui se terminait sur ces paroles implacables :

« *Nous allons vous détester de manière durable. Nous ne sacrifierons jamais notre haine. Haine sur mer et haine sur terre, haine de la tête, haine de la main, haine du marteau et haine de la couronne, soixante-dix millions de haines contenues. Nous aimons comme un seul, nous détestons comme un seul, nous avons un adversaire, et un seul — l'Angleterre !* »

Et le chant de Lissauer n'était pas un phénomène isolé. Il n'était qu'un élément de tout un cycle poétique, et n'était pas le plus dur de tous, comme en témoigne ce poème de Heinrich Vierordt, sous le titre « *Allemagne, Haine !* » :

« *Oh, Allemagne ! Haine dans le froid, dans le sang glacé, Tue million sur million de la race diabolique. Que les corps s'empilent en montagnes et que la fumée de la chair monte jusqu'au ciel. Oh, Allemagne, que je déteste à présent, que ceci soit ton épreuve de vérité — Enfoncer la baïonnette dans la poitrine de l'ennemi. Ne fais pas de prisonnier, frappe les tous à mort. Et dessine autour du désert une ceinture rouge.* »

Cette vague de haine semble ne pas s'être cantonnée à la population civile intérieure, mais avoir également affecté les armées sur le front. Au mois de mars 1915, le *Liller Kriegszeitung*, un journal de soldats publié dans la ville française occupée de Lille, contenait l'article suivant, sous le titre « *Feu,* », écrit par le lieutenant-colonel Kaden : « *"*Gott strafe England ! *"* *"*Qu'il la punisse ! *"* *Tel est le salut qui est désormais échangé lorsque des Allemands se rencontrent. Cette juste haine brille de mille feux ! Vous, hommes d'Allemagne, de l'est ou de l'ouest, forcés de verser votre sang pour la défense de votre patrie, à cause de la jalousie infâme de l'Angleterre et de sa haine envers les progrès allemands, nourrissez la flamme qui monte dans vos âmes. Nous n'avons qu'un seul cri de guerre —* "Gott strafe England ! *" Soufflez-le vous les uns aux autres dans les tranchées, lors de la charge ; soufflez-le comme s'il s'agissait du son produit par des flammes proches. Voyez dans chaque camarade tombé au feu un sacrifice que ce peuple maudit vous contraint à consentir. Que la mort de chaque héros soit vengée dix fois ! Vous, peuple allemand de l'intérieur, nourrissez ce feu de haine ! Vous, mères, installez-le dans le cœur du bébé que vous allaitez ! Vous, professeurs par milliers, que des millions d'enfants allemands regardent avec leurs yeux et leur cœur, enseignez la HAINE ! la HAINE insatiable ! Vous, piliers de l'enseignement allemand, apportez en masse du combustible à ce feu ! Dites à la nation que cette haine n'est pas étrangère au cœur allemand, qu'elle n'est pas un poison pour notre peuple. Écrivez en lettres de feu le nom de notre ennemi le plus âpre. Vous, gardiens de la vérité, nourrissez cette HAINE sacrée ! Vous, pères allemands, amenez vos*

enfants sur les plus hautes collines de notre patrie, qu'à leurs pieds ils voient notre cher pays baigné de soleil. Vos femmes et vos enfants mourront de faim : quelle conception bestiale et diabolique. L'Angleterre le veut ! Certainement, chaque fibre de votre être se lève contre une telle infamie ! Écoutez le chant ininterrompu de la forêt allemande, voyez les champs fertiles, tels des mers démontées : alors votre amour pour cette merveilleuse terre trouvera le bon mot...HAINE ! Deutschland, Deutschland Über alles. »

Face à cela, comme l'avait noté Herr Witting, on ne distinguait en Allemagne aucune haine populaire à l'encontre de la France. Certes, de nombreuses boutades méprisantes circulaient sur la décadence supposée de la France, mais on trouvait également de nombreux témoignages d'estime sincères à son égard. « *Je le dis franchement. Nous n'avons pas eu et n'avons pas de haine contre la France,* » remarqua Gerhart Hauptmann au mois d'octobre 1914.

« *Nous avons idolâtré l'art plastique, la sculpture, l'art pictural, et la littérature de ce pays...Il est fortement à regretter que l'Allemagne et la France ne puissent pas être amies politiquement. Elles auraient dû l'être, puisqu'elles sont les administratrices des productions continentales de l'esprit, et parce qu'elles sont les deux grandes nations-maîtresses de l'Europe culturelle. Cependant, le destin ne voulait pas qu'il en soit ainsi.* » « *Il s'agit de l'une des nécessités les plus pénibles de la situation présente,* » a écrit le professeur Heinrich Schrors de l'Université Catholique de Bonn dans le journal *Internationale Monatsschrift* du mois d'octobre 1914, « *que nous devions tirer l'épée contre des nations telles que la France, avec laquelle nous sommes unis par les plus hauts intérêts culturels, et pour la science de laquelle nous avons le plus profond respect. Nous devrions fortement déplorer l'humiliation de la France ou la dégradation de sa position en tant que nation civilisée. Si, au cours de la guerre présente, nous pouvions détecter tout objet de cette nature de la part du gouvernement allemand, même sous forme d'une tendance secrète, nous devrions être les premiers à nous y opposer.* »

Envers la Belgique, le grand public allemand semble avoir commencé par ressentir une pitié non mélangée, mais par la suite, les affirmations des dirigeants allemands au sujet de la conduite non-neutre du gouvernement belge avant la guerre, et les incitations prodiguées à la population civile belge de mener une guerre de francs-tireurs contre l'armée allemande ont modifié le sentiment allemand en hostilité envers la classe gouvernante belge, cependant que des rapports d'atrocités civiles belges à l'encontre de soldats allemands ont intensifié ce nouveau sentiment en y intégrant l'ensemble du peuple belge. À la fin du mois de septembre 1914, un manifeste produit par des théologiens allemands de premier plan faisait ainsi référence à ces accusations d'atrocités belges : « *Des horreurs innommables ont été commises contre des Allemands qui vivaient pacifiquement à l'étranger — contre des femmes et des enfants — contre des blessés et des médecins — des cruautés et des impudeurs telles que même une guerre païenne et mahométane n'en a pas révélées...Même l'engouement naturel d'un peuple dont la neutralité — déjà violée par nos adversaires — pouvait, sous la pression d'une nécessité implacable, n'être pas respectée, n'apporte aucune excuse pour l'inhumanité, ni ne réduit la honte que de telles choses aient pu se produire ; sur une terre christianisée de longue date.* » Au sujet de l'incendie de Louvain, le *Vossische Zeitung*, journal de Berlin, remarqua : « *Les trésors artistiques de la vieille ville n'existent plus. Il est vrai que les amateurs d'art pleureront, mais il n'existait pas d'autre manière de punir cette population, dont les femmes diaboliques jettent de l'huile brûlante par les fenêtres lorsque passent des soldats allemands.* » Et le *Lokal Anzeiger* espérait que le monde allait « *comprendre que la culpabilité de toutes les souffrances de Louvain réside avec les hommes et femmes semi-civilisés qui y vivent.* »

Après les contre-accusations alliées d'atrocités commises par l'armée allemande, la presse allemande s'est lancée dans une réfutation vaste et indignée. « *Des barbares teutons ! Des Vandales !* » a lancé le journal *Kölnische Zeitung* avec dédain. « *Voilà les termes*

qu'ont lancés les porte-voix français et anglais aux oreilles du monde. Après les mensonges, vient l'opprobre calomnieux. . .L'ironie de l'histoire, qui porte désormais un coup si terrible aux espoirs anglais, lavera également ces calomnies lancées contre le "barbare teuton.*" . . .Deux choses parlent pour nous : la bonne conscience allemande, et — le pouvoir convaincant du poing allemand.* » Le célèbre manifeste des intellectuels allemands avançait : . . .« *L'Allemagne se battra jusqu'à la fin comme une nation de culture, qui a le pouvoir de Goethe, de Beethoven et de Kant, qui lui sont tous aussi sacrés que ses foyers et ses demeures. . .Quelqu'un peut-il désigner un exemple de notre férocité ? Mais à l'Est, la terre a bu le sang d'innombrables femmes et enfants massacrés par les Russes. À l'Ouest, des balles dum-dum transforment en charpie la poitrine de nos guerriers. Ceux qui s'associent aux Russes et aux Serbes, et offrent au monde le spectacle consistant à laisser ces bâtards et ces nègres se déchaîner sur la race blanche n'ont plus aucun droit de se désigner comme défenseurs de la civilisation européenne.* » Gerhart Hauptmann remarqua dans une lettre ouverte furieuse, envoyée à Romain Rolland, le pacifiste français, « *Le soldat allemand est souillé par les racontars de loups-garous répugnants et puérils que votre presse française mensongère répand à l'étranger avec autant de zèle. . .Laissons le vain Anglais nous appeler des* "Huns*"; vous pouvez, pour ce qui me concerne, qualifier les guerriers de notre splendide terre comme des* "fils d'Attila.*" Il nous suffit que cette terre réduise en morceaux le cercle de ses ennemis impitoyables. Bien mieux que nous appeler les* "fils d'Attila,*" signez-vous de crainte — et restez hors de nos frontières, plutôt que vous amener à apposer des inscriptions sur la tombe de notre nom allemand, pour nous qualifier de* "descendants chéris de Goethe.*" L'épithète de* "Huns*" est inventé par les gens qui, étant eux-mêmes des Huns, se trouvent déçus dans leurs attaques criminelles menées contre la vie d'une race saine et valeureuse, car cette race sait comment parer un coup redoutable par une force plus redoutable encore. L'impuissant se réfugie dans les imprécations.* »

Les Allemands ne faisaient guère preuve de patience face aux ac-

cusations alliées de vandalisme pour la destruction de monuments historiques tels que la cathédrale de Reims. Chacun déplorait que des ouvrages d'art dussent être détruits, mais l'idée selon laquelle l'Allemagne aurait dû modifier sa campagne pour cette raison était ridicule. « *Ils nous qualifient de barbares. De quoi s'agit-il ?* » écrivit le major-général von Ditfurth dans le *Hamburger Nachrichten.* « *Nous les méprisons, eux et leurs abus. Pour ma part, j'espère qu'au cours de cette guerre nous avons mérité le titre de barbares. La guerre, c'est la guerre, et il faut la mener avec sévérité. La pierre la plus banale et la plus laide positionnée pour repérer la tombe d'un grenadier allemand constitue un monument plus glorieux et plus vénérable que l'ensemble des cathédrales d'Europe. Que les peuples neutres et nos ennemis mettent fin à leurs bavardages futiles, comparables à des pépiements d'oiseaux. Qu'ils arrêtent de parler de la cathédrale de Reims et de toutes les églises et châteaux de France qui ont subi le même sort. Ces choses ne nous intéressent pas. Notre armée doit parvenir à la victoire. Qu'y a-t-il d'autre qui compte ?* »

Sur le sujet de la guerre en général, la plupart des Allemands, comme nous l'avons vu, maintenaient qu'il s'agissait d'une lutte purement défensive à laquelle l'Allemagne était contrainte, à cause d'une ligue d'adversaires malveillants. « *Sans aucun doute, il s'agit de la guerre la plus stupide, la plus insensée et la plus superflue des temps modernes,* » s'exclama le prince de la couronne allemande à un journaliste étasunien au mois de décembre 1914. « *C'est une guerre que l'Allemagne n'a pas voulue, je vous l'assure, mais à laquelle nous avons été contraints.* » « *Nous luttons non seulement pour l'héritage intellectuel de nos pères, mais aussi pour la culture européenne, son existence même, pour l'Europe et pour le monde entier.* » Mais, ici et là, se faisait entendre une note plus téméraire. Au mois de novembre 1914, Maximilian Harden apostropha les apologistes allemands comme suit : « *Arrêtez vos tentatives pitoyables visant à excuser les actions de l'Allemagne. Ne gémissez plus auprès des étrangers qui ne veulent pas écouter, pour leur dire à quel point les sourires de la paix nous étaient chers…Que nos*

dirigeants aient échoué à découvrir et à déjouer les plans de duperie n'est pas une raison pour que nous hissions le drapeau de la moralité la plus pieuse. Nous n'avons pas pris le risque effroyable de cette guerre comme des gaffeurs indécis. Nous l'avons voulue. Car il nous fallait la désirer, car nous pouvions la désirer. Que le diable teuton étrangle ces pleurnicheurs dont les plaidoyers d'excuses nous ridiculisent en ces heures d'expérience auguste. Nous ne nous tenons pas, et nous ne nous positionnerons pas face au tribunal de l'Europe. Notre puissance va créer la nouvelle loi en Europe. L'Allemagne frappe. Si elle conquiert de nouveaux domaines de par son génie, les clergés de tous les dieux chanteront les louanges de la bonne guerre... »

Plus encore qu'en France, on insistait sur les profonds effets régénérateurs de la guerre. Dans de nombreux cercles, on reconnaissait franchement le matérialisme allemand et les défaillances morales d'avant la guerre, mais on affirmait le plus souvent que les premiers mois de la lutte avaient forgé de profonds changements dans le caractère allemand. « *Le culte de Mammon a disparu,* » s'exclama le professeur Georg Simmel dans le journal *Internationale Monatsschrift* du mois de novembre 1914. « *Le fétiche de la réussite extérieure qui ne trouve son expression que par l'argent a disparu. La recherche de soi-même des individus et des classes, pour lesquels le tout collectif ne constituait qu'une chimère, a disparu...Certes, nos lacunes feront leur réapparition sous une forme ou une autre à l'avenir. Nous ne serons pas des anges. Mais pour l'instant, les causes ou les résultats du cynisme ont été éradiqués de la vie allemande.* » « *Tous les pleurs, tous les chagrins, tous les regrets sont avalés par le puissant flux d'une nouvelle vie nationale qui a jailli sur notre patrie allemande,* » écrivit le professeur Theodor Elsenhans dans le *Illustrirte Zeitung* de la mi-novembre 1914. Le Dr. Ludwig Schuller, dans un sermon prêché à Cologne au début de l'année 1915, affirma...« *Soudainement, l'éclair est tombé. La guerre est venue. L'heure de la décision était à portée de notre peuple. À présent, c'était soit la perdition, soit le retour*

au Dieu vivant. Et notre peuple a choisi la bonne voie. Nous nous sommes inclinés devant la puissante main de Dieu. L'éclatement de la guerre a soudainement trouvé un peuple en prière. Ce fut le plus profond changement que nous ayons jamais connu dans l'âme la plus secrète du peuple allemand... » Au cours des chapitres précédents, nous avons déjà noté l'optimisme qui prévalait en France et en Angleterre au cours des premiers mois de l'année 1915. Il n'est donc pas surprenant de découvrir que l'inverse était également vrai parmi leurs opposants, et que l'opinion publique allemande de l'époque marquait une tendance au pessimisme. Les Allemands abandonnaient leurs espoirs d'une paix rapide et triomphante, et la perspective d'une guerre longue s'installait. Hormis dans les cercles extrêmes sociaux-démocrates, on ne trouvait certes aucun indice d'une acceptation d'une paix par l'Allemagne sans d'importantes garanties d'une future sécurité, mais la presse allemande reconnaissait désormais franchement que ces garanties ne pourraient être obtenues qu'à l'issue d'une lutte prolongée et désespérée. Maximilian Harden, dans son journal *Die Zukunft*, faisait résonner une note tout à fait pessimiste, en opposition à son optimisme téméraire de l'automne précédent. « *Battez-nous !* » s'écrie-t-il au mois de février 1915, « *jetez-nous à la mer ou dans le Rhin ! Affamez-nous jusqu'à notre soumission ! Nous mourrons dans l'honneur, nous mourrons debout les armes à la main. Nous ne savons pas si nous gagnerons, mais nous savons que nous ne finirons pas indignement. Nous conservons à la fois notre confiance et nos ressources pour une très longue lutte ; pourtant, dans un an, peut-être nous nourrirons-nous d'épines et de chardons au lieu de pain. Nous sommes plus calmes que lors du premier torrent d'enthousiasme de la guerre, mais nous ne sommes pas devenus des lâches, ni ne sommes intimidés. Dans la prière, nous sommes joyeux comme jamais, et nous continuons d'évoquer la maxime allemande : "*Ne comptez que sur vous ; ainsi vous ne vous décevrez jamais.*"* » La plupart des commentaires de presse étaient cependant plus optimistes. Dans le *Tageszeitung* de Berlin, le comte zu Reventlow écrivit : « *Les Allemands vont faire*

bien plus que persévérer. Ils vont se battre jusqu'à ce que tout se réalise selon leur volonté — une volonté qui avec véhémence et sans scrupules met à son service tous les moyens qu'elle désire pour parvenir à ses fins. Une fin de la guerre qui ne découlerait pas de la victoire allemande est impensable. »

Comme on peut le comprendre en lisant les mots de Herr Harden, l'opinion publique allemande discutait sérieusement des effets du blocus maritime allié qui avait pratiquement isolé l'Allemagne depuis le début de la guerre. Même avant la guerre, ce sujet avait été sérieusement examiné, notablement lors d'une controverse entre le comte von Moltke et l'économiste Karl Ballod tenue dans les colonnes du *Preussische Jahrbücher* des mois de juin et juillet 1914. Le comte von Moltke s'était montré le plus optimiste, mais la réponse de Herr Ballod avait adopté un ton franchement pessimiste. Il avait affirmé qu'une dislocation prolongée du système industriel allemand allait renvoyer son récent développement économique deux siècles en arrière, et avait écrit au sujet de la question alimentaire : « *C'est terriblement nous leurrer nous-mêmes que de penser que le peuple allemand pourrait s'en sortir onze mois de l'année avec les récoltes qu'il a lui-même récoltées pour faire du pain.* » Tel étant l'état de division des esprits avant la guerre, la pratique du test avait provoqué d'importantes divergences d'opinions. La vision officielle professait une confiance assurée. « *La guerre,* » écrivit le Dr. Bernhard Dernburg dans l'*American Review of Reviews* du mois de novembre 1914, « *va mettre en évidence toutes sortes d'appareils — des processus qui ont été jusqu'ici trop chers dans la compétition — qu'il va falloir reprendre et perfectionner. On va se mettre à utiliser des produits à des fins qui n'avaient jusqu'ici jamais été envisagées. Comme une bonne ménagère qui doit subitement se satisfaire d'une bourse limitée chaque semaine du fait que son époux a été frappé par quelque épreuve, une nation convaincue de son bon droit, et qui s'en est jusqu'à présent bien sortie dans le domaine des arts, trouvera une manière et réussira à se protéger de la proposition humanitaire anglaise consistant à l'affamer.* »

Pour autant, des notes moins optimistes se faisaient entendre ici et là. À la fin de l'hiver 1914-1915, le général von Blume écrivit dans le journal berlinois *Allgemeine Zeitung* : « *L'Allemagne se trouve désormais confrontée sur le plan national à des problèmes que l'on n'a résolus jusqu'ici qu'au sein des limites étroites de forteresses assiégées...Aucun succès militaire ne permettra de sauver l'Allemagne si la menace de famine n'est pas écartée.* » Et le *Kölnische Zeitung* de remarquer : « *Tout dépend désormais de l'épreuve qui consiste à savoir qui peut tenir le plus longtemps. En tous cas, il ne nous reste plus qu'à nous défendre jusqu'à la fin.* » « *Nous sommes entrés dans les derniers mois précédant la nouvelle moisson,* » affirme le *Frankfurter Zeitung* de la fin mai 1915 ; et le professeur Harms écrit dans le *Berliner Tageblatt* : « *Ne laissez pas une miette de pain — ce cadeau de Dieu — se perdre. Ne mangez que du pain de guerre. Considérez la pomme de terre comme un moyen de nous aider jusqu'à la victoire. Rougissez de honte si votre désir de luxe vous tente à manger des tartes ou des pâtisseries. Regardez avec mépris quiconque est assez immoral pour manger du gâteau, et ainsi par sa gourmandise, met en danger nos approvisionnements en farine.* »

Il existait chez les Allemands un quasi consensus sur l'idée que le seul espoir de briser le blocus anglais était la flotte sous-marine allemande. Aussi, la déclaration faite par le gouvernement allemand d'un blocus sous-marin des îles britanniques au début de l'année 1915 souleva l'enthousiasme général...« *De la méthode de guerre britannique consistant à affamer l'Allemagne,* » écrivit le *Kölnische Zeitung*, « *nous devons conclure que l'ensemble du peuple britannique est notre ennemi, et une guerre sous-marine contre les marchands britanniques doit être lancée et menée de manière impitoyable...Nous devons essayer de frapper le point vital de la Grande-Bretagne — à savoir, sa flotte marchande.* » « *Enfin,* » s'exclama le *Hamburger Nachrichten*, « *ce que nous avons si longtemps espéré est accompli.* » « *La Grande-Bretagne veut la guerre jusqu'au couteau,* » s'écria le *Kölnische Zeitung* fin février

1915. « *Elle l'aura !* » À la mi-mai, le comte zu Reventlow écrivit dans le *Deutsche Tageszeitung*, « *Les journaux de nos ennemis, ainsi que ceux des pays neutres, devraient saisir la simple logique selon laquelle l'Empire allemand, ses dirigeants et sa marine allaient se trouver exposés au ridicule et au mépris du monde entier s'ils ne menaient pas cette guerre commerciale...Si cette guerre commerciale devait, par crainte pour les États-Unis, se transformer en farce, elle abîmerait le prestige de l'Empire allemand sans qu'il puisse s'en remettre.* » « *Nous allons faire usage inexorablement et de manière inébranlable de tous les moyens que les arts et la nature mettent à notre disposition afin de surpasser l'ennemi,* » affirma le *Hamburger Korrespondenz.* « *Il est risible de supposer que nous serions soumis à l'obligation de mettre fin à notre guerre sous-marine si l'Angleterre devait considérer comme relevant de ses intérêts de revenir aux anciens tracés du droit international. La compassion envers les passagers ne doit pas affaiblir la rigueur de notre devoir.* » Le compromis du gouvernement allemand avec les États-Unis sur le sujet des sous-marins fut presque partout en Allemagne l'objet de regrets.

L'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés provoqua naturellement un orage de colère dans la presse allemande. De nombreux écrivains allemands n'avaient jamais cessé d'espérer que ce qu'ils tenaient pour des objectifs communs à l'Italie et à l'Allemagne allait maintenir l'Italie dans le camp neutre. « *Les deux peuples ont pour tâche de tracer une voie vers la lumière et l'air face à la résistance des anciennes puissances possédantes,* » affirma le Dr. E.W. Mayer dans le *Preussische Jahrbücher* du mois d'avril 1915. « *Il existe des relations géographiques et historiques plus puissantes que les liens des institutions ou du sang.* » Voici qui aide à comprendre l'amertume allemande face à la décision finale de l'Italie. « *Si la guerre contre l'Italie vient,* » s'écria le *Kölnische Zeitung* à la veille de la crise, « *la haine de l'Allemagne envers l'Angleterre ne sera rien comparée à sa haine de l'Italie. Sa conduite de traître est sans parallèle dans l'histoire.* » Lorsque la rupture se produisit, il

en sortit non seulement de la furie, mais aussi un esprit de sombre détermination. « *Cette guerre menée par l'Italie contre ses anciens alliés,* » s'exclama le *Frankfurter Zeitung*, « *est l'un des exemples les plus abominables de perfidie que l'histoire connaisse. Nous aurons désormais une nouvelle zone de guerre. Certes, cela n'est pas un sujet léger, mais cela ne va contribuer qu'à faire croître notre résolution à ne pas nous laisser battre.* » Et le *Vossische Zeitung* écrivit : « *De notre part, chaque mot sorti de notre gorge étouffée par la révulsion morale serait de trop. Ne laissons pas sortir la moindre parole de plainte, mais aiguisons nos dents et utilisons d'autres armes que les mots contre le nouvel ennemi.* »

Après cette période relativement éprouvante, la suite ininterrompue de triomphes de l'armée allemande qui s'étendit sur la seconde moitié de l'année 1915 éveilla naturellement auprès de la population un immense enthousiasme et un espoir colossal. Les autorités fronçaient les sourcils lorsqu'étaient lancées des discussions spécifiques sur les gains permanents remportés par l'Allemagne, mais on pouvait facilement en parcourant la presse percevoir les attentes populaires.

La note d'optimisme était forte. Après l'écrasement de la Serbie à l'automne 1915, le journal berlinois *Lokal Anzeiger* écrivit : « *Les peuples neutres seraient certes aveugles s'ils ne voyaient pas dans quelle direction la déesse de la victoire se déplace. Les nations qui, après une lutte de quinze mois contre un monde armé, sont capables avec une grande certitude de mener, en l'espace d'un moment, une nouvelle armée à la victoire, ces nations ne peuvent être vaincues. Telle est la vérité que nos nouvelles victoires dévoilent avec une clarté absolue aux yeux même des plus incrédules.* » Le journal *Tageblatt* de Stuttgart exprima comme suit ses idées au sujet de la fin de la lutte européenne : « *Celui qui désire la paix, qu'il se fasse craindre. La paix véritable n'est rien d'autre que la plus haute forme de guerre. La paix véritable réside dans le pouvoir du fort, dont la seule vue suffit à vaincre l'ennemi. Celui qui craint la guerre n'est pas prêt pour la paix, contrairement à celui qui n'a*

rien à craindre de la guerre. C'est une paix de cette nature qu'il nous faut organiser ; une paix rendue possible par l'exercice le plus intense de la force allemande. » « *Nous pouvons distinguer que le rouge du matin suit le sang et le brouillard du crépuscule,* » s'exclama Maximilian Harden. « *Si nos ennemis désirent ériger une barrière à jamais entre nous et le reste du monde,* » affirma le chancelier Bethmann-Hollweg au début de mois de décembre, « *je ne serais pas surpris que nous arrangions notre avenir en fonction de cela.* » Et le *Vossische Zeitung*, habituellement réservé, écrivit : « *Comme nous sommes le peuple suprême, notre devoir est bel et bien de mener la marche de l'humanité elle-même. . .Épargner les peuples qui nous sont inférieurs constituerait un péché contre notre mission.* »

On se mit à beaucoup discuter de la question des alignements diplomatiques à venir, cela sembla donner lieu à une certaine accalmie dans la haine contre l'Angleterre, cependant que la froideur envers la France augmentait. Bien sûr, le chœur populaire opposé à l'Angleterre donnait de la voix, fort et amer, mais dans les cercles de réflexion, il arrivait que des voix dissonantes se fissent entendre. Dans l'édition du mois d'août 1915 du *Deutsche Revue*, un périodique réfléchi, un auteur anonyme traita de la question avec une franchise surprenante. Selon lui, la France et la Russie étaient les constantes traditionnelles de la coalition anti-allemande, l'Angleterre en constituant la récente variable. Il relevait donc de l'intérêt allemand de négocier avec son ennemie temporaire au lieu d'essayer de calmer les adversaires naturels du pays. « *Amitié avec l'Angleterre !* » poursuit-il. « *Le mot brûle les oreilles allemandes et semble impossible à jamais. Il vaut dix fois mieux une entente avec la France, disons-nous. Mais cela n'est-il pas exagéré ? Nous ne distinguons en ce moment que le côté repoussant du système d'État anglais, et oublions qu'il comporte en son sein des éléments sensés avec lesquels les Français ne peuvent être comparés. Nous professons la chute de la Grande-Bretagne, à l'image des Grecs qui professaient celle d'Ilium, mais nous ne disons rien au sujet du*

degré de pourriture de la république française et des profondeurs obscures de l'immoralité politique de la Russie ; nous maintenons également le silence au sujet du fait pesant qui est que le service de Mammon est une maladie qui afflige non pas la seule Angleterre, mais l'ensemble du XXème siècle. Tout ce que nous disons actuellement est pétri de la colère vengeresse de cœurs aigris, et n'est pas éclairé par la froide raison des dirigeants politiques. Une chose est certaine : L'Europe ne pourra jamais se relever une fois de plus sur la base d'un champ de ruines...Les mots "Annihilation ou Dictature,*" appliqués aux Grandes Puissances, ne relèvent que de la sottise.* »

On distinguait également des signes distincts de révulsion face au culte de la haine. Dès le mois de mars 1915, Haenisch, un député socialiste modéré, affirma dans un discours public : « *La ferme résolution de tenir et de vaincre, qui doit également vivre en nos enfants, ne devrait pas se transformer en haine sauvage contre les nations ennemies. Pour artistique que puisse être le* "Chant de la Haine*" de Lissauer, et pour précieuse que soit son expression du tempérament actuel, il serait néanmoins profondément déplorable que les sentiments exprimés dans cette œuvre s'implantent dans le cœur de nos enfants et nourrissent une haine de longue durée après la guerre. Il serait bien mieux qu'on leur enseigne les misères en Prusse orientale, en Galicie, en Pologne, en Belgique et dans le Nord de la France, et qu'ils aient dans leur cœur un profond chagrin au vu de la destruction de tant de vies jeunes et pleines d'espoir, de tant de pertes matérielles et de valeurs idéales.* » « *Quiconque estime pouvoir aider la patrie en encourageant cette forme de haine allemande le fait à ses risques et périls,* » écrivit un théologien catholique dans le *Deutsche Volkszeitung* de Hanovre à la mi-juillet 1915. « *De notre côté, cependant, nous serions coupables ou négligents si nous n'émettions pas d'avertissement à ce sujet. Une haine comme celle qui est prêchée est anti-chrétienne et indigne de la nation allemande.* » Le professeur Ernst Troeltsch affirma dans les pages du *Frankfurter Zeitung* : « *La haine peut au dé-*

part inspirer du courage et de l'énergie dans l'attaque, mais à long terme, il s'agit d'une mauvaise politique. Elle débouche sur une politique trouble et fantastique sur la base d'un sentiment qui après cela ne peut plus opérer...La haine est particulièrement mauvaise conseillère vis-à-vis de l'Angleterre. Elle nous empêche d'apprécier la position correctement ; elle débouche sur une sous-estimation de la force de l'ennemi, et rend difficile la reprise de contact inévitable qui aura lieu après la guerre. Mais outre tout ceci, une chose est certaine : toute substitution systématique de notre vieille humanité allemande par un simple égotisme national, toute concentration permanente de nos sentiments par antagonisme, tout cela est dangereux pour nous-mêmes. » Le professeur Wilhelm Herzog, dans *Das Forum* (de Munich), pose la question : « *Avons nous haï l'Angleterre, la haïssons-nous ? Existe-t-il une telle haine en dehors des rangs des poètes lyriques professionnels et d'autres intellectuels du même ordre ? Nous ne haïssons ni les Anglais, ni les Français, ni le peuple russe. Nous ne haïssons que ceux qui sont responsables de la guerre présente. Il se trouve partout des* "idéalistes" *erratiques ; ce sont eux qui s'épuisent en sentiments d'hostilité nationale.* » Et le professeur Heinrich Morf, en ouverture de son cours de philologie française, a affirmé ce noble hommage à l'esprit de la vérité scientifique : « *Vous vous êtes assemblés avec moi pour poursuivre un ouvrage de paix...Lorsque votre professeur est juché sur sa chaire, et que les portes extérieures de l'auditorium sont closes, nous devons contraindre nos pensées, et nous le ferons, à passer en revue durant une heure les choses qui jour et nuit oppressent chaque cœur...Les passions du jour ne pénétreront pas ici. Nous les laisserons à la porte. La science exige de nous cette action d'auto-discipline et d'auto-conquête. Quiconque juge cela impossible ne peut pas servir la science, et ne peut établir de communication intime avec l'âme de la science. Nous resterons unis dans l'insatisfaction au sein de ces murs...Par conséquent, le caractère scientifique des présentes sessions va rester inchangé. Aujourd'hui, comme par le passé, je vais essayer d'enseigner à votre pensée historique à dépassionner*

la conception et le jugement des choses du passé et des territoires étrangers. Un tel ouvrage scientifique ne divise pas — il réunit. Il enseigne la perception, la compréhension ; pas le mépris. » Au cours de cette période, le sujet de l'impopularité allemande dans le vaste monde fut également largement discuté. Le fait de cette impopularité était universellement reconnu, mais les raisons auxquelles on imputait sa prévalence étaient extrêmement variées. Certains l'imputaient à la jalousie de l'étranger, ou à son incapacité à comprendre le caractère particulier et la supériorité de la Kultur allemande. « *Nous n'avons eu que trop peu de fierté, et avons manifesté trop de gentillesse du cœur,* » affirma *Der Tag* (journal de Berlin) au mois de septembre 1915. « *Nous nous sommes donnés sans réserve, et avons prodigué des cadeaux généreux pris sur nos richesses superflues. Nous avons trop manifesté notre appréciation des manières étrangères de fonctionner, et n'avons pas assez insisté sur nos propres qualités. Cela doit et va changer. Nous n'obtiendrons jamais de reconnaissance du germanisme sans fierté nationale et sans une froide réserve.* » D'autres, cependant, considéraient les Allemands eux-mêmes comme largement responsables, et évoquaient des défauts nationaux tels que le manque de tact, les mauvaises manières, l'agressivité, et la stature sociale inférieure des Allemands séjournant à l'étranger. « *Par son comportement personnel avec les étrangers,* » écrit le *Kölnische Zeitung*, « *l'Allemand ouvre la voie à l'inimitié et au mépris...Si un Allemand de cette nature voit un régiment français défiler au cours d'une revue, à son pas normal, et non pas suivant les coups de tonnerre de la marche de parade allemande, il rit et s'amuse tellement qu'il énonce ce qu'il en pense à son voisin français. Le même Allemand, lorsqu'il voit une gare ferroviaire anglaise, fait des remarques sur sa saleté, sur l'encombrement des salles d'attente, sur l'accumulation de publicités vulgaires et colorées, et énonce à son compagnon anglais qu'il aimerait que celui-ci puisse voir les superbes gares allemandes toutes neuves qui sont aussi propres et nettes qu'une broche flambant neuve...Ainsi, l'Allemagne s'attire la réputation d'être un hâbleur enfantin.* » Au

sein d'un article inhabituellement réfléchi paru dans le *Peussische Jahrbücher* du mois de février 1915, Felix Stahl, tout en reconnaissant que les échecs sus-mentionnés contribuent à cet effet, énonce le véritable secret de l'impopularité allemande dans le processus d'accélération que l'efficacité allemande a produit dans l'ensemble du monde économique, ce qui a provoqué la colère des peuples qui disposaient de perspectives moins assurées, et se satisfaisaient d'une cadence moins soutenue.

Rien de tout cela ne doit déboucher sur la conclusion selon laquelle les Allemands s'abandonnaient aux hypothèses philosophiques. Au contraire, les triomphes de l'année 1915, avec leurs conquêtes de la Pologne, de la Courlande et de la Serbie, la victoire sur la Bulgarie, et l'ouverture de la voie rapide vers la Turquie et l'Est musulman, soulevaient une discussion toujours plus soutenue au sujet des multiples problèmes du lendemain.

Nous avons déjà noté l'attitude moins hostile envers l'Angleterre qui se faisait manifeste dans de nombreux cercles. Nous devons à présent examiner la froideur croissante à l'égard de la France. Au début de la guerre, on se souviendra qu'aucun sentiment anti-français ne se manifestait en Allemagne. Mais au fil du temps, le tempérament implacable du peuple français, avec son appel à la destruction de l'unité allemande, produisit un sentiment d'exaspération et convainquit de nombreux Allemands qu'il allait en fin de compte s'avérer nécessaire d'écraser cet adversaire inconciliable. À l'été 1915, une pétition fut adressée au chancelier impérial par un regroupement d'intellectuels distingués de Berlin ; elle est emblématique de ce sentiment nouveau. « *Après avoir été menacés par la France durant des siècles,* » énonce ce document, « *et après avoir entendu le cri de* "Revanche" *de 1815 à 1870, puis de 1871 à 1915, nous désirons en finir avec la menace française une bonne fois pour toutes. Toutes les classes de notre peuple sont pétries de ce désir. Il ne faut cependant pas pratiquer de tentative de réconciliation malavisée, la France s'y est toujours opposée avec le fanatisme le plus extrême ; et à ce sujet, nous avertissons solennellement les Alle-*

mands de ne pas se duper eux-mêmes. Même après la terrible leçon de cette guerre sans victoire, la France continuera d'appeler à la revanche tant que ses forces le lui permettront. Par souci de notre propre existence, nous devons l'affaiblir impitoyablement à la fois politiquement et économiquement, et nous devons améliorer nos positions militaires et stratégiques face à elle. Pour cela, à notre avis, il est nécessaire de renforcer radicalement toute notre ligne de front à l'Ouest, de Belfort à la côte. »

Le même document donne un aperçu du sentiment public allemand au sujet de la Belgique. « *Au sujet de la Belgique,* » déclare-t-il, « *pour l'acquisition de laquelle tant de sang allemand a été versé, nous devons tenir fermement, des points de vue politiques, militaires et économiques, malgré tout argument qui pourrait être soulevé pour plaider le contraire. Les masses sont unies sur ce point plus que sur tout autre, car elles considèrent sans le moindre doute que conserver la Belgique constitue une affaire d'honneur. . .En temps voulu, elle pourra constituer une addition considérable à notre nation, si au fil du temps, l'élément flamand, qui est si étroitement allié avec nous, s'émancipe de l'emprise artificielle de la culture française et revient à ses affinités teutonnes.* » Le destin de la Belgique avait certes grandement intéressé les Allemands dès le départ. Au tout début de la guerre, le professeur Hermann Losch avait prédit : « *La guerre entre les trois Puissances européennes occidentales sera menée non seulement en Belgique, mais pour la Belgique.* » Au printemps 1915, le comte zu Reventlow écrivit : « *Le retrait absolu et permanent hors de Belgique de toute influence britannique et française est une affaire vitale pour l'avenir de l'Allemagne. . .La Belgique ne pourra jamais plus, même avec la meilleure volonté du monde, devenir indépendante. Un rétablissement de la Belgique à son état politique précédent est un fantôme, une Utopie.* » L'annexion de territoires belges et français était cependant fermement combattue par les sociaux-démocrates de toutes teintes.

Et ce sentiment envers les annexions en Europe occidentale n'était pas confiné aux Socialistes : d'ardents expansionnistes le

partageaient également. De nombreux Allemands étaient désormais convaincus qu'un triomphe teuton absolu était impossible. Puisque tel était le cas, ces gens soutenaient que l'Allemagne devait choisir ses compensations, ou bien à l'Est, ou bien à l'Ouest. Et face à certains qui considéraient les gains réalisables à l'Ouest comme les plus importants, de nombreuses personnes estimaient que la véritable ligne d'expansion allemande s'étendait à l'Est. L'écrasement de la Serbie et l'ouverture de la route jusque l'Empire ottoman avaient enfin accompli le grand rêve teuton, « *Berlin-Baghdad* » et le maintien de cette connexion apparaissait dans de vastes cercles de pensée allemands comme une nécessité impérative. Mais conserver la Belgique impliquait d'évidence une lutte finale contre l'Angleterre. L'Allemagne pouvait-elle tenir Baghdad et Anvers face au monde ? Ne serait-il pas plus sage de rendre Anvers au prix d'un acquiescement anglais de la ligne « *Berlin-Baghdad* » ? Telle était l'opinion d'impérialistes allemands modérés affiliés à l'école de l'« *Est* ».

Les espoirs orientaux de l'Allemagne avaient été élevés dès le départ. L'adhésion de la Turquie à la cause teutonne, au mois de novembre 1914, avait été acclamée avec enthousiasme par la presse allemande. « *Là-bas en Turquie,* » écrivit Ernst Jäckh, dans un pamphlet publié à cette période, « *s'étendent l'Anatolie et la Mésopotamie : l'Anatolie, la "*Terre du Lever*"; la Mésopotamie, région du paradis ancien. Puissent ces noms constituer pour nous un signe : puisse cette guerre mondiale apporter à l'Allemagne et à la Turquie le lever de soleil et le paradis d'une nouvelle période ; puisse-t-elle conférer à une Turquie assurée et à une plus grande Allemagne la bénédiction d'une fertile collaboration turco-teutonne dans la paix, après une collaboration turco-teutonne victorieuse dans la guerre.* »

La proclamation par la Turquie de la « *Guerre Sainte* », à la mi-novembre 1914, exalta les attentes allemandes. « *Les faux mouvements de Grey ont provoqué l'alignement de tous les Musulmans,* » affirma le *Frankfurter Zeitung.* « *Les Indiens, les Égyptiens et les Perses considèrent les Anglais comme des adversaires. Les coups*

qu'a fait pleuvoir Grey sur le monde musulman l'ont soulevé, nolens volens*, et l'ont fait sortir de son profond sommeil. Les deux grandes sectes musulmanes, Chiites et Sunnites, ont aplani leurs différends et sont devenues sœurs. Aucune puissance au monde ne pourra jamais plus séparer la Turquie de la Perse. Les Égyptiens, les Indiens, les Chinois et les Africains vont entrer dans une ligue sacrée. Les Musulmans qui vivent dans les colonies anglaises et françaises ne peuvent plus rester fidèles à leurs allégeances, pas plus que le Caucase, le Turkestan et la Transcaucasie ne peuvent rester loyaux à la Russie. Si l'Afghanistan, l'Inde, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie se rallient aux deux puissances musulmanes, la Turquie et la Perse, la Triple Entente peut-elle poursuivre sa guerre contre l'Allemagne et l'Autriche ?* »

Douchés sur le moment, ces espoirs rejaillirent une année plus tard après la chute de la Serbie. « *La Perse commence à secouer les chaînes du traité anglo-russe,* » écrivit le *Vossische Zeitung* au mois de novembre 1915. « *La Perse commence à s'armer et à se défendre. L'Afghanistan ne se ralliera jamais à la Russie et l'Angleterre. En Afrique, les Senussi se font remuants ; leur influence s'étend sur l'Égypte et sur Tripoli, jusque dans l'arrière-pays. En Égypte, les Anglais ont jusqu'ici réussi à réprimer les tendances à la révolte, mais ils ne peuvent pas empêcher une agitation hostile de pénétrer comme une cartouche de dynamite. En Tunisie et au Maroc également, des moyens existent de faire connaître aux populations les défaites françaises et anglaises dans les Dardanelles. Nous ne sommes qu'au début des effets qui vont affecter le ferment islamique.* »

Le champ des aspirations asiatiques entretenues par l'Allemagne est révélé par un article du savant orientaliste, le professeur Bernhardt Molden, paru dans le *Preussische Jahrbücher* du mois de décembre 1914. L'aide allemande à la Turquie, affirme le professeur Molden, n'est qu'un symptôme de sa politique consistant à soulever les autres peuples asiatiques actuellement écrasés sous la domination anglaise ou russe. Ainsi, l'Allemagne va créer de puis-

sants alliés pour la « *Seconde Guerre Punique* » que l'Angleterre pourrait bien engager si le présent conflit devait déboucher sur un blocage. Par conséquent, l'Allemagne doit lutter pour solidifier ce grand bloc d'Asie Centrale — la Turquie, la Perse, l'Afghanistan, la Chine — dont tous les membres sont menacés par la ligue des voleurs anglo-russo-japonais. Seule l'Allemagne peut sauver ceux qui sont menacés, de Stockholm à Pékin. Le professeur Molden exhorte à la construction d'une « *voie ferrée pan-asiatique* » reliant Istanbul à Pékin. Cela serait particulièrement intéressant pour l'Afghanistan, qui deviendrait de la sorte l'un des grands pivots mondiaux de la politique et du commerce. *In fine,* « *l'Allemagne doit libérer l'Asie.* » Il s'agit de la pierre angulaire de toutes les attentes allemandes à ce sujet. « *Rénover l'Orient,* » telle est la mission de l'Allemagne, écrivit Friedrich Delitzsch dans la *Deutsche Revue* du mois de janvier 1916.

Aux yeux de nombreux Allemands, le grand obstacle à l'ascendance teutonne dans les Balkans et en Asie n'était pas tant l'Angleterre que la Russie. De fait, on considérait l'existence d'une sorte de « *Grande Allemagne* » comme menacée par le « *péril russe.* » La crainte de la Russie, si prégnante au moment de l'éclatement de la guerre, s'était peu à peu fait submerger par l'afflux de haine contre l'Angleterre, mais la résilience de la Russie face aux coups les plus percutants et la faiblesse manifestée par l'Autriche face aux assauts menés depuis Moscou avaient peu à peu fait revenir le danger russe au premier plan. Bien entendu, certains nobles propriétaires terriens pouvaient regretter l'ancienne proximité entre les cours prussienne et russe, et les avocats les plus fervents d'une lutte finale contre l'Angleterre pouvaient recommander des conditions généreuses pour acheter une paix séparée auprès de la Russie, mais la plupart des Allemands estimaient simplement que le colosse russe devait être définitivement brisé si l'Allemagne ne voulait pas se faire dépasser par la course du temps.

« *La Russie peut-elle rester une puissance européenne, suivant l'ancien sens du terme, si notre avenir doit être assuré ?* » de-

mande Paul Rohrbach, le réputé publiciste, au début de son ouvrage, « *Russland und Wir,* » publié à l'été 1915. Sa réponse est un emphatique « *Non !* » Il conclut son ouvrage comme suit : « *Voilà la Russie d'aujourd'hui ! "*Grattez un Russe, et vous trouvez un Tartare*" s'était longtemps avéré un proverbe valide. Dès que la pelure extérieure de la civilisation extérieure s'est retirée, le moscovitisme moderne révèle les mêmes traits sauvages et barbares qu'il y a des siècles, sous Ivan le Terrible...Comme en Livonie en 1558, comme en Prusse orientale en 1914 et 1915 ! Le Moscovite reste un Moscovite. Seul celui qui ne le connaît pas peut s'imaginer que le Moscovite est capable de vivre dans une nation de culture en communion durable avec le monde européen. Il ne peut pas vivre ainsi, car il a une autre âme...Au vu de cet état de fait, il est très difficile de conclure une paix véritable selon les canons acceptés du droit international. La barbarie impitoyable, la soif criminelle de conquête, et la destruction de toute culture humaine basée sur la liberté sont l'essence même de son être. Celui qui pense à la paix qui devra succéder à cette guerre doit commencer par visualiser la nature profonde de son opposant russe...Celui qui a la moindre considération pour l'âme et l'avenir du germanisme et de la civilisation humaine s'appuiera en conséquence sur une condition inflexible : Aucune paix négociée avec la Russie.* » Otto Hoetsch, Ernst Jäckh, et d'autres auteurs politiques allemands de premier plan soutiennent cette conclusion de tout cœur. Karl Leuthner, dans son ouvrage récent, « *Russischer Volksimperialismus* » (1916), dessine une image vraiment alarmante. Selon lui, les masses russes adoptent les anciens programmes impérialistes des Tsars, des fonctionnaires, et des penseurs artistiques, et « *les poussent un cran plus loin,* » exactement comme l'impérialisme de la révolution française dépassa celui de Louis XIV. En Russie, le parti d'opposition libéral, démocratique et cosmopolite n'était qu'un courant superficiel engendré par les excès de l'autocratie : il s'incline rapidement devant la Sainte Trinité du Pan-slavisme — le Tsar, le Grand Peuple russe, l'Orthodoxie. « *Nous, Allemands,* » conclut Herr Leuthner,

« *devons considérer cette réalité en face. Dans l'ensemble du domaine de la politique, il n'y a rien de plus pesant pour nous. Ce n'est pas uniquement le Tsar, dont nous avons abhorré la tyrannie, mais également le peuple russe, pour la liberté duquel nous avons œuvré avec enthousiasme, qui se tient avec l'ensemble de la soif de conquête traditionnelle et la sujétion par-delà nos frontières. Ceux que nous avons crus spirituellement proches de nous sont devenus nos adversaires les plus prêts à combattre et les plus durs. Toutes les illusions, tous les vains espoirs de réconciliation, se sont effondrés. Nous devons préparer nos âmes, de deux choses l'une, ou bien à subir le sort que subissent ceux qui avoisinent un empire mondial rapace, ou bien à nous résoudre à combattre ce sort par la présente guerre.* » Ces appréhensions allemandes ont crû continuellement suivant les changements intérieurs considérables qui ont marqué l'Empire russe. Dans le *Preussische JahrBuche* du mois de novembre 1916, le Dr. Hans Delbruck maintient que le rétablissement par la Russie de son armée, après la débâcle de 1915, la prohibition de la vodka, et la construction de la voie ferrée de Mourmansk jusqu'à l'Océan arctique au milieu de la guerre constituent des réalisations puissantes qui prouvent que la Russie est vis-à-vis de l'Allemagne un adversaire autrement plus menaçant que l'Angleterre. Le général von Hindenburg semble avoir résumé ce sentiment en remarquant, au cours d'une récente interview : « *Nous détestons les Anglais — le danger futur menaçant l'Allemagne réside à l'Est.* »

Tout ceci explique la reconstruction de la Pologne par le gouvernement allemand, et les demandes populaires allemandes pour des actions semblables en Lituanie, dans les provinces baltes russes, et en Ukraine.

Tels étaient les courants de pensée complexes qui firent leur première apparition dans la conscience nationale allemande au cours des derniers mois de l'année 1915. Mais à l'approche de la nouvelle année, les problèmes qui avaient absorbé les pensées allemandes dans les premières phases de la guerre revinrent au premier plan.

Les Alliés refusaient fermement de faire la paix sur la base d'une « *carte de la guerre,* » et le blocus anglais ne cessait de se resserrer autour d'une Europe centrale assiégée. À la fin de l'année 1915, l'Allemagne en ressentait nettement les effets. « *Pendant que nos soldats se battent comme les héros des âges classiques,* » écrivit le *Frankfurter Zeitung* au mois de novembre, « *les pénuries se font de plus en plus ressentir chez nous, et le peuple commence à interpréter les conditions d'existence misérables comme une défaite de l'Empire. Nous avons raillé le blocus, mais nous ne rions plus désormais. L'aspect sinistre de la situation ne constitue certes pas une bonne raison de s'amuser.* » Un mémo socialiste dédié au chancelier impérial affirmait ceci : « *À Berlin, aujourd'hui, les personnes les plus pauvres ne voient que très rarement de la viande ou du gras ; cela signifie qu'elles ne reçoivent pas assez de protéines pour répondre à leurs besoins. Les plaintes que nous recevons de la part des familles d'hommes mobilisés sont terribles. Leur position s'approche rapidement de celle du désespoir.* » Cette pénurie de nourriture semble avoir atteint son apogée juste avant les récoltes de l'été 1916. Depuis lors, les choses semblent s'être quelque peu améliorées, mais la situation reste loin d'être idéale et les plaintes sont monnaie courante. Par exemple, au début du mois de janvier 1917, le journal berlinois *Vorwarts* affirma : « *Nous sommes tous suffisamment raisonnables pour considérer les faits en face, et pour supporter l'inévitable dans la dignité. Nous savons également qu'une défaite allemande ne ferait pas que retirer les derniers restes de beurre de notre pain, mais nous enlèverait également le pain. Mais outre un avenir démuni après la guerre, on nous a seulement dit que nous n'avons aucune amélioration des rations à attendre, et qu'au contraire, les difficultés vont augmenter, surtout après Pâques.* »

La faim et le tempérament implacable des Alliés soulevèrent naturellement une nouvelle vague de furie en Allemagne. « *Nous n'avons pas encore réussi à contraindre nos ennemis à la paix,* » écrivit le *Kölnische Zeitung* à la fin 1915. « *Les espoirs de l'ennemi restent forts. Ils font montre de plus en plus d'arrogance. Chaque*

homme et chaque femme d'Allemagne doivent garder à l'esprit le fait que cette guerre est une question de vie ou de mort. Il serait vain d'espérer la clémence si nos ennemis parvenaient à accomplir leurs projets. Il ne nous reste plus rien d'autre que la lutte, dos au mur, jusqu'à une victoire telle que nous puissions contraindre nos adversaires à la paix. C'est là que réside notre seul espoir — dans la plus sinistre guerre au front, soutenue par notre résistance chez nous et par notre volonté de fer de tenir bon. La victoire reviendra à qui peut contrôler ses nerfs. Nous remportons des réussites à foison. Ce qu'il nous reste à faire est de dicter la paix. Deutschland Über Alles ! » Le désir latent de paix est évoqué dans des commentaires comme celui de *Vorwarts* à la fin 1916 : « *Si nous devons mener cette guerre indéfiniment, toute l'Europe sera saignée à mort, et l'Amérique et les peuples colorés seront nos héritiers. Mais nous voulons que l'Europe vive. Nous voyons la France saigner à blanc, mais nous ne l'avons jamais détestée. Nous voulons la paix pour l'Allemagne, la France, l'Angleterre et la Russie — la paix pour le monde entier, souillé de sang.* »

Cependant, le rejet sans compromis par les Alliés des offres de paix allemandes, au début de l'année 1917, entraîna l'ensemble du peuple allemand dans une colère désespérée. « *Les pourparlers de paix doivent cesser à présent,* » affirma le *Tagliche Rundschau* ; cependant que le *Kölnische Zeitung* s'exclamait chaudement : « *Nous avons à présent appris que nos ennemis ne veulent pas la paix, mais la guerre au couteau ; aussi devons-nous abandonner toutes ces considérations et nous emparer de tous les moyens à notre disposition pour mener à la guerre.* » Le Kaiser Wilhelm exprima sans aucun doute les sentiments de son peuple lorsqu'il affirma dans sa proclamation de la fin janvier 1917 : « *Nos ennemis ont jeté le masque. Après avoir refusé avec mépris et des mots hypocrites d'amour de la paix et d'humanité notre honnête proposition de paix, ils ont à présent, au travers de leur réponse aux États-Unis, dépassé ce stade et reconnu leur soif de conquêtes, dont la base est encore démontrée par leurs affirmations calomnieuses. Leur objectif est*

d'écraser l'Allemagne, de démembrer les Puissances qui nous sont alliées, et de soumettre en esclavage la liberté de l'Europe et les mers sous le même joug que la Grèce subit désormais en grinçant des dents. Mais ce qu'ils n'ont pas réussi à réaliser en trente mois de lutte sanglante et de guerre économique sans scrupule, ils échoueront également à l'accomplir à l'avenir...Une indignation vibrante et une colère sainte vont redoubler la force de chaque homme et de chaque femme en Allemagne, que celle-ci soit consacrée à la lutte, au travail ou à la souffrance. Nous sommes prêts à tous les sacrifices. »

Cette tonalité de fer fut accompagnée d'une forte recrudescence de l'ancienne intransigeance à l'encontre de l'Angleterre. « *La majorité de notre peuple n'a encore aucune conception des conséquences qui s'ensuivraient si nous étions vaincus, et vaincus par un ennemi tel que l'Angleterre,* » affirma le *Kölnische Zeitung.* « *C'est une erreur dangereuse que de considérer les discours anglais comme de vaines fanfaronnades...Pour l'amour du ciel, ne nous leurrons pas au sujet de la détermination de l'Angleterre à jeter l'Allemagne à genoux pour la contraindre à accepter ses conditions sans résistance, et à se faire éjecter à jamais du statut de compétiteur sur les marchés mondiaux. Toutes les classes de ce peuple sont unies dans cette résolution, du premier Lord Amiral au plus humble des dockers de Newcastle-upon-Tyne. On ne saurait trop affirmer qu'une telle victoire de l'Angleterre impliquerait une catastrophe irréparable pour l'Empire allemand. Non seulement l'Empire allemand serait-il dissous, mais notre peuple se trouverait sérieusement menacé d'extinction, surtout au vu du torrent russe qui se déverse depuis l'Est.* »

La conclusion logique était qu'il fallait écraser l'Angleterre, et les avocats d'une lutte à outrance contre la Grande-Bretagne affirmèrent que sa destruction pouvait s'accomplir au moyen d'une guerre sous-marine impitoyable. À partir de l'automne 1916, une pression croissante fut exercée sur le gouvernement allemand pour qu'il répudie son compromis conclu avec les États-Unis, et qu'il se

plonge sans réserve dans la mêlée. « *À bas l'Angleterre !* » s'écriait un pamphlet populaire ; « *L'Angleterre n'est pas seulement notre ennemie la plus dangereuse, mais également la plus vulnérable, car toute île vit et meurt selon ses expéditions maritimes. Pouvons-nous conquérir l'Angleterre sur mer ? Oui. Les actions et les expériences de notre marine nous en apportent une garantie certaine.* » « *Si nous devons remporter une victoire,* » déclara le Dr. von Heydebrand, dirigeant conservateur de la Diète de Prusse, au début 1917, « *il est absolument impératif d'utiliser les armes qui nous accorderont la possibilité de remporter une victoire face à l'adversaire le plus dur et le plus fort — l'Angleterre...Le peuple allemand et prussien sera prêt à en supporter les conséquences.* » Et le comte von Westarp, dirigeant conservateur au Reichstag, déclara : « *Notre force suprême doit désormais être placée dans la balance. Il n'existe aucune arme de guerre que nous osions refuser d'utiliser.* » Au début du mois de février, l'annonce du chancelier impérial d'une guerre sous-marine impitoyable fut acclamée dans toute l'Allemagne avec un cri de joie unanime, « *Désormais, nos ennemis vont découvrir ce qu'est véritablement la terreur de l'U-boat,* » s'écria le journal berlinois *Lokal Anzeiger* ; cependant que le *Borden Zeitung* s'exclamait avec défiance : « *À raison ou à tort : victoire !* » La rupture avec les États-Unis ne produisit aucun effet perceptible dans l'attitude populaire.

Tel est le tempérament à présent en Allemagne vis-à-vis de la guerre. Au sujet des problèmes de l'« *après-guerre,* » il n'est pas surprenant de trouver une grande variété de points de vue. Dans l'ensemble, on peut affirmer que les éléments les plus belliqueux ont toujours maintenu que l'attitude future de l'Allemagne vis-à-vis des peuples étrangers devait être, en cas de victoire, la réserve hautaine d'un conquérant sur ses inférieurs ; en cas de blocage temporaire, la réserve pleine de colère du maître, qui se consolide dans la volonté de conquête. Un bon exemple de cette école de pensée militariste réside dans un article du *Liller Kriegszeitung* de la fin 1916 : « *Michel, écoute ! Comprendre, c'est pardonner. Mais per-*

*sonne ne comprend, personne ne désire comprendre, notre nature, nos méthodes, notre lutte pour le bien, ou notre honnêteté. De ce fait, l'hostilité irréconciliable de l'ensemble du monde contre tout ce qui est allemand. Par conséquent, Michel, abandonne la vaine et dangereuse poursuite de la compréhension du point de vue de nos ennemis. Ce n'est qu'ainsi que tu parviendras à acquérir le tempérament impitoyable qui est nécessaire pour parvenir à la victoire...Tous te considèrent comme un "*sale porc,*" cher Michel. Tu ne peux rien y changer. Aie donc le courage de prendre une décision...Il nous est impossible de parvenir à une entente avec nos ennemis au cours de cette génération, pas plus que de la suivante.* » Parmi ces prophètes du mal, on trouve une bonne dose de pessimisme. Le professeur Eduard Meyer, historien réputé, prédit dans son livre « *Allemagne et Angleterre* » que la lutte présente n'est que la première d'une longue suite de guerres « *puniques* » anglo-allemandes, au cours desquelles la civilisation moderne va rétrograder jusqu'à un statut de semi-barbarie. L'Allemagne sera victorieuse, mais remportera une victoire à la Pyrrhus, car les races colorées, tirant parti de la décadence blanche, détruiront la suprématie européenne.

D'autres Allemands, parmi lesquels de nombreux intellectuels de premier-plan et l'ensemble du groupe social-démocrate, adoptent une vision nettement plus enthousiaste. Le Dr. Hans Delbrück pense qu'une perpétuation des haines actuelles est impossible. « *Les différents États,* » écrit-il, « *ne peuvent pas s'entourer de murailles de Chine, mais doivent reprendre un échange de biens et de valeurs d'idéaux. Une nation ne se comportant pas ainsi ne ferait que se faire du mal.* » Le député socialiste, Haenisch, remarque : « *On a discuté de l'idée qu'à l'avenir la science et les arts allemands devront vivre leur propre vie...Une telle idée est tout simplement bonne à jeter. Après la guerre, les nations seront encore plus dépendantes les unes des autres qu'auparavant, et sans l'influence fructifiante de pays étrangers, notre culture nationale dépérira.* »

Entre ces deux points de vue extrêmes, une masse indéterminée

de l'opinion publique balance, d'abord encline au premier point de vue, puis au second, selon les tournures de la guerre ; intransigeante au début, plus conciliante durant la seconde moitié de l'année 1915 teintée d'optimisme, raidie de nouveau sous la pression d'une paix différée et d'un blocus rigoureux.

Mais on peut en dire une chose : le peuple allemand, quoiqu'enclin à des emportements passionnés, est extrêmement attentif à ce qu'affirment ses dirigeants politiques et intellectuels. Et ces dirigeants sont à ce jour des réalistes avoués ; « *Realpolitik,* » comme ils se targuent de l'être. Il est donc peu probable qu'à l'avenir l'Allemagne suive une politique basée sur le sentiment ou conserve de vieilles rancœurs sur des sujets où rien de pratique n'est à gagner. Bien sûr, une paix humiliante inspirerait sans doute une politique de « *revanche,* » mais la motivation sous-jacente de cette politique ne serait pas tant la rancune vis-à-vis du passé qu'une confiance en la capacité allemande à bouleverser un règlement dicté par un monde hostile. Ainsi, l'avenir des relations entre l'Allemagne et ses adversaires actuels devrait principalement dépendre de la course que prendront de fait les événements. Les nations que les dirigeants allemands considèrent comme une menace envers les objectifs allemands continueront de constituer des tracasseries populaires. Celles avec lesquelles un arrangement sera considéré comme désirable seront considérées favorablement dans le ressenti populaire. En tout cela, il va de soi que les sentiments ne jouent qu'une partie négligeable.

Bien sûr, la guerre a de plus en plus rapproché l'Allemagne et ses alliés. L'amitié teutonne envers la Bulgarie et la Turquie n'est pas sans quelques réserves mentales, mais avec l'Autriche-Hongrie, les liens sont extrêmement étroits. Dans ce cas, les considérations pratiques sont renforcées par des liens profonds de sentiments et d'affinités raciales, qui héritent du trait germanique de la monarchie des Habsbourg et des sentiments fraternels des Teutons autrichiens. La plupart des Allemands estiment que l'alliance entre les deux empires doit désormais rester inviolable, et les penseurs les plus

capables d'Allemagne sont désormais à pied d'œuvre pour trouver une solution permanente à ce sujet. L'ouvrage de Friedrich Naumann, « *Mitteleuropa* » (« *Europe centrale* »), est à cet égard emblématique. Naumann propose : « *Un super-État austro-allemand en première instance, non pas tant fédératif de nature, mais tel que toutes les nations mineures de la zone de l'Europe centrale, de la Scandinavie à la Turquie puissent ultimement y entrer.* » Ici encore, la note réaliste est clairement visible. À l'exception de l'Autriche, les sentiments n'entachent pas profondément les hypothèses allemandes pour choisir les amis de l'avenir.

Chapitre 4

L'Autriche-Hongrie

Si la conscience nationale allemande peut être considérée comme une unité diversifiée, l'Autriche-Hongrie apparaît comme une diversité duale. La théorie sous-jacente à la Constitution « *dualiste* » de 1867 était que les Allemands d'Autriche et les Magyars de Hongrie devraient diriger leur moitié respective de l'empire et maintenir les diverses races mineures dans une subordination voulue. Mais cette théorie n'a jamais bien fonctionné en pratique. Les Allemands et les Magyars, même s'ils sont sans conteste les deux races qui dominent l'empire, ne constituent pas une majorité numérique. Parmi les vingt-neuf millions habitants de l'Autriche, seuls dix millions sont allemands (avec deux millions d'Allemands en plus en Hongrie), cependant que les Magyars ne constituent que dix millions des vingt-et-un millions d'âmes qui constituent la population totale de la Hongrie. Il s'ensuit que l'hégémonie allemande en Autriche s'est brisée depuis longtemps, cependant que la suprématie magyare ne s'est maintenue en Hongrie qu'au prix de protestations de plus en plus dangereuses de la part des nationalités non-magyares. Les cinquante dernières années d'histoire de l'Autriche-Hongrie ont de fait établi un historique de luttes de la part des nationalités mi-

neures de cet État dans le but de parvenir à une auto-réalisation totale, soit en obtenant un partenariat entier avec l'empire, soit par une sécession d'une souche raciale hors des frontières de l'empire. Les conséquences de ces phénomènes ont été des frictions raciales chroniques, qui ont amené de nombreux observateurs à prédire une dissolution totale de l'empire.

FIGURE 4.1 – Carte montrant les frontières actuelles (2023) et celles de l'empire austro-hongrois en 1914. Source : Encyclopaedia Britannica

Ces problèmes raciaux sont d'une telle portée vitale pour comprendre la situation courante de l'Autriche-Hongrie et les perspectives futures qu'un bref résumé de leur statut au mois de juillet 1914 s'avère nécessaire. Malgré leur complexité, jeter un coup d'œil à une carte raciale de l'Autriche-Hongrie révèle une certaine simplicité fondamentale. En gros, l'empire se divise en trois grandes zones raciales, s'étendant d'Est en Ouest : au Nord, une large bande de Slaves ; au Sud, une bande plus étroite et plus courte constituée de Slaves ; entre les deux, une large ceinture de non-Slaves ; à l'Ouest, des Allemands, au centre, des Magyars ; à l'Est, un mélange d'Alle-

mands, de Magyars et de Roumains. Cette zone centrale non-slave emplit la vaste plaine du Danube et coupe complètement les ceintures slaves l'une de l'autre. Cette position centrale constitue l'une des principales raisons pour lesquelles Allemands et Magyars ont toujours dominé l'empire.

Une autre raison de la prédominance germano-magyare est l'extrême désunion qui règne au sein des peuples slaves de l'empire. Statistiquement, ils comptent près de la moitié de la population totale, mais ils sont séparés les uns des autres non seulement géographiquement, mais également par toute une variété de barrières linguistiques, religieuses et culturelles qui ont toujours rendu impossible une action unifiée.

La ceinture slave du Nord est composée des Tchèques de Bohême et de Moravie, des Polonais de Galicie occidentale, et des Ruthènes de Galicie orientale et de Bucovine. Les Tchèques, dont la population s'élève à quelque six millions et demi de personnes, constituent la branche la plus solide et la plus croissante de la race slave. Avec leurs deux millions de parents slovaques dans les plateaux avoisinants des Carpates de Hongrie du Nord, ils constituent un groupe ethnique puissant. Les cinq millions de Polonais de Galicie occidentale représentent la part autrichienne du royaume défunt de Pologne. Les quatre millions de « *Ruthènes* » ne constituent guère que l'avant-garde occidentale d'un groupe racial qui totalise presque trente-cinq millions d'âmes — ceux que l'on appelle « *Ukrainiens* », ou « *petits Russes,* » dont la plupart vivent aux confins de l'Empire russe adjacent.

Les Slaves du Sud, bien qu'ils soient racialement et linguistiquement nettement plus homogènes, sont profondément divisés par des différences de religion et de culture. Ils occupent pratiquement l'ensemble du coin Sud-Ouest de l'empire, presque tous les territoires se trouvant au Sud de la rivière Drave étant « *Yougo-Slaves.* » La grande majorité des Yougo-Slaves austro-hongrois appartiennent à la branche croate de la race, et comme ils ont été civilisés et christianisés depuis l'Ouest, ces Croates sont de religion catho-

lique romaine et de culture d'Europe de l'Ouest. Cependant, dans la portion du Sud de la ceinture Yougo-Slave, surtout en Bosnie-Herzégovine, résident quelque deux millions de « *Serbes* » ; de sang et de langue très proche des Croates, mais entretenant une foi grecque-orthodoxe et dotés d'une culture héritée de l'Est byzantin. La situation est encore plus compliquée par la présence en Bosnie-Herzégovine de quelque sept cent mille musulmans. La Bosnie-Herzégovine est certes une terre de conflits religieux et culturels, car sa population est en outre constituée de huit cent cinquante mille Serbes orthodoxes et de quatre cent cinquante mille Croates catholiques. La petite frange de population italienne qui s'accroche aux villes et aux îles de la côte Adriatique vient ajouter une complication finale, ce qui coupe en partie les Yougo-Slaves d'un accès racial à la mer.

On reconnaît bien sûr de manière universelle que l'étincelle qui a provoqué l'embrasement du conflit européen actuel était l'imbroglio austro-serbe, et l'on admet en général que la méfiance de la Serbie envers son grand voisin n'était qu'une action dans le gigantesque duel politique opposant l'Autriche-Hongrie et la Russie. Mais peu d'observateurs comprennent l'âpreté et la profondeur de ce conflit austro-russe. Ses objectifs ne concernaient pas uniquement la Serbie, ni même les Balkans. Ils comprenaient aussi bien la détermination manifestée par l'impérialisme russe à annexer les Ruthènes de Galicie et à ériger des États nationaux tchèque et yougo-slave sur les ruines de l'Autriche-Hongrie, ainsi que la contre-détermination manifestée par l'impérialisme autrichien à concentrer tous les Serbes dans un bloc yougo-slave en dessous du sceptre des Habsbourg tout en érigeant des États nationaux polonais et ukrainien aux dépens d'une Russie mutilée. L'Archiduc François-Ferdinand appartenait indubitablement à cette école impérialiste autrichienne. Tout ceci explique l'impitoyabilité sans scrupule des politiques russes aussi bien qu'autrichiennes durant les années ayant précédé la guerre. Cela explique également l'assassinat de l'Archiduc.

L'assassinat de François-Ferdinand a dans l'ensemble été salué par les Autrichiens comme constituant le début de la fin. Les rêves grandioses de la Serbie, incités qu'ils avaient été par la Russie, et la réussite de la propagande serbe sécessionniste au sein des populations yougoslaves de l'empire ont convaincu la plupart des Autrichiens que ce « *Piémont des Balkans* » devait être écrasé sans attendre si l'empire ne voulait pas perdre ses provinces du Sud-Ouest comme il avait perdu l'Italie. Si la guerre contre la Russie devait s'ensuivre, les Autrichiens estimaient qu'il valait mieux la mener sans attendre, car à l'avenir la position de l'Autriche aurait pu se voir dégradée pour une période indéfinie.

Dès le tout début de la crise austro-serbe, les piliers naturels de l'empire que sont la noblesse, l'armée, l'administration et l'Église, adjoints aux populations allemandes et magyares, se sont ralliés avec enthousiasme autour du gouvernement et du trône des Habsbourg. Le phrasé quasiment passionné de l'ultimatum autrichien à la Serbie, des plus inhabituels pour un document diplomatique de cette nature, a constitué un reflet fidèle du sentiment populaire. La presse de Vienne était unanime pour demander des mesures décisives. « *La situation entre notre gouvernement et celui du Roi Pierre est devenue intolérable,* » affirma le *Neue Freie Presse*. « *Notre ultimatum [en] a été le résultat naturel.* » Le *Reichspost* exhorta le gouvernement à adopter des mesures décisives contre l'adversaire serbe, « *qui est aussi implacable et impitoyable qu'ignoble.* » L'éclatement formel des hostilités fut acclamé avec jubilation. « *Lorsque nous examinons les provocations dont la Serbie s'est rendue coupable depuis tant d'années,* » s'exclama le *Tageblatt*, « *les promesses solennelles qui avaient été faites puis rompues, la défiance que nous avons subie de la part d'un voisin sans scrupule qu'aucune action d'amitié ne peut apaiser, nous ressentons un sentiment de soulagement à l'éclatement de cette guerre.* »

Le sentiment hongrois était encore plus enthousiaste. « *L'ensemble de la nation s'empresse avec joie de suivre l'appel au dra-*

peau de Sa Majesté, » s'écria le premier ministre Tisza au milieu des acclamations effrénées des députés hongrois. « *Si nous avions toléré ces conditions plus longtemps,* » s'exclama le comte Albert Apponyi, chef de l'opposition, « *nous serions parvenus au point où l'Europe nous aurait désigné comme son second "*Homme Malade.*"* » « *C'est la paix, et non la guerre, que nous voulons ; mais une paix qui mène à la vie, pas à la mort,* » affirma l'Archévêque d'Esztergom, primat catholique romain de Hongrie. « *Il existe des situations dans la vie politique,* » affirma le comte Julius Andrassy, « *qui ne peuvent être comparées qu'à l'encerclement de Sedan, qui démoralise et vainc l'adversaire démoralisé avant même que le premier coup de feu ait été tiré. Tel aurait été notre destin si, après les vexations qui se sont accumulées au fil des années, après la dépense de nombreux millions, à cause de la Serbie, nous avions continué à nous soumettre aux attaques injustes de la Serbie protégée par la Russie…Si nous avions attendu plus longtemps, notre estime de nous-mêmes, notre confiance en nous auraient été réduites en charpie, ainsi que notre pouvoir de résistance, notre unité intrinsèque, notre intégrité.* » La presse magyare affichait un ton résolument amer à l'encontre de l'ennemi. Le *Pester Lloyd*, un journal très lu à Budapest, écrivit : « *Le gouvernement serbe sera désigné comme un nid de rats pestilentiels, qui depuis leur territoire, au-delà de la frontière, est voué à répandre la mort et la destruction.* » L'élargissement du conflit en guerre contre la Russie ne provoqua pas de surprise, puisque la Serbie avait depuis le début été considérée comme l'instrument de l'impérialisme russe. « *La véritable cause de la guerre,* » affirma le comte Julius Andrassy, « *est l'ambition de la Russie à l'Est, qui est aussi ancienne que sa position de grande puissance, et qui est suspendue au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès.* » Le Dr. Dumba, ambassadeur d'Autriche-Hongrie aux États-Unis, exprima sans aucun doute l'opinion dominante en Autriche lorsqu'il écrivit dans le *North American Review* du mois de septembre 1914 : « *On peut bien dire que la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie est*

le résultat de civilisations en conflits et d'objectifs en conflits. La controverse entre la Monarchie duale et le Royaume serbe n'est qu'un incident dans la grande lutte entre la civilisation allemande représentée par l'Autriche-Hongrie, et les aspirations russes représentées par la Serbie, l'avant-poste russe sur la frontière Sud de la Monarchie duale...Le Royaume serbe est la torpille que la Russie a envoyée contre le corps de l'Autriche. » L'opinion hongroise avait tendance à donner à la guerre une interprétation plus large encore. « *Le pan-russianisme, voilà le mot !* » s'exclama la *Revue de Hongrie* (Budapest). « *Non ! La présente guerre n'est pas, comme on trouve certaines personnes pour l'affirmer, une guerre du slavisme contre le germanisme. Il s'agit d'une guerre d'une grande partie de l'Europe civilisée contre l'autocratie russe et le terrorisme serbe...Si la Triple Entente (au sein de laquelle l'empire des Tsars occupe une place prépondérante) devait remporter cette guerre, cela signifierait que les écluses européennes seraient ouvertes à l'autocratie moscovite, au militarisme cosaque, à toutes les sortes d'hérésies politiques et religieuses. Une fois la digue rompue, cela signifierait la fin de la civilisation européenne.* »

Telle était l'humeur des classes gouvernantes et des populations allemandes et magyares. L'attitude des nationalités mineures était très variable, mais dans l'ensemble, les observateurs qui avaient prévu que l'empire ne se trouvait pas dans la situation intérieure désespérée énoncée par les prophètes de la dissolution autrichienne ne s'étaient pas trompés. Sans aucun doute, on trouvait une très grande déloyauté au sein de certains groupes raciaux. L'élément serbe des Yougoslaves, en particulier, semble pétri de sécessionnisme, et même parmi les Croates, on découvrit de nombreux mécontents. Certains d'entre eux s'enfuirent à l'étranger, notablement le député croate, Hinkovitch, et ces exilés fondèrent alors le « *South Slav Committee* » à Londres pour influencer l'opinion publique de l'Entente.

Mais le plus gros de la population croate resta loyal. Les Croates, bien que désireux d'obtenir une unité yougoslave, la désiraient pour

l'essentiel au sens « *autrichien* », c'est-à-dire avec une suprématie de l'élément croate sur l'élément serbe dans un État yougoslave à venir. Ils pensaient que François-Ferdinand avait rêvé d'une solution de ce type, et l'assassinat de l'archiduc par des fanatiques serbes avait provoqué une vague d'indignation dans toute la Croatie. Des attroupements de Croates défilaient dans les rues en criant « *Mort aux Serbes !* » Des boutiques serbes furent vandalisées, et des dirigeants serbes maltraités. Le Dr. Sustersics, un député croate, exprima les sentiments de la grande majorité de son peuple lorsqu'il déclara : « *Le grand duc François-Ferdinand était voué à connaître cette fin, d'autant plus qu'il fut l'ami des Slaves du Sud. La Serbie impérialiste s'est alarmée de la montée de sa personnalité puissante, ce chevalier* "sans peur et sans reproche," *qui a montré aussi bien la volonté que le pouvoir de promouvoir des relations pacifiques entre les Slaves du Sud et la dynastie des Habsbourg.* » Les Croates entrèrent ainsi en guerre contre leurs parents serbes avec un état d'esprit bien plus loyal qu'il n'aurait pu l'être en d'autres circonstances.

Si l'on considère les Slaves du Nord, les Tchèques ne firent montre ni de la loyauté indignée, ni du sécessionnisme exacerbé des populations yougo-slaves. L'humeur dominante parmi les Tchèques était une distance tiède ou morose. Les luttes acharnées qui avaient longtemps été menées entre les Tchèques et l'importante minorité allemande, constamment protégée par Vienne, avaient engendré un ressentiment tchèque à grande échelle contre le gouvernement autrichien. La propagande russe avait bien sûr tiré parti de cette opportunité en or, et durant les années d'avant-guerre, des Tchèques avaient adhéré à un parti véritablement sécessionniste, promouvant l'édification d'un État national tchéco-slovaque sous protection russe. Mais ces extrémistes étaient restés relativement peu nombreux, et les mesures drastiques adoptées par le gouvernement au début de la guerre avaient rapidement brisé l'organisation de leur parti. Certains de leurs dirigeants, comme le professeur Masaryk, s'étaient enfuis à l'étranger ; d'autres, comme le Dr.

Kramar, avaient été emprisonnés. On en avait fusillé quelques-uns pour haute trahison. Le résultat le plus grave du mécontentement tchèque fut le mauvais esprit manifesté par les soldats tchèques, dont des régiments se rendirent à l'ennemi pratiquement sans résister. De l'autre côté, il se manifestait une minorité assez loyaliste, qui n'aimait pas la pensée d'un bouleversement de l'ordre autrichien et craignait les résultats d'une victoire russe. Ainsi, le journal de Prague *Hlas Naroda* produisit ce commentaire, typique de ce que l'on pouvait trouver à l'époque dans la presse tchèque loyaliste : « *Le crime de Sarajevo a révélé, comme dans un éclair de lumière, la situation déplorable de la monarchie...Mais, d'un coup, toutes les dissensions ont disparu. C'est en vain que l'ennemi a fait des avances aux nationalités non-allemandes.* » « *Nous sommes tous heureux d'affirmer l'union étroite des nationalités...Toutes les nationalités défendent le trône et l'empire,* » déclara le *Hlasyz Hane* de Prossnitz. « *Nous appartenons volontairement à la Monarchie austro-hongroise,* » affirma le *Cesky Dennin* de Pilsen, « *cette monarchie sous la protection de laquelle le peuple tchèque a pu atteindre sa maturité présente.* »

L'attitude du second groupe slave du Nord, les Polonais, ne laissa aucune place au doute. Les Polonais d'Autriche se montrèrent quasiment sans exception loyalistes. Depuis de longues années, les Polonais de Galicie avaient joui d'un auto-gouvernement local total, ainsi que d'une liberté culturelle totale — une situation doublement appréciée, au vu du contraste que présentait leur situation avec leurs parents qui vivaient sous administration russe ou prussienne. La Galicie était emplie de réfugiés polonais ayant fui les persécutions russes. Par conséquent, les Polonais d'Autriche acclamèrent la guerre comme une croisade pour la libération de leur race de la domination russe. Les exilés levèrent sur-le-champ plusieurs légions polonaises, fortes de 20 000 hommes, qui, commandées avec talent par Josef Pilsudski, combattirent l'armée russe avec une bravoure fanatique.

L'attitude des Polonais d'Autriche est bien révélée dans le mani-

feste du Comité National Polonais, produit au début de la guerre : « *Si la Russie devait conserver la Pologne russe, et y ajouter la Galicie et Posen, l'Europe se trouverait exposée à l'infiltration du despotisme et du byzantinisme russes. Si, d'un autre côté, la Pologne est retirée à la Russie, on obtiendra une garantie de l'expansion progressive de la civilisation occidentale vers l'Europe de l'Est, ainsi que la protection contre l'introduction de principes cosaques dans la vie moderne...Que personne n'accuse les Polonais qui se battent désormais dans les légions aux côtés des armées autrichiennes de déloyauté envers leurs traditions historiques. La Russie a été par le passé le plus grand ennemi de la Pologne, et elle le restera à l'avenir. C'est précisément leur rôle dans la civilisation occidentale et l'individualité nationale de leur pays que les Polonais défendent à présent contre les Russes, qui méprisent la première et persécutent la seconde.* » Dans un appel adressé aux Polonais du monde entier, George Zulawski, le célèbre poète polonais, écrivit : « *Nous nous tenons aujourd'hui aux côtés de l'Autriche, et ne doutons pas un instant de sa bonne volonté. Que le grand duc Nicolas jongle avec des promesses qu'il n'a jamais compté tenir ; nous savons comment nous sommes traités ici. Après avoir perdu notre liberté, nous avons trouvé au sein de cette monarchie, la plus libérale d'Europe, abri et protection. Nous sommes des citoyens à part entière ; nous jouissons ici de la liberté de l'autonomie et de notre progression nationale. Nous aimons examiner les actions anciennes, car elles constituent les meilleures garanties pour l'avenir...Aujourd'hui, Dieu a remis l'honneur de la nation polonaise à nous autres, volontaires polonais, et nous ne la rendrons qu'aux seules mains de Dieu.* » « *La mission historique des Polonais dans l'ensemble de l'histoire polonaise,* » écrivit le professeur Josef Buzek dans l'*Oesterreichische Rundschau* du mois de septembre 1914, « *réside dans la protection qu'ils ont apportée, en tant qu'avant-postes de l'Occident pour la civilisation occidentale, fondée sur les principes de l'Église catholique, contre l'attaque de l'Orient byzantin...Une tâche similaire a été assignée par Dieu à*

la Monarchie austro-hongroise. Dans la guerre mondiale actuelle, les Polonais assumeront une fois de plus leur mission historique, en étroite union avec l'Autriche-Hongrie. Leur combat consistera à repousser l'adversaire héréditaire russe hors du sol polonais. »

La crainte et la haine de la Pologne face à la Russie étaient si fortes que l'éclatement de la guerre, ainsi que l'exemple de leurs parents de Galicie, attira jusqu'aux Polonais de Prusse dans le mouvement, en dépit des mauvaises relations qui avaient régné entre Polonais et Allemands depuis de nombreuses années. La plupart des dirigeants polonais de Prusse soutinrent ainsi la lettre pastorale de Monseigneur Likowski, archevêque de Gnesen et primat de Pologne, produite le 9 août 1914, accusant la Russie d'avoir provoqué la guerre et d'avoir persécuté l'Église catholique, et exhortant les Polonais à se battre avec courage pour le Roi de Prusse — « *car c'est lui qui libérera du joug nos frères oppressés au-delà de la frontière.* »

L'attitude des Ruthènes, troisième groupe de Slaves du Nord de l'Autriche, était presque identique. De nombreuses années durant, les Ruthènes de Galicie orientale avaient considéré leur province comme un « *Piémont* » — le noyau d'un futur État national ukrainien taillé dans le Sud de la Russie ; en forte similitude avec la manière dont les Serbes avaient considéré la Serbie comme noyau d'un futur État yougo-slave taillé dans le Sud-Ouest de l'Autriche-Hongrie. Aux yeux des Ruthènes, la guerre apparaissait par conséquent comme une opportunité en or, et on peut se faire une idée de la portée de leurs espoirs en prenant connaissance de la déclaration émise par le Comité National Ukrainien, composé à la fois de Ruthènes et d'exilés de l'Ukraine russe. « *À moins que les provinces ukrainiennes soient séparées de la Russie,* » énonce ce manifeste, « *même la défaite la plus écrasante pour ce pays ne sera qu'un faible coup, dont le Tsarisme se remettrait en quelques années, pour reprendre ensuite son rôle de perturbateur de la paix en Europe. Seule une Ukraine libre, qui devrait être soutenue par la Triple Alliance [c'est-à-dire, les Puissances centrales], pourrait*

constituer, avec son domaine étendu des Carpates au Don et à la Mer Noire, le mur protecteur nécessaire entre l'Europe et la Russie, une forteresse qui mettrait en défaut à jamais la soif d'expansion manifestée par le Tsarisme, et libérer le monde slave de l'influence funeste du pan-moscovitisme. »

Ce type de note optimiste fut cependant rapidement calmé par la suite écrasante de désastres qui s'abattirent alors sur la Monarchie de Habsbourg. Les échecs en Serbie, la conquête du Nord de la Galicie par la Russie, et les raids cosaques destructeurs sur le Nord de la Hongrie répandirent la consternation et l'alarme sur l'ensemble de l'empire. Les éléments déloyaux s'en réjouissaient, et seule une sévère répression militaire put empêcher des perturbations séditieuses parmi les Serbo-croates du Sud et de Bohême. La presse de l'Entente était emplie de rumeurs selon lesquelles l'Autriche-Hongrie méditait au sujet d'une paix séparée, mais il semble que celles-ci n'avaient pas de fondement solide. Sans aucun doute, l'empire était pessimiste, mais il s'agissait d'un pessimisme de résolution désespérée, pas un désespoir abject. Les Magyars, à qui la rumeur avait assigné le principal rôle dans ce projet de paix séparée, ne laissaient paraître, de fait, qu'une furie provocatrice. À la fin de l'année 1914, le journal *Pester Lloyd* s'exclama chaudement : « *Que nos opposants le comprennent une bonne fois pour toutes : nous allons tenir jusqu'à la fin, et nous n'avons pas un seul instant réfléchi au sujet d'une paix séparée avec quiconque.* » Dans la *Revue de Hongrie* du mois de mars 1915, le comte Albert Apponyi esquissa divers bénéfices que la victoire pourrait conférer à la Hongrie. « *Mais,* » ajouta-t-il, « *ce sont là les problèmes de demain ; et il n'y aura pas de demain pour nous si nous n'accomplissons pas résolument la tâche qui est la nôtre — conquérir. Toutes les possibilités nous sont ouvertes si nous réussissons ; elles sont toutes fermées si nous succombons. Si l'agression moscovite l'emporte, c'est la fin de notre mission historique ; si elle se brise sous notre énergie, c'est l'apothéose de cette mission.* »

On aurait pu penser, à première vue, que la déclaration de

guerre de l'Italie à l'empire, au mois de mai 1915, aurait grandement accentué la morosité ambiante. De fait, elle catalysa au contraire le sentiment patriotique, et provoqua de nouveaux efforts de la part de l'Autriche. L'ensemble de l'Empire frémit d'une colère furieuse et d'un mépris dédaigneux pour l'Italie, la nation « *traîtresse.* » La proclamation à son peuple de l'empereur François-Joseph, avec ses mots aiguisés — « *Une perfidie jusqu'alors jamais survenue dans l'histoire* » — constituait un reflet fidèle de l'émotion populaire. « *Si la guerre doit bien n'être que la poursuite d'une ligne politique au travers d'autres moyens,* » écrivit Freiherr von Chlumecky, le publiciste autrichien de premier plan, dans l'*Oesterreichische Rundschau*, « *l'Italie peut s'en tenir au fait que, libre de tout scrupule vis-à-vis de la justice et de la moralité politique, elle a suivi de manière constante une voie, dans la guerre mondiale, qu'elle avait suivie dans la paix durant de nombreuses années. Être à la fois l'alliée de l'Autriche et son adversaire le plus pernicieux — telle a été durant des décennies la politique suivie par l'Italie...L'Italie ose entrer en guerre, pas tant pour des agrandissements territoriaux que pour réaliser l'objectif qu'elle a poursuivi dans la paix que pour les moyens dont elle dispose — faire choir l'Autriche de sa position de Grande Puissance...Mais contre ce dessein, l'Empire tout entier va se lever pour se défendre comme un seul homme. Il n'est pas facile de faire bouillir le sang autrichien, mais à présent que nous sommes menacés par de lâches voleurs avec une dague plantée dans le dos, notre colère va se lever en flamme puissante, et toute l'Autriche va faire résonner le cri,* "À bas la traîtresse.*" Désormais nous savons où trouver notre adversaire le plus perfide, qui a revêtu le masque de l'amitié, et qui, après s'être élevé du fait de nos faveurs et de celles de l'Allemagne, s'est révélé comme complice de nos ennemis. Aucun Autrichien ne pardonnera jamais cela, aucun Hongrois ne l'oubliera jamais. Revanche pour une déloyauté sans précédent dans l'histoire — tel restera notre maître mot ; et nous ne prendrons pas de repos, ni nos enfants, ni les enfants de nos enfants, si cela s'avère nécessaire, jusqu'à ce qu'un peuple dénué de*

toute loyauté politique et morale ait payé le prix fort pour le crime commis contre notre souverain et contre notre pays ! »

L'opinion hongroise était aussi furieuse que celle d'Autriche. « *Nous sommes persuadés,* » s'exclama la *Revue de Hongrie* du mois de juin 1915, « *que la postérité stigmatisera la violation des promesses du gouvernement italien, et ce sans distinction selon les nations. Mais dans l'attente que cela se produise, nous Hongrois, qui avons par le passé lutté pour l'indépendance italienne sous Garibaldi, allons veiller à ce que l'infamie de Salandra et de ceux de son espèce, qui aspirent à revivre l'époque des Borgia, ne restent pas impunis. Nous n'attendrons pas que l'histoire les punisse ; nous allons nous en charger nous-mêmes.* »

L'attitude des Slaves est cependant bien plus significative. L'intention avouée de l'Italie de s'emparer non seulement du Trentin et de Trieste, où l'on parle italien, mais également de vastes bandes de territoires habitées par des populations serbo-croates, provoqua une féroce indignation parmi tous les Slaves d'Autriche. Même la presse tchèque émit des avertissements et poussa à une loyauté et à des intérêts peu habituels. « *Les peuples d'Autriche-Hongrie,* » affirma le *Hlas Naroda* de Prague, « *préfèrent la guerre contre l'Italie à une paix achetée, précaire et incertaine.* » « *En raison de la perfidie des Italiens,* » écrivit amèrement le *Cech* (Prague), « *une guerre éclate aujourd'hui, qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle incursion de la part des brigands des Abruzzes.* » Et le *Proudy* d'Olmutz s'exclama avec défiance : « *Un de plus ou un de moins ; quelle importance !* »

Ce furent cependant les Serbo-Croates du Sud qui manifestèrent l'indignation la plus exacerbée. « *Pas un pouce du territoire austro-hongrois à ces* "Alliés" *perfides !* » s'exclama le *Hrvatska* d'Agram. « *Les poings solides des Croates et des Slovènes seront largement assez forts pour repousser toute tentative italienne de s'emparer de notre littoral...Il n'est pas un seul Croate, pas un seul Slave du Sud,* » affirma l'*Obzor* (Agram), « *qui, à ce moment où l'Italie tombe armée sur notre pays, ne jure pas solennellement de défendre*

avec le sang de son cœur la Croatie et les territoires slaves du Sud contre l'invasion italienne. » « *Nous prions de tout notre cœur pour que l'Italie soit écrasée et pour l'échec absolu de ses viles spéculations,* » écrivit le *Hrvatski Pokret* (Agram), « *et nous sommes convaincus que nos soldats croates et slovènes prendront en charge une grande part de l'ouvrage pour y parvenir.* »

L'attitude des Italiens d'Autriche fut très intéressante. Ces gens, dont le nombre avoisine les 800 000, se divisent en trois groupes géographiquement séparés : le district du Trentin du Sud Tyrol ; la région d'Istre à la tête de l'Adriatique, centrée sur la ville de Trieste ; et les colonies isolées des îles et des villes portuaires de la côte de Dalmatie. Le désir des « *irrédentistes* » italiens de « *racheter* » leurs frères de race en les incorporant dans le royaume d'Italie était sans aucun doute partagé par une majorité des Italiens d'Autriche, et les autorités de l'armée autrichienne avaient dû adopter des mesures fortes pour contrer toute déloyauté. Néanmoins, la minorité loyaliste était plus grande qu'on ne le suppose généralement, et à cette occasion elle ne manqua pas d'exprimer ses sentiments. Dans le Trentin, des discours loyalistes furent signés par des notables de premier plan, dont cinq membres italiens de la Diète provinciale du Tyrol, cependant que le *Risveglio* de Trente affirmait : « *Nul n'a jamais sollicité l'intervention de l'Italie. Cette guerre sert des intérêts particuliers qui sont absolument opposés à ceux du Tyrol italien.* » En Istrie, Bugatto, le député du Reichsrat de Gorizia, écrivit, dans un discours portant le titre « *l'Italie foule aux pieds l'honneur italien* » : « *Cette partie de la collectivité italienne qui constitue un État indépendant, et qui devrait par conséquent protéger le nom béni de l'italianisme, couvre aujourd'hui ce nom d'une honte éternelle. Devenue aveugle ou folle, l'Italie commet le crime de trahison, s'exposer aux dangers d'une guerre désastreuse, rend inévitable la ruine de citoyens italiens, de terres italiennes. Nous ne nous étions jamais attendus à une telle ignominie ; jamais une blessure aussi douloureuse n'avait été infligée à notre fierté nationale...Tout ce que nous pouvons faire est*

de déclarer au visage de l'Italie et du monde que les Italiens d'Autriche condamnent et rejettent l'action de l'Italie...Italiens d'Autriche ! Voilons-nous le visage, de honte ! » En Dalmatie, *Il Dalma* de Zara écrivit : « *Les Dalmatiens de langue italienne déclarent en cette heure solennelle qu'ils consentiront à tous les sacrifices qui leur seront demandés...La fidélité dalmatienne est une tradition. Nous en avons hérité de nos pères, et nous en apporterons une nouvelle preuve en attestant de notre loyauté aussi bien à l'Empereur François-Joseph qu'aux institutions de l'État austro-hongrois.* »

La déclaration de guerre italienne s'avéra être pour l'Autriche l'heure la plus sombre avant l'aube. Une quinzaine de jours plus tard, la grande « *poussée* » austro-hongroise contre les armées russes commença, qui ne se relâcha jamais jusqu'à ce que la Galicie fût reconquise et jusqu'à ce que l'ensemble de la Pologne russe fût sous contrôle teuton.

On peut se figurer la joie des Polonais. Après la chute de Varsovie, le *Nowa Reforma* de Cracovie écrivit : « *Ce qui aujourd'hui emplit le cœur des Polonais dépasse largement les limites du soulagement humain ordinaire. Des générations entières de Polonais ont été privées de ce sentiment, que seul un Polonais peut comprendre. Les murs solides de nos prisons sont tombés en poussière. Ils ont été mis à bas par le souffle puissant de la civilisation.* » Le *Czas* affirma : « *La Russie souffre aujourd'hui d'un châtiment dur et mérité. La perte de Varsovie est la première étape de sa chute.* » La presse ruthénienne rallia ce chœur de jubilation, qui se gonfla également des voix des Tchèques loyalistes. Le *Hlas Naroda* de Brunn écrivit : « *Tous les peuples de notre monarchie sont aujourd'hui emplis d'enthousiasme. La nation tchèque tourne des yeux reconnaissants vers ses valeureux fils qui, avec les autres nations austro-hongroises, apportent la liberté à la nation polonaise. Non pas, notez-le, la liberté promise par les faux amis du slavisme de Petersbourg, ni la liberté des bureaucrates moscovites, mais une liberté basée sur la civilisation, la moralité et la conscience. Le despotisme russe récolte les premiers fruits des graines qu'il a semées.* » Le *Li-*

done Noviny remarqua : « *Sous l'administration russe, les Polonais n'ont connu que la servitude. Tout aussi lamentable est le destin des Ukrainiens. Sous prétexte de libérer les États des Balkans, l'empire des Tsars ne désirait que les engloutir dans sa tyrannie. Il va jusqu'à s'allier aux Italiens — ces adversaires déclarés du Slavisme — pour réduire ensemble en esclavage les Slovènes et les Croates.* »

En Autriche-Hongrie comme en Allemagne, la seconde moitié de l'année 1915 vit un afflux de discussions au sujet des problèmes du lendemain. Plus encore qu'en Allemagne, la question de l'avenir des relations austro-allemandes était débattue, le verdict écrasant étant que l'alliance courante devait être rendue permanente et inviolable. D'éminents auteurs autrichiens, tel l'économiste Eugen von Philippovitch ou l'historien Dr. Friedjung, ainsi que des auteurs hongrois comme Eduard Palyi, soutinrent chaudement l'idée d'« *Europe Centrale.* » La plupart des austro-allemands semblaient plus intéressés par le lien politique que par le lien économique. Dans une allocution publique prononcée au mois de février 1916, le prince Alois Liechtenstein affirma : « *L'Autriche-Hongrie restera à jamais fermement loyale à l'alliance avec l'Empire allemand. C'est en appui sur l'Empire allemand et protégée par celui-ci que notre patrie a commencé son existence et a crû. Nous autres, germano-autrichiens, sommes la promesse, le lien indestructible de l'alliance des deux États.* » À l'automne 1915, le Dr. Weisskirchner, maire de Vienne, remarqua : « *Après les batailles au cours desquelles les Allemands de l'empire et les fils de la Monarchie du Danube ont combattu côte à côte, nous désirons que l'alliance politique se fasse plus étroite, et nous désirons qu'un accord économique entre les deux empires centraux vienne faciliter notre victoire après et dans la paix.* » Et le ministre Dr. Franz Klein affirma : « *Une union plus proche devra être conclue, comme garantie de sécurité pour les deux États. Les citoyens d'Autriche dont les sympathies sont portées ailleurs devront s'y faire.* »

L'opinion hongroise se rétractait à la perspective d'une « *Europe Centrale* » aussi manifestement soumise à l'hégémonie teutonne.

Néanmoins, la perspective du péril slave permanent rassembla la plupart des Magyars. Le premier ministre hongrois, Tisza, a reconnu formellement la nécessité d'un tel rassemblement, et un autre dirigeant magyar, le comte Andrassy, remarqua à la fin de l'année 1915 :« *L'allié naturel des Hongrois est l'élément allemand en Autriche, et derrière lui, l'Empire allemand.* » De fait, les Magyars semblent encore plus cordiaux envers les Allemands de l'Empire qu'envers les Austro-Allemands.

Une autre question très débattue fut le statut à venir de la Pologne. Toutes les parties convenaient qu'aucun territoire polonais ne devait retourner sous domination russe. « *La Pologne ne sera jamais rendue aux Russes,* » affirma le journal viennois *Neue Freie Presse* à l'été 1916. « *La Russie ne doit plus jamais régner sur Varsovie ; et l'histoire ne doit pas revenir en arrière.* » La plupart des Polonais d'Autriche désiraient un État polonais autonome, comprenant aussi bien la Pologne russe que la Galicie, sous le spectre des Habsbourg. Sur ce point, les Austro-allemands et les Magyars étaient pleinement d'accord. Les Allemands, en particulier, étaient résolument opposés à une simple incorporation de la Pologne russe au sein du système politique autrichien contemporain, car cela aurait fait basculer l'équilibre parlementaire en faveur des éléments slaves. La principale raison pour laquelle la Galicie n'avait pas formellement été ajoutée à l'État polonais établi par les Austro-Allemands en Pologne russe, à l'automne 1916, était le statut non-résolu de la question ukrainienne. Il ne faut jamais oublier que l'Est de la Galicie n'est pas de nationalité polonaise, mais ukrainienne, et que si les armées austro-allemandes devaient déborder sur le Sud de la Russie comme elles l'ont fait en Pologne russe, l'établissement d'un État national ukrainien ne serait plus qu'un sujet de pratique politique. En ce cas, la Galicie se trouverait divisée suivant les lignes raciales, la portion occidentale revenant à la Pologne, et la partie orientale allant à la nouvelle Ukraine. Il va de soi que tel est le plan autrichien. Qu'il se concrétise ou non dépend du sort de la guerre.

En Autriche-Hongrie, comme en Allemagne, la vague optimiste de la fin 1915 s'amoindrit durant les premiers mois de l'année suivante. Le blocus allié impactait sévèrement les deux empires, et les pénuries alimentaires se faisaient particulièrement sentir en Autriche. Le pessimisme croissant fut fortement accentué par la « *poussée* » russe qui commença au mois de juin 1916, et l'appréhension populaire atteignit son apogée avec l'attaque subite de la Roumanie au début du mois de septembre. Cela souleva naturellement la question des trois millions de Roumains de Transylvanie et de Hongrie de l'Est. Les tentatives persistantes menées par le gouvernement hongrois en vue de « *magyariser* » ces populations avaient échauffé les esprits, et il ne fait guère de doute qu'une majorité des Roumains de Hongrie désiraient une annexion au profit du royaume voisin de Roumanie. Dans le même temps, ce sentiment sécessionniste semble avoir été teinté d'un trait plutôt passif, la déloyauté militante restant rare. Ce sentiment était également contrebalancé par un attachement traditionnel à la dynastie des Habsbourg et par une crainte à grande échelle de la Russie. De nombreux Roumains estimaient qu'ils formaient le lien à l'Est dans la digue raciale germano-magyaro-roumaine, séparant les deux moitiés de l'océan slave, et redoutant qu'une victoire russe pût signifier la disparition des trois races sous les vagues pan-slaves. La lettre ouverte écrite par Emil Isac, l'auteur roumain transylvain à destination d'amis vivant dans le royaume de Roumanie qui désiraient rallier les Alliés et attaquer l'Autriche-Hongrie, représente un exemple typique de ces appréhensions. Au printemps 1915, M. Isac affirme : « *Vous me reprochez d'avoir bafoué mon origine latine en attaquant la Russie. Je vous ferais savoir que c'est précisément pour défendre la culture latine que j'agis de la sorte...Nous devrions reconnaître que la Roumanie, de par sa situation géographique à la porte des Balkans, constitue un obstacle aussi grand pour les ambitions de la Russie que l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. Désirez-vous vraiment que nous signions notre propre arrêt de mort...Je vous affirme franchement que je préférerais conclure un pacte avec le diable qu'une*

alliance avec la Russie autocratique. » Des sentiments de cette nature expliquent sans doute la surprise que constitua la réception tiède des armées roumaines durant leur invasion de la Transylvanie au mois de septembre 1916.

L'expulsion rapide de ces envahisseurs et le débordement rapide de la Roumanie par les Austro-Allemands contribuèrent beaucoup à dissiper la morosité qui s'était abattue sur l'empire au cours de l'été 1916. La mort du vieil empereur François-Joseph ne porta pas de conséquences négatives sur la confiance du public. Son décès avait été anticipé depuis longtemps, et Charles-François-Joseph, son jeune successeur, était plutôt populaire. Bien sûr l'Autriche-Hongrie souffrait beaucoup de la guerre ; bien plus, de fait, que son allié allemand. Néanmoins, le peuple n'exigeait pas « *la paix à tout prix,* » et la détermination autrichienne à se battre jusqu'à la fin fut fortement renforcée par le plan de reconstruction de l'Europe annoncé par l'Entente au mois de janvier 1917. Ce programme impliquait la destruction partielle de l'Autriche-Hongrie, et la presse austro-hongroise affirma avec défiance que des propositions de ce type ne pouvaient trouver une réponse que sur le champ de bataille.

Cette menace d'une rupture nationale a propulsé l'Autriche-Hongrie dans les bras de l'Allemagne d'une manière plus absolue que jamais. Il est par conséquent certain qu'une victoire teutonne, et peut-être même plus encore un blocage général, déboucherait sur un dispositif d'« *Europe Centrale* » fermement établi, dominant les Balkans, et étroitement allié à la Turquie et à la Bulgarie. Une solution de ce type est dictée par les intérêts vitaux de l'Autriche, et les débouchés qu'elle offre sont particulièrement désirés par les Austro-Allemands.

L'attitude austro-hongroise envers les ennemis actuels est sensiblement différente de celle des Allemands. En Autriche-Hongrie, il ne se manifeste pas véritablement d'hostilité à l'encontre de l'Angleterre ou de la France. La colère des Austro-Allemands est concentrée sur l'Italie, et la vieille haine magyare de la Russie n'en a pas moins été exacerbée. Ces haines ne seront pas facilement dis-

sipées. Elles sont liées à des conflits d'intérêts, à des antipathies raciales instinctives, et à des considérations sentimentales — qui influencent les Austro-Hongrois bien plus que les Allemands.

Dans l'hypothèse où l'Autriche-Hongrie survivrait, ses problèmes les plus pressants seraient sans aucun doute intérieurs. Nous avons vu que l'empire a créé la surprise en s'accommodant bien à la guerre et que le sentiment patriotique est bien plus prégnant que ce que la plupart des observateurs étrangers avaient anticipé. Dans le même temps, la situation intérieure reste grave, et les perspectives ne sont pas roses, loin s'en faut. Au cours des pages précédentes, nous avons montré que l'on trouve des minorités loyalistes respectables au sein même des éléments raciaux les plus déloyaux à l'empire. Mais nous ne désirons pas laisser l'impression que la déloyauté a été éliminée. Au contraire, une majorité des Serbes, des Tchèques, des Roumains et des Italiens de l'empire restent probablement au moins passivement déloyaux, quoique muselés par la censure, cependant que les Croates n'ont été convertis que du fait de leur haine envers l'Italie.

Les dirigeants allemands et magyars sont bien au fait de tout ceci, et sont à ce jour courroucés face aux « *traîtres* », et disposés à prodiguer une vengeance sommaire après la guerre. Mais des représailles de masse feraient augmenter les discriminations raciales, et pourraient faire basculer les minorités loyalistes actuelles dans le camp sécessionniste. Dans ce cas, la situation de l'empire empirerait par rapport à son état antérieur. Il va de soi que beaucoup de calme, de tact, et d'oubli réfléchi vont s'avérer nécessaires au cours des années à venir.

Chapitre 5

L'Italie

L'Italie est, à de nombreux égards, une terre de violents contrastes. Cela se reflète tout à fait dans sa vie politique, qui ressemble à ces étranges maisons d'appartements que l'on trouve dans les grandes villes, où la richesse s'affiche de manière ostentatoire au rez-de-chaussée, cependant que des poètes meurent de faim dans les greniers et que la pauvreté suppure dans les caves.

De fait, l'Italie moderne montre certains signes préoccupants de fragilité. L'unité politique italienne fut réalisée en 1870, mais l'unité morale italienne ne fut pas assurée en cette instance. Le Pape refusa absolument de reconnaître ce nouvel état de choses, et sa demande de restauration de l'État papal (qui devait bien entendu impliquer que soit défaite l'unité italienne), qui était soutenue par une minorité de Catholiques pieux dans toute la péninsule. Un autre élément irréconciliable était constitué par les Républicains, qui continuaient de rêver aux aspirations de Mazzini, dénonçaient la Monarchie savoyarde, et affirmaient qu'une république constituait la seule manière de parvenir à une unité italienne durable. En fin de compte, on trouvait les Anarchistes, plus nombreux en Italie que dans tout autre pays d'Europe, qui condamnaient toute forme

établie de gouvernement.

Jusqu'aux toutes dernières années, il est vrai, l'édifice politique italien ne fut pas sérieusement menacé. Les groupes irréconciliables étaient tellement antagonistes entre eux qu'ils ne pouvaient jamais se combiner pour mener des actions unifiées, et l'ensemble du pouvoir politique était entre les mains des classes élevées et moyennes, pérennisé par une franchise parlementaire limitée. Si ces classes avaient fait un usage avisé de leur pouvoir, l'unité morale italienne aurait sans doute été atteinte depuis longtemps. Malheureusement, elles employaient leur position privilégiée pour exploiter les classes inférieures frappées par la pauvreté, au moyen de leurs représentants parlementaires (une caste virtuelle de chevaux de guerre politiques), qui avaient inventé le système du *trasformismo*, une « *assiette au beurre* » sublimée qui dévorait le cœur de la vie politique italienne et dégoûtait tout le monde de l'ensemble du régime existant. Le cri de mécontentement se faisait tellement entendre que la classe gouvernante avait fini par accorder à reculons le remède universel populaire du suffrage universel direct en 1912.

Les premières élections parlementaires tenues en 1913 selon le suffrage universel révélèrent l'étendue des dangers latents qui menaçaient l'ordre politique et social existant. Tous les partis extrémistes remportèrent des résultats époustouflants. Outre les anciens groupes catholiques, républicains et anarchistes, irréconciliables, deux nouveaux partis extrêmes se faisaient désormais jour : les Socialistes Révolutionnaires ou « *Syndicalistes* » et les « *Nationalistes* » — partisans d'un impérialisme chauvin. Ces deux partis constituaient chacun un phénomène politique. Les Syndicalistes constituaient une ramification tardive du socialisme marxiste orthodoxe. Les Syndicalistes prônaient une révolution sociale violente en répudiant la doctrine marxiste de la régénération sociale suivant des méthodes évolutionnaires pacifiques. Leurs progrès avaient été extrêmement rapides, et en 1914 ils avaient acquis le contrôle de l'*Associazione Generale del Lavoro* la grande organisation syndicale italienne. Suivant une alliance avec les plus anciens groupes

révolutionnaires (les Républicains et les Anarchistes), les Syndicalistes allaient bientôt étaler leur pouvoir de manière alarmante à l'aube même de la guerre européenne.

La montée du parti nationaliste n'avait pas été moins météorique — ni frappante. Bien sûr, un groupe impérialiste modéré, connu sous le nom d'« *Irrédentistes* » avait toujours existé, dont le programme avait été la « *rédemption* » des territoires italiens en passant par une annexion par l'Italie, surtout les districts italiens d'Autriche-Hongrie. Mais à peu près au moment du début du XXème siècle, une école de penseurs italiens fit évoluer un corps de doctrine dépassant de loin les anciennes aspirations irrédentistes. Cette nouvelle doctrine se faisait appeler « *Nationalisme,* » mais constituait en réalité un impérialisme sublimé. Contrairement aux Irrédentistes, qui avaient en pratique limité leurs espoirs au Trentin autrichien, l'Istrie et la Dalmatie, les Nationalistes exhortaient franchement à l'annexion de la Corse, de la Savoie, de Nice et de la Tunisie, des territoires français ; de Malte, possession anglaise ; et le canton suisse du Tessin. Et ce n'était pas tout. L'Irrédentisme avait aspiré à la domination de l'Adriatique. Un mot d'ordre nationaliste s'exclamait : « *L'Adriatique est saumâtre, et la Méditerranée ne l'est pas moins !* » *In fine*, l'objectif nationaliste constituait un Empire Romain ravivé, dominant l'ensemble du bassin méditerranéen, pour lequel le demi-million d'Italiens surnuméraires provoquaient la recherche de nouveaux territoires étrangers, ce qui pouvait transformer l'ensemble du bassin, région après région, en une nouvelle grande Italie. La guerre de Tripoli de 1911 (principalement une entreprise nationaliste) avait électrisé l'opinion publique italienne, qui avait par la suite été constamment nationalisée. Les Nationalistes avaient toujours employé des méthodes sans compromis. Au moment de la guerre de Tripoli, ils n'avaient pas hésité à agiter le spectre de la révolution si le gouvernement refusait de valider leurs desseins impérialistes.

Une dernière illustration de l'équilibre politique instable de l'Italie fut livrée par la célèbre « *Semaine rouge* » du mois de juin 1914.

Les Syndicalistes avaient proclamé une grève générale et avaient terrorisé la péninsule, et dans de nombreux districts d'Italie centrale, l'ensemble des usines de la société avaient temporairement été fermées, avec le drapeau rouge de l'anarchie flottant sur Ancône et les villes avoisinantes. Les personnes intéressées par les affaires italiennes étaient sérieusement alarmées, comme le professeur George B. McClellan, un critique compétent, l'observa : « *La grève a constitué une triste alarme au gouvernement et à la nation, vis-à-vis du fait que sous des conditions favorables, il est tout à fait possible qu'une minorité du peuple détruise l'ensemble de l'usine sociale et politique de l'Italie moderne.* »

L'état de la psychologie nationale italienne avait atteint ce niveau volcanique au moment de l'éclatement de la Grande Guerre. Il n'est par conséquent pas surprenant que le gouvernement, malgré son alliance avec les puissances teutonnes, déclarât la neutralité de l'Italie et adoptât une attitude d'attente. Le gouvernement attendait d'évidence de voir non seulement la tournure que prendrait la guerre, mais également la manière dont l'opinion italienne allait se cristalliser.

Cette cristallisation était cependant d'une nature des plus compliquées. Les anciens groupes constitutionnels de la classe moyenne qui continuaient de contrôler la machine parlementaire (« *Conservateurs* », « *Libéraux* », « *Radicaux* », etc.) suivaient le gouvernement et n'adoptaient pas d'attitude positive, dans un sens ou dans l'autre.

Parmi les partis extrémistes, les Nationalistes adoptèrent une position similaire. De fait, au cours des premières semaines de la guerre, ils étaient bien disposés envers les Puissances teutonnes. Les Nationalistes avaient toujours souligné leur « *réalisme* » sans compromis. Quelques mois avant la guerre, Federzoni, avait affirmé : « *Notre parti accorde une valeur purement réaliste et intégrale aux relations internationales, en antithèse absolue avec les tendances sentimentales de l'ancien irrédentisme radical et républicain, qui considéraient la possibilité d'abandonner la Triplice et*

de rapprocher l'Italie des puissances parlementaires occidentales. » Et au début de l'année 1914, il affirma dans une allocution face au Cercle Universitaire Catholique de Rome : « *J'observe que les Catholiques sont favorables à l'alliance avec les empires d'Europe Centrale et sympathiques envers l'Autriche. Il s'agit d'un point de vue trop naïf. Il émane d'une admiration superficielle et partisane pour la monarchie voisine du fait que celle-ci est traditionaliste et hiérarchique. Pour des raisons précisément opposées, nos Démocrates se positionnent souvent en opposition à la Triplice et gravitent autour de la France républicaine, maçonnique et radicale-socialiste. Nous les répudions toutes a priori. Le nationalisme, eu égard au système d'alliances, n'est inspiré que par les intérêts positifs de l'Italie, sans considération pour les préférences ressenties par les membres du parti pour la physionomie interne de tel ou tel État.* » Durant le mois d'août 1914, la plupart des Nationalistes estimaient que l'Allemagne allait remporter une victoire écrasante. Conformément à ce point de vue, ils étaient enclins à préférer une aide active aux Puissances Centrales pour affirmer des revendications de possessions italiennes face à l'Angleterre et à la France. Cependant, après l'échec de l'Allemagne face à Paris début septembre, et surtout après la révélation de sa faiblesse militaire en Galicie, les Nationalistes changèrent rapidement de front.

Les affirmations du Signor Federzoni du début de l'année 1914 présentent un intérêt insolite. Elles présageaient avec exactitude aussi bien l'attitude du gouvernement italien que les lignes de clivage dans l'opinion publique durant les premières phases de la guerre européenne. Le premier ministre Salandra, chef du gouvernement italien, annonça sur-le-champ la ligne suivie par la politique italienne. Cette ligne était : « *Égoïsme Sacré* » ; en d'autres termes, une politique de pur réalisme guidée uniquement par les intérêts nationaux. L'alignement des divers partis politiques fut également rapidement clair. Les Catholiques et les Conservateurs étaient pro-allemands et pro-autrichiens. Les Républicains, Radicaux et Syndicalistes étaient fermement pro-alliés, les Nationalistes

déviant nettement vers cette même direction. Le grand bloc libéral, qui contrôlait la chambre des députés, optait pour une neutralité stricte. Il en allait de même des Socialistes, marxistes ou ordinaires, quoiqu'une minorité tendît à se montrer de plus en plus pro-alliée. Dans la mesure où ces alignements précoces présentent une importance vitale pour comprendre les événements qui suivirent, il nous faut ici examiner en détail l'attitude des partis.

Les Catholiques, mêmes s'ils étaient ouvertement sympathiques aux Puissances Centrales et enclins à voir l'Italie se ranger activement de leur côté, se rallièrent à une neutralité temporaire, et leur neutralisme monta en ferveur au fur et à mesure que le sentiment pro-allié au sein des autres partis faisait d'une attaque italienne contre les Puissances de l'Entente un sujet de moins en moins pertinent en matière de politique pratique. Cette attitude neutraliste fut adoptée pour de bon lors d'un congrès du parti tenu à Milan, le 24 septembre 1914. Face au congrès, le Signor Meda, le dirigeant catholique, affirma : « *Pour aider la France, il faudrait que nous déclarions la guerre à l'Allemagne. Mais quel prétexte devrions-nous invoquer ? En quoi l'Allemagne nous a-t-elle causé du tort ? Nous restons son alliée...Pour nous en prendre à l'Autriche, il faudrait que nous ayons quelque chose à lui reprocher. Quoi ? L'Autriche n'a pas perturbé l'équilibre des Balkans sauf jusqu'ici dans la mesure de ce qui a été nécessaire avec ses opérations contre la Serbie. Il n'est pas dit qu'elle désire, après la guerre, conserver ou occuper des positions qui nous déplairaient. Et rappeler les anciens torts ne suffira pas non plus. Si nous voulions la provoquer à se mettre en marche contre nous et ainsi nous permettre de conquérir Trente ou Trieste, la guerre qui s'ensuivrait serait déloyale et dangereuse, une chose que la plus grande partie de notre pays ne veut pas.* » Et le congrès vota la résolution qui suit : « *En cette heure historique, le rôle de l'Italie est d'exercer une mission d'équilibre que toutes les Puissances belligérantes apprécieront. De fait, il peut être réservé à l'Italie une mission de faiseuse de paix plus noble et plus glorieuse qu'une victoire militaire. Les Catholiques décident d'adhérer*

en toute confiance à la déclaration italienne de neutralité totale ; ils y voient le moyen le plus sûr de protéger les intérêts du pays et ceux de la civilisation, au milieu des rivalités politiques et économiques de l'heure présente. » Et le 5 novembre 1914, le principal journal catholique, l'*Unità Cattolica*, déclara que si l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche, les Catholiques allaient se mettre en marche « *sans enthousiasme, sans énergie, sans être en mesure de dire "*Dieu avec nous*" ; mais comme des victimes de la boucherie.* » Les sentiments des Conservateurs étaient très proches de ceux des Catholiques, quoique plus limités au sujet des affiliations de leur gouvernement.

Outre ce sentiment manifeste au sein des partis, on trouvait une bonne dose de parti pris anti-Alliés, que l'on pouvait discerner ici et là dans les courants de l'opinion publique. De nombreux impérialistes craignaient la France, considérée comme principal obstacle à leurs ambitions méditerranéennes. L'Angleterre faisait l'objet de nombreuses critiques cinglantes. Dans le journal napolitain *Mattino*, Scarfoglio, le célèbre journaliste italien, écrivit : « *L'Allemagne a conquis les marchés commerciaux du monde ; l'Italie les marchés du travail. Ce que le vendeur itinérant fait pour l'Allemagne, que le paysan et l'ouvrier le fassent pour l'Italie. Quel magnifique projet pour deux nations créatives que de pouvoir collaborer dans leur ouvrage de civilisation ! Malheureusement, il se trouve entre nous un préjugé pro-britannique qui s'oppose à cette collaboration. Un préjugé absurde, car l'Italie ne doit rien à l'Angleterre. Elle a plutôt été trompée par l'Angleterre, comme tant d'autres peuples.* » Début 1915, un autre auteur italien, le Signor Bandini, remarqua : « *Ce à quoi vise le libéralisme anglais, ce qu'il réalisera sans doute s'il l'emporte dans la guerre actuelle, est la compression des races européennes non-anglaises au sein des limites de l'Europe ; et à l'intérieur de ces frontières, la suppression de toute nationalité qui pourrait montrer des signes de posséder une énergie native capable de rompre les liens imposés, et de mettre en danger la possession exclusive par l'Angleterre de l'ensemble du*

monde. Seuls les optimistes obstinés ou lâches peuvent échouer de voir que la conséquence ultime de ce triomphe anglais serait la mort lente de toutes les nations européennes non-anglaises. » Et un peu plus tard, le *Corriere d'Italia* (Rome) écrivit : « *Nous écrivons des livres entiers sur le militarisme allemand, mais nous ne pensons ni ne parlons jamais du navalisme anglais. Et pourtant, ce dernier est bien plus dangereux pour nous, car dès lors qu'il s'agit d'une question méditerranéenne, les intérêts vitaux de l'Italie sont immédiatement mis en péril.* »

Cette section anti-alliés et pro-allemande de l'opinion publique italienne, quoiqu'influente, ne comptait pas de partisans en nombre. La masse du peuple d'Italie était sans conteste favorable à une stricte neutralité. Les deux exposants politiques du neutralisme italien étaient bien entendu les Libéraux et les Socialistes classiques. Les Libéraux représentaient au sens le plus large les classes moyennes italiennes — commerçants, propriétaires d'usines, fermiers indépendants, hommes d'affaires, professions libérales, etc. Ces classes se montraient très sensibles aux arguments économiques, et la plupart de ces arguments plaidaient pour un maintien de la paix. Il était évident que l'Italie conservait ses ressources, cependant que ses voisins gaspillaient les leurs dans la guerre, et outre cela, qu'après la guerre, une Italie neutre, disposant d'un capital intact, d'usines en bon état, et de travailleurs opérationnels, disposerait d'un grand avantage dans la lutte inévitable pour les marchés désorganisés du monde. Un article, paru au mois de décembre 1914 dans le périodique italien de premier plan *Nuova Antologia*, est emblématique de ce point de vue. « *Nos intérêts matériels et la vie de nos compatriotes ne sont pas mis en risque dans l'aventure sanglante des batailles,* » affirme-t-il avec une satisfaction évidente, « *et nous avons des raisons d'espérer que la continuité indispensable de notre main-d'œuvre nationale ne sera pas interrompue…Nous ne manquons pas de travailleurs pour faire pousser et moissonner nos cultures, pour labourer et ensemencer nos champs fertiles ; presque toutes nos usines sont encore opérationnelles, et lentement mais*

sûrement, les fils délicats du crédit, si vite cassés par l'éclatement de la guerre mondiale, se retissent. . .La neutralité, par conséquent, s'est avérée constituer une défense efficace pour nos intérêts économiques contre des maux plus grands et pires, et d'un point de vue politique, elle nous a procuré l'avantage de persuader nombre d'étrangers d'estimer à leur juste prix la valeur de l'amitié italienne et de la puissance de l'Italie. » Et au mois de janvier 1915, un autre auteur remarqua dans le même journal : « *Il ne se trouve que fort peu d'entre nous pour penser que notre pays pourrait entrer dans une guerre sans subir de graves perturbations financières et économiques ; il nous suffit de nous référer à ce qui s'est déjà produit, même après notre sage déclaration de neutralité.* »

Quant aux Socialistes classiques, ils conservaient une fidélité indéfectible envers les principes marxistes anti-militaristes. Le manifeste de leur parti, en date du 22 septembre 1914, affirmait : « *Travailleurs ! Les prétextes selon lesquels on essaye de vous amener à la boucherie ne valent pas le coût de la vie et les trésors mis en jeu par la guerre. . .Proclamons que l'Italie, la seule grande puissance européenne étrangère à la guerre, déclare par la présente sa mission de médiateur entre les belligérants. Au nom de l'Internationale, au nom du Socialisme, Prolétaires d'Italie, nous vous invitons à maintenir et à accentuer votre opposition irréductible à la guerre.* »

Quoique la masse du peuple italien fut ainsi favorable à la neutralité, une minorité importante et en croissance rapide avait dès le départ demandé une intervention aux côtés des Alliés. Cela résultait en grande partie d'une sympathie répandue envers la France. Aux yeux des Républicains, des Radicaux et de nombreux Socialistes italiens, la république française, anti cléricale et radical-socialiste constituait un idéal précieux qu'il fallait soutenir à tout prix si la liberté ne devait pas céder la place partout à l'absolutisme prussien. Les Républicains italiens prouvèrent leur foi en levant rapidement une grande « *Légion Garibaldi* » qui se battit avec héroïsme sur les champs de bataille de France.

Dans le même temps, ces raisons politiques étaient puissamment étayées par des incitations instinctives à une solidarité raciale et culturelle. Nous avons déjà noté l'habile propagande « *pan-latine* » étalée par les lettrés et journalistes français pour attirer l'Italie à rejoindre la cause alliée, mais une des raisons de la réussite si large de cette campagne était le fait que de nombreux italiens y adhéraient peu ou prou. Lorsque Signor Fera, un dirigeant radical italien, remarqua auprès d'un journaliste français début 1915 : « *Tous les Italiens ont reconnu dès le départ que la guerre était en réalité une lutte entre deux civilisations, de deux états d'esprit. L'Italie ne pouvait pas se battre pour une civilisation antipathique à la sienne. C'est la raison pour laquelle le sentiment public est tellement hostile à nos côtés au bloc austro-allemand.* » Aux environ de la même date, le professeur Guilio Natali souleva des tonnerres d'applaudissements de la part d'une assistance génoise lorsqu'il remarqua : « *En Italie, la vaste majorité est francophile. Ressentir ce sentiment ne revient pas à oublier nos intérêts véritables : il s'agit simplement — et notre peuple en a l'intuition — de défendre notre civilisation, la civilisation latine. Rome et Paris sont les patries de tous les hommes libres et intelligents.* » Dès le mois de septembre 1914, Gabriele d'Annunzio, le célèbre poète italien, avait émis un appel brûlant à ses chers compatriotes, les exhortant à se tenir aux côtés de la « *sœur latine.* » « *La nature elle-même,* » s'écria-t-il, « *fait que l'Italie et la France font une. Il leur revient, comme à tous les peuples méditerranéens, la tâche de mener la lutte suprême contre une menace imminente de servitude et d'extinction.* » Et lors d'un banquet tenu à Paris au début du mois de janvier 1915, il affirma : « *Je vous annonce une certitude, aussi inévitable à mes yeux que l'arrivée du printemps ou que l'entrée du soleil dans le signe du Bélier — la certitude de notre guerre ; cette guerre que j'ai prêchée vingt-cinq années durant.* » Lors du congrès « *pan-latin* » tenu à la Sorbonne le 12 février 1915, l'éminent historien Guglielmo Ferrero, remarqua : « *Car face à nous tous, enfants de la Grèce et de Rome que nous sommes, liés à la France par les liens sacrés de la langue*

et de la culture, se soulève un grave cas de conscience. . .Dans cette terrible lutte, le sang, les sacrifices, ainsi qu'une longue ténacité seront nécessaires. Peut-on laisser la France porter seule jusqu'à la fin cette tâche terrible et glorieuse sur la base de laquelle le génie de notre race fera resurgir une fois de plus sa jeunesse ? »

Alors que la guerre se poursuivait, le sentiment anti-allemand se faisait de plus en plus manifeste en Italie. « *Dans l'imagination allemande,* » écrivit Guglielmo Ferrero dans le journal milanais *Secolo*, « *il y a quelque chose de monstrueux, de déséquilibré, d'excessif, qui rappelle les Indiens, les Perses, les Assyriens, les Babyloniens, et les autres peuples de l'Est ; une chose qui amène les Allemands à exagérer jusqu'à l'absurdité tous les principes, aussi sacrés et vitaux qu'ils soient.* » La destruction allemande des chefs-d'œuvre en Belgique et dans le Nord de la France provoqua des manifestations furieuses dans toute l'Italie, et les méthodes de guerre allemandes suscitaient une condamnation amère. « *Ils punissent les cathédrales parce qu'elles constituent une force ; les beffrois parce qu'ils constituent un symbole ; les monuments parce qu'ils ne sont pas allemands,* » s'exclama Luigi Barzini dans le *Corriere della Sera* de la mi-décembre 1914. « *Chaque territoire qui conserve jalousement les trésors de sa civilisation devrait trembler face à ces actions de destruction, face à cette nouvelle manière de faire la guerre.* » « *Si des événements décisifs ne se produisent pas d'ici peu,* » écrivit Ettore Janni, « *la barbarie scientifique constituera le trait remarquable de la guerre actuelle. Et de ceci, l'Allemagne sera responsable. C'est elle qui l'initia. . .Mais — quelle courte vue de la part de l'Allemagne ! D'ordinaire, les aversions et même les haines engendrées par la guerre ne sont que de courte durée. Mais cette fois, l'Allemagne a été trop loin dans sa transgression des limites autorisées par les nécessités de la guerre ; elle a montré un mépris absolu pour toutes les lois, pour tout sentiment d'humanité. Elle a glorifié comme vertu suprême le fait de renoncer à toute vertu ; et de mémoire d'homme, il sera difficile de ne pas agir envers l'Allemagne selon ces mémoires exaspérantes. L'Allemagne, qui, après*

la guerre, ne peut avoir d'autre espoir que la dissolution de la ligue actuelle à elle opposée, fait tout son possible pour cimenter cette ligue dans l'avenir. . .L'Europe peut constituer un cercle de l'enfer dont Dante même n'aurait pas rêvé. Les dirigeants aveugles de l'Allemagne ont soulevé le monde entier contre leur propre pays. Ceux qui par le passé maintenaient un silence pensif poussent aujourd'hui un cri de guerre et d'extermination. La force de la haine a banni la lassitude ; le désir de vengeance électrise ceux qui ont chancelé. Ils ont donné à l'Europe l'âme terrible du justicier. »

Au début du printemps 1915, le sentiment italien avait ainsi connu un changement sensible. La masse de la nation restait favorable à la neutralité, mais les pro-Allemands actifs avaient quasiment disparu du paysage. Ils étaient devenus neutralistes, cependant que nombre de personnes qui avaient été neutralistes au début de la guerre s'étaient faits partisans d'une intervention italienne du côté allié. Un décalage comparable s'était produit au niveau du cabinet italien, plusieurs neutralistes ayant été remplacés par des hommes à la teinte davantage pro-alliée. C'était notablement le cas du Baron Sidney Sonnino, nouveau ministre des affaires étrangères, qui entretenait notoirement des sympathies envers les Britanniques. Dès le mois de novembre 1914, le journal semi-officiel *Tribuna* (Rome) avait affirmé dans son éditorial : « *Il ne s'agit pas d'une guerre de gouvernements, mais de nations — de races. Elle peut durer un an, ou plusieurs années. Par conséquent, la neutralité italienne est une situation transitoire, qui fait suite à des circonstances qui peuvent changer à tout moment. La nécessité existe donc d'une préparation militaire, économique et diplomatique de la part du gouvernement, et d'une préparation morale et politique de la part du public.* »

Au vu de ces changements, il n'est pas surprenant que les fortes tendances impérialistes, latentes dans de vastes cercles de pensée italienne, se cristallisassent très rapidement. La vieille haine irrédentiste de l'Autriche et le désir d'annexer les régions italiennes du littoral adriatique oriental s'enflammèrent chaudement au travers

de demandes véhémentes de guerre contre l'« *adversaire héréditaire.* » On rappelait quotidiennement au public italien que l'Adriatique — « *Notre Mer* » — avait été un lac romain et vénitien, que l'opportunité actuelle de satisfaire aux aspirations « *vitales* » de l'Italie pourrait ne plus jamais se produire, et que les Italiens de la rive de l'Adriatique orientale cédaient rapidement face aux pressions combinées du gouvernement autrichien et du slavisme en cours d'éveil, si bien qu'une action rapide était impérative si l'on ne voulait pas que ces territoires fussent à jamais perdus pour l'Italie. « *Dans les cinquante années à venir,* » affirma Guglielmo Ferrero, « *la langue slave sera la langue de Trieste et des villes istriennes, sauf si nous conquérons l'Istrie ; et toute mémoire de l'Italie disparaîtra de ces territoires qui ont été latins depuis les jours d'Auguste. Cela reviendrait à défaire l'histoire de l'Italie...Il est très difficile actuellement pour la langue italienne de conquérir de nouveaux territoires. Notre devoir en est d'autant plus fort de veiller à ce qu'aucun territoire où la langue italienne est parlée ne l'oublie. Nous serons recouverts de honte si nous laissons la langue de nos pères se corrompre, peu à peu, par un nouveau peuple.* » L'important journal milanais, le *Corriere della Sera*, exhorta le gouvernement « *à atteindre l'unité de notre pays, à prendre possession des frontières qui nous permettront d'être pacifiques dans la dignité, de débarrasser notre Adriatique de la domination d'un ennemi — un ennemi fondamental et éternel ; une domination qui à ce jour fait de nous des étrangers sans sécurité dans cette mer qui touche aussi vitalement notre vie nationale.* » Et au mois de février 1915, le *Popolo d'Italia* de Milan écrivit : « *Nous désirons la fin de l'Autriche maritime. L'Autriche n'a pas de mer. La Hongrie non plus. Cette mer, aujourd'hui autrichienne, est une mer italienne. L'accès à l'Adriatique de la Hongrie est une usurpation...Que l'Autriche soit une grande Suisse ; et tout comme la Suisse ne revendique pas la possession de Gênes, que l'Autriche-Hongrie n'entretienne pas de prétentions sur Trieste ou Fiume.* »

Bien sûr, la plupart des Italiens reconnaissaient que la popu-

lation italisante de l'Adriatique de l'Est restait confinée aux villes côtières et au littoral, l'arrière-pays étant yougo-slave. De fait, l'élément italien dans la province d'Istrie est d'environ 45 %, cependant qu'en Dalmatie il ne s'élève qu'à 3 %. Mais la revendication italienne résidait en ce que l'ensemble de la culture et la civilisation de ces régions étaient italiennes ; que les Slaves adriatiques ne possédaient pas de véritable conscience nationale propre ; et que la conscience nationale apparente de ces gens — en raison d'une stimulation autrichienne artificielle — allait rapidement se soumettre au latinisme une fois que les Slaves adriatiques se retrouveraient sous administration italienne. La revendication serbe sur ces côtes et la possibilité d'un empire yougo-slave solidement planté sur l'Adriatique mettaient en colère et alarmaient l'opinion publique italienne. L'approbation anglaise et française pour les aspirations yougo-slaves provoquèrent une profonde consternation, et les publicistes italiens s'empressèrent d'exposer leur version de la question aux peuples alliés. Dans le *London Nation* du 3 avril 1915, Arundel del Re, le célèbre journaliste italien, attira l'attention sur les récents gains slaves en Istrie et aux abords de Trieste aux dépens de l'élément italien. « *En référence à l'avancée slovène,* » écrivit-il, « *le problème résulte principalement de causes politiques. Laissés à eux-mêmes, les Slovènes et les Italiens s'entremêleraient librement, et les premiers se feraient inévitablement absorber par les seconds.* » Au sujet de la Dalmatie, il est encore plus positif. « *Je ne sais pas ce qui constitue une revendication à la nationalité,* » écrivit-il le 6 février 1915, « *à moins certes que cela signifie la somme totale de l'esprit, de la culture, des manifestations intellectuelles et artistiques d'un peuple, et la continuité de sa tradition. Sur ces bases, je ne vois pas comment la Serbie peut avancer des revendications sur la Dalmatie. Non seulement celle-ci appartient historiquement à la civilisation latine, dont elle est l'avant-poste sur l'Adriatique ainsi que la limite nationale, mais les archives des villes côtières de Dalmatie, leurs lois, leurs institutions, leur culture et leur langue sont italiennes, tout autant que celles qui se situent*

de l'autre côté de l'Adriatique. . .La Dalmatie est fondamentalement une partie de l'Italie, mais elle est importante stratégiquement pour ce pays s'il veut rester maître de l'Adriatique. . .Comment les Serbo-Croates ont-ils acquis un avantage numérique en Dalmatie ? Uniquement suivant une immigration forcée et non naturelle et des persécutions provoquées délibérément par l'Autriche dans le dessein de détruire et d'étouffer l'élément italien. Que ceci ait résisté aussi longtemps, et que cela, malgré le déséquilibre des nombres, continue de dominer l'esprit et la culture de la Dalmatie, constitue en soi une preuve de son droit à l'existence et à la domination. »

Si l'on considère la presse italienne, on trouve une condamnation générale des propositions consistant à se contenter de l'acquisition de l'Istrie, que cela se réalise par un accord pacifique avec l'Autriche ou suite à une guerre victorieuse. Les impérialistes exigeaient en bloc de récupérer de la part de l'Autriche-Hongrie l'ensemble de la côte orientale de l'Adriatique, quelles que fussent les objections des Yougo-Slaves. L'éditorial du semi-officiel *Giornale d'Italia* est particulièrement significatif : « *Le résultat de ce système pourrait être une légère amélioration de notre position en Adriatique, grâce à l'acquisition de Trieste et de Pola, mais notre position stratégique générale sur la mer resterait précaire si cette mer devait appartenir non seulement à nous-mêmes, mais à une Croatie indépendante ou à une grande Serbie — deux États qui se trouveraient sans doute dans l'orbite de la Russie. On n'aurait alors plus la grande puissance maritime autrichienne, mais deux petits États sous tutorat d'une puissance maritime et militaire formidable — la Russie. L'objectif principal de l'Italie en Adriatique est de résoudre une bonne fois pour toutes les questions politico-stratégiques d'une mer qui contrôle notre côte orientale, et un problème de cette nature ne peut se résoudre que d'une seule manière : en éliminant toute autre marine. D'un point de vue économique, l'Italie désire la plus grande liberté, et ne posera pas de difficultés aux débouchés économiques des populations de l'arrière-pays de l'Est de l'Adriatique. Mais du point de vue militaire, l'Italie ne peut pas en céder*

un pouce. Sur l'Adriatique (l'Autriche en ayant disparu), il ne faut ni port, ni sous-marin, ni torpille autres qu'italiens. Faute de cela, la situation difficile qui est actuellement la nôtre se verrait perpétuée et pourrait même s'aggraver avec le temps. » L'occupation par le gouvernement italien du port albanais de Valona (Avlona), à la fin 1914, démontre que le gouvernement italien se préparait à toutes les éventualités. De fait, l'Albanie était une autre région revendiquée de manière régulière par l'opinion publique italienne.

Mais cela ne constituait en aucun cas les limites de l'expansion italienne telle que les impérialistes l'envisageaient. Le point de vue nationaliste fut très bien résumé par le député Giuseppe Bevione dans une suite d'articles imprimés dans le grand journal de Turin *La Stampa*, sur la fin de l'année 1914. Dans l'hypothèse où l'Italie se joindrait au camp des Alliés, le Signor Bevione affirma que la guerre devait se terminer avec une Adriatique devenue totalement italienne. La seule manière de parvenir à ce résultat serait une occupation de l'Albanie et la conquête de la côte adriatique de l'Autriche, en anticipant ainsi une invasion de la région par les Serbes et en imposant à l'Europe, au moment du congrès de paix, la logique d'un fait accompli. Faute de cela, la Russie, en usant de ses outils yougo-slaves allait s'emparer de la prédominance adriatique, si vitale pour l'Italie. Mais outre tout ceci, l'Italie devait prendre sa part avec les Alliés dans toute opération à venir dans les Balkans et l'Orient proche, et s'emparer ainsi de possessions permanentes sur Rhodes et les îles de la mer Égée, occupées par son armée depuis 1912, et prendre une part entière de l'Asie Mineure en cas de partition de l'Empire ottoman. « *Nous nous attendons,* » affirma le *Rassegna Nazionale* (Rome) au printemps 1915, « *à ce qu'il nous soit réservé, en Méditerranée, en mer Égée, en Asie Mineure une part à proportion des nécessités de notre position.* » Comme le remarqua un auteur italien dans l'*Edinburgh Review* anglaise, « *Il n'existe qu'un seul territoire où l'Italie puisse encore espérer fonder des colonies de travailleurs italiens, et il s'agit de la Turquie asiatique.* »

Envers l'Autriche, comme on pourrait l'imaginer, la presse italienne adoptait un ton de plus en plus menaçant. Le premier trimestre de l'année 1915 fut le théâtre d'un long marchandage entre le gouvernement italien et les puissances centrales pour obtenir la cession de territoires d'Italie, et les journaux italiens semi-officiels en particulier ne furent pas lents à informer les puissances teutonnes de ce à quoi elles pouvaient s'attendre en cas de refus de souscrire aux exigences de l'Italie. Début mars, le *Giornale d'Italia* écrivit : « *L'heure est venue d'exposer clairement au peuple que l'état actuel des choses ne peut pas durer indéfiniment. L'Italie ne peut pas émerger de la terrible crise européenne dans la situation qui est actuellement sienne. Il faut donc qu'elle se prépare, car laisser passer cette crise sans améliorer ses frontières, réaliser ses aspirations, augmenter son prestige, et assurer son avenir équivaudrait à un suicide. L'action, c'est la vie.* » Et un mois plus tard, il publia la remarque : « *L'Italie fera ce que ses intérêts lui conseillent, et si nous ne prenons pas sur nous de prédire ne serait-ce que l'avenir proche, nous sommes en position d'affirmer qu'elle atteindra son objectif à tout prix.* »

Lorsque l'on examine les affirmations parues dans la presse semi-officielle comme celles présentées ci-avant, ainsi que les innombrables incitations impérialistes à la guerre comme celles que nous avons déjà citées, il est difficile de ne pas penser que le cabinet Salandra avait déjà pris la décision d'intervenir, et qu'il faisait usage des négociations avec les puissances teutonnes dans le cadre d'une intelligente *combinazione* pour tirer les concessions les plus importantes possibles de la part des puissances alliées, avec lesquelles des négociations se déroulaient en parallèle dans le même temps. Une chose est certaine. Le 25 avril 1915, une semaine avant que l'Italie actionnât sa première mesure de guerre en dénonçant la Triple Alliance avec l'Autriche et l'Allemagne, le gouvernement de Salandra signa un instrument avec les puissances alliées. Le contexte exact

de ce document n'a jamais été divulgué [1], mais la presse italienne semi-officielle a affirmé positivement qu'il réalisait les aspirations italiennes en Adriatique tout en gardant ouverte la porte vers le Proche-Orient.

Tout ceci tend à expliquer le sens profond de la grande crise politique qui précéda l'entrée de l'Italie dans la guerre européenne à la fin mai 1915. Si le gouvernement était certes déterminé à entrer en guerre, il n'allait mettre cette décision en œuvre qu'à l'issue d'une difficile lutte. Car, malgré la montée des sentiments favorables aux Alliés et celle de la marée impérialiste, le neutralisme était resté fort en Italie. Les classes commerçantes et industrielles, qu'il s'agît des propriétaires de fabriques, des commerçants, ou des hommes d'affaires, étaient dans l'ensemble opposées à la guerre, et il en allait de même des Catholiques et des travailleurs socialistes. Ce bloc neutraliste apparaissait de fait si fort qu'un interventionniste aussi ardent que Guglielmo Ferrero reconnut au début du printemps 1915 : « *L'Italie hésite, et si elle se rallie à la coalition, si elle désire que l'Angleterre, la France et la Russie soient victorieuses, elle est plus encline à la neutralité et à la paix qu'à l'intervention et à la guerre. La majorité espère et désire que l'Italie puisse contempler le terrible conflit en laissant ses armes inutilisées, jusqu'à la fin.* » Et dans son pessimisme indigné, il conclut de manière menaçante : « *Je ne sais pas ce qui peut se passer le jour où, au milieu d'une Europe déchirée par la guerre et agitée face à une telle ruine, le peuple italien se persuadera que la monarchie, au travers de ses erreurs de politique étrangère, aura empêché l'Italie de s'approprier les provinces italiennes. Il est même possible que sonne la dernière heure de la monarchie.* »

Les neutralistes allaient cependant faire étalage de leur force d'une manière dramatique. Le 3 mai, la dénonciation par le gouvernement du traité de la Triple Alliance avait semblé assurer la

1. Voir https://www.herodote.net/26_avril_1915-evenement-19150426.php, NdT

guerre, et les interventionnistes claironnaient déjà leur victoire. Mais à cette onzième heure, Giolitti, maestro de la politique péninsulaire, entra dans l'arène, le « *Clemenceau italien* », qui avait durant plus de quinze ans tenu dans le creux de la main la chambre parlementaire, et contrarié à son gré les cabinets. Assemblant derrière lui les diverses forces favorables à la neutralité, Giolitti se précipita dans le jeu en brandissant la bannière de la paix. « *L'Italie peut obtenir de la part de l'Autriche des concessions importantes et suffisantes sans faire la guerre,* » était son cri de ralliement. L'Autriche venait de fait d'offrir le Trentin à l'Italie, la rive ouest de l'Isonzo, des privilèges spéciaux et de pleines garanties culturelles pour tous les Italiens restés sous administration autrichienne, ainsi que les mains libres en Albanie pour l'Italie. Avec ces propositions autrichiennes, Giolitti se déclarait satisfait, et il ajoutait que si l'Italie devait conquérir tous les territoires auxquels aspirait le parti de la guerre, leurs nombreux habitants slaves et allemands allaient gêner l'Italie avec « *un problème d'irrédentisme inverse, pire encore qu'a été le problème allemand en Alsace-Lorraine.* » Rompre avec les pays qui avaient été ses alliés durant presque trente ans sur de telles bases aurait constitué une action de perfidie éhontée, qui aurait provoqué la banqueroute diplomatique de l'Italie sur les marché des alliances mondiales. Même en cas de victoire, les pressions sur les finances de l'Italie et la désorganisation de la vie industrielle du pays auraient fait reculer ses progrès économiques d'une génération. « *Si l'Italie entre en guerre,* » concluait Giolitti, « *les résultats, quels que soient les débouchés de la guerre, promettent d'être extrêmement tristes.* » Ces arguments portaient, et l'influence de la personnalité de Giolitti était telle que la chambre montra une fois de plus des signes inratables de soumission face à la volonté du *maestro*.

Mais les interventionnistes, désormais soutenus par le gouvernement, recherchaient tout aussi désespérément la guerre. Une foule de fervents orateurs, Gabriele d'Annunzio en tête, embrasa le public contre l'Autriche, et l'intoxiqua de souvenirs de la Rome impériale.

Le discours prononcé par Annunzio depuis le monument Garibaldi, au Quarto, à Gênes, est emblématique de cette campagne : « *Aujourd'hui, messieurs, votre volonté victorieuse se tient armée et prête à entrer dans la mêlée. Lorsque je vous regarde et que je vous contemple, l'Italie se révèle à moi comme une terre vierge, exactement comme elle apparut à Achate et comme elle était lorsque pour la première fois résonna sur la mer Tyrrhénienne la mélodie envoûtante de son nom divin. Ce soir, avant le crépuscule, nombre d'entre vous vont s'engager pour la terre qui brille de loin. Vos cœurs sont des messagers de foi, ah, des pèlerins de l'amour ! Le premier feu qui alluma la jeunesse, cette nuit-là, sur le rocher de Quarto, de nouvelles flammes en vos cœurs. S'il est vrai, et je jure que ça l'est, que nous autres Italiens avons rallumé ce feu sur l'autel de l'Italie, empoignez du bois dans ce brasier et soufflez dessus. Secouez-le, brandissez-le partout où vous irez, mes jeunes compagnons, et semez le feu de la guerre partout autour de vous, et soyez les tisons intrépides de la Grande Italie. . .Semez le feu, que demain les âmes de tous soient enflammées, et que les voix de tous s'élèvent dans une clameur de flammes pour l'Italie ! L'Italie !* »

Tout aussi emblématique des dénonciations par le parti de la guerre des neutralistes fut le discours prononcé par d'Annunzio à son arrivée à Rome le 12 mai : « *Depuis trois jours, je ne sais pas quelle odeur de trahison commence à nous suffoquer. Non, non ! Nous ne serons pas un musée, un hôtel, un centre de vacances d'hiver, un horizon peint en bleu de Prusse pour les lunes de miel internationales. . .Balayez, balayez toute cette saleté ! Faites couler aux égouts toutes ces choses putréfiées ! Longue vie à Rome sans honte ! Longue vie à la grande et pure Italie.* »

Le gouvernement était désormais déterminé à forcer l'issue de ce sujet : le 13 mai, le ministère Salandra-Sonnino présenta sa démission, et juste après cela, une vague de manifestations favorables à la guerre balaya l'Italie. Au départ, ces manifestations ne firent que susciter un mépris dédaigneux ou énervé de la part des neutralistes. *Il Mattino* de Naples, l'un des principaux journaux de

l'Italie du Sud, compta « *les quarante ou cinquante mille imbéciles ou fripouilles qui désirent projeter le pays dans l'abîme, et les trente-six millions d'Italiens qui ne veulent pas la guerre, ayant tout à perdre et rien à gagner d'une telle aventure criminelle.* » Les Socialistes étaient particulièrement déterminés. Ils organisèrent des contre-manifestations dans toute l'Italie du Nord, qui défilèrent dans la rue en criant : « *À bas le ministère ! Nous ne voulons pas de guerre !* » Le principal organe de presse socialiste, l'*Avanti* de Milan, s'exclama avec vitriol le 16 mai : « *Quels signes de décadence et de bassesse morale ! À Milan, nous devons assister à des parades de jeunes sans expérience qui défilent en triomphe avec les exclus et les déserteurs de tous les partis. À Rome, le rassemblement de mercenaires issus de la mangeoire bureaucratique s'enivre sur les harangues étourdissantes de Gabriele d'Annunzio. Et quelles harangues ! Des incitations au crime sous toutes ses formes. D'Annunzio comme dirigeant et inspirateur de la conscience nationale ! La honte fait rougir les joues. Vraiment les désillusions les plus crues se préparent. Cette bacchanale de patriotes symbolisés par d'Annunzio n'est que le signe extérieur de maux latents depuis longtemps. Et si désormais vient la guerre ; si le chagrin, les privations, et la souffrance s'établissent sur notre terre et aggravent encore davantage le triste sort des travailleurs pauvres et déjà gémissants ; le peuple va devoir en assumer toutes les conséquences. Le poète aura depuis longtemps traversé les Alpes une fois de plus, pour jouir confortablement et charnellement, parmi les étrangers, des fruits de cette frénésie calculée par lui fomentée, qui aura poussé le peuple italien au bain de sang.* »

Cependant, après quelques jours de manifestations pro-guerre, le parti de la paix se mit à perdre ses nerfs. Le gouvernement ne faisait rien pour arrêter les rassemblements, et n'apportait aux neutralistes aucune assurance de protection par la police. Giolitti, menacé de mort, quitta Rome en hâte. Le 16 mai, le Roi invita Salandra à reprendre ses fonctions. L'action fut décisive. Le parti de la guerre célébra l'événement avec un enthousiasme frénétique, et

l'opposition neutraliste vola en éclats. Le 23 mai, l'Italie déclara formellement la guerre à l'Autriche-Hongrie.

L'un des principaux effets de l'entrée en guerre de l'Italie fut un renforcement de ses aspirations impérialistes. L'article rédigé par le sénateur Alessandro Chiappelli, et paru dans le *Rassegna Nazionale* à la fin de l'année 1915, est caractéristique des vastes horizons que de nombreux Italiens distinguaient désormais : « *La sphère d'action d'une grande nation comme l'Italie ne devrait pas être confinée à la tâche difficile et glorieuse de s'emparer les territoires jouxtant l'Adriatique. La guerre menée en ce moment sur le continent européen va trouver sa réalisation en Afrique et en Asie, ainsi qu'en Méditerranée de l'Est, en vue de la conquête des routes commerciales et des marchés mondiaux. Et la domination de la seule Adriatique ne résoudrait pas non plus ce problème difficile pour nous, car elle ne nous ouvrirait que quelques routes commerciales, même si nous pouvions conquérir l'ensemble de la côte de Dalmatie. . .Dans l'intervalle, nos alliés planteraient leur drapeau sur de nouveaux territoires coloniaux étendus, et ouvriraient de nouveaux débouchés commerciaux à leur avantage exclusif, si bien qu'une fois la paix signée, nous nous retrouverions maîtres des districts récupérés, et disposerions du contrôle de l'Adriatique, mais prisonniers d'un lac bordé de terres ; il vaudrait certes mieux, en matière de frontières, que nous figurions au sein des nations victorieuses ayant gagné en force durant la guerre. Et déjà, comme je l'ai dit, cela s'est réalisé dans une certaine mesure. Les domaines allemands d'Afrique et d'Asie sont presque tous passés sous le contrôle de l'Angleterre, de la France ou du Japon, venant augmenter leurs possessions coloniales déjà importantes. C'est une faible consolation que dans le cas de l'Angleterre et de la France nous ayons à traiter avec des peuples démocratiques et libéraux. Car, bien que des raisons incontestables fassent accepter au monde civilisé la suprématie maritime anglaise, en rejetant l'idée d'une suprématie allemande, il est tout aussi vrai qu'un esclave n'est pas moins esclave lorsque son maître est humain plutôt que brutal et violent.* » Ce type de déclarations

montre que l'Italie n'était pas très alignée avec ses alliés. La différence de point de vue découle surtout des divers problèmes dans les Balkans. Pour commencer, l'Angleterre, la France et la Russie désirent toutes voir un puissant État yougo-slave en possession de l'ensemble de la côte de l'Adriatique, de l'Istrie au Sud de l'Albanie. Cependant, l'Italie ne désire rien de tel, et les auteurs italiens ont franchement averti leurs alliés que l'Italie ne tolérerait pas un règlement de ce type, mais fera strictement adhérer ses partenaires à leurs promesses consenties au moment de l'entrée en guerre de l'Italie. Comme Antonio Cippico, le publiciste italien, l'a remarqué dans le *Fortnightly Review* du mois d'août 1915, « *La Dalmatie et l'Istrie n'ont jamais, géographiquement ou historiquement, appartenu aux Balkans. Isolées par des chaînes de montagnes presque infranchissables, elles constitueront, comme elles l'ont toujours fait, les ponts naturels entre l'Italie et les peuples des Balkans, entre la civilisation occidentale et l'Est.* » Le « *rétablissement* » de ses territoires au sein de l'Italie, affirme le Signor Cippico, « *ne constitue pas un agrandissement territorial, car l'Italie récupère ce dont elle a été maîtresse durant vingt siècles.* » Et il conclut sur ce très franc parler auprès de ses lecteurs anglais : « *Toute nouvelle discussion sur ce sujet, sur la base d'informations plus ou moins inexactes, ne peut qu'abîmer la cause unifiée des Alliés...Quiconque oserait discuter ou proposer de violer l'accord entre l'Italie et l'Entente, qui a fait entrer l'Italie aux côtés des Alliés, se ferait l'ennemi non seulement de l'Italie, mais de son propre pays.* »

Au sujet de la Grèce, l'attitude italienne s'éloigne également de celle des puissances occidentales. Au cours des années précédant la guerre, l'Italie et la Grèce étaient véritablement en mauvais termes du fait de rivalités politico-économiques dans les Balkans et le Proche-Orient. La Grèce n'avait pas rallié le camp allié, si bien que les publicistes italiens avaient eu toute latitude pour afficher leurs sentiments anti-grecs, et les propositions drastiques à l'encontre des Hellènes récalcitrants avaient été nombreuses. De nombreux Italiens estimaient que leur armée devait au moins occuper la

province grecque d'Épire ainsi que les îles ioniennes, notablement Corfou, que les nationalistes italiens appelaient depuis longtemps « *Isola nostra* » — « *Notre Île.* »

Mais à l'égard de la Bulgarie, les Italiens refusent d'entretenir les sentiments amers affichés par les autres puissances alliées depuis son adhésion à la cause teutonne à l'automne 1915. Les auteurs italiens n'ont eu de cesse de soutenir l'application d'un traitement bienveillant envers la Bulgarie, et exhortent à de nouvelles tentatives en vue de la rallier au camp des Alliés.

De fait, il apparaît que la plupart des Italiens apprécieraient de voir l'Italie implantée de l'Istrie à l'Albanie, main dans la main avec une Bulgarie plus grande et amicale, et tenant ainsi fermement à distance la Grèce et la Serbie. Cette idée est bien sûr diamétralement opposée aux intentions de ses Alliés, l'Angleterre, la France et la Russie, et peut constituer la cause de graves complications dans toute tentative de règlement de la situation dans les Balkans en cas de victoire alliée.

La France est le seul pays parmi les alliés actuels de l'Italie envers lequel cette dernière ressente une profonde cordialité. L'amitié anglo-italienne n'est pas sans présenter des réserves mentales des deux côtés, alors qu'envers la Russie, il n'existe guère qu'une chaleur affirmée de la part des dirigeants italiens, mais sans racine dans le sentiment populaire. Contre l'Autriche, l'« *adversaire héréditaire,* » l'inimitié traditionnelle s'est fortement accrue au cours de la guerre, et ce sentiment est exacerbé par l'idée que l'Autriche est assoiffée de vengeance envers l'Italie « *traîtresse* ». Le sentiment anti-allemand a peu à peu augmenté, et comme l'Allemagne apparaît irrévocablement en lien avec l'Autriche, il est difficile de voir comment l'ancienne bonne entente italo-allemande pourrait être restaurée.

Le tempérament vis-à-vis de la guerre est très différent en Italie de celui observable en Angleterre ou en France. Au moment de l'entrée de l'Italie dans le conflit européen, la nation, comme nous l'avons vu, n'était pas du tout unanime sur le sujet de la guerre,

et cette division des sentiments a persisté. Dès que le sort en a été jeté, il est vrai que l'opposition active a disparu et que tous les partis ont apporté au gouvernement leur soutien formel. Mais ce soutien revient parfois à s'incliner devant les mornes nécessités. Nombre des anciens partisans de la neutralité continuent de penser que l'action entreprise par l'Italie constitue une erreur. Les députés socialistes à la chambre s'opposent souvent aux mesures du gouvernement, les Catholiques restent tièdes, et la presse giolittienne maintient une attitude de critique réservée. Les mauvaises conditions économiques prévalant en Italie, parmi lesquelles l'austérité financière, la dépression industrielle, les prix élevés des denrées alimentaires et un sévère manque de charbon, ont provoqué beaucoup de souffrances et de pessimisme, cependant que le succès médiocre des emprunts intérieurs en vue de financer la guerre montre que les classes argentées n'ouvrent pas les cordons de leur bourse.

Un autre facteur qui tend à atténuer l'enthousiasme populaire réside dans l'absence de toute réussite militaire ou navale frappante. Malgré des pertes très élevées, les armées italiennes n'ont pas encore percé le corset de fer constitué par la défense terrestre de l'Autriche, cependant que la marine italienne a sévèrement souffert pour n'obtenir que peu de résultats tangibles. Les territoires irrédentistes restent « *non-récupérés* ».

Tout ceci est important pour l'avenir intérieur de l'Italie. Le gouvernement a ouvertement soutenu l'intervention italienne et est le premier responsable de la situation actuelle. Si les Alliés gagnent et que l'Italie atteint les objectifs qu'elle convoite, tout ira bien. Le gouvernement se sera alors justifié et recevra alors sans aucun doute l'approbation du public. Mais si la guerre se termine ne serait-ce que sur une impasse, sans apporter de récompense à proportion des souffrances et sacrifices consentis par les Italiens, il va y avoir des problèmes. Les irréconciliables, surtout les révolutionnaires, sont toujours là. Les Républicains ont pu entrer en guerre en la voyant comme une croisade pour la liberté incarnée par la France, mais les Syndicalistes et les Anarchistes étaient animés par des motivations

différentes. Contrairement au socialisme marxiste, le syndicalisme croit aussi bien dans la guerre à l'étranger que dans la guerre des classes. En 1911, les Syndicalistes, au grand scandale des Socialistes orthodoxes, avaient soutenu l'expédition de Tripoli au motif que la guerre, sous toute forme qu'elle soit, tend à accélérer un esprit de violence qui est indispensable aux aspirations syndicalistes. Les Syndicalistes pêchent de nos jours en eaux troubles. La victoire même laisserait l'Italie appauvrie et chargée de dettes — chose excellente pour la propagande syndicaliste, et des déceptions ou un désastre italien discréditerait tellement le régime en place pour accorder au syndicalisme une opportunité en or. Les Syndicalistes ont montré leur force lors de la « *Semaine Rouge* » du mois de juin 1914. Si leur jour se lève jamais, ils en feront usage — car ils n'ont aucun scrupule.

Chapitre 6

La Russie

Le trait éclatant de la décennie de l'histoire russe s'étalant entre la Révolution et la guerre européenne est la croissance de l'impérialisme russe. Ce mouvement, dont le caractère complexe reste pour l'instant mal compris, est d'une importance capitale pour comprendre aussi bien la situation présente de la Russie que les perspectives de l'Europe dans les années à venir.

Lorsque la grande Révolution a éclaté, à l'automne 1904, la Russie se trouvait à une croisée des chemins historique. La désastreuse guerre contre le Japon avait exposé à la lumière la plus crue les défaillances de l'ancien régime absolutiste et bureaucratique. Chacun poussait des cris de réforme, et dans ce ferment universel, l'Intelligentsia russe put éclore et se présenter comme championne de la Nouveauté auto-proclamée. L'Intelligentsia occupait une position très spéciale dans la hiérarchie semi-orientale, organisée en castes, de la société russe. Sa traduction ordinaire, « *Les Intellectuels,* » serait meilleure si l'on employait le terme « *Les Civilisés.* » L'Intelligentsia était, en réalité, l'ensemble de ces personnes en provenance de toutes les classes sociales habituelles, s'estimant « *éclairées* » en contraste avec « *ceux qui ne savent pas.* » Leur credo s'articulait

en deux couplets : la haine du régime au pouvoir, et une foi sans faille dans leur capacité à régénérer et « *civiliser* » leur pays.

Les membres de l'Intelligentsia n'étaient pas très nombreux, mais l'importance politique de ce mouvement était en 1904 hors de proportion avec la maigreur de ses effectifs. C'est eux qui avaient jusqu'alors constitué le seul parti d'opposition en Russie. C'était leur branche combattante, les Nihilistes, qui avait mené une guerre sans trêve contre la bureaucratie aux heures les plus sombres de l'absolutisme. Par conséquent, à présent que l'ensemble du pays remuait désormais face à l'absolutisme et à la bureaucratie, les mécontents, partout, considéraient les membres de l'Intelligentsia comme les dirigeants naturels vers de meilleurs lendemains.

Ainsi, l'Intelligentsia était « *habillée d'un peu d'autorité.* » Mais la Révolution russe EST le récit de l'échec pitoyable de l'Intelligentsia. Ils ont essayé d'exercer le pouvoir, et ont échoué. La raison en fut que leur programme était purement négatif et destructeur. Constituant un simple groupe d'individus sortis de toutes les classes, l'Intelligentsia ne possédait aucune philosophie établie, et dès les premières étapes dans l'établissement de mesures constructives, elle a volé en éclats comme un château de cartes. L'ancien régime a également trouvé un homme — P.A. Stolypin — dont la main de fer a fait plier la Russie une fois de plus sous le joug de l'ordre établi et de l'autorité. En moins de trois ans, c'en fut fait de la Révolution.

Bien sûr, la Russie n'avait pas simplement repris son ancien fonctionnement. « *Les révolutions ne font jamais de retour en arrière* » — et la Russie avait connu une véritable révolution. Désormais, il était évident qu'elle allait avancer vite et loin. La question était, dans quelle direction ? Et cette question avait déjà trouvé sa réponse dans l'aboutissement de la Révolution. Si l'Intelligentsia avait gagné, la Russie aurait probablement suivi la voie de la paix extérieure et des réformes libérales intérieures. Pour différents que ses membres fussent sur des points de détails, les membres de l'Intelligentsia étaient habituellement disciples de la culture d'Europe

de l'Ouest et croyaient dans les institutions occidentales. Ils étaient également opposés à l'ancienne centralisation administrative et à la « *Russification* » des peuples non-russes de l'empire. Leur idéal, pour vague qu'il fût, était celui d'une Russie parlementaire et fédéralisée, qui éviterait les aventures à l'étranger et prodiguerait une liberté intérieure pour tous.

Cette possibilité pour l'avenir de la Russie prend un sens doublement apparent lorsque l'on comprend qu'en résultante de l'accélération universelle de la Révolution, la grande masse paysanne finissait enfin par s'éveiller à la conscience politique et se préparait à jouer son rôle dans la vie nationale. D'évidence, le paysan allait adopter la philosophie politique dominante du jour comme sienne, et il constituait une masse tellement colossale que sa conversion politique allait décider de l'orientation politique de la Russie pour de nombreuses années. Si l'Intelligentsia avait remporté la Révolution, elle aurait converti les paysans à sa philosophie politique, et la Russie aurait été promise à se tourner vers elle-même. Des réformes occidentalistes et une paix extérieure. Mais le destin en a décidé autrement. L'Intelligentsia a chu et perdu tout crédit, et le bras fort de P.A. Stolypin a fait sortir la Russie de la croisée des chemins en lui faisant emprunter la voie de l'impérialisme agressif.

L'impérialisme avait certes toujours été une composante du sang coulant dans les veines des souverains et dirigeants de la Russie. C'était ainsi qu'une insignifiante principauté des rives de la Moskova avait gonflé pour devenir un puissant empire couvrant le septième de la surface terrestre du globe. Aux yeux des Tsars moscovites, la « *Sainte Russie* » avait des siècles durant été la « *troisième Rome,* » destinée à conquérir et à absorber la terre toute entière. Comme l'indiquent les termes ci-dessus, ce concept impérialiste avait aussi bien une teinte religieuse que politique, partagé qu'il était par le clergé orthodoxe russe. La classe moyenne ainsi que le plus gros de la noblesse y adhéraient également. Les mots de feu M. Pobiedonostsev résument fort bien l'impérialisme moscovite : « *La Russie n'est pas un État : c'est un monde !* »

Quoique les impérialistes russes soient d'accord entre eux sur la domination du monde comme objectif ultime, ils divergent quant au chemin à suivre. L'impérialisme russe se divise par conséquent en ce que l'on désigne sous les noms d'écoles « *occidentale* » et « *orientale* ». La première école maintient que la tâche première de la Russie est de libérer et d'unifier l'ensemble de la race slave, de s'établir à Constantinople (« *la Nouvelle Rome* »), puis de purger et d'absorber l'« *Ouest putride.* » La seconde école estime que la tâche première de la Russie est du côté asiatique. Étant elle-même asiatique pour plus que de moitié, la mission immédiate de la Russie est d'éveiller l'Asie, de la faire sortir de sa stupeur mortuaire, et adopter une nouvelle vie russe. C'est l'alternance entre la dominance de ces deux écoles impérialistes qui livre la clé de la politique étrangère de la Russie.

Au début du XXème siècle, l'école orientale tenait la barre. Les enseignements convaincants prodigués par le prince Ukhtomsky, Yushakov, et d'autres avaient converti le tsar Nicolas II à l'Orientalisme. Par conséquent, la politique étrangère russe était tournée vers l'Est, et les Balkans restaient négligés ; les frontières occidentales de la Russie restaient sécurisées par le maintien de bonnes relations avec ses voisins de l'Ouest, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Puis vint la guerre japonaise, qui a dégoûté les Russes des aventures vers l'Est, et la Révolution qui a suivi a temporairement effacé de l'esprit collectif toute pensée en matière de politique étrangère.

Mais cela fut de courte durée. Dès 1907, la réaction Stolypin a permis à la Russie de se tourner une fois de plus vers l'étranger, et son regard était désormais fixé sur les Balkans et le Proche-Orient. Elle a trouvé un terrain bien préparé. Au mois de juin 1903, en Serbie, une révolution dynastique avait remplacé le roi anglophile Alexandre par le russophile Petar Aleksandrović Karađorđević, et les Serbes, un peuple faible par le nombre mais aux grandes ambitions, s'étaient présentés comme des alliés volontaires pour toute politique russe « *vers l'avant* » en direction de l'Ouest.

Les impérialistes autrichiens avaient distingué ce qui s'approchait, et leur annexion de la Bosnie-Herzégovine de 1908 fit d'une pierre deux coups : doucher les ambitions serbes et poser un défi au panslavisme russe. La Russie, encore faible après ses récentes mésaventures, ravala sa colère mais jura de se venger. À partir de ce moment, le grand duel austro-russe était activé, les deux parties se préparaient ouvertement à la guerre, et essayaient de saper la position de l'autre par tous les moyens possibles. Les méthodes les plus douteuses furent utilisées, surtout en matière de propagandes rivales parmi les éléments intérieurs mécontents.

Et la propagande autrichienne trouva au sein des frontières russes un sol des plus fertiles. La marée montante de l'impérialisme moscovite avait provoqué une croissance rapide du sentiment « *nationaliste* » parmi les « *Grands Russes* ». Ces derniers, qui constituent le véritable ciment racial de l'Empire russe, ne se dénombrent qu'à soixante-dix millions d'âmes au sein de la population de l'empire, forte de cent soixante-dix millions d'habitants. Avant la Révolution, alors que le joug de l'autocratie s'appliquait de la même manière sur chacun, de nombreux Grands Russes avaient fait cause commune avec les nationalités non-moscovites, et ces dernières avaient attendu de la Révolution un fédéralisme décentralisé propre à leur garantir une autonomie locale et une vie culturelle. Mais les Grands Russes, désormais assez installés à la Douma pour diriger les destinées de l'empire, se firent rapidement nationalistes, et adoptèrent l'ancien programme bureaucratique de « *Russification* » des nationalités mineures. Furieuses de voir leurs espoirs les plus chers ainsi déçus, les nationalités mineures tombèrent dans un mécontentement maussade. Les trente millions de « *Petits Russes* » d'Ukraine, en particulier, tendirent une oreille attentive aux encouragements autrichiens vers la sédition et le séparatisme.

Mais cela ne fit que faire croître la colère des impérialistes russes, qui aiguisèrent leur programme de russification et accélérèrent leurs préparations militaires. Et ces préparations étaient dirigées vers l'Allemagne ainsi que vers l'Autriche-Hongrie. En 1908,

l'Allemagne avait montré sa détermination à soutenir son alliée autrichienne jusqu'au bout, et elle dynamisait désormais ouvertement la Turquie, proie ultime de l'impérialisme moscovite de l'Ouest. Ceci suscita un très amer sentiment anti-allemand en Russie, et au cours des années qui précédèrent la guerre européenne, on assista à une campagne de presse russo-allemande d'une virulence extraordinaire. Comme Paul Mitrofanov, le publiciste russe, en a averti les Allemands au mois de juin 1914, « *La route vers Constantinople passe désormais par Berlin. Vienne est devenu un facteur secondaire.* » Le gouvernement russe se préparait fiévreusement à toute éventualité. La Douma vota d'énormes augmentations budgétaires pour l'armée en 1913, et on lança la construction d'un réseau de nouvelles voies ferrées stratégiques tout au long de la frontière allemande. La Russie devait être totalement prête pour 1916.

L'impérialisme orienté vers l'Ouest, sous la direction magistrale du grand duc Nicholas Nicholaievitch, domina ainsi les conseils de l'empire, et même les dirigeants de l'Intelligentsia comme Pierre Struve et Pavel Milioukov suivaient le courant. Néanmoins, la voix de l'école orientale n'était pas du tout tarie. À l'image des panslavistes côté occidental qui avaient soutenu la révolution serbe au plus haut de la guerre japonaise, les orientalistes s'élevaient désormais contre la plongée de la Russie dans un Armageddon européen et exhortaient à une entente avec les Puissances teutonnes et à un recentrement sur l'Asie. Tel était le thème du célèbre « *Mémoire Secret* » du baron Rosen, paru début 1914, ainsi que les avis du général Kouropatkine et de publicistes tels que Michael Pavlovitch ou le prince Kotchubey. Au cours des premiers mois de l'année 1914, les deux écoles s'affrontèrent durement. Puis survirent Sarajevo et la Grande Guerre.

L'éclatement des hostilités provoqua un éclat d'enthousiasme populaire, et un rassemblement général des forces d'opposition autour du gouvernement et du Tsar. Au début de l'année 1914, le mécontentement politique et les désordres sociaux avaient été marqués, mais ces phénomènes disparurent pour la plupart dans la

vague de loyauté patriotique qui balaya alors le pays. V. Nabokov, un dirigeant de premier plan de l'Intelligentsia, écrivit dans le journal *Eyetch* de Petrograd : « *Le manifeste impérial nous invite à oublier notre conflit intérieur...En nous unissant à tous ceux aux yeux desquels la vie de notre pays est précieuse, nous n'abandonnons aucun de nos slogans, nous n'oublions pas un seul de nos problèmes idéalistes, nous n'abandonnons pas une seule de nos positions...Mais nous sommes emplis de la conscience du fait qu'au-dessus de l'idéal politique individuel...se trouve une chose...la vie et la grandeur de la Patrie. À présent, elle est en danger. Et elle a besoin de nous tous, ses fils, sans réserve. Chacun d'entre nous, sans considération pour la foi ou la secte politique, chacun de nous à sa place...va servir à déployer toute la portée de sa force et de ses capacités.* » Les seules notes discordantes furent celles des mouvements de travailleurs ou des sociaux-démocrates extrêmement conscients de la lutte des classes, et révolutionnaires ; ceux-là refusèrent de soutenir la guerre et adoptèrent une attitude de réserve maussade.

Mais ces voix se perdirent dans le chœur bruyant de la loyauté et de l'enthousiasme. Le libéral *Russkoye Slovo* de Moscou s'écria : « *Levez-vous, grand peuple russe ! L'histoire vous appelle à accomplir une grande prouesse face à laquelle tout ce que le monde a déjà vu apparaîtra comme pâle...La route va être difficile, les sacrifices lourds, mais la récompense sera immense.* » Partout, l'Allemagne était stigmatisée comme grand ennemi. *Novoye Vremya*, le célèbre organe impérialiste, affirma furieusement : « *Le lieu d'élevage de la violence internationale sera écrasé par la force gigantesque du peuple du Nord, la vie des nations entrera dans la voie de la justice et de l'humanité...Dans toute l'Europe, depuis l'époque du prince Bismarck, il n'a existé qu'un seul centre du militarisme — Berlin.* » Et Menshikov, le célèbre dirigeant et auteur, affirma que l'un des débouchés de la guerre serait que tout l'Est de l'Allemagne devait devenir slave jusqu'aux portes de Berlin. Au sein de la paysannerie, la guerre était tout à fait populaire. La haine traditionnelle envers

le Niemetz — l'Allemand — s'embrasait vivement, et les paysans réservistes défilaient joyeusement pour aller écraser les Occidentaux « *impies* », « *les rejetons du Diable* », qui avaient osé prendre d'assaut « *La Petite Mère Russie* » d'une manière aussi sacrilège.

Les premières phases de la guerre contribuèrent beaucoup à confirmer cet optimisme manifesté par les Russes. On oublia les désastres subis en Prusse orientale grâce au reflux provoqué par l'effondrement autrichien à Lemberg, et au débordement de l'ensemble de l'Est de la Galicie par les armées russes. Enfin, ce nid de séparatisme ukrainien, qui avait pesé de manière intolérable sur la confiance publique moscovite, se trouvait sous emprise russe ! La « *Russification* » drastique des Ruthènes qui commença alors ne fut guère que la réponse du gouvernement à une clameur populaire insistante. On établit de nombreux plans pour appliquer une partition sommaire des deux Empires centraux. « *Il est hautement désirable aux yeux de la Russie,* » écrivit Menshikov dans le *Novoye Vremya*, « *de s'entourer de tampons, avec un réseau d'organismes politiques, sans danger pour la Russie, mais capables d'opposer une résistance aux agressions d'autres États. Si nous réussissons à faire de l'Allemagne et de l'Autriche un groupe de petits peuples, nous dormirons enfin tranquilles pour ce qui concerne notre frontière occidentale.* »

En Russie, comme dans d'autres pays, on insista beaucoup durant les premiers mois du conflit sur les effets régénérateurs de la guerre. On insistait particulièrement sur les bons résultats de la politique de prohibition gouvernementale des boissons. « *Notre pays traverse une époque à risque porteuse d'énormément de sens,* » écrivit K. Voboryov dans le journal *Ryetch* de Petrograd. « *L'élévation spirituelle qu'a connu le peuple depuis la déclaration de guerre, ajoutée à la sobriété qui a commencé à la même période, a institué un profond changement dans la vie du pays, sous nos propres yeux. La fin de la boisson a révolutionné les Russes psychologiquement, économiquement et socialement. Les résultats du changement apparaissent déjà dans tout l'empire, surtout au sein des villages. Le*

village russe, au cours de cette brève période, s'est tellement transformé qu'il est méconnaissable. » « *On espère fortement,* » écrivit Monshikov dans le *Novoye Vremya*, « *que si l'expérience en matière de tempérance involontaire se poursuit avec autant de réussite qu'au cours des mois passés, les autorités du gouvernement vont rassembler assez de courage pour mettre fin à ce mal public invétéré. Oh, quelle grande tâche salvatrice cela constituerait ! Ce serait plus grand encore que se débarrasser du joug tartare, ou que l'abolition du servage ; il s'agirait de la destruction du pouvoir du diable sur la Russie...Nous ne connaissons pas encore la nature de la nation russe, une fois sobre...Depuis des temps immémoriaux, l'alcool a empoisonné notre sang. Que sera donc notre avenir, si notre gouvernement entreprend ce tour de force et rend sobre le peuple ?* »

L'entrée de la Turquie du côté teuton, au mois de novembre 1914, fut reçue en Russie par un grand cri de joie générale. Depuis le tout début de la guerre, les cercles influents de l'opinion publique russe avaient demandé que la Russie, dans tous les cas, obtienne Constantinople et les Détroits entre autres butins de victoire, et l'action de la Turquie fut donc saluée comme un moyen bienvenu de satisfaire les aspirations russes de longue date. Un simple examen de la presse russe suffisait à établir la nature de ces aspirations. Au mois d'octobre 1914, avant même la rupture formelle avec la Turquie, le *Petrograd Bourse Gazette*, avait mené une enquête sur le sujet : « *L'Homme Malade est à l'article de la mort. Que faut-il faire de son héritage ?* » À cette question, quelques voix, comme celle du professeur Alexeiev, de Moscou, avaient recommandé que les Détroits fussent placés sous contrôle international, en attribuant à Constantinople le statut de Ville Libre. Mais la grande majorité avait affirmé que Constantinople et les Détroits devaient passer entièrement sous contrôle russe, cependant que de nombreuses personnes affirmaient également que la Russie devait obtenir une suprématie totale sur les Balkans. Par exemple, le professeur Kotliarievsky, de Moscou, soutint : « *Les Détroits doivent*

nous appartenir, et nous appartiendront. » Et le *Bourse Gazette* alla jusqu'à remarquer dans son éditorial : « *Nous sommes les héritiers naturels de la Turquie européenne. Nous devons enfin devenir une puissance des Balkans. La croissance de la Russie jusqu'au stade de puissance des Balkans doit être accompagnée en simultané par la conclusion d'une union douanière et d'une convention militaire avec les autres États de la péninsule, sur le modèle établi en 1866 par la Prusse lorsqu'elle fonda la Confédération Germanique puis la transforma en Empire allemand...Seule une tâche de cette nature est digne de la Russie, et des sacrifices que cette guerre va engendrer.* »

Ces sentiments furent naturellement intensifiés par l'entrée en guerre de la Turquie. Le Tsar exprima les sentiments de ses sujets lorsqu'il affirma dans son manifeste de guerre : « *Unis avec l'ensemble du peuple russe, nous pensons fermement que l'intervention insensée de la Turquie dans la guerre va hâter la course fatale — pour elle — des événements, et va ouvrir pour la Russie une voie vers la solution des problèmes historiques des rives de la Mer Noire que nos ancêtres nous ont légués.* » Et le *Novoye Vremya* s'exclama avec exaltation : « *La guerre contre la Turquie doit être considérée comme désirable, pour incommode qu'elle soit, du fait qu'elle va détourner une partie de notre armée du front principal, car elle nous apporte l'opportunité de régler, en un effort suprême, la "*Question de l'Est.*" Jamais par le passé, et peut-être jamais à l'avenir, nous n'aurons vu se présenter un concours de circonstances aussi heureusement favorable à la liquidation de la Turquie, au moins en tant que puissance européenne. Nous devons faire usage de cette occasion, nonobstant la difficulté et le coût de cette tâche. Si nous gagnons, sera étalée devant nous la grande perspective de réalisation des idéaux les plus grands, et peut être des idéaux ultimes, des races slaves.* »

L'opinion publique russe prit très mal les énoncés anglo-français au sujet d'une internationalisation des Détroits. Au mois de mars 1915, le prince Eugene Troubetzkoï, célèbre publiciste, écrivit dans

le *Russkaya Vyedomosti* de Moscou : « *Nos alliés, comme nos ennemis, devraient connaître le point de vue populaire en Russie. Il n'existe qu'une seule solution au problème qui corresponde à nos intérêts nationaux : Constantinople et les Détroits doivent devenir russes. Toute autre solution est inacceptable pour nous.* » Et au mois d'avril 1915, l'influent congrès des nobles adopta la résolution insistante qui suit : « *Le congrès, convaincu avec le peuple russe que la guerre mondiale prendra fin avec la victoire totale de la Russie et de ses glorieux alliés, estime que l'un des résultats inévitables de cette victoire doit être l'acquisition de Constantinople par l'Empire russe.* »

La conscience populaire est profondément empreinte de la conviction selon laquelle seul le Tsar russe est prédestiné par la volonté de Dieu à planter la Croix sur Sainte-Sophie et à rétablir dans son ancienne splendeur l'autel de l'Église orthodoxe universelle. « *Pour la Russie, un accès libre à la Méditerranée est une nécessité absolue,* » affirma le *Novoye Vremya.* « *Elle l'a attendu pendant des siècles, et elle ne peut plus attendre. Constantinople doit être russe, et que l'Angleterre ou la France s'en emparent en premier n'y changera rien.* »

Telle était l'esprit d'espoir manifesté en Russie au printemps 1915. Avec ses armées qui se trouvaient face aux sommets des Carpates surplombant la plaine de Hongrie, et ses alliés occidentaux qui frappaient dans les Dardanelles, une fin de la guerre heureuse apparaissait presque à portée de main. Parmi les quelques nuages assombrissant le tableau de la pensée populaire, on trouvait une certaine déception face à la loyauté générale des Slaves autrichiens. De nombreux Russes s'étaient apparemment attendus à ce que les armées autrichiennes se désintègrent à la seule vue des uniformes russes. De la même manière, la défense obstinée des Autrichiens au niveau des Carpates et du Dunajec provoqua une surprise désagréable dans la presse russe. « *Les Slaves autrichiens,* » écrivit le *Birzhevia Vyedomosti* d'un ton chagrin, « *nous ont très bien combattus, et continuent de le faire. La raison de leur attitude est, à*

notre avis, très simple : ils ne veulent pas être délivrés par nous autres les Russes. » Mais cela n'était guère que la seule ombre au tableau. Au printemps 1915, l'opinion publique russe était tout à fait optimiste et s'attendait à une victoire rapide.

La grande « *poussée* » austro-allemande vint perforer cet optimisme confiant, et ne se relâcha qu'après avoir arraché la Galicie et la Pologne russe hors de la poigne moscovite et avoir également conquis la Courlande et la Lituanie. La presse russe n'essaya pas de minimiser la gravité de la situation. Au mois de juillet 1915, le *Russkoye Slovo* remarqua : « *Nous ne devons pas fermer les yeux, le cœur léger, sur l'importance des réussites de notre ennemi obstiné, et nous consoler avec les phrases habituelles au sujet des pertes par lui subies, et au sujet de l'inutilité des territoires par nous perdus. Il est nettement préférable d'évaluer la situation qui est la nôtre et de ne pas nous aveugler au sujet des possibles conséquences de notre manque de réussite.* » Et un mois plus tard, le *Novoye Vremya* écrivit : « *Nous devons considérer la situation sobrement. Vaincre les Allemands n'est plus un luxe que nous pourrions nous refuser si nous le désirions. Au vu de notre situation actuelle, la victoire est une nécessité que nous devons obtenir à tout prix, car sans cela, il n'y aura plus de Russie. Les Allemands seraient heureux de faire la paix avec nous pour protéger leurs arrières, mais cela exigerait d'impossibles cessions de territoire, d'énormes réparations de guerre, et un traité commercial humiliant. Une paix à ces conditions mettrait en servitude un empire de cent quatre-vingts millions d'âmes russes.* »

Mais les causes de découragement les plus profondes provenaient de l'intérieur. Le peuple russe savait que le génie allemand n'était pas la seule raison des échecs russes. Des accusations dérangeantes se faisaient entendre à l'encontre du gouvernement, d'inefficacité, de gâchis, de corruption et de trahison pure et simple. Ces accusations impliquaient les cercles les plus élevés. Même Soukhomlinov fut jugé par un tribunal et écarté.

Et ce n'était pas tout. De nombreux Russes estimaient que le

régime au pouvoir faisait délibérément usage de la guerre pour riveter une fois de plus l'autocratie à l'empire. Même avant la guerre, les éléments libéraux avaient protesté contre les mesures de plus en plus arbitraires adoptées par le gouvernement, et ces protestations libérales avaient été fortement aiguisées par la suite des événements. Il est vrai qu'au moment de l'éclatement des hostilités, le gouvernement avait émis une proclamation sonnante exhortant à oublier les problèmes intérieurs au nom de la cause commune de la Patrie menacée. Mais les actions du gouvernement qui suivirent avaient démontré que lui-même, à tout le moins, ne se proposait de rien oublier. L'une de ses toutes premières décisions avait été d'étouffer l'ensemble de la presse radicale russe, et tous les journaux non-russes de l'empire, à l'exception de quelques publications polonaises conservatrices, avaient été supprimés du même coup. Dans des régions comme la Finlande et l'Ukraine, la « *Russification* » fut accélérée de la manière la plus brutale qui fût, les dernières libertés locales se voyant impitoyablement balayées. Les Révolutionnaires comme Vladimir Bourtzev se hâtant de rentrer d'exil en réponse à l'appel de leur pays furent jetés en prison, cependant que le groupe de députés travaillistes de la Douma se vit prestement déporté en Sibérie.

Tout ceci était évidemment de nature à provoquer une vague de mécontentement. Bien entendu, la censure de fer muselait le moindre murmure dans les journaux intérieurs russes, mais les journaux russes imprimés à l'étranger faisaient état de récits stupéfiants. Le mouvement le plus significativement agité était connu sous le nom de « *Crainte de la Victoire.* » À l'instar de ce qui s'était produit durant la guerre contre le Japon, de nombreux radicaux se mirent à craindre qu'un triomphe russe pût arrimer les chaînes du despotisme à jamais à leur pays. Dès le mois d'octobre 1914, Lénine, le dirigeant socialiste russe, écrivit dans le *Sotzial Demokrat* de Genève, en Suisse : « *Dans l'état actuel des affaires, il est impossible, du point de vue du prolétariat international, de dire lequel des deux maux serait le moindre pour le socialisme* —

une défaite austro-allemande, ou une défaite franco-russo-anglaise. Mais pour nous, sociaux-démocrates russes, il ne fait aucun doute que, du point de vue des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait une défaite de la monarchie tsariste, qui constitue le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, et qui opprime le plus grand nombre de nationalités et la masse la plus importante de population en Europe et en Asie. » Et au mois de février 1915, il écrivit : « *Nous disons : Oui, nous espérons la défaite de la Russie car cela facilitera la victoire intérieure en Russie — l'abolition de son esclavage, sa libération des chaînes du tsarisme.* » Les sociaux-démocrates russes ont absolument apporté la preuve de la foi qui les habitait. Les usines de munitions russes connurent d'incessants manquements, des grèves, des sabotages, et il était notoire que de nombreux régiments issus des villes ne se battaient pas bien.

Il est vrai que cette attitude positivement séditieuse restait confinée aux travailleurs issus des villes. Le plus gros de l'Intelligentsia était favorable à la guerre, cependant que la grande masse paysanne était de tout cœur en accord avec la lutte contre les Allemands. Néanmoins, la politique intérieure menée par le gouvernement provoquait une grande insatisfaction et un grand pessimisme. Au mois d'avril 1915, le *Novy Mir*, un journal radical publié à New York, qui disposait de bonnes sources d'informations, dépeignit un tableau des plus sinistres de la situation politique au sein de l'Empire russe. « *Lorsque la guerre a été déclarée,* » écrivit-il, « *des voix se sont fait entendre de toutes parts, exhortant à la nécessité d'*"arrêter les dissensions.*"* "Russie Unie*" — tel était le slogan. Ce slogan a d'ailleurs perduré jusqu'à présent, mais nombreux sont ceux qui ressentent déjà sa fausseté. Il faut voir que les dissensions se sont arrêtées de la part de l'un des côtés, mais que l'autre n'imagine même pas cesser ; au contraire, il est plus que jamais sur ses gardes. . .Pendant ce temps, l'oppression est impitoyable. Une chose est claire — l'enthousiasme décline rapidement.* »

Si telle était la situation au printemps 1915, il est facile d'imagi-

ner les effets que les désastres de l'été eurent sur l'opinion publique. De fait, le cri de mécontentement se fit si fort que la Douma fut convoquée au début du mois d'août. Mais les demandes libérales en vue d'une vaste enquête et d'une importante réforme alarmèrent à tel point le régime en place qu'à la mi-septembre, la Douma fut dissoute en hâte, et le gouvernement connut une réorganisation plus réactionnaire encore qu'auparavant. « *La victoire d'abord : la réforme ensuite !* » était le slogan officiel ; un sentiment soutenu massivement par la presse réactionnaire. Le *Petrogradskiya Vyedomosti* écrivit : « *La chambre législative a adopté des slogans strictement inacceptables qui n'ont rien à voir avec les problèmes posés par une mobilisation plus rapide et plus efficace du pays pour parvenir à la victoire, ce qui sape la confiance manifestée aux autorités nommées par le Tsar, et crée au sein de la population fébrilité et anarchie mentale. Comme aux jours des Doumas révolutionnaires, les représentants de l'assemblée se sont mis à menacer le gouvernement et l'ordre public par des manifestations de rue. Les passions politiques sont exacerbées et l'unité si nécessaire au pays est en voie de destruction. Le gouvernement, qui a fait montre d'une extrême bienveillance vis-à-vis de la participation de tous les partis politiques à l'ouvrage de la victoire...ne peut rester indifférent ni sans résister au programme de destruction que les soi-disant "*forces progressistes*" ont engagé.* » Et le journal clérical *Kolokol* (Petrograd), après une condamnation vigoureuse de toute agitation dans le sens d'une réforme, affirma « *Dans la haute sphère gouvernementale...il n'existe pas la moindre idée d'accorder des concessions "*radicales.*"* »

Mais au sein de vastes cercles de pensée russe, la dissolution de la Douma fut ressentie avec passion. Malgré la censure de fer, il n'était pas possible d'empêcher les expressions de l'insatisfaction. « *La prorogation de la Douma,* » écrivit le *Russkoye Slovo*, « *ne peut produire que l'impression la plus douloureuse.* » Le *Kievlanin*, journal conservateur, remarqua avec pessimisme : « *Et ainsi, ceux qui sont restés indifférents, qui n'ont rien vu ni rien entendu, ont*

poussé de côté quiconque a répondu rapidement aux besoins de l'armée, quiconque dont le cœur saigne pour elle…Il n'y a rien à ajouter à cela. Le gouvernement a endossé une terrible responsabilité. Que Dieu fasse qu'il n'ait jamais à le regretter. »

Les journaux russes imprimés à l'étranger se faisaient nettement plus francs. « *Ceci signifie,* » écrivit le *Novy Mir* de New York, « *que le gouvernement russe va continuer de brandir la nagaïka et le knout, en méprisant les représentants du peuple et les demandes des diverses organisations et sociétés russes. Comme jusqu'à présent, le gouvernement va continuer de tuer toute manifestation d'activité autonome populaire…Comme jusqu'ici, il va emprisonner ou envoyer en Sibérie quiconque ose exprimer son mécontentement. Il va continuer de persécuter les Polonais et les Arméniens, et soulever les masses sombres et ignorantes contre les Juifs. Il va poursuivre sa politique consistant à attiser la flamme de la haine de race en opposant l'une contre l'autre les nations de l'empire.* »

Par conséquence du pessimisme dominant, ou par suite d'autres raisons, la vague de régénération sociale, si prononcée au début de la guerre, était désormais nettement sur le reflux. Cela se constatait particulièrement sur la question de la boisson. Quoique la vente d'intoxicants fût légalement interdite, la distillation illégale et la vente de liqueurs spiritueuses se répandaient à une vitesse prodigieuse. Le plus gros de ces boissons de contrebande était de qualité inférieure, et sa consommation, couplée aux substitutions grossières comme le vernis pour meubles, les extraits aromatiques, et même l'alcool de bois, affectait fortement la santé publique. Les rapports officiels mesuraient l'accroissement rapide des *delirium tremens*, des morts par empoisonnement à l'alcool et des maladies transmises aux enfants. Au printemps 1915, le Dr. Novoselski écrivit dans le *Russki Vratch* (Petrograd) : « *L'augmentation constante des chiffres de mortalité, qui témoigne du nombre croissant de consommateurs des différents substituts à la vodka, montre que ces produits sont consommés non seulement par les ivrognes confirmés, mais par l'ensemble des classes qui, avant la loi de prohibition,*

ne consommaient de l'alcool qu'avec modération. » Une plume du *Petrograd Ryetch* décrivit cette image sinistre de la situation en Russie de l'Ouest : « *Le soleil de la sobriété s'est couché avant d'avoir atteint son zénith. Les deux premiers mois, on ne pouvait pas véritablement remarquer l'ivresse. Dans les villages, la mise en application de la loi au moment de la pleine saison a nettement contribué à la sobriété. Dans les villes, des cas isolés de consommation d'imitations empoisonnées de boissons alcooliques se sont conclus de manière si déplorable que l'on a pu distinguer la perspective de se débarrasser des ivrognes incurables. Mais ici, les travaux des champs ont pris fin, l'organisme s'est plus ou moins adapté aux imitations dangereuses, les a plus ou moins adaptées à soi, et* "la vie a repris son cours normal.*" Les gars des villages n'ont guère eu le temps d'user les chaussures avec lesquelles ils suivaient le cercueil du* "monopole*", avec l'apparition de dizaines de milliers de distilleries d'alcool clandestines, d'usines fabricant toutes sortes de boissons fortes. Il faut dire que la lutte contre les producteurs de ces boissons est menée avec énergie...Des rapports indiquent également que les gars des villages s'accoutument désormais aux jeux d'argent, et qu'une passion du jeu est en train de s'emparer de la masse de la paysannerie. En bref, tout indique que la sobriété du peuple ne peut être atteinte en mettant simplement fin aux trafics de boissons alcoolisées.* »

Dans les classes plus élevées, l'enthousiasme des premiers jours semblait également avoir laissé la place à une humeur moins spartiate. Dans les pages du *Lyetopsis* de Petrograd, à l'été 1916, Maxim Gorky, le célèbre auteur russe, commenta d'un ton caustique la vague en cours d'extravagance et de dépenses. « *En constituant de grandes fortunes sans le moindre effort,* » écrivit-il, « *ces voyous font montre d'une aspiration presque pathologique au plaisir et à la dissipation. Théâtres et restaurants sont emplis à craquer. Les bijoutiers mènent des affaires rutilantes. On trouve des gens pour se consoler à l'idée qu'une orgie semblable se déroule aussi bien dans les pays ennemis que parmi nos alliés. Ces gens feraient*

bien de se remémorer le dicton russe : “Un idiot dans une famille étrangère permet de bien s’amuser ; un idiot dans sa propre famille. . .ignominie. ” »

Ce fut au cours de la période de dépression et de mécontentement à la fin 1915 que des voix commencèrent à se faire entendre, appelant à la paix. Hors de Russie, ce mouvement pour la paix a le plus souvent été désigné comme « *pro-allemand.* » Mais il s’agit d’une qualification tout à fait incorrecte. Il va sans dire qu’il existe en Russie des pro-Allemands zélés, surtout au sein de la cour impériale et parmi les dirigeants d’extraction allemande, dans les provinces baltes. Mais ces « *traits d’union* » n’ont d’influence que parce que leurs sentiments se trouvent correspondre aux objectifs des cercles puissants dans la véritable opinion russe.

Ces partisans russes de la paix se classent en plusieurs catégories séparées. En premier chef, la plupart des Réactionnaires, et de nombreux Conservateurs n’ont jamais apprécié l’alliance de leur pays avec l’Angleterre libérale, et la France radical-socialiste. Ces personnes ne sont pour l’essentiel pas « *pro-allemandes.* » De fait, on en trouve beaucoup parmi elles qui entretiennent une détestation personnelle envers les Allemands. Néanmoins, elles ont longtemps pensé qu’une entente avec le peuple teuton conservateur pourrait constituer la meilleure protection pour la Russie contre une révolution « *Rouge* » qui pourrait plonger l’empire arriéré et polyglotte dans un chaos et une désintégration désespérés. La marée montante de mécontentement populaire que nous avons évoquée plus haut n’a fait que confirmer leurs craintes et leurs convictions. Par conséquent, il se sont mis à s’exprimer franchement. On trouve un bon exemple de ce franc-parler avec le discours prononcé au mois de décembre 1915 par M. Maklakov (ministre de l’intérieur au moment où la guerre a éclaté), face au congrès de la « *Droite* » (le parti conservateur), à Nijni Novgorod. À cette occasion, M. Maklakov a déclaré, au milieu d’applaudissements prolongés : « *Je peine vraiment à comprendre pourquoi la Russie est entrée en guerre contre l’Allemagne. Les deux États dépendent l’un de l’autre, et leur déve-*

loppement historique montre qu'ils doivent entretenir des relations de proche amitié. »

Autre élément puissant favorable à une fin rapide de la guerre, les « *gros poissons* » — les grands magnats financiers et industriels de l'empire. Les industries installées en Russie sont d'implantation récente, et leur développement a été incubé par le système de protection établi par le comte Witte ; elles dépendent d'importantes barrières douanières pour continuer d'exister. Qui plus est, le marché intérieur russe reste trop arriéré pour absorber ne serait-ce que leurs productions courantes. Pour assurer sa prospérité actuelle et ses développements à venir, l'industrie russe estime par conséquent qu'elle doit obtenir des garanties d'accès à de nouveaux marchés protégés, et estime que ces marchés ne pourront s'acquérir qu'en obtenant de nouveaux protectorats et de nouvelles « *sphères d'influence* » en Asie. Une fois ces champs asiatiques solidement intégrés au mur douanier russe, les magnats de l'industrie russe voient des marchés inestimables pour leur production, et la finance russe distingue des profits sans limite dans les contrats gouvernementaux vers le développement des nombreuses ressources naturelles inexploitées. Les régions particulièrement désirées en vue d'une exploitation sont la Perse, la Mongolie, et la Chine intérieure. Le gouvernement russe a de fait déjà progressé à grands pas vers l'acquisition de la Perse et de la Mongolie, avant le déclenchement de la guerre européenne. Il est donc facile de comprendre la colère des « *gros poissons* » russes au spectacle des énergies nationales dépensées dans une guerre vers l'Ouest, qu'une entente avec l'Allemagne aurait permis de canaliser vers la conquête de l'Est fabuleux.

Les « *gros poissons* » russes constituent donc une aile de l'école orientale de l'impérialisme russe. Nous avons déjà vu l'insistance que commençaient à manifester les partisans de l'école de l'Est à la veille de la guerre européenne. La trajectoire désastreuse de la lutte leur apporta naturellement une chance en or d'affirmer : « *Je vous l'avais bien dit,* » et ils ne traînèrent pas à tirer parti de leur opportunité. Désormais, le parti de la paix russe allait former un

facteur constant dans la toile de fond de la vie russe contemporaine, dans l'incapacité de peser sur la trajectoire des événements, mais prêt, si les circonstances le permettaient, à prendre une position de direction. La réussite la plus notable de ce parti fut l'accord russo-japonais du 3 juillet 1916.

Dans le même temps, les impérialistes de l'école de l'Ouest, le plus gros de l'Intelligentsia ainsi que les classes moyennes et les paysans restaient des partisans zélés de la guerre. Mais de nouvelles déceptions les attendaient. Au mois de septembre 1915, il est vrai que la « *poussée* » austro-allemande en Russie touchait à sa fin. Mais les légions teutonnes victorieuses se massaient déjà en préparation d'une nouvelle campagne — une tentative suprême de frayer un chemin de manière éclatante en Serbie et d'ouvrir une voie vers la Turquie et le Proche-Orient. Cela constituait une perspective alarmante pour la Russie. Elle était entrée en guerre en premier chef pour les Balkans et pour Constantinople. Si ces deux objectifs se retrouvaient dans la main teutonne, les espoirs de la Russie pourraient se retrouver reportés pour une durée indéfinie. Au début de la guerre européenne, les espoirs entretenus par la Russie pour les Balkans avaient été élevés. La Serbie fut bien entendu du côté de la Russie dès le départ. La Grèce et la Roumanie avaient semblé toutes les deux s'aligner. Il semblait qu'une nouvelle « *Ligue balkanique*[1] » pouvait apporter un million de nouvelles baïonnettes aux Alliés et distribuer des coups mortels à la Turquie et à l'Autriche-Hongrie. En tous cas, c'est ainsi que les choses apparurent aux yeux des Russes. Dans l'optimisme du printemps 1915, M. Sazonov, ministre des affaires étrangères, avait ainsi exprimé le point de vue russe : « *Un jour des plus heureux va se lever pour nous une fois que sera rétablie la Ligue balkanique, la Ligue des États balkaniques orthodoxes. La diplomatie russe étend tous ses efforts pour*

1. La Ligue balkanique fut l'alliance qui unit le royaume de Serbie, le royaume du Monténégro, le royaume de Grèce et le royaume de Bulgarie contre l'Empire ottoman pendant la Première Guerre balkanique, entre octobre 1912 et mai 1913, NdT.

convaincre les nations des Balkans de la nécessité de consentir à certains sacrifices au nom d'un objectif plus élevé. Les nations des Balkans ne doivent pas oublier les charges que la Russie a toujours supportées, et continue de porter pour leur bien. Nous prenons part à cette guerre au nom du bien-être et de l'existence de l'une des nations des Balkans. Il va donc falloir que les peuples des Balkans consentent également à certains sacrifices. Aussi pénible que soit cet effort pour eux à présent, les résultats compenseront au centuple tous les sacrifices, et rapporteront de nombreux fruits pour leur bien commun. »

Mais le temps passa, et la Ligue balkanique ne se concrétisa pas. Le point de blocage était d'évidence la Bulgarie. Furieuse de sa récente humiliation au cours de la deuxième guerre balkanique en 1913 et inconsolable d'avoir perdu la Macédoine, la Bulgarie refusa de bouger d'un pouce tant que ses aspirations nationales ne seraient pas satisfaites – une chose que ses spoliatrices serbe, grecque et roumaine déclarèrent d'une seule voix impossible. La Russie rappela vertement à la Bulgarie son « *devoir envers le Slavisme,* » mais ce pays, coucou touranien occupant le nid slave se contenta de prodiguer une réponse amère, comme il l'avait déjà fait à diverses occasions : il n'avait aucun intérêt pour le slavisme sauf dans la mesure où le slavisme coïncidait avec les intérêts nationaux bulgares.

Sur ces entrefaites, les serments laissèrent la place aux menaces, et l'on fit comprendre à la Bulgarie la manière dont une Russie victorieuse allait traiter une nation « *slave* » qui se serait rendue coupable de « *trahison envers sa race.* » « *Je vous ai engendrés ; je vous tuerai !* » s'exclama le *Novoye Vremya*, citant les mots du héros de Tolstoï. Et peu après, il écrivit : « *La Bulgarie ne peut pas rester neutre au moment où l'*"ancien oppresseur de la foi chrétienne et de tous les peuples slaves*" a osé lever la main contre le libérateur. . .La culpabilité de la Bulgarie face à la Russie est grande, mais la Russie ne se souviendra pas du mal ; elle oubliera même tout si les dirigeants bulgares mènent, même en cette heure tardive,*

leur peuple sur la seule voie qui leur est ouverte. Mais si la Bulgarie commet l'hideuse action de s'aligner avec les Turcs, son existence politique prendra fin à jamais après la conclusion victorieuse de la guerre par la Russie. La Bulgarie dispose à présent d'une dernière chance de réaliser ses espoirs nationaux. » Toute aussi menaçante était l'attitude du *Ryetch*, qui écrivit : « *La Turquie est l'ennemie de la Russie. La Grèce, comme la Serbie, peut un jour devenir l'alliée de la Russie. Si la Bulgarie continue de se considérer comme amie de la Turquie et ennemie de la Grèce et de la Serbie, que sera-t-elle vis-à-vis de la Russie...De la réponse à cette question — et une prompte réponse — dépend tout l'avenir de la Bulgarie et de ses aspirations nationales.* »

La réponse de la Bulgarie ne fut pas longue à se présenter, mais elle était d'une nature tout à fait opposée à celle attendue par la presse moscovite. Au sein de ce peuple bulgare obtus, entaché de ses torts passés et fanatiquement résolu à prendre ses propres risques pour atteindre ses objectifs nationaux, les menaces russes ne firent guère qu'éveiller une furie pétrie de défi. Aussi, la « *poussée* » austro-allemande en Serbie de l'automne 1915 vit la Bulgarie se débarrasser de sa neutralité et lier son destin à celui des puissances teutonnes. De là suivit le naufrage absolu des attentes balkaniques de la Russie. La Grèce refusa de bouger, la Roumanie ne leva pas un doigt, et la Serbie, abandonnée à son destin, tomba, prostrée, dans la poussière. Face à la menace des obusiers teutons, les armées anglo-françaises abandonnèrent leur ancrage précaire sur Gallipoli. Le rêve russe d'une entrée rapide dans Constantinople s'était volatilisé.

Les derniers mois de l'année 1915 furent ceux du nadir de l'accablement russe. La prise éclatante d'Erzerum du mois de février 1916, puis celle de Trébizonde, contribuèrent fortement à rétablir confiance en soi et espoir. L'ensemble de l'Arménie turque une fois entre les mains de la Russie, la presse russe se mit à parler d'une domination rapide du Proche-Orient. Après la prise de Trébizonde, le *Petrogradskiya Vyedomosti* affirma avec confiance : « *Nous pou-*

vons considérer l'un de nos ennemis comme vaincu. La prise de Trébizonde a tellement désorganisé la défense turque que tout ce qui lui reste à faire est de jeter les armes et demander miséricorde...L'heure de la Turquie a sonné, et il n'est pas improbable qu'elle disparaisse totalement de la carte dans un avenir proche. »

La portée des espoirs entretenus par la Russie au Proche-Orient peut s'évaluer à l'aune des revendications avancées par la presse russe semi-officielle sur pratiquement l'ensemble de la partie asiatique de la Turquie, le plus gros de la Perse, et un accès à l'Océan Indien au niveau de la côte perse. Il s'agissait d'évidence d'une tentative de rapprochement avec l'école impérialiste de l'Est vers une poursuite de la guerre, l'acquisition de la partie asiatique de la Turquie et de la Perse pouvant amener les partisans de cette école à sacrifier leurs aspirations sur la Mongolie et la Chine. La question perse, en particulier, était de longue date l'objet de discussions dans la presse russe. Dès le printemps 1915, le *Novoye Zveno* de Petrograd avait affirmé : « *La question perse doit être résolue en concertation avec les Français. Le nom de la Russie et le droit sacré de ses clients doit être sanctifié et inviolable en Iran. Cela doit être établi non pas sur papier, mais dans la réalité. Si les Perses ne sont pas capables de le comprendre par eux-mêmes, le destin de la Turquie doit passer avant eux.* » Une année plus tard, ces idées plutôt vagues s'étaient cristallisées en demandes catégoriques. Au début de l'été 1916, le professeur Miguline, un éminent penseur économique russe, écrivit dans le *Novy Ekonomist* : « *La Russie doit assurer des compensations matérielles correspondant aux pertes qu'elle a subies. Il est temps d'enfin abandonner notre politique chimérique. La Russie a perdu assez de pouvoir et de sang au bénéfice d'intérêts étrangers et pour les libertés de pays étrangers. Il reste bien trop d'éléments discutés aujourd'hui ayant pour trait principal la libération de nationalités opprimées...Mais où la Russie peut-elle récupérer des compensations adaptées ? Pas sur sa frontière occidentale. La Russie doit donc disposer d'un débouché sur les eaux du Sud. Elle doit assurer la liberté des Dardanelles,*

et obtenir un accès à la Méditerranée non seulement par mer mais aussi par voie de terre. Nous devons parvenir à un arrangement avec la Grande-Bretagne pour disposer d'un débouché sur le Golfe persique. L'Angleterre et la Russie doivent agir de concert en Asie comme en Europe. Il ne faut plus parler de "zone de conflit" *entre les deux pays. L'Asie mineure, la Mésopotamie, le Nord de la Perse, et la zone neutre de Perse doivent toutes êtres cédées à la Russie. Lorsque la Russie occupera les Dardanelles, Alexandretta et le Golfe persique, elle protégera pour le compte de l'Angleterre les accès à l'Inde et à l'Égypte, au lieu de les menacer.* » Ce type d'énoncé, duquel le professeur Miguline est coutumier, est symptomatique du refroidissement palpable de la cordialité anglo-russe qui s'est produit au cours de l'année passée.

Il ne faut pas croire que l'opinion publique russe maintenait son intérêt centré sur le Proche-Orient. Les problèmes que connaissait la Russie à l'Ouest étaient également très discutés, surtout le problème de la Pologne. Durant les années précédant la guerre, les partisans de l'impérialisme vers l'Ouest avaient lutté pour parvenir à une réconciliation russo-polonaise sur une base pan-slave, et de nombreux conservateurs en Pologne russe, avec à leur tête Roman Dmowski, le penseur polonais, avaient fait un pas dans leur direction en proposant d'abandonner le rêve d'indépendance de la Pologne et d'accepter une autonomie locale sous le régime du Tsar, pourvu que la Russie acceptât de pratiquer l'annexion des provinces polonaises d'Autriche et de Prusse pour les adjoindre à la Pologne russe. Aux yeux de Roman Dmowski et de ses disciples, le Germanisme était le principal obstacle à la réunion polonaise, et le manifeste de leur parti exprimait l'espoir « *que le sang versé par les fils de la Russie dans la lutte contre l'ennemi commun puisse cimenter l'amitié des deux races slaves.* » Et le groupe polonais conservateur au sein de la Douma russe affirma : « *Plaise à Dieu, le Slavisme, sous la suprématie de la Russie, portera aux Teutons un coup semblable à celui qui leur fut infligé à Grunwald il y a cinq cents ans par la Pologne et la Lituanie. Puissent le sang que*

nous allons répandre et les horreurs d'une guerre qui est pour nous fratricide mener à la réunion des trois portions du peuple polonais brisé. » L'intensité du sentiment anti-allemand parmi les conservateurs polonais peut s'estimer à la lecture de la lettre ouverte écrite par le professeur Wincenty Lutoslawski : « *Les Prussiens sont des Slaves germanisés, moralement les pires de leur race, qui ont renié leurs ancêtres par crainte de la force, et sont désormais devenus les exposants de la force. Les Gurkhas sont de nobles soldats issus d'une ancienne race, heureux de se battre contre de tels barbares...Les Prussiens sont des janissaires du Nord et sont emplis de l'esprit de l'Islam — furie de la destruction, avarice prédatrice, manquements à la foi...La partition de la Pologne sera annulée après la guerre — nous obtiendrons non seulement toutes les terres qui étaient nôtres en 1771, mais également la Silésie, la Poméranie et la Prusse orientale. Nous gouvernerons avec justice ces régions, et d'ici une seule génération, tous les Polonais germanisés qui résident dans ces régions auront réveillé leur conscience nationale.* » Le loyalisme des Polonais de Galicie était sévèrement réprouvé par ce parti, et on les accusait de trahison envers la véritable cause du Polonisme.

Mais les autres partis polonais ne faisaient pas montre du même enthousiasme à l'égard de la Russie. Les groupes populaires restaient particulièrement froids. Ils accueillirent la proclamation du grand Duc avec un silence éloquent, et par la suite s'aventurèrent à produire un manifeste déclarant qu'à leur avis, la proclamation de Nicolas n'était guère qu'un document stratégique, et qu'il n'existait pas d'autre solution à la question polonaise que l'érection de la Pologne en tant qu'État tampon neutre. Telle semblait également être l'opinion de nombreux Conservateurs polonais. Le comte Charles Potulicki, président du comité « *pro-polonais* », produisit une déclaration qui maintenait que pour l'avenir de la paix en Europe, il fallait établir un État polonais indépendant comme barrière séparant le pan-slavisme et le pan-germanisme. « *Placés entre la Russie et la Prusse, ces deux incarnations de nations expansionnistes et*

agressives, » écrivit-il, « *les Polonais ont toujours été et seront toujours réfractaires aussi bien aux flatteries du pan-slavisme qu'aux menaces du pan-germanisme.* »

L'effet de l'attitude de la Pologne sur l'opinion publique présentait diverses facettes. Au début, les déclarations fermement pan-slaves et anti-allemandes produites par les Conservateurs polonais furent considérées comme représentant les sentiments de l'ensemble du peuple polonais, et évoquèrent naturellement un grand enthousiasme. Des souscriptions populaires furent ouvertes dans toute la Russie pour aider les nombreux réfugiés polonais en fuite devant les premières invasions teutonnes de la Pologne russe, et la presse russe affirma qu'il s'agissait là de signes apparents d'une fraternisation durable entre Russes et Polonais. « *Lorsque nous avons vu la manière dont toutes les classes de la société polonaise se sont unies pour la défense de notre bien commun,* » écrivit le journal *Ryetch* de Petrograd, « *lorsque nous avons vu comme était ancrée la croyance en l'advenue d'un avenir promis, et comme nos frères polonais se sont avancés pour l'accueillir, nous n'avons pu nous empêcher de ressentir que cette chose aussi lugubre et fatale qui nous a séparés si longtemps est à présent en train de fondre, que les mésententes et les préjugés du passé sont en train de disparaître, et que nous nous rapprochons de plus en plus les uns des autres, non seulement en pensées, mais également par nos sentiments.* »

En Pologne russe, cependant, cet enthousiasme moscovite soulevait une certaine dose de malaise. De nombreux Polonais craignaient que les Russes interprétassent mal l'approbation polonaise de la lutte contre le Germanisme, et y vissent un abandon des idéaux polonais et une disposition à se laisser absorber dans le mode de vie russe. Ces gens ne manquaient pas de détromper les Russes à cet égard. Par exemple, le journal *Dziennik Polski*, de Varsovie, remarqua de manière alarmante : « *Les anciens péchés ne peuvent pas être épongés par un éclat de compassion ni par la plus généreuse des assistances financières. Les patriotes russes adoptent une vision trop superficielle de notre sympathie envers l'armée russe*

s'ils y voient une preuve de notre union avec le peuple russe...Les Polonais se battent pour la Russie dans cette guerre, mais n'ont pas changé de patrie. Une victoire russe servirait les intérêts de la Pologne, et la conduite actuelle de la nation polonaise est influencée par l'espoir d'une autonomie future. Les publicistes russes ne doivent pas y lire la moindre preuve d'un désir d'union avec la Russie. »

Les déclarations de cette nature, et le fait qu'elles étaient doublées d'une attitude profondément anti-russe de la part des Polonais d'Autriche, douchèrent rapidement l'enthousiasme russe envers la proche famille polonaise. Dans le même temps, en Pologne, un processus de désillusion semblable était à l'œuvre. Dans sa proclamation du mois d'août 1914, le grand Duc Nicolas avait produit de nombreuses promesses telles que : « *Une Pologne unie, sous le sceptre du Tsar de Russie...libre de choisir sa religion, libre de parler sa langue, et libre de s'auto-gouverner.* » Mais les mois passèrent et aucune modification du régime oppressif existant ne se matérialisa, si bien que les Polonais se mirent à crier pour obtenir une réédition des promesses russes, en évoquant les lourds sacrifices et en affirmant avoir mérité une récompense immédiate. Mais tout ce qu'ils parvinrent à se voir accordé de la part des autorités russes fut une mesure limitée d'auto-gouvernement à l'échelon municipal, avec une presse impérialiste russe affirmant aux Polonais qu'ils n'avaient rien de mieux à attendre de la part de la Russie dans un avenir proche que cette concession — qui ne devait entrer en vigueur qu'en 1916. « *Au sujet des réformes à venir,* » écrivit le *Novoye Vremya* au printemps 1915, « *il sera toujours temps de discuter lorsque les espoirs de victoire contre l'ennemi commun auront été couronnés d'un succès total.* » Cela produisit sur les Polonais un sentiment de vive insatisfaction et de pessimisme. L'un des députés polonais de la Douma écrivit avec découragement dans le *Ryetch* de Petrograd : « *La Douma dans son ensemble n'a pas fait montre du moindre intérêt pour les Polonais. Et ce qu'ont exprimé les groupes politiques individuels n'augure rien de bon. Au mois de septembre,*

ils ont ébauché un projet de véritable union politique ; au mois d'octobre ils ont parlé d'autonomie polonaise avec les chambres législatives ; au mois de novembre, la possibilité d'un auto-gouvernement administratif a été évoquée ; et au mois de décembre, ils avaient déjà décidé que "plus ou moins" *d'auto-gouvernement devrait suffire.* » Les choses en étaient là lorsqu'au printemps 1915, les armées austro-allemandes ont expulsé les Russes de Pologne et ont pris possession du pays.

Au vu des circonstances, il n'était guère surprenant que les envahisseurs ne rencontrassent guère d'opposition populaire, et fussent même accueillis avec un enthousiasme un peu sporadique. Les tentatives vigoureuses menées par les Teutons pour réorganiser la Pologne, ainsi que leurs importantes concessions au sentiment national polonais, avec comme apogée l'établissement formel d'un État polonais à l'automne 1916, soulevèrent de nombreux commentaires inquiets en Russie. À l'été 1916, le *Russkoye Slovo* de Moscou reconnut franchement : « *Dans les villes polonaises, l'auto-gouvernement a été introduit ; on parle largement la langue polonaise dans les tribunaux ; les enfants de Pologne suivent un programme scolaire éducatif national, à la tête duquel se trouve l'Université de Varsovie ; les institutions culturelles et éducatives polonaises qui avaient été fermées par les autorités russes ont repris leurs activités. Les Allemands essayent par tous les moyens d'attirer les Polonais de leur côté, et ils ont choisi la bonne manière pour y parvenir.* » Après la proclamation austro-allemande de rétablissement d'un État polonais, V.A. Maklakov, l'éminent libéral russe, écrivit dans le journal *Ryetch* de Petrograd : « *Je ne sais pas comment les Polonais vont accueillir le nouvel acte. Mais dans tous les cas, il sera difficile de notre part de leur reprocher. . .Nous devons reconnaître que nous sommes très coupables, que nous avons aidé les Allemands à duper les Polonais. Notre culpabilité réside dans le fait qu'après le manifeste du Grand Duc, nous avons agi comme si nous désirions montrer que nous ne voulions pas le prendre au sérieux. Non seulement n'avons-nous pas commencé à établir des plans pour un*

rétablissement à venir de la Pologne, mais nous avons même proscrit l'usage du mot "autonomie" *dans cette perspective. Nous nous sommes à jamais couverts de honte au vu de notre administration de la région. Nous avons laissé passer une opportunité, qui ne se représentera pas.* » D'autres Russes, cependant, ne firent pas montre de la même générosité. Une seconde plume du même journal avertit rigoureusement les Polonais des conséquences de leur « *trahison.* » « *Les Polonais,* » put-on lire, « *qui, depuis le tout début de la guerre, se sont enrôlés d'eux-mêmes en légions polonaises et se sont battus aux côtés des Allemands contre les soldats français, anglais, belges, serbes et russes, sont des traîtres envers la cause de la démocratie et de l'humanité. Et si c'était au prix d'une telle trahison que devait s'acheter l'indépendance de la Pologne, alors — finis Polonice !* »

C'est ainsi que se présente à présent la question polonaise. La solution à cet épineux problème dépend bien entendu surtout de la tournure que prendra la guerre.

L'inconfort russe au sujet de la question polonaise ne fut que l'une des phases du nuage de morosité et de pessimisme qui se constitua sur l'empire en approchant de la fin de l'année 1916. Les sentiments d'espoir soulevés par la conquête de l'Arménie turque au printemps, renforcés par la « *poussée* » galicienne au mois de juin, puis renforcés encore davantage par l'adhésion par la Roumanie au début du mois de septembre, s'effondrèrent rapidement avec la puissante contre-offensive teutonne. La confiance publique restait sapée par la situation intérieure. L'Intelligentsia et les travailleurs des villes étaient de plus en plus exaspérés du fait des mesures réactionnaires du gouvernement, et le parti de la guerre était alarmé des activités croissantes des partisans d'une paix séparée, surtout sous le mandat de premier ministre de Boris Stürmer.

Le cri de mécontentement était si fort que la Douma fut assemblée une fois de plus, et après des scènes orageuses, le premier ministre Stürmer fut contraint de démissionner à la fin novembre 1916. On peut juger de la gravité de la crise aux commentaires pa-

rus dans la presse, que même la censure ne parvint pas à contenir totalement. Par exemple, le *Russkiya Vyedomost* de Moscou écrivit : « *Nous ne vivons pas une période de crise politique au sens ordinaire du terme, mais une période bien plus critique — une crise qui a trait à l'ensemble de la vie de l'empire...Le gouvernement ne croit pas en les mêmes mesures que le peuple. C'est là que réside le plus grand danger intérieur. Cela ne peut plus durer. Sans harmonie entre le gouvernement et le pays, nous ne pouvons pas remporter la victoire ni préserver notre vie intérieure du désordre. Seul un ministère comprenant l'esprit public et responsable sera en mesure de retenir la chute de l'empire dans le précipice.* »

La chute de Stürmer constitua sans aucun doute une victoire libérale. Mais la tragi-comédie de l'année précédente se réitéra bientôt. Encouragés par leur succès, les groupes libéraux de la Douma menèrent de nouvelles attaques contre le régime au pouvoir, et le terrorisme fit son apparition, notablement avec l'assassinat du réactionnaire mystique Gregor Raspoutine. La faiblesse politique du libéralisme russe se révélait une fois de plus. Les Conservateurs et les Réactionnaires serrèrent rapidement les rangs, et sans rencontrer d'opposition véritable, établirent un nouveau cabinet dirigé par le prince Golytzin, un pur réactionnaire. Le gouvernement actuel semble être le plus réactionnaire depuis des années. La politique qu'il va probablement mener est exposée par le mot souvent cité du premier ministre Golytzin : « *La Douma va se taire dès qu'elle se fera taper dessus.* » La manière dont le libéralisme russe considère le nouveau gouvernement est révélée par les commentaires caustiques parus dans le *Novy Mir* de New York. Vers la fin du mois de janvier 1917, ce journal radical écrivit : « *Il nous semble que la nomination de Golytzin représente la fin de toutes les tentatives de duperie. Au travers de cette décision, la classe dirigeant la Russie a posé un défi aux masses populaires. Golytzin, réactionnaire notoire, ennemi juré du peuple et de tout mouvement progressiste, ne pourra pas arborer, même temporairement, un masque de vertu. Il sera dès le premier jour un ennemi contre lequel le peuple va*

devoir lutter. Sa toute première déclaration montre qu'il en sera ainsi : "Tout pour la guerre, tout pour la victoire. Nous ne pouvons pas réfléchir pour l'instant à des réformes intérieures." *Clair et net ! Aucun espoir de soulagement de la situation que subit la population de cent soixante-dix millions d'habitants de la Russie, qui gémit sous le joug des gendarmes, des capitaines de police de district, des gouverneurs et de personnalités sans titre mais redoutées. Comme par le passé, le peuple va se faire dépouiller ; comme par le passé, le peuple impuissant va être affamé.* »

Telle est la situation contemporaine en Russie, d'évidence incertaine et propice à des fluctuations violentes. Pour l'ensemble du monde, le sujet qui présente la plus grande importance est la question d'une paix séparée. Sur ce point, cependant, les opinions des divers partis sont très mélangées. Les Impérialistes, qui intègrent presque l'ensemble des classes hautes et moyennes ainsi que les catégories spéciales comme l'armée, l'administration et l'Église, restent très divisés entre les écoles impérialistes vers l'Ouest ou vers l'Est : l'école de l'Ouest, prédominante, est résolue à mener la guerre au couteau, la puissante opposition partisane d'une expansion à l'Est exhorte à un retrait de la guerre et à une entente avec les puissances teutonnes. L'Intelligentsia, qui comprend la plupart des Libéraux et quelques Révolutionnaires, est très favorable à la poursuite de la guerre, aussi bien par haine envers le Prussianisme qu'au nom de l'alliance avec les puissances occidentales libérales. Les travailleurs révolutionnaires des villes sont divisés, certains d'entre eux suivent l'Intelligentsia, d'autres désirent la paix afin de démarrer une révolution sur-le-champ et redoutent qu'une victoire russe puisse faire croître le prestige du gouvernement jusqu'au point où la tenue d'une révolution deviendrait impossible. Les paysans restent pour la plupart favorables à la guerre par haine du Niemetz (l'Allemand) et du fait d'espoirs fanatiques de s'emparer de Constantinople, la « *Ville Sainte* » orthodoxe. Au vu de ces circonstances entremêlées, il est impossible d'émettre des prédictions. Il est très probable que le résultat dépende de la trajectoire que prendront les opérations

militaires en cours. Il est probable que des victoires alliées dans la campagne qui s'ouvre installeraient naturellement l'emprise du parti de la guerre sur le gouvernement, et maintiendraient la Russie dans le conflit européen. Des désastres alliés pourraient renforcer le parti de la paix au point qu'il s'empare du pouvoir et fabrique un retrait de la Russie de la guerre.

En supposant que la Russie échappe à la révolution et émerge de la guerre sans perte territoriale sérieuse, quelles seront les dispositions d'esprit du peuple russe vis-à-vis des nations étrangères ? Il s'agit également d'une question complexe. L'Intelligentsia est et restera des plus cordiales vis-à-vis de l'Angleterre et de la France. Mais l'Intelligentsia ne constitue qu'une fraction du peuple russe, et le sentiment populaire prédominant est un mépris croissant envers tous les étrangers. La France est considérée avec une sympathie légèrement condescendante. « *Pauvre petite France* » est une phrase courante. Mais le sentiment pro-anglais, qui n'a jamais été très répandu en Russie, décroît rapidement. Les grandes classes impérialistes s'unissent pour mépriser et se méfier de la Grande-Bretagne. L'école de l'expansion vers l'Ouest estime que Londres s'opposera sans doute à des acquisitions russes en Turquie asiatique, en Perse, et à un accès russe à l'Océan Indien, projets qu'elle a à cœur tout autant que Constantinople ; les partisans de l'expansion à l'Est savent qu'elle va essayer de bloquer cette partition de la Chine présagée par le récent traité avec le Japon. Par conséquent, la Grande-Bretagne est considérée comme un futur ennemi.

Le culte anglais actuel pour tout ce qui a trait à la Russie est considéré avec un amusement cynique. Vers la fin de l'année 1916, M. Zhukovski, l'éminent journaliste russe, a écrit dans le *Russkoye Slovo* : « *Une fois de plus, le déluge est arrivé ; l'Angleterre toute entière est submergée d'ouvrages sur la Russie. Il a plu non pas durant 40 jours, mais 440 jours, et le déluge se poursuit ; et qui peut dire ce qui va se produire si ce phénomène perdure ? Ici, par exemple, nos lectures nous parlent de la* "Glorieuse Russie"*; un autre ouvrage fait mention de la* "Russie Contemporaine"*; ailleurs*

*il s'agit de la "*Russie Armée*"; encore ailleurs de la "*Russie Amicale*", et ainsi de suite. Nul au monde ne s'est jamais autant entiché de nous que les Anglais le sont à présent.* »

Au sujet des relations futures avec l'Allemagne, les prévisions varient selon que l'on s'intéresse aux perspectives proches ou lointaines. Aujourd'hui, de nombreuses sections influentes de l'opinion russe désirent paix et entente avec les puissances teutonnes. Mais toute amitié russo-allemande durable est impossible. Les deux peuples sont totalement hostiles par essence, et se considèrent mutuellement avec haine et mépris. Les partisans de l'école de l'expansion vers l'Est qui œuvrent si ardemment à une entente russo-allemande ne désirent cette entente que pour protéger leur frontière occidentale, et concentrer les énergies de la Russie vers le contrôle de l'Asie. Une fois cela accompli, ils rallieraient allègrement leurs camarades impérialistes contre l'« *Occident déliquescent.* » La maxime tranchante de Pobiedonostsev brûle à jamais sur le front de l'impérialisme russe : « *la Russie n'est pas un État : c'est un monde !* »

Chapitre 7

Les Balkans

Les peuples des Balkans sont tous victimes d'une même manie : la « *Grande Idée.* » La « *Grande Idée* » est la « *réunion* » de tous les membres d'une race balkanique particulière en un seul État, et comme ces races sont largement éparses et mélangées, l'union politique de l'une ou de l'autre impliquerait l'érection d'un puissant « *empire,* » rabaissant toutes les autres à une position d'infériorité désespérée. C'est cet objectif politique qui fait que les peuples des Balkans sont prêts à lutter pour leurs aspirations impérialistes jusqu'à la mort.

La puissance maîtresse de ces aspirations provient des circonstances particulières qui sont celles de l'histoire des Balkans. Au Moyen Âge, les peuples balkaniques se battaient entre eux comme ils le font aujourd'hui, et au cours de cette longue période, chacun d'entre eux a bénéficié d'une suprématie transitoire sur les Balkans. Puis survint la conquête turque, qui les a tous menés à la ruine. Des siècles durant, ils ont subi, impuissants, le joug turc. Mais la domination turque portait en elle les germes de sa propre dissolution. Les Turcs, les plus terribles des conquérants, furent les pires des assimilateurs. Ils continuèrent d'être une armée asiatique

occupant un sol européen, et ne parvinrent jamais à ottomaniser ou à islamiser leurs sujets chrétiens. Par conséquent, lorsque l'inondation turque a commencé à refluer hors des Balkans il y a environ un siècle, les anciens repères sont réapparus, pratiquement intacts, et les peuples chrétiens des Balkans ont repris leurs anciennes vies nationales.

Ils ont « *repris* » leurs anciennes vies nationales. Notez bien ce point. C'est la clé de toute l'histoire. Les peuples des Balkans ne sont pas « *jeunes,* » comme le pensent la plupart des observateurs occidentaux. Ils sont très anciens : de fait, de nombreux personnages comme Rip Van Winkle se sont éveillés après un long sommeil, avec tous leurs traits raciaux médiévaux et leurs aspirations nationales pratiquement inchangées. Pour eux, les cinq derniers siècles n'ont été qu'un rêve — ou un cauchemar. Ils ne se souviennent que d'une seule chose — leur passé glorieux ; et chacun d'eux est déterminé à ce que son passé puisse revivre. Bien sûr, ils habillent leurs pensées avec un discours moderne — « *droits des nationalités,* » « *unité de la race,* » etc. ; mais les idées de base sont les mêmes qu'elles étaient à l'époque médiévale, il y a bien longtemps. Cela se distingue clairement dans les revendications rivales à la domination des Balkans. Qu'une province ait appartenu à un certain empire médiéval balkanique, et elle doit revenir à l'État particulier qui porte de nos jours le même nom, et comme certains districts ont appartenu tour à tour à tous ces empires, les revendications rivales constituent un véritable nœud gordien, qui ne peut être défait qu'au glaive. Véritablement, pour ces peuples, « *mille années ne font qu'un jour.* »

Le développement arrêté des races balkaniques émerge non seulement au travers de leurs aspirations nationales, mais également de l'ensemble du tempérament populaire. Au sein de l'élite instruite, on trouve des gentlemen cultivés comme partout dans le monde, mais les masses populaires sont des barbares sur lesquels de minces plaques de vices et de vertus correspondant à l'évolution humaine sont apposées. Dans l'ensemble joviaux, honnêtes et hospitaliers en

temps de paix, ces natures primitives restent capables d'explosions volcaniques, emprises d'un fanatisme sans borne et d'une cruauté sauvage. Qui plus est, ces transformations se produisent avec une soudaineté et une intensité inconnues parmi les peuples plus développés.

Tout ceci livre la clé au sens intérieur du grand soulèvement des Balkans de 1912-1913. En 1912, les États balkaniques chrétiens ont enfin réussi à se combiner contre l'ennemi héréditaire turc. Mais à peine la bataille fut-elle gagnée que les vainqueurs se mirent à se disputer le butin. Suivit la seconde guerre balkanique, une féroce lutte entre races qui déboucha sur le pillage et l'humiliation de la Bulgarie, jusqu'ici nation prépondérante des Balkans, par les autres peuples balkaniques. Le traité de Bucarest, qui mit fin à la guerre, constituait une tentative de tuer à titre permanent les aspirations de Bucarest, et de l'entourer d'un anneau d'ennemis grandis et vigilants. À cette fin, la Serbie, la Roumanie et la Grèce conclurent une entente anti-bulgare, cependant que la Grèce et la Serbie signaient un traité spécial garantissant leurs possessions mutuelles en Macédoine contre toute attaque bulgare.

Cette dite « *Paix* » de Bucarest n'en était donc pas une. Il ne s'agissait guère que d'un aiguisage de couteaux. En anticipation de la guerre à suivre, toutes les parties se mirent à consolider leurs récents ajouts territoriaux, suivant le processus connu sous le nom d'« *extirpation.* » Ce processus consiste à déraciner les minorités raciales hostiles des territoires fraîchement conquis, en essayant ainsi d'établir des lignes raciales correspondant aux frontières politiques, et de s'assurer la loyauté fanatique de toute la population à venir au sein de tout État frontalier. La cruauté suivant laquelle ces réajustements furent menés a scandalisé le monde extérieur, et a grandement envenimé les haines raciales balkaniques. Les misérables victimes d'« *extirpation* » ont afflué dans leurs patries respectives par dizaines de milliers, et y ont semé en masse les graines de la furie et de la revanche. Chaque peuple des Balkans a juré d'écraser l'adversaire maudit et d'ériger sa propre « *Grande Idée* » sur ses

ruines.

Tel était le miasme des haines jamais éteintes, et des désirs ravalés, qui ont empoisonné la péninsule des Balkans au moment de l'éclatement de la guerre européenne. Comme cette situation terrible a été en grande partie responsable de l'éclatement et de la trajectoire de l'Armageddon, nous allons examiner chacun des peuples des Balkans en détail.

7.1 La Serbie

La Serbie est assurément une terre de grandes attentes. Son peuple, une race primitive de porchers et de petits paysans, n'apparaît pas précisément comme composé de « *bâtisseurs d'empire* » pour l'observateur fortuit. Mais les Serbes constituent un mélange des plus curieux : ils élèvent des porcs et composent de la poésie en même temps. Le tempérament serbe est principalement « *slave* » — mystique, rêveur, guère efficace en conditions normales, mais capable de déployer une énergie fanatique dès lors que les Serbes sont aiguillonnés par une idée. Et l'idée serbe — l'inévitable « *Grande Idée* » d'un peuple balkanique — est certainement bien assez grandiose. Son cœur réside dans l'« *Empire de Stephen Dushan* » qui a fait s'incliner les Balkans sous l'hégémonie serbe il y a cinq cents ans. Mais à l'instar des autres aspirations balkaniques, la Grande Idée serbe se drape de la doctrine moderne de la nationalité. Et le Serbe voit ses frères de race à la fois très dispersés dans la péninsule balkanique, et occupant également l'ensemble de la portion du Sud-Ouest de l'Autriche-Hongrie. Il s'ensuit que la grande idée serbe est un Empire pan-serbe ou « *yougo-slave* », qui ne ramènera pas seulement à la vie l'hégémonie de Stephen Dushan sur les Balkans, mais absorbera également toutes ces populations serbes, croates et slovènes d'Autriche Hongrie qui ne furent jamais dirigées par Dushan.

Tel est le rêve ambitieux de la Serbie, depuis longtemps. Mais

à l'image de leurs cousins russes, les impérialistes serbes, pour unis qu'ils soient sur l'objectif ultime, ne sont pas d'accord entre eux sur les moyens à suivre. L'espoir d'absorber les provinces yougo-slaves de l'Autriche-Hongrie était si lointain que de nombreux Serbes étaient favorables à cultiver la bonne volonté de leur puissant voisin du Nord, et de gagner ainsi l'acquiescement de l'Autriche à de possibles acquisitions dans les Balkans aux dépens de l'Empire ottoman en déclin. Il s'agissait de la doctrine « *austrophile* », qui inspira la politique étrangère de la Serbie sous les rois Obrenovitch, Milan et Alexandre, jusqu'en 1903.

Mais en 1903, cette politique austrophile a connu une fin dramatique. Le roi Alexandre s'est fait détrôner par une conspiration militaire pour porter Pierre sur le trône, issu de la dynastie rivale des Karageorgevitch, qui a lutté contre les Obrenovitch pour la suprématie tout au long de l'histoire moderne chahutée de la Serbie. Et Pierre représentait la deuxième école de l'impérialisme serbe, considérant la Russie comme protectrice de la Serbie, et espérant la réalisation rapide d'un empire pan-serbe érigé sur les ruines de l'Autriche-Hongrie. L'inspiration immédiate de cette école provient évidemment directement des pan-slaves russes, qui ont vu dans la Serbie l'instrument de choix de la suprématie russe sur les Balkans. La révolution de 1903 fut soutenue par la Russie, et la nomination de M. Hartwig, pétrel tempétueux de la diplomatie moscovite, comme représentant russe à Belgrade, pouvait laisser présager ce qui allait se produire dans un avenir proche.

Alarmée par cette perspective, l'Autriche fit tout son possible pour briser l'esprit qui montait en Serbie, mais cela ne fit qu'intensifier le sentiment anti-autrichien et jeter encore davantage les Serbes dans les bras de la Russie. L'Autriche opta alors pour la manière forte en annexant la Bosnie-Herzégovine, « *première étape* » précieuse pour l'impérialisme serbe. La Serbie frémissait de colère et de déception, mais au vu de l'ultimatum allemand, la Russie dut la pousser à se soumettre. Par la suite, cependant, la querelle austro-serbe devint une lutte à mort. Les Serbes ne faisaient pas

secret de leur détermination à déstabiliser l'Autriche pour ériger un Empire pan-serbe, cependant que l'Autriche attendait l'opportunité de détruire son adversaire inconciliable. La propagande pan-serbe séditieuse menée dans les provinces yougo-slaves d'Autriche constituait une menace croissante pour l'avenir de l'Autriche, et ce fut une société secrète pan-serbe fanatique, la « *Narodna Odbrana* », qui fomenta l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo.

La situation frénétique de l'opinion publique serbe au cours des années précédant la guerre européenne se comprend très bien à la lecture des commentaires de la presse serbe et des déclarations des représentants serbes de l'époque. Le 8 octobre 1910, jour du second anniversaire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, le *Politika* de Belgrade écrivit : « *L'Europe doit prendre note du fait que le peuple serbe reste assoiffé de vengeance.* » Et le *Mali Journal* s'exclama, entre deux bannières de noir endeuillé : « *Le jour de la vengeance doit venir ! Les efforts fiévreux de la Serbie pour organiser son armée sont un signe que les comptes vont se régler, comme l'est la haine du peuple serbe envers la monarchie voisine.* » Au mois d'avril 1911, le *Politika* écrivit : « *L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a fait s'écrouler une bonne fois pour toutes l'apparence d'amitié entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. Chaque Serbe ressent cela.* » Au cours de cette même année, M. Protitch, un homme politique serbe de premier plan, déclara au parlement serbe : « *La paix et les bonnes relations n'existeront jamais entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie tant que cette dernière n'aura pas renoncé à toutes prétentions de devenir une grande puissance, et ne se sera pas résignée à devenir la Suisse de l'Est.* » Un peu plus tard, l'éminent diplomate serbe, Chedo Mijatovitch, déclara : « *Le programme national serbe, pour la réalisation duquel œuvrent tous les partis en Serbie, comprend l'annexion de tous les territoires habités par des Serbes, qu'ils appartiennent actuellement à l'Autriche ou à la Turquie.* »

Le double triomphe de la Serbie dans les guerres des Balkans

souleva naturellement les ambitions serbes contre l'Autriche à un niveau plus élevé encore. Au printemps 1913, le journal *Balkan* (Belgrade) écrivit : « *La guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie est inévitable. Nous avons démembré l'Empire turc ; nous allons déchirer l'Autriche de la même manière.* » Et au mois d'octobre 1913, le journal *Piemont* s'exclama : « *Les soldats serbes ont fait le vœu de procéder de la même manière avec la "*seconde Turquie*" qu'avec la Turquie, avec l'aide de Dieu, dans les Balkans. Ils font cette promesse, confiants dans le fait que le jour de la vengeance s'approche. Une Turquie a disparu. Le bon Dieu de Serbie fera en sorte que la "*seconde Turquie*" disparaisse également.* » « *La Serbie incite les Serbes austro-hongrois à la révolution,* » reconnut le *Zastava* du mois d'avril 1914 ; « *L'Autriche a perdu tout droit à l'existence,* » affirma la *Pravda* à la même date ; cependant que dans leurs éditions de Pâques, la plupart des journaux serbes s'accordèrent à exprimer l'espoir commun que leurs « *frères non-libérés, conquis et opprimés pourront prochainement célébrer une résurrection heureuse.* »

Le témoignage de Mary E. Durliam, célèbre voyageuse anglaise, est très instructif à cet égard. Dans le *London Nation* du 10 avril 1915, miss Durham, qui connaît sans doute mieux les territoires serbes que tout autre observateur occidental, écrit au sujet de son vécu en Serbie et son frère jumeau, le Monténégro, au cours des guerres balkaniques : « *Ils (les dirigeants du Monténégro) ont affirmé de la manière la plus explicite qui soit que l'intention du peuple serbe est de mettre le feu en Europe, et qu'ils devraient commencer par la Bosnie. Mais il ne s'agit pas d'un cas isolé. Peter Plamenatz, le ministre des affaires étrangères, m'a souvent répété que les Serbes ont commis une grave erreur en ne prenant pas les armes contre l'Autriche en 1908. On fanfaronnait beaucoup en affirmant pouvoir s'emparer de Kotor en vingt-quatre heures. L'attaque menée par les Serbes contre le consul autrichien de Prizren m'a à l'époque été présentée comme une attaque directe contre l'Autriche, et l'Autriche fut fortement raillée pour avoir eu peur d'en-*

trer en guerre à l'époque. Les officiers serbes comme monténégrins parlaient librement de leur prochaine guerre (qui devait être menée contre l'Autriche). Marcher sur Vienne et allumer le feu en Europe faisaient partie de leurs sujets de conversation préférés. »

Au vu de l'état désespéré et fanatique de l'opinion publique en Serbie, on peut s'imaginer l'effet qu'eut la tragédie de Sarajevo. Le gouvernement serbe interdit l'utilisation d'un langage violent, mais les commentaires de la presse serbe mêlèrent une exultation à peine voilée et des sarcasmes face à la détresse « *désespérée* » de l'Autriche. Il n'est également pas surprenant que la Serbie, soutenue par la Russie, rejetât l'ultimatum autrichien.

La guerre longtemps attendue contre l'Autriche suscita un enthousiasme général. Le seul regret, exprimé dans certains cercles, était que la guerre n'ait pas pu être retardée temporairement. « *Nous autres Serbes,* » écrivit Chedo Mijatovitch dans un message à destination du public anglais à la fin du mois d'août 1914, « *ne désirons pas cette guerre pour le moment. Après deux guerres sanglantes, nous voulions la paix, et du repos, pour récupérer ; du temps pour organiser les pays nouvellement annexés, pour créer et entraîner une armée de* 600 000 *soldats. Nous voulions disposer d'au moins cinq années.* » Mais aux yeux de la plupart des Serbes, la présence de la Russie, de l'Angleterre et de la France comme alliées présageait d'une victoire certaine et rapide.

La Serbie fut encore davantage encouragée par les échecs frappants des invasions autrichiennes durant l'automne 1914. Curieusement, les premières appréhensions surgirent non pas de la menace posée par les adversaires, mais par la conduite des Alliés. Les négociations menées en printemps 1915 entre l'Entente et l'Italie, et les demandes italiennes sur la côte adriatique austro-hongroise provoquèrent en Serbie colère et alarmisme. Le gouvernement serbe concéda l'Istrie à l'Italie, malgré l'arrière-pays slovène de Trieste, mais l'opinion publique serbe demandait à l'unanimité tout le reste de la côte austro-hongroise, aussi bien considérée comme un pays fondamentalement yougo-slave que comme l'indispensable accès à

la mer de l'Empire pan-serbe envisagé. Les revendications italiennes sur la Dalmatie étaient reçues avec une indignation particulière. L'accord secret du 25 avril entre les Alliés et l'Italie, conclu sans que la Serbie fût informée ni n'y consentît, provoqua une colère folle. Le 20 juin 1915, Pashitch, premier ministre serbe, déclara face au parlement que « *la question de la Dalmatie serait réglée après la guerre,* » faisant ainsi état formellement du fait que son gouvernement ne se proposait pas d'apporter son assentiment à l'accord du mois d'avril. La déclaration de M. Pashitch prit plus de sens avec la parution d'un article dans le journal officiel serbe *Samouprava* à la même période. « *La Dalmatie,* » affirmait cet article évidemment inspiré, « *n'est pas italienne. Elle est géologiquement, historiquement et ethnologiquement serbo-croate. Si l'Italie désire partager fraternellement avec les Serbes les rivages sur lesquels vivent* 700 000 *Slaves face à* 18 000 *Italiens, la Serbie en sera très heureuse, et ne manquera pas de cultiver ce que l'ancienne civilisation italienne aura laissé derrière elle en héritage. Mais la Serbie ne va pas consentir à laisser cette terre slave [passer] d'une domination autrichienne à une autre domination — celle de l'Italie.* »

Le ton adopté par les journaux non-officiels était encore plus vif. « *L'Italie a décidé de faire commerce de ses sympathies et de vendre sa coopération dans la guerre,* » écrivit le *Politika* de Belgrade avec acidité. « *Le cri,* "Qu'a-t-on à m'offrir ?" *inspire à lui seul la politique de l'Italie. . .La chose la plus triste de l'ensemble de cette affaire est que nous devons tenir lieu d'objet du marchandage. L'Angleterre et la France, qui, au nom de la Triple Entente, ont mené les négociations avec l'Italie, acceptent des concessions aux dépens de la Serbie et du Slavisme du Sud. La Serbie ne demande aucune aide à l'Italie. Elle n'en a pas besoin. Elle n'est en aucun cas prête à céder le moindre pouce du territoire yougo-slave. Si la Triple Entente en est réduite à appeler une assistance italienne, qu'elle en paye le prix de sa propre poche. Elle possède suffisamment de territoires à sa disposition. Qu'elle ne viole pas les droits*

des autres. La Savoie, la Corse, Malte, la Tunisie, l'Algérie, l'Asie Mineure et l'Égypte pourraient parfaitement bien tenir lieu de compensations pour l'Italie. Nous sommes tout à fait convaincus que cette politique d'extorsion italienne n'est pas du tout agréable pour la Triple Entente, et que celle-ci n'accepterait que contre sa volonté des compensations de cette nature, extorquées par la force. Nous sommes également persuadés que l'Italie le regretterait amèrement un jour. Mais ce n'est que droit et justice que quiconque estime devoir apporter des compensations doit le faire sur ses propres biens. Nous n'avons pas besoin de l'Italie. Par conséquent, nous n'allons pas réaliser un sacrifice en échange d'une assistance que nous ne demandons pas. Les côtes d'Istrie et de Dalmatie sont slaves, et le resteront. Toute tentative de modifier l'ordre établi pourrait donner lieu à de nouvelles complications et à de nouveaux conflits d'une portée incalculable. Que la Triple Entente et l'Italie acceptent cela comme une certitude ! » Ce refus catégorique de céder ne serait-ce que Trieste à l'Italie représentait un corps puissant de l'opinion publique serbe, et contribua beaucoup à envenimer davantage encore les relations serbo-italiennes.

Le différend avec l'Italie ne fut absolument pas réglé lorsque les sensibilités serbes furent encore davantage exacerbées par une autre décision de ses alliés. L'été 1915 fut le théâtre de la tentative menée avec persistance par l'Entente pour rallier la Bulgarie de son côté, mais la Bulgarie répondit sur-le-champ que le prix de son aide serait la terre de Macédoine tant désirée, pour laquelle la Bulgarie avait combattu les guerres balkaniques, et qu'elle considérait comme lui ayant été soustraite de manière répugnante lors de la Paix de Bucarest. La thèse bulgare était que les Macédoniens étaient foncièrement bulgares de sang et de langue, et que la Bulgarie ne pourrait jamais trouver de repos tant que ses frères de race ne seraient pas adjoints à la patrie. La justesse de cette affirmation était reconnue par des sections influentes des opinions publiques britannique et française, qui exhortaient leur gouvernement à faire pression sur l'allié serbe afin de satisfaire aux aspirations bulgares

et assurer de la sorte une Ligue balkanique reconstituée, qui pourrait garantir l'effondrement rapide de l'Autriche, et de récompenser richement la Serbie pour ce sacrifice en lui cédant tout le Sud-Ouest de l'Autriche-Hongrie.

Mais ce mode de raisonnement n'intéressait absolument pas les Serbes. La Serbie réfutait catégoriquement que les Macédoniens fussent bulgares, et affirmait qu'il s'agissait de véritables Serbes, temporairement dupés par la propagande bulgare, mais devenant rapidement de bons Serbes à présent qu'ils étaient sous administration serbe. Qui plus est, la plupart des Serbes affirmaient que la Macédoine était vitale pour l'avenir politique et économique de leur pays. En fait, ils estimaient que toute la Macédoine aurait dû revenir à la Serbie, jusque Salonique et la Mer Égée, et que seule la querelle contre la Bulgarie avait empêché un conflit contre les Grecs pour prendre possession de Salonique et la vallée du Vardar. L'étendue totale des aspirations serbes apparut clairement avec les arguments que développaient désormais les auteurs serbes dans la presse étrangère pour convaincre leurs alliés occidentaux de la justesse de leurs revendications. Dans la *Revue Hebdomadaire* de Paris du 10 avril 1915, J. Cvijic, le publiciste serbe, affirma : « *Notre pays est composé de deux grandes vallées, la Morava et le Vardar, qui traversent les Balkans du Nord au Sud, de Belgrade à Salonique, sans aucune ligne de partition distincte. Ceci accorde à la Serbie le sceau d'une unité géographique quasiment parfaite.* » Et peu de temps après, Costa Stoyanovitch, un homme politique serbe de premier plan, écrivit dans le *Nuova Antologia* (Rome) : « *La Macédoine n'appartient même pas géographiquement à la Bulgarie, alors qu'elle constitue avec la Serbie une unité géographique. La Vallée du Vardar, principale rivière macédonienne, n'est que la continuation de la vallée serbe de la Morava. Il s'agit donc de la ligne principale de communication entre le Danube et Salonique...Aussi, pour la Serbie, la cession de la Macédoine n'est pas équivalente au découpage d'une province voisine, sans la possession de laquelle elle pourrait poursuivre sa vie nationale sans problème...De fait, cette*

province, non seulement du fait de ses ressources et de sa valeur économique, mais aussi en raison de sa situation géographique, est la province serbe la plus importante. »

Malgré ces affirmations serbes, les puissances de l'Entente exhortèrent la Serbie à promettre à la Bulgarie non pas l'ensemble de la Macédoine, mais les districts situés à l'Ouest de la rivière Vardar. Cependant, même cette concession relativement légère souleva une âpre opposition dans la presse serbe. Le *Novosti* (Belgrade) s'exclama avec défi : « *La Serbie préfère disparaître en tant qu'État plutôt que d'accepter une telle renonciation à ses terres. C'est cela que le gouvernement devrait déclarer à l'Entente, plutôt que convoquer le Skupshtin.* »

On ne demanda cependant pas aux Serbes de consentir à ce sacrifice. La Bulgarie dénonça la proposition de compromis comme totalement inappropriée, et lorsqu'au mois de septembre 1915 les Austro-Allemands lancèrent leur grande « *poussée* » dans les Balkans, la Bulgarie rallia les puissances teutonnes et frappa sauvagement l'adversaire serbe détesté. Les Serbes résistèrent avec l'énergie du désespoir, mais le déséquilibre était trop important, et la lutte fut de courte durée. La fleur du peuple serbe tomba au combat ou périt durant la terrible retraite des montagnes albanaises, couvertes de neige. Il ne resta qu'un vestige de l'armée serbe pour rejoindre les navires de l'Entente en attente sur les rives de l'Adriatique, qui le transporta en exil. Avant la fin de l'année, le petit Monténégro tomba également, et les États serbes disparurent de la liste des nations du monde.

La suite de la guerre décidera de leur réapparition, ou non. Si les Puissances teutonnes maintiennent leur emprise actuelle sur les Balkans, il est peu probable qu'une Serbie indépendante puisse jamais être rétablie. Le débouché le plus probable au moment où ces lignes sont écrites semble être une partition pure et simple de la Serbie entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, cette dernière récupérant les populations serbo-bulgares mélangées de Macédoine et du Sud de la Serbie, cependant que l'Autriche-Hongrie se ver-

rait attribuer les populations du Nord purement serbes. Dans ce cas, avec de la patience et des actions menées par des dirigeants responsables et constructifs, la souche serbe, encore plastique, finirait selon toute probabilité par fusionner avec les proches cultures sœurs bulgare et croate.

Bien sûr, tout ceci constitue pour les Serbes une tragédie cruelle — mais ainsi va le monde. De nombreuses années durant, la Serbie a franchement aspiré à devenir le « *Piedmont des Balkans* » et a travaillé à déstabiliser l'Autriche Hongrie afin de construire sur ses ruines un grand Empire yougo-slave. Pour les deux États, la question a donc été la vie ou la mort, et dans un duel aussi implacable, le perdant est voué à tout perdre.

7.2 La Bulgarie

La Bulgarie moderne est l'un des phénomènes les plus extraordinaires de l'histoire humaine. Bien que les Bulgares aient joué un rôle prépondérant dans la politique des Balkans au cours du Moyen Âge et construit deux puissants empires, la conquête de la péninsule par la Turquie a davantage impacté les Bulgares que tout autre peuple des Balkans. L'organisation nationale a été détruite au point qu'il y a quarante ans, les Bulgares étaient revenus au statut d'une population obscure constituée de serfs misérables, exploités à la limite de l'endurance humaine, dont le monde avait oublié l'existence au point que de nombreux voyageurs occidentaux traversaient ces contrées sans même soupçonner l'existence de cette nation.

La guerre russo-turque de 1877 libéra les Bulgares du joug turc et rétablit leur entité nationale. En moins de dix années, la Bulgarie devint l'État chrétien des Balkans le plus puissant, et cette primauté continua de croître jusqu'aux dernières guerres balkaniques.

Cette création quasiment miraculeuse de quelque chose à partir de rien implique un trait national très inhabituel, et une brève

étude de la psychologie nationale bulgare révèle le secret de la réussite bulgare. Une chose est claire d'emblée : les Bulgares ne sont pas de véritables Slaves. Le Slave typique, qu'il réside dans les plaines russes ou sur les collines serbes, est un idéaliste, propre à perdre de vue les faits bruts au profit de rêves éveillés. Capable de grands accomplissements lorsqu'il connaît le stimulus de l'enthousiasme, le Slave est en temps ordinaire une personne facile à vivre, imprévoyante et ouverte, des plus agréables à rencontrer, mais à laquelle manque ce trait pratique— l'efficacité. Comme le Bulgare est différent ! Contraint, sobre, austère ; présentant d'occasionnels accès de passion, mais abordant habituellement avec tristesse jusque ses plaisirs ; intensément pratique et réaliste ; sans la moindre trace de mysticisme ; frugal jusqu'à en être avare ; tellement soucieux de l'avenir que cela en devient souvent une obsession ; par-dessus tout, possédé par une énergie acharnée, laborieuse, presque féroce, qui se traduit normalement en travail sans relâche — voilà à quoi il ressemble. « *Le Bulgare sur sa charrette à bœufs,* » affirme le proverbe national, « *poursuit le lièvre — et le dépasse.* »

Ce portrait de caractère individuel omet un trait possédé par les Bulgares à un très haut degré — la capacité durable à jouer en équipe. Imaginez à présent ce peuple embrasé par la Grande Idée typique des Balkans, et vous pourrez commencer à comprendre comment la Bulgarie est passée de rien à la principale puissance des Balkans en moins de dix ans.

Et cette Grande Idée ? Il s'agissait, pour commencer, d'unifier l'ensemble de la race bulgare de la Mer Noire aux montagnes albanaises, et du Danube à la Mer Égée. Alors, invincible dans sa position de domination, cette « *Grande Bulgarie* » pourrait contraindre les autres peuples des Balkans à reconnaître son hégémonie. En fin de compte, une Chrétienté balkanique unifiée pourrait expulser les Turcs hors d'Europe et établir un nouvel Empire bulgare à Constantinople, connu par les Bulgares comme « *Tzarigrad. . .la ville des Tsars.* » Cet idéal entretenu par le petit État de paysans créé en 1878 par le Congrès de Berlin apparaissait grandiose

presque jusqu'à en être absurde. Mais si les rêves de la Bulgarie étaient grands, ses heures de veille étaient longues, et tout était consacré à des tentatives exténuantes et à une abnégation rigide. Ces grands espoirs s'ancrèrent dans la conscience nationale. Ils attachèrent à chaque Bulgare des efforts gigantesques. La manière dont la Bulgarie se piqua et s'affama durant presque quarante ans dans le but de créer, proportionnellement, la plus grande machine de guerre du monde, démontra que ce peuple était possédé par un sombre pouvoir et par une énergie féroce, propres à faire apparaître cet objectif comme moins impraticable.

Puis, enfin, l'heure sembla avoir sonné. La Bulgarie joua son va-tout dans les guerres balkaniques — et elle perdit. Non par manque de courage ou de capacité à se battre, mais au travers d'une ligue constituée de tous les voisins des Balkans, inspirée par ses amis traditionnels, la Russie et la France. Les effets moraux en furent terribles. L'étranger ne peut pas vraiment comprendre la furie à moitié empreinte de folie qui s'installa alors dans ces cœurs moroses et à moitié sauvages. Contraints d'assister impuissants au déracinement pratiqué par les Serbes détestés du bulgarisme macédonien, suivant l'une des persécutions les plus impitoyables de l'histoire connue, leur agonie monta, monta, et ne connut aucun repos. On peut se faire une opinion de la manière dont le Serbe était considéré au travers de ce chant de guerre populaire, composé juste après la Paix de Bucarest : « *Nous vous avons pris les mains comme des frères, mais l'enfer était caché au fond de vos cœurs ! Brigands invétérés, vous avez écrasé l'honneur, l'autel, et la bonne réputation sous votre botte ; vous nous avez pillés sans honte ! Vous avez souillé le temple de notre pays ! Démons inhumains, dissimulant le crime dans vos âmes ; vous êtes les créatures de la méchanceté et de la furie ! Nous nous souvenons de tout, et nous allons nous venger sauvagement de vos plans sataniques, de votre envie maudite !* »

« *Vengeance !* » était le maître mot. « *Vengeance et victoire !* » Du Tsar Ferdinand au plus humble garçon vacher, le peuple bulgare

ne fit pas secret de sa détermination à déchirer le traité de Bucarest et de s'emparer de la Macédoine à la première occasion, ou de mourir en essayant. La première étape en fut une réconciliation avec l'adversaire héréditaire turc. Avant la fin de l'année 1913, une étroite entente turco-bulgare avait préparé la voie à une action à venir.

Survint alors la guerre européenne. La direction vers laquelle les sympathies bulgares allaient se tourner fut parfaitement définie dès le départ. La Serbie, principal ennemi, prenait part aux batailles du côté de l'Entente. La Grèce détestée, et la Roumanie abhorrée, entretenaient des sympathies pour l'Entente. La Russie et la France, les fausses amies, étaient deux des trois puissances de l'Entente. Comment, dès lors, les patriotes bulgares auraient-ils pu désirer la réussite de l'Entente ? Les discussions russes sur le « *pan-slavisme* » et les appels aux « *Petits Frères du Sud* » furent reçus avec ricanements et mépris. Les Bulgares savaient fort bien qui était le soutien de la Serbie, et savaient tout aussi bien qui avait encouragé la Bulgarie pour ensuite la poignarder dans le dos durant la seconde guerre balkanique. Longtemps avant la guerre européenne, la plupart des Bulgares avaient renoncé non seulement à la Russie mais à tout slavisme. « *Qualifiez-nous de Huns, de Turcs, de Tartares, mais pas de Slaves !* » s'écria un éminent Bulgare peu après la Paix de Bucarest. Et au mois de novembre 1913, la grande organisation patriotique « *Narodni Savetz* », dirigée par le premier ministre Radoslavov, avait adopté cette résolution : « *Le peuple bulgare doit rompre avec cet idéal, si faux et fatal pour nous — l'idéal de la fraternité slave.* » De nombreux Bulgares se souvenaient avec fierté leur descendance partielle depuis les nomades finno-turcs qui avaient conquis les Slaves bulgares plus de mille ans auparavant, et Cyril Khristov, le célèbre poète bulgare, avait lancé la mode en s'auto-désignant comme « *tartaro-bulgare.* » Par conséquent, lorsqu'éclata la guerre européenne, les avances russes furent rejetées avec méfiance. « *Le slavisme est une barrière fatale pour notre puissance et notre enthousiasme national,* » affirma le journal du Dr.

Ghennadiev, *Voli*, à la fin du mois d'août 1914. « *Il est grand temps pour nous de mettre fin à cette erreur et d'arrêter de prêcher un tel mensonge.* »

Le ressentiment bulgare fit également des bonds vigoureux contre la France. La France s'était montrée plus hostile envers la Bulgarie que ne l'avait fait la Russie au cours de la seconde guerre balkanique, et c'était un secret de polichinelle de savoir que M. Delcassé, le ministre français des affaires étrangères, s'était fait l'avocat de la ruine permanente et de la partition de la Bulgarie pour ériger une Serbie et une Roumanie plus puissantes contre l'Autriche, ainsi qu'une Grande Grèce contre les aspirations levantines de l'Italie. Les Bulgares se souvenaient de tout cela, et leur sentiment antifrançais s'exprima au travers de moyens tels que celui employé par le professeur Petkov, de l'Université de Sofia, au début de l'automne 1914. Dans cette brochure, le professeur Petkov écrivit : « *Une lutte héroïque se déroule sous nos yeux : la puissante et saine culture allemande se bat contre la culture française dégénérée, laquelle, condamnée à mort, essaye de faire tomber avec elle tous les peuples d'Europe. La France contemporaine n'est rien d'autre qu'un égout dégouttant qui souille l'air de l'Europe. La saine culture allemande s'est révoltée contre elle, car l'Allemagne désire s'accaparer un champ libre pour se développer. De l'autre côté, la culture allemande doit se battre avec énergie contre la barbarie russe qui, durant dix siècles, a eu pour seule tendance à se transformer en puissant despote et en oppresseur, aussi bien au travers de son propre développement particulier que par le développement progressif des autres. Au moment présent, la France, intellectuellement dégénérée et dépeuplée, qui se bat contre la puissante culture allemande, a pour alliée la Russie, barbare et arriérée.* »

Les forts sentiments pro-allemands exprimés dans le pamphlet du professeur Petkov constituent une bonne représentation des sentiments de la grande masse du peuple bulgare. Le Tsar Ferdinand et le gouvernement bulgare maintenaient une attitude de neutralité impartiale, mais l'opinion publique bulgare ne faisait pas mystère

de ses sympathies. Au moment où éclata la guerre, Cyril Khristov, le célèbre poète bulgare, dédia une ode passionnée « *To Germania* » se terminant sur ces mots : « *Ah ! Comme j'aime vous voir défiler victorieusement vers la conquête de cet endroit du monde qui est votre dû !* » « *Pour nous, une chose est certaine,* » s'exclama le *Trgowinski Vjestnik* de Sofia avec exaltation à l'automne 1914, « *les deux puissantes alliées, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, sont invincibles !* » Dans l'édition de Noël 1914 du *Reichspost* de Vienne, M. Momtchilov, vice-président du parlement bulgare, écrivit : « *Une Bulgarie forte est indispensable à l'Autriche-Hongrie. Chaque Bulgare sait que la Russie, en essayant d'occuper les Dardanelles, se fait* ipso facto *l'ennemie de la Bulgarie. En cette heure critique, le gouvernement bulgare est énergiquement soutenu par son peuple, qui a acclamé avec enthousiasme les victoires autrichiennes et allemandes et voit en elles l'espoir de sa propre existence. Le peuple bulgare désire aujourd'hui un rapprochement sans condition avec les grandes puissances centrales, il est assoiffé de leur haute "*Kultur,*" et il désire sincèrement l'harmonisation de leurs intérêts politiques et économiques. Les tentatives de la Russie de nous acheter avec ses roubles ont échoué. La comédie du pan-slavisme peut encore tenir lieu d'excuses à ces messieurs de Petrograd pour tenir de somptueux banquets, mais pour nous elle est passée de mode. Si, malgré cela, la politique suivie par la Russie devait violer notre neutralité, la Russie aura à faire à nos baïonnettes.* »

La détermination de la Russie à s'emparer de Constantinople souleva également une profonde colère et un sentiment d'alarme dans toute la Bulgarie. La plupart des journaux bulgares soutenaient que ceci impliquerait la mort de l'indépendance bulgare, et un homme politique bulgare de premier plan écrivit carrément au *Novoye Vremya* de Petrograd : « *Les déclarations de Sazonov au sujet des Détroits et de Constantinople ont profondément agité l'ensemble des patriotes bulgares. Chacun d'entre nous sacrifierait sa vie plutôt que de laisser la Russie s'emparer de Constantinople.*

Toute la Bulgarie résisterait comme un seul homme à ce dessein du chauvinisme russe. De fait, nous considérons que notre devoir est de nous ranger du côté des Turcs pour défendre Constantinople contre les ambitions expansionnistes de la Russie. »

Au vu de ces circonstances, les menaces russes, au lieu d'intimider la Bulgarie, ne firent qu'attiser la russophobie existante en des flammes plus fortes encore. La grande « *poussée* » austro-allemande contre la Russie, qui commença au mois de juin 1915, provoqua la jubilation non déguisée de la presse de Sofia. Le *Kambana* semi-officiel, présentant habituellement un ton modéré, écrivit : « *la Russie, qui aspire à étendre sa domination sur Constantinople et sur les Détroits, ne peut pas permettre l'émergence d'une Grande Bulgarie dans les Balkans. Elle compte faire de la Bulgarie une province russe. Pour cette raison, nous dénonçons comme haute trahison les tentatives menées par certaines personnes contre nous pour servir l'influence russe. La Russie doit retirer les mains des Balkans et consacrer ses énergies à l'Asie. C'est à cette fin que les armées allemandes et austro-hongroises se battent aujourd'hui. Par conséquent, saluons leurs efforts avec enthousiasme et souhaitons leur une victoire décisive. L'heure est propice à contrer à jamais le péril russe qui menace notre existence.* » Et après la chute de Varsovie, Vasili Angelov, le célèbre critique militaire bulgare, écrivit : « *Chaque vrai Bulgare doit se réjouir de l'effondrement des armées russes. La joie que nous ressentons actuellement est aussi vive que fut notre chagrin lorsqu'il y a deux ans, la Russie orthodoxe a lâchement libéré contre la Bulgarie une meute de loups pour nous déchirer. Que Dieu vienne en aide aux braves Austro-Hongrois et Allemands pour vaincre les armées russes, leur faire mordre la poussière et les faire tomber dans leurs propres marécages, afin qu'elles ne perturbent plus jamais l'Europe ni les Balkans avec leurs instincts sauvages et rapaces.* »

Tel étant l'état de l'opinion publique bulgare, il n'est pas surprenant que les tentatives menées par l'Entente pour rallier la Bulgarie à la cause alliée échouât. De fait, il est probable que le gouverne-

ment bulgare avait déjà à l'avance décidé de sa trajectoire, ce qui ne l'empêcha pas de conserver intelligemment sa neutralité jusqu'au moment propice à l'action. Ce moment survint lorsque la « *poussée* » austro-allemande en Serbie commença au mois de septembre 1915. Sur cet événement la Bulgarie jeta le masque, s'allia avec les puissances teutonnes, et frappa la Serbie.

La grande masse du peuple bulgare salua la décision de son gouvernement avec une franche satisfaction. « *Puisque les intérêts de la Bulgarie coïncident avec ceux des puissances centrales,* » écrivit le *Kambana*, « *les ennemis de l'Autriche et de l'Allemagne sont également ceux de la Bulgarie. Une alliance entre la Bulgarie et les puissances centrales pourra remplir nos aspirations plus que toute autre alliance. Nous sommes trop faibles pour lutter contre les grandes puissances. Mais avec l'aide diplomatique et militaire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, nous pouvons très facilement nous battre et vaincre les petits États qui nous ont criminellement dépouillés.* » Les événements qui suivirent étayèrent grandement cette satisfaction populaire. Quelques courtes semaines d'automne virent la Macédoine, la terre promise, totalement dans les mains bulgares, virent les Serbes détestés mordre la poussière, virent les armées bulgares se répandre à travers les collines albanaises pour ne s'arrêter que sur les lointains rivages de la Mer Adriatique. Ce peuple sobre n'avait caressé la perspective de tels triomphes que dans ses rêves les plus fous. Et d'autres triomphes bulgares étaient encore à venir. L'adhésion de la Roumanie au camp allié, au mois de septembre 1916, permit à la Bulgarie de régler ses comptes avec un autre de ses ennemis des Balkans. La province de Silistra, subtilisée en 1913, fut rapidement reprise, et les régiments bulgares pénétrèrent en triomphe dans Bucarest, la capitale roumaine.

Ces éléments ont tous poussé à rapprocher encore davantage la Bulgarie de ses alliés. À l'été 1916, le président du parlement bulgare a élucidé comme suit les racines profondes de la solidarité entre Teutons et Bulgares : « *Notre évolution contre l'influence russe serait selon toutes probabilités parvenue à maturité plus tôt si*

l'Allemagne nous avait davantage écoutés et avait porté moins d'attention à la Turquie. Mais elle a fini par discerner où résidait son intérêt, et est devenue notre amie proche. L'Autriche n'a jamais cessé de l'être. Nous, les décideurs de la politique de la Bulgarie, avions bien conscience, lorsque la guerre éclata, que nous allions y prendre part. Mais il nous fallait attendre, car nous n'étions pas prêts, et parce que nous étions épuisés par la seconde guerre balkanique. Qui plus est, nous avons été assez bêtes pour attendre et voir les résultats de la première campagne, alors qu'il était certain que quels qu'ils fussent, nous ne prendrions jamais parti pour l'Entente. Si le devenir de la guerre avait été différent de ce qu'il est, nous aurions simplement attendu la revanche de l'Allemagne pour entrer en guerre à ses côtés avec toutes nos forces. »

L'opinion publique bulgare est de tout cœur favorable au plan teuton en Europe centrale. Au début de l'automne 1916, le *Narodni Prava* (Sofia) écrivit : « *Ce dessein intéresse tout particulièrement les Bulgares. Durant la phase russophile, ils ont mené une tentative de s'allier économiquement avec les puissances de l'Entente, mais ont rapidement compris qu'ils étaient sur la mauvaise voie et que les intérêts les reliaient naturellement aux Empires centraux. Car les Russes n'ont pas d'industrie, et nos matières premières ne trouvent pas de marché dans leur pays, alors que nous avons à nos portes l'industrie allemande, qui peut absorber tout ce que nous produisons et travailler pour nous à bas coût. Il est probable que le Sobranje sera prochainement appelé à voter une loi privant irrévocablement les États de l'Entente de tout accès aux marchés bulgares.* »

Tout ceci montre le caractère irrévocable avec lequel la Bulgarie a lié son destin avec celui des puissances centrales. Il n'y a certes pour elle pas de retour possible en arrière. À l'exception de l'Italie, les nations de l'Entente ont promis la vengeance, et un triomphe de l'Entente réduirait la Bulgarie à une impuissance permanente, voire à une annihilation totale. Même en supposant que les Alliés soient prêts à rendre à la Bulgarie ses frontières de 1913, cela im-

pliquerait qu'elle rétrocède la Macédoine à une Serbie restaurée et puissante. Cela impliquerait également le consentement bulgare à l'annexion par la Russie de Constantinople, ce qui étoufferait la Bulgarie, prise entre ces deux puissances slaves agrandies et rancunières. Pour la Bulgarie, qui à présent jouit de la réalisation de ses espoirs les plus chers, un tel avenir serait pire que la mort. Au sujet notablement de la Macédoine, l'attitude de la Bulgarie est précisément celle d'une ourse levée en protection de ses oursons tout juste sauvés. Elle s'exposera à une mort nationale plutôt que d'abandonner ses enfants macédoniens. Ce peuple austère et indomptable a délibérément choisi la voie menant soit au triomphe, soit à la déchéance.

7.3 La Grèce

La Grèce est avant tout le siège de la « *Grande Idée.* » Les aspirations des autres peuples des Balkans n'errent jamais trop au-delà de la Péninsule, mais l'espoir hellénique est véritablement impérial dans ses horizons éloignés. Héritier de l'un des plus glorieux passés de l'humanité, le Grec moderne brûle de ressembler à ses ancêtres et attend avec ferveur l'advenue d'une aube de puissance.

La Grande Idée hellénique est une renaissance des gloires dans l'ancienne Hellas et de l'Empire byzantin médiéval, incarnée en un nouvel Empire grec dont le siège se situerait à Constantinople, comprenant dans l'Hellénisme l'ensemble des Balkans ainsi que l'Asie Mineure et le Proche-Orient. L'intensité de ces aspirations grecques a été dépeinte de manière frappante par le professeur Andreades, de l'Université d'Athènes. Au sujet de la nostalgie grecque sur Constantinople, il écrit : « *Pour les Grecs, Constantinople est le "*Pol*", "*La Ville*", l'"*Urbs*", qui, de Constantin le Grand à Constantin XI (entre 323 et 1453 après J.C.), par l'unification des villes et provinces helléniques en une seule nation, est la chose qui leur a permis de survivre parmi les nations de l'Antiquité. Il s'agit de*

la véritable capitale historique de l'hellénisme. »

En 1914, les espoirs des Grecs étaient très élevés. Leurs réussites au cours des années précédentes avaient été tellement extraordinaires que de nouvelles étapes en direction de l'accomplissement de la Grande Idée semblaient raisonnablement assurées. De tous les participants aux dernières guerres balkaniques, la Grèce était sortie première. Hellas avait doublé son territoire et avait quasiment doublé sa population. Salonique et Kavala, les joyaux des Balkans les plus riches après Constantinople, étaient en mains helléniques, et la « *Grande Île Grecque,* », la Crète, avait enfin pu être réunifiée avec la patrie. La situation intérieure était également prometteuse. Les finances grecques étaient enfin assainies, cependant que le factionalisme, cette malédiction historique du peuple, avait au moins temporairement été résorbé. Sous le double guidage d'un monarque populaire et d'un homme d'État compétent, le peuple grec était uni pour considérer l'arrivée d'un avenir heureux.

En vérité, l'horizon n'était pas totalement exempt de nuages. L'amplitude même des intérêts helléniques impliquait des perplexités importantes. Au Nord, le sombre et bas nuage bulgare couvait ses injustices et rêvait de revanche. À l'Est mijotait une querelle chronique contre le Turc, qui renâclait à la part de ses îles de la Mer Égée et s'alarmait des aspirations de ses nombreux sujets grecs en Asie Mineure pour une réunion avec la patrie hellénique. Même l'alliance gréco-serbe était un *mariage de raison*[1], conclu sur la base de la crainte du Bulgare, l'adversaire commun, et passible d'une dissolution tragique si les revendications serbes sur Salonique devaient jamais prendre le dessus. La Grèce n'était pas non plus en excellents termes avec deux des grandes puissances européennes. Les desseins russes sur Constantinople mettaient en danger l'objectif ultime de la Grande Idée hellénique, et l'état des relations entre la Grèce et l'Italie était encore plus gênant pour l'avenir immédiat. Depuis que l'Italie s'était emparée de Rhodes et de l'archipel égéen

1. En français dans le texte, NdT.

du Dodécanèse en 1912, les relations gréco-italiennes avaient été tendues, et comme cela ne constituait que l'une des phases d'une rivalité qui s'étendait aussi bien sur l'Adriatique du Sud que sur l'ensemble du Levant, les relations gréco-italiennes ne promettaient que d'empirer au fil des années. Mais les espoirs entretenus par la Grèce l'emportaient sur les anxiétés, si bien que l'été 1914 trouva Hellas d'une humeur optimiste.

L'éclatement de la guerre européenne provoqua une vague de sentiment pro-allié dans toute la Grèce. On ne ressentait naturellement guère de sympathie envers la Russie, mais les Grecs ressentaient pour la France et pour l'Angleterre, les deux autres puissances de l'Entente, une vénération quasiment filiale, le philhellénisme traditionnel des puissances occidentales ayant déversé sur les Grecs une profonde dette de gratitude. Qui plus est, leur allié serbe se battait du côté de l'Entente. Il n'y avait pas d'antipathie envers l'Allemagne, qui était au contraire relativement appréciée, mais l'Autriche n'avait jamais été amie de la Grèce, et la Turquie et la Bulgarie, évidentes alliées potentielles des puissances teutoniques, étaient les adversaires les plus âpres de la Grèce. Pour l'ensemble de ces raisons, le cœur de l'écrasante majorité du peuple grec penchait du côté des Alliés, et l'enthousiasme populaire était manifestement partagé par Eleutherios Venizelos, premier ministre grec.

Jusqu'au mois de février 1915, la Grèce ne fut guère affectée par la guerre. Mais au cours de ce mois, la flotte anglo-française commença à bombarder les Dardanelles, et les Alliés, confiants dans le fait que les sympathies grecques leur étaient acquises, demandèrent au gouvernement hellénique de mettre à disposition une armée pour compléter l'attaque maritime. Le premier ministre Venizelos et une majorité du peuple grec étaient favorables à souscrire aux demandes formulées par les Alliés, surtout au vu du fait que celles-ci étaient couplées à des promesses éclatantes, quoique très floues, de récompenses territoriales en Asie Mineure. Le roi Constantin, quant à lui, déclara, appuyé par la plupart des généraux et hommes d'États grecs, que l'envoi d'une armée appropriée

dans les Dardanelles allait tellement affaiblir la frontière Nord de la Grèce que cela reviendrait à inviter les Bulgares à l'invasion, et refusa par conséquent d'honorer la demande des Alliés.

Ce refus était totalement contraire aux anticipations des Alliés et provoqua leur surprise. Les puissances de l'Entente avaient compté sur l'assistance grecque, quasiment considérée comme une évidence, et cette contrariété vis-à-vis de leurs projets les stupéfia et les indigna. En France et en Angleterre, les Grecs furent accusés d'ingratitude et même de pro-germanisme. Cela alarma fortement les Grecs. Aux yeux de nombreux Hellènes, être bien vu des puissances maritimes occidentales était littéralement une affaire de vie et de mort, dont on ne pouvait en aucun cas s'abstraire. Il s'ensuivit que ces gens, et Venizelos avec eux, affirmèrent que la Grèce devait se jeter sans réserve dans les bras des puissances maritimes, et faire confiance en leur gratitude pour récompenser sa dévotion et les risques temporaires qu'elle aurait pris. Aux yeux des autres, cependant, et notablement du Roi et des dirigeants militaires, les possibilités d'une invasion turco-bulgare étaient si terribles qu'ils considéraient que la guerre devait à tout prix être évitée, à moins que les Alliés pussent transporter dans les Balkans une armée appropriée pour la défense de la Grèce. Si la Grèce devait se mouiller dans le combat aux côtés des Alliés, puis que ceux-ci ne la soutenaient pas au moment critique, son destin serait scellé.

Cette différence d'opinion sépara rapidement le peuple grec en deux factions de plus en plus hostiles, l'une dirigée par Venizelos, favorable à rallier les Alliés ; l'autre, dirigée par le Roi, prônant la neutralité. Le sujet empira encore car les lignes de clivage épousèrent la situation géographique et les intérêts économiques de chacun. Les îles et les villes portuaires, qui prospéraient fortement du fait de la guerre, mais dont la prospérité était bien entendu à la merci totale des puissances maritimes, étaient favorables à Venizelos et à la guerre. La paysannerie, partout, se montrait opposée au combat, et soutenait le Roi dans sa politique neutraliste. La Macédoine, en particulier, exposée qu'elle était à toutes les com-

plications étrangères, était quasiment unie à vouloir maintenir la paix. Le peuple grec se divisa ainsi, non pas à titre individuel, mais en communautés, et le vieil esprit grec des factions locales fit rapidement le reste. Il ne fallut que peu de temps pour que la solidarité hellénique se dissipât en une amère lutte partisane.

Ces dissensions furent encore davantage envenimées par la conduite des Alliés. Que la Grèce n'ait pas répondu à leurs attentes avait rendu les puissances de l'Entente d'autant plus désireuses de séduire la Bulgarie, et au début du mois d'août 1915, les Alliés allèrent jusqu'à proposer à ce pays certains districts macédoniens qui appartenaient non seulement à la Serbie mais aussi à la Grèce. Cette action diplomatique stupéfiante souleva un mélange de terreur et de colère en Grèce. Tous les Grecs, sans distinction de parti, maintenaient que l'intégrité des frontières aussi bien grecques que serbes en Macédoine constituait une nécessité absolue si Salonique devait être protégée du péril bulgare. Pourtant, voici que les Alliés, sans même en « *demander la permission,* » proposaient à la Bulgarie les choses mêmes considérées par la Grèce comme vitales à son existence ; des territoires sur lesquels, pour ce qui concernait la Macédoine grecque, ils n'avaient pas le moindre droit. Pourtant, les deux partis grecs interprétèrent le sujet de manières très différentes. Les Venizelistes affirmaient qu'il ne s'agissait que d'une preuve de plus de ce que la Grèce avait à attendre si elle défiait les puissances de l'Entente, et exhortaient à une jonction immédiate avec les Alliés pour éviter de pires déconvenues. Les royalistes, de leur côté, maintenaient qu'il s'agissait là de la preuve irréfutable que les Alliés ne considéraient la Grèce que comme un outil à utiliser puis à jeter, et concluaient que la Grèce ne pouvait en aucun cas accorder une confiance aveugle à des puissances aussi dénuées de scrupules. La rage teintée de désespoir des royalistes était même si importante que nombre d'entre eux se mirent à considérer l'Allemagne comme un sauveur possible, et les journaux grecs commencèrent à faire usage d'un langage qui aurait été impensable l'année précédente. « *Les Anglais sont des despotes, malgré leur prétendu amour*

pour la liberté ! » s'écria le *Nea Himera* d'Athènes. « *Ce complot infernal contre l'intégrité territoriale de la Grèce : voyez l'ouvrage de l'Angleterre !* » s'exclama l'*Embros*. Dans le même temps, le *Nea Alithia* de Salonique écrivit : « *Après la Serbie, voici venu le tour de la Grèce. À présent que la Russie et l'Italie ont suffisamment prouvé leurs appétits voraces au détriment de nos intérêts, il nous semble qu'il est grand temps de nous demander si la Grèce devrait vraiment chercher à figurer parmi les puissances de l'Entente. Franchement, non : car de l'endroit où les loups se rassemblent, les agneaux qui comptent rester en vie feraient bien de se tenir à l'écart. Les petites nations, et particulièrement la Grèce, devraient par conséquent tourner les yeux vers l'Allemagne, l'ennemie de la Russie et de l'Italie, ces deux implacables adversaires de l'Hellénisme.* »

Au mois de septembre 1915, la « *poussée* » austro-allemande en Serbie porta la crise intérieure grecque à son paroxysme. Le premier ministre Venizelos se préparait à soutenir la Serbie, mais le roi Constantin, déclarant qu'en l'absence d'un soutien allié adéquat, la Grèce allait donc partager le destin inévitable de la Serbie, refusait d'entrer en guerre. Venizelos démissionna, et le roi dissout ensuite le parlement veneziliste et nomma un ministère neutraliste pour s'occuper du pays.

La situation empira rapidement en partant de là. Les Alliés, comprenant qu'ils n'avaient rien à attendre de la part du gouvernement royaliste, se mirent à violer la neutralité grecque, s'emparèrent de la plus grande partie de la Macédoine grecque et utilisèrent les îles grecques exactement comme s'il s'était agi de territoires alliés. Le gouvernement royaliste, sombrant dans un sombre désespoir, se fit de plus en plus germanophile, et alla jusqu'à céder une forteresse frontalière de la Macédoine aux Allemands au mois de mai 1916. Le schisme intérieur vira à la guerre civile, Venizelos s'enfuit d'Athènes à l'automne 1916 et établit un gouvernement révolutionnaire à Salonique sous protection des Alliés. Les îles grecques se rallièrent pour la plupart à Venizelos, et la Macédoine grecque, déjà sous administration alliée, suivit, mais la Grèce

continentale resta fidèle au Roi.

Mais ceci signifiait que la révolution venizeliste avait échoué, et comme les royalistes aigris tournaient désormais franchement le regard vers les Allemands, les Alliés les considéraient comme des ennemis déclarés, à traiter de la sorte. La conquête teutonne de la Roumanie faisait cependant de l'effondrement des Royalistes un sujet dangereux. Les Alliés se mirent donc à essayer de parvenir à leurs fins en passant par un désarmement progressif des forces grecques, soutenant leurs demandes par un blocus maritime de la Grèce, qui menaçait cette terre stérile de famine. Telle est la situation qui continue de persister après plusieurs mois de blocus. La guerre formelle entre la Grèce et les Alliés a été évitée, même si d'importants affrontements armés se sont produits. La Grèce est réduite à l'extrémité la plus effroyable, et de nombreux habitants sont bel et bien morts de faim. Néanmoins, le Roi Constantin persiste dans son refus de se désarmer, et les Grecs vivant sur le continent continuent de soutenir leur souverain. Il est impossible de prédire l'issue que prendra cette crise, ce qui n'est pas d'une grande importance pour la situation européenne générale, car la Grèce a perdu le plus gros de son importance politique ou militaire.

Mais nonobstant la manière dont la situation va évoluer, et la manière dont la guerre se terminera, la détresse de la malheureuse Grèce reste déplorable. L'avenir de l'Hellénisme, si éclatant et prometteur il y a 3 ans, est aujourd'hui englué dans une morosité impénétrable. À ce jour, la Grèce a pratiquement cessé de constituer une nation indépendante et auto-suffisante. La moitié de son territoire est entre des mains étrangères, et pire encore, ses enfants sont divisés en factions inconciliables dont les haines fanatiques empêchent la solidarité nationale et peuvent provoquer la perte de l'ensemble de l'héritage racial hellénique.

7.4 La Roumanie

À de nombreux égards, la Roumanie est très différente des autres États des Balkans. La Serbie et la Bulgarie sont fondamentalement des démocraties paysannes, dépourvues de grandes villes et de centres industriels, et ne disposant pratiquement d'aucune stratification sociale. Il s'agit donc fondamentalement de nations de petits propriétaires terriens, très empruntés et capables de faire entendre leur voix aux dirigeants de leurs pays respectifs. La Grèce, quoique plus complexe socialement, est très proche d'eux politiquement. Tous les Grecs, qu'il s'agisse de citadins, de navigateurs, de pêcheurs ou de paysans, sont très éveillés aux questions actuelles et déterminés à prendre leur part dans la direction des destinées d'Hellas.

Mais en Roumanie, les choses sont très différentes. La Roumanie est restée, socialement, au Moyen Âge. Sa manière de vivre reste d'un caractère positivement féodal. À l'apogée de la pyramide sociale, on trouve une classe de propriétaires terriens bien nés, connus sous le nom de « *Boyards* » ; et en dessous se trouve une grande masse paysanne, pauvre, sans instruction, souvent constituée de serfs dénués de tout bien travaillant sur les grandes propriétés des Boyards. Il n'existe guère de classe moyenne. Ce qui en tient lieu en Roumanie est constitué d'une classe récente, qui a grandi comme un champignon, constituée de dirigeants, de professions libérales, et de divers aspirants à ces postes et privilèges.

Les Roumains ne prennent guère part à la vie économique de leur pays. Les marchands, fabricants, banquiers, commerçants, et même les artisans qualifiés sont presque tous étrangers. Comme dans l'Europe médiévale, les nombreux Juifs constituent une caste séparée, de caractère largement parasitaire, persécutée et méprisée.

Une autre particularité de la Roumanie réside dans le rôle extraordinaire de sa capitale. On avait pour habitude de dire que Paris était la France. Il est tout à fait exact que sur la plupart des sujets, Bucarest est la Roumanie. Aussi grande que toutes les

autres villes roumaines rassemblées, Bucarest, avec sa population de 350 000 habitants, se targue d'être une ville de lumière, tenant le flambeau au milieu d'un océan de rusticité. La Paris de l'Est. . .Ici vivent les grandes familles aristocrates, les personnes du plus haut degré de raffinement, qui préfèrent la vie gaie et moderne de la capitale à la monotonie de leurs immenses propriétés, abandonnées à des contremaîtres étrangers ou juifs. C'est ici qu'affluent tous les jeunes hommes brillants qui désirent forger une carrière dans les sphères politiques, littéraires, ou dans les professions libérales.

Au vu de ces circonstances, il faut bien veiller à comprendre ce que désigne l'« *opinion publique* » roumaine. En matière de politique étrangère, notablement, ce terme désigne l'opinion de l'aristocratie terrienne et de l'élite instruite vivant en ville, et surtout à Bucarest. Ici, le paysan roumain ne compte absolument pour rien. Habitué depuis des temps immémoriaux à sa soumission aux Boyards, il laisse ces sujets lointains aux cerveaux de Bucarest. Une seule chose l'intéresse fondamentalement — la terre. Il veut de la terre pour lui-même et sa très grande famille ; il veut être libéré de sa dépendance oppressive envers le Boyard et son brutal contremaître étranger ; il veut sortir des griffes du Grec, du Juif et de l'usurier-colporteur arménien qui infeste les campagnes et lui suce le sang aussitôt que ses habitudes irréfléchies le mettent en position de débiteur. Il y a dix ans à peine, un terrible soulèvement paysan a menacé la Roumanie de dissolution sociale.

Très au-dessus de ce mécontentement volcanique, Bucarest joue le jeu politique avec une passion fantasque et en faisant montre d'abandon artistique. Les intrigues politiques par mètre carré sont bien plus nombreuses à Bucarest qu'en toute autre ville du monde — ce qui en dit beaucoup. Les hommes politiques roumains ont également les mains particulièrement réceptives aux « *arguments* » concrets — ce qui en dit encore plus. Dans l'ensemble, on peut avancer sans prendre de risque que les actions de la Roumanie sont, plus que dans tout autre pays d'Europe, dictées par la « *politique* » davantage que par le sentiment populaire.

Si l'on examine le point de vue d'une partie de la nation dont l'opinion pèse un poids auprès des hommes politiques en exercice — l'élite instruite de Bucarest, on découvre une attitude singulièrement complexe. Le Roumain instruit est inspiré par la « *Grande Idée* » balkanique habituelle — l'union de toute la race au sein d'une « *Grande Roumanie* », disposant de l'hégémonie sur les Balkans et arbitre de leurs destinées. Cette idée est profonde, car la population du royaume de Roumanie actuel se chiffre à moins de huit millions d'âmes, alors que la race roumaine compte au total quatorze millions d'âmes. L'union de ce peuple extrêmement prolifique au sein du cadre d'un seul organisme étatique ferait quasiment de la Grande Roumanie une Puissance de premier ordre.

Mais la voie vers une Grande Roumanie est pavée de difficultés considérables. Fort peu parmi les Roumains « *irrédents* » résident dans les petits États balkaniques du Sud ; la grande majorité vit sous l'administration des puissants voisins de l'Est et de l'Ouest de la Roumanie — deux millions dans la province russe de Bessarabie, trois millions et demi dans les provinces austro-hongroises de Bukovine et de Transylvanie. Dans la mesure où ni l'Autriche-Hongrie, ni la Russie ne céderaient volontairement ces provinces, la seule chance de la Roumanie est de prendre des territoires à l'une ou à l'autre au gré de leurs faiblesses passagères. Qui plus est, la petite Roumanie devrait évidemment s'allier avec l'un de ses voisins géants pour démembrer l'autre.

De ce fait, la guerre européenne, qui a soulevé de nombreux espoirs irrédentistes roumains, a divisé les impérialistes roumains en deux camps, l'un exhortant à une alliance avec la Russie, et l'autre à une ligue avec l'Autriche-Hongrie. Le problème a en outre été compliqué par le fait désagréable que si la Roumanie avait la malchance de se ranger du côté des perdants, le vainqueur allait sans doute envahir l'ensemble de la Roumanie actuelle, et l'éliminer absolument.

Les impérialistes roumains, ainsi déchirés entre espoirs et craintes, se sont rapidement divisés entre une faction violente pro-alliée, sous

direction de M. Take Jonescu, et une faction pro-teutonne toute aussi violente avec à sa tête MM. Carp et Marghiloman, et ces factions se sont beaucoup battues pour attacher la Roumanie à l'alliance par chacune préférée.

La littérature propagandiste roumaine est à la fois copieuse et pittoresque, mais la citer ne serait d'aucun intérêt pratique, car elle ne représente aucune réalité ultime. La décision prise par la Roumanie a été déterminée, non pas par la pression de l'opinion publique, mais par les machinations secrètes de la haute noblesse et des hommes politiques les plus influents, et l'activité de ces dirigeants roumains a par ailleurs été en grande partie pilotée par les pressions clandestinement appliquées par les Grandes Puissances rivales, avec tout le lot de pots-de-vin et de corruption que l'on peut imaginer.

L'histoire vue de l'intérieur de l'entrée en guerre de la Roumanie ne peut pas être écrite pour le moment. Le point important à noter est que la conduite de ses armées après l'intervention a révélé avec une clarté fulgurante le trait malsain des bases de la vie nationale roumaine. La machine militaire roumaine s'est mise à produire des craquements inquiétants dès le début, et a fini par éclater en morceaux. Le corps des officiers, perclus de généraux politiques, n'était pas en mesure de diriger les opérations ; l'intendance, grevée de corruption, ne suivait pas ; et les soldats-paysans, frappés par la pauvreté et intéressés uniquement par une réforme agraire, se sont battus sans enthousiasme.

Quelle que soit l'issue de la guerre, l'impérialisme roumain a reçu un coup dont il pourrait ne jamais se remettre. Au cours de son long règne, feu le Roi Carol, au travers de son habileté diplomatique et de ses liens dynastiques, avait donné à la Roumanie une importance politique qui n'était pas assurée par des faits intrinsèques. La bulle du prestige roumain a désormais été percée par l'épée acérée de la guerre. Si elle devait bénéficier à nouveau d'une pleine indépendance, la Roumanie devrait rebâtir son édifice étatique effondré sur des fondations bien plus saines, si elle aspire

à jamais atteindre la position qu'elle considère comme son dû.

Chapitre 8

La Turquie et l'Est musulman

De nombreuses années durant, les observateurs compétents ont noté l'éveil du monde musulman. Comme pour tous les mouvements sérieux, les racines de ce renouveau plongent loin dans le passé, et quelques yeux attentifs en ont discerné les premiers mouvements il y a un demi-siècle. Mais la marée n'a commencé à monter rapidement qu'à l'issue de la guerre russo-japonaise. Les conséquences indirectes de ce triomphe d'un peuple non-européen sur une puissance européenne de premier ordre ont déjà été prodigieuses, et ne constituent qu'un début.

L'accélération morale des victoires japonaises fut ressentie dans toutes les régions d'Asie et d'Afrique, mais le stimulus en fut particulièrement fort pour le monde musulman. Car l'Islam était déjà en plein ferment. Cela faisait suite pour partie à des causes régénératrices trop profondes pour une brève analyse, mais dans une vaste mesure, le phénomène avait été provoqué par la pression hostile exercée par l'Occident conquérant, qui avait depuis longtemps soumis tous les nouveaux domaines de l'Islam à sa volonté impérieuse.

La crainte de l'Europe chrétienne était le fondement de cette propagande « *pan-islamique* » qui menaçait l'Occident d'une « *Guerre Sainte.* »

La décennie qui s'est écoulée entre le conflit russo-japonais et la guerre européenne a fortement vu croître les tensions entre les mondes musulman et chrétien.

Au moment précis où l'Islam s'enchantait d'une nouvelle confiance en soi et d'un nouvel espoir, la chrétienté redoubla son agression contre l'Islam. Au cours de cette décennie, deux des quatre États musulmans qui restaient — le Maroc et la Perse — furent dévorés par l'insatiable Occident. Seuls survécurent le lointain Afghanistan et la Turquie, et celle-ci sortait marquée par la guerre et mutilée, après la perte de ses provinces balkaniques et de Tripoli.

La chute de la Perse évoqua des lamentations particulièrement amères en Islam. Car la Perse est d'une importance bien plus profonde pour l'Islam qu'il n'y paraît à première vue. La vaste ceinture du monde musulman, qui s'étend du Maroc à la Chine, se rétrécit ici en des proportions particulièrement fines, et la plupart des Musulmans considèrent le plateau iranien situé entre la Mer Caspienne et le Golfe Persique comme le pont vital reliant les deux moitiés de l'Islam. Il est vrai que les Perses sont des hérétiques chiites, mais la vieille rancœur entre l'orthodoxie sunnite et le chiisme s'est fortement adoucie au vu du sentiment croissant récemment de solidarité face au péril européen.

Quoique l'Islam intégrât tous les Européens dans la portée de son inimitié, sa colère était particulièrement centrée sur les nations constituant la « *Triple Entente* » au cours des années ayant précédé la grande guerre. La Russie avait toujours été considérée comme ennemie numéro un de l'Islam. La France, conquérante de l'Afrique du Nord musulmane, était la proche alliée de la Russie. L'Angleterre, jadis populaire en Islam, avait été suspecte depuis qu'elle s'était emparée de l'Égypte, puis largement détestée du fait de son entente avec la Russie et l'étranglement anglo-russe de la Perse. L'Allemagne, de l'autre côté, avait fait montre d'une amitié

constante envers l'Islam. L'Allemagne était la seule grande puissance d'Europe à ne détenir aucun territoire musulman. Le Kaiser allemand s'était en plusieurs occasions déclaré solennellement ami et protecteur du monde musulman. Enfin, depuis plus de vingt ans, des soldats et ingénieurs allemands avaient œuvré pour doter la Turquie de l'équipement technique moderne et de l'organisation nécessaire à sa survie.

Il n'est donc pas surprenant qu'au moment où éclata la guerre européenne, les sympathies musulmanes, surtout en Turquie, s'orientassent vers l'Allemagne. Ces sympathies restaient certes toutes relatives. La première impulsion naturelle fut une sinistre satisfaction de voir ce grappin de mort attaché à l'Europe, chose que les Musulmans étaient enclins à considérer comme un jugement d'Allah sur l'arrogance et la cupidité européennes. Aussi, le *Tanine* de Constantinople, journal le plus sérieux de Turquie, remarqua au sujet des puissances européennes : « *Elles n'ont pas voulu regarder les maux de leurs propres pays ou d'ailleurs, mais se sont immiscées au plus bénin incident à nos frontières ; chaque jour, elles rognaient une part de nos droits et de notre souveraineté ; elles pratiquaient la vivisection sur notre chair frémissante et y coupaient de gros morceaux. Et nous, avec dans nos cœurs un esprit de rébellion contrôlé énergiquement, et avec nos poings serrés mais impuissants, silencieux et déprimés, murmurions alors que le feu brûlait : "*Oh, puissent-ils tomber les uns avec les autres ! Oh, puissent-ils se manger les uns les autres ! *" Et voici qu'aujourd'hui ils se mangent entre eux, exactement comme le Turc désirait qu'ils le fissent. Quoique le peuple puisse dire, une justice fondamentale réside dans la nature des choses, qui finira par sortir à la lumière. Au visage des affligés et aux victimes de l'injustice, elle apporte le sourire, ainsi qu'un éclat de joie dans leur cœur.* »

Nonobstant ce sous-courant impartial de sentiment contre tous les Européens, la plupart des Turcs estimaient que leur seule chance de survivre passait par la saisie de l'opportunité en or présentée par le schisme européen, en rejoignant le conflit du côté teuton. Ils

savaient que les puissances de l'Entente avaient depuis longtemps condamné à mort la Turquie, comme la Perse. Les garanties prodiguées par l'Entente pour l'« *intégrité* » ottomane en échange de la neutralité ottomane furent accueillies avec un mépris railleur. « *Qu'est-ce que les "*garanties*" semblables avaient apporté au Maroc ou à la Perse ? Qu'avait valu la promesse solennelle d'"*intégrité*" ottomane faite à la Turquie deux années avant le début des guerres balkaniques ? Les journaux russes ne s'employaient-ils pas ouvertement à discuter de l'inévitable partition de l'héritage de l'"*Homme Malade*" ? L'Enfer fût des mensonges du Giaour parjure !* »

Ce n'était pas que l'on accordât une grande confiance au Teuton. Le Teuton était un Giaour comme les autres. Mais une Turquie intacte relevait des intérêts teutons. Le Teuton désirait maintenir l'unité de la Turquie pour la développer et l'exploiter complètement. Une fois la Turquie réorganisée, et devenue forte, peut-être que les Fils d'Othman, à l'instar des Japonais, pourraient montrer la porte aux Européens. En tous cas, c'était là que résidait la seule chance pour la Turquie. L'autre voie menait à une mort certaine et rapide. Aussi, au début du mois de novembre 1914, elle fit le saut, défia les puissances de l'Entente, et entra dans la grande guerre.

Cette décision provoqua un vif enthousiasme de la part de la presse de Constantinople. « *Aux armes pour l'énorme conflit !* » s'écria l'*Ikdam*. « *Nous marcherons glorieusement de l'avant, certains de notre dessein et confiants en sa réalisation. Car nous savons que tous les Musulmans, proches et éloignés, sont avec nous, et que nous autres Musulmans ne sommes pas seuls. Nous avons d'autres amis, des amis qui sont déjà des champions victorieux de la guerre. Nous luttons côte à côte avec eux.* »

Les puissances de l'Entente faisaient chacune l'objet de condamnations séparées. Au sujet des aspirations russes sur Constantinople, l'*Ikdam* remarqua : « *Ce rêve russe n'est pas chose nouvelle ; il s'agit d'un plan concocté avec soin il y a des années. Si la meilleure manière de traiter un espoir absurde est d'en rire, il*

est impossible pour les Turcs de ne pas s'en irriter. Mais nous ne devons pas nous chagriner au sujet des desseins de la Russie. La Turquie, avec l'aide de Dieu, avec la force de son armée et de sa marine, avec la dévotion et l'esprit de sacrifice de son peuple, va rendre impossible la réalisation d'un tel rêve. »

On ne prenait pas de gants non plus au sujet de la Grande-Bretagne. Dans un article paru sous le titre « *Angleterre hypocrite,* » le *Tanine* écrivit : « *Depuis la guerre balkanique, dans sa gestion du monde musulman, l'Angleterre s'est couvert la face d'un voile d'hypocrisie. Aujourd'hui, le masque a chu du visage de notre ennemi ; nous savons où nous en sommes...L'Angleterre prétend que nous prenons les armes sous pression de l'Allemagne, au lieu d'admettre le fait que nous nous battons pour la vengeance de tous les Musulmans face à l'oppression que l'Angleterre leur a imposée. Terminée l'hypocrisie ! Dieu est avec le juste. Nous devons gagner, et nous gagnerons.* »

La France n'échappait pas non plus aux condamnations turques. « *Cette guerre,* » affirma le *Tanine*, « *a ouvert un abîme entre la Turquie et la France, qui ne sera jamais comblé, et nous n'avons que peu de regrets pour cela. La Turquie et la France resteront ennemies une fois la guerre terminée. Car nous savons désormais que les idées que nous entretenions au sujet de la civilisation française étaient fausses. Nous voyons désormais que la civilisation française est dénuée de vigueur, de sincérité et de justice ; qu'elle est bruyante et présomptueuse, mais inefficace ; que sur la base d'une telle civilisation, une nation ne peut pas bâtir d'espoirs en un avenir prospère. Nous avons appris cela de la guerre actuelle, et tout espoir que les Français pourraient caresser d'un renouveau d'amitié avec nous serait vain. Nous resterons ennemies.* »

L'Allemagne faisait bien sûr l'objet d'éloges vibrants. Le Sheik Abdul-Aziz Tchawisch, recteur de l'Université de Saladin, à Médine, expliqua les bases du pro-germanisme musulman en écrivant dans la *Deutsche Revue* : « *De nombreuses années durant, mes amis et moi avons médité aux problèmes de l'Islam, et nous avons*

compris avec quelle cruauté nous avons dû subir la domination des races latines, anglo-saxonnes et slaves. Il fallait donc que nous nous alliassions avec un peuple disposant d'un haut niveau de culture, dont les intérêts politiques et économiques fussent alignés avec les nôtres. À cette fin, nous ne pouvions choisir d'autre peuple que les Allemands, car leurs amis sont nos amis, et leurs adversaires sont les ennemis de l'Islam. Il se trouve ainsi qu'Allemands et Musulmans se complètent les uns les autres. »

À la mi-novembre 1914, la proclamation de la « *Guerre Sainte* » gonfla la vague de l'enthousiasme turc, qui se fit déluge. On s'attendait désormais à un soulèvement général de l'ensemble du monde musulman, et les puissances de l'Entente étaient représentées comme titubant sous ce coup mortel. « *L'aide de l'illustre Prophète,* » s'écria le Sultan au cours d'une déclaration publique, « *assurera inévitablement notre réussite, et la chute abrupte de nos ennemis.* »

Ces espoirs assurés n'étaient cependant pas voués à être exaucés. La proclamation de la Guerre Sainte provoqua sans aucun doute un certain niveau de désordre dans le monde musulman. En Égypte, le mécontentement déjà perceptible contre l'administration britannique fut attisé et chauffa de manière plus dangereuse, et certaines régions sauvages, telle la frontière Nord-Ouest de l'Inde et des coins reculés du Soudan du Nord en Afrique, prirent ouvertement les armes. Mais hors de l'Empire ottoman, la grande masse des Musulmans orthodoxes refusa de répondre à l'appel. Le fait que le Commandeur des Fidèles fût en étroite alliance avec deux puissances chrétiennes refroidissait les ardeurs et teintait la « *Guerre Sainte* » d'un caractère trop politique. Les soixante millions de Musulmans indiens, desquels on avait beaucoup attendu à Istanbul, s'avérèrent indifférents, voire hostiles. L'Aga Khan, un éminent musulman indien, déclara : « *Il ne s'agit pas de la volonté propre du Sultan, mais de la volonté des officiers allemands et d'autres non-Musulmans, qui l'ont forcé à se soumettre à eux. Si l'Allemagne est victorieuse, la Turquie sera un vassal de l'Allemagne. Le représentant du Kaiser sera le véritable dirigeant et contrôlera les villes*

saintes. » Et l'*Amrita Bazar Patrika*, influent journal musulman de Calcutta, affirma : « *Au vu de l'aspect actuel de la guerre en Europe, il faut faire savoir à tous qu'à ce stade critique, les Musulmans d'Inde ont pour devoir de s'en tenir fermement à leur ancienne loyauté éprouvée envers le Raj britannique.* » L'Ameer d'Afghanistan maintint une stricte neutralité, et aida même les Britanniques à apaiser les tribus insurgées de la Frontière du Nord-Ouest. L'Inde avait indubitablement connu de graves soulèvements depuis le début de la guerre, mais ils avaient davantage été le fait de terroristes hindous, dont les activités avaient déjà perturbé l'Inde au cours des années précédant la guerre européenne, que d'actions musulmanes.

L'échec du Jihad provoqua une vive déception parmi les Turcs. Au début, leur foi en leur réussite finale persista. « *Bien sûr,* » affirma le *Tasfiri Efkyar* de Constantinople, « *il ne fallait pas s'attendre à une réponse générale immédiate à l'appel au Jihad. Il faut que du temps s'écoule pour que l'appel parvienne aux lieux éloignés et que la réponse nous parvienne. Le message du Calife doit traverser des déserts et trouver sa voie jusqu'au cœur et aux pensées intimes des fidèles. Des échos encourageants nous parviennent d'ores et déjà. L'appel doit trouver son chemin de mosquée à mosquée, d'un village à l'autre ; le peuple est éparpillé, et l'unifier en une grande entreprise demande du temps. S'il faut faire preuve de patience pour obtenir une réponse de la part des implantations lointaines du territoire ottoman, une patience plus grande encore est demandée pour que l'appel prenne pleinement effet dans l'ensemble du monde musulman ! Nos ennemis peuvent exulter de ce retard, et y fonder leurs espoirs. L'illusion de ces espoirs sera pleinement révélée dans l'avenir proche.* » Mais cette prophétie resta sans suite. À Tripoli, les derviches de Senussi, dans le Sahara, provoquèrent une insurrection générale qui repoussa les Italiens jusqu'à la côte, mais ailleurs, les précautions rigoureuses adoptées par les autorités européennes suffirent à bloquer la minorité fanatique.

Leurs attentes d'un soulèvement général du monde musulman déçues, les Turcs recentrèrent leurs espoirs sur l'Égypte et la Perse.

Sur ces deux territoires, on pouvait certes s'attendre à de sérieux problèmes. L'Égypte avait toujours été rétive à l'administration britannique. Le fanatisme islamique du peuple était puissamment étayé par un fort mouvement d'indépendance « *nationaliste* » parmi les intellectuels qui avaient pétri l'Égypte d'un désordre chronique et avaient récemment contraint la main de fer de Lord Kitchener à sévir. Qui plus est, Abbas Hilmi, le Khédive en titre, était franchement anglophobe, et se retrouvant à Constantinople au moment de l'éclatement de la guerre européenne, il refusa de rentrer en Égypte et se rallia aux Turcs.

L'Angleterre s'alarma véritablement de cette situation. Le canal de Suez était un lien vital pour les éléments constituant l'Empire, et la plupart des Anglais reconnaissaient que si une armée turque entrait en Égypte, le pays serait la proie des flammes. Les Coptes, chrétiens natifs, restaient zélés dans leur fidélité à l'administration britannique, et une minorité loyaliste existait parmi les Musulmans, dont nombre d'éléments rêvaient à un retour de l'ancien régime turc corrompu. L'Angleterre agit sans attendre, et remplaça le Khédive en exil par son cousin, Hussein Kamel, qui fut proclamé sultan indépendant sous protection britannique. Les loyalistes égyptiens semblèrent accueillir ces mesures drastiques avec satisfaction. Leur journal principal, *Al Mokattam* (le Caire), écrivit à la fin de l'année 1914 : « *La nation égyptienne, en ce moment critique, a reçu le changement de statut de l'Égypte avec satisfaction et gratitude, sachant que celui-ci est réalisé dans l'intérêt du pays et des générations à venir.* » Et un autre journal loyaliste, *Al Moayyad* qualifia comme suit les appels ottomans à la « *Guerre Sainte* » : « *L'ingérence de la Turquie dans le présent conflit a constitué une folie injustifiée, et par ses actions, la Turquie a perdu ses droits sur le Califat. Les revendications de la Turquie au Califat sont injustifiables. De quel droit les Turcs, anciens descendants Mongols d'Othman, usurperaient-ils le Califat des mains des véritables descendants et successeurs de Mahomet ?* »

Mais ces imprécations loyalistes ne représentaient pas le cœur

de l'opinion publique égyptienne, indubitablement pan-islamique et désireuse de voir la fin de l'administration britannique. Au moment où éclata le conflit européen, avant que l'entrée en guerre de la Turquie contraignît les Britanniques à adopter des mesures extrêmes, même une censure rigoureuse ne parvint pas à éviter complètement la virulence de la presse locale. Par exemple, à la mi-août 1914, l'influent journal *EshSha'ab*, successeur du journal *Al Alam* qui venait d'être interdit, écrivit : « *La vie du Saint Califat et de l'ensemble du monde musulman dépend du sacrifice que la vaillante armée turque va produire.* » Et peu après, il écrivit : « *Les Musulmans n'ont pas d'autre espoir que de voir les nations de la chrétienté se lever les unes contre les autres. Quant à nous, qui avons la Foi, restons à distance et regardons. Mais n'oublions pas que le triomphe de l'Allemagne est plus propice aux intérêts de l'Islam que le triomphe des Slaves.* » Pour avoir publié cela, *Esh-Sha'ab* fut définitivement interdit, et lorsque la Turquie entra en guerre, les autorités britanniques prononcèrent la dissolution de l'ensemble de la presse locale, à l'exception de quelques journaux loyalistes choisis.

Cependant, le mécontentement égyptien continuait de se développer clandestinement. L'armée égyptienne était si peu digne de confiance que les Britanniques n'osaient pas en faire usage, et la maintinrent en pratique dans ses casernes durant toute la guerre. Les raids turcs sur le Canal de Suez soulevèrent une émotion publique refoulée, et la proclamation du Sultan turc au peuple égyptien, transmise clandestinement malgré la vigilance britannique, produisit sans aucun doute une impression considérable. « *À mes chers Égyptiens,* » affirmait le document. « *Vous savez comment l'Angleterre s'est emparée de la direction du pays. Cela a été un chagrin perpétuel pour moi de vous voir souffrir sous la tyrannie anglaise, et j'ai attendu un moment favorable pour mettre fin à cet état de fait. Je remercie le Tout-Puissant de m'avoir gratifié de l'occasion heureuse de vous délivrer de l'ennemi et de son ingérence dans vos affaires, et à vous apporter votre autonomie et vos*

libertés. Je suis certain que l'amour pour leur pays amènera mes Fils égyptiens à prendre part à cette guerre de libération avec tout le zèle dont ils sont capables. — Mehmed V. »

L'attitude nationaliste égyptienne fut clairement éclairée par un manifeste produit par l'un de ses dirigeants, Mohammed Farid Bey, émise depuis son lieu d'exil à Genève, en Suisse, au début de l'année 1915. Il protestait fortement contre « *le nouveau régime illégal proclamé par l'Angleterre le 18 décembre dernier. L'Angleterre, qui prétend faire la guerre à l'Allemagne pour défendre la Belgique, ne devrait pas piétiner sous sa botte les droits de l'Égypte, ni considérer les traités relatifs à ce pays comme des* "torchons de papier." *La nation a reçu ce changement avec très mauvaise grâce, et attend avec impatience l'arrivée de l'armée de libération ottomane...Les Égyptiens attendent avec calme, mais non sans impatience, le résultat heureux qui mettra fin à l'assujettissement de leur pays aimé et de l'usurpation de Hussein Kamel. Lui-même et ses complices recevront alors le châtiment qu'ils méritent.* » Cependant, la défense anglaise du canal de Suez résista à tous les assauts lancés par la Turquie, et l'Égypte, submergée de soldats britanniques, sombra dans un silence morose.

En Perse, les tentatives turques furent couronnées d'un succès nettement plus tangible. Le coup d'État anglo-russe de 1911 avait en pratique mis fin à l'indépendance de la Perse. Celle-ci se trouvait suite à l'événement divisée en une « *sphère d'influence* » russe au Nord, une sphère britannique au Sud, et une zone « *neutre* » entre les deux. Cette situation n'avait pour autant reçu aucun assentiment de la part du peuple persan. Le sursaut national d'avant 1911 avait été tellement intense, et s'être fait arracher la coupe de la liberté alors qu'elle était si près des lèvres arides de la nation avait plongé les patriotes persans dans une situation de rage désespérée, si bien qu'ils étaient prêts à toutes sortes d'actions violentes.

Les Turcs étaient bien au fait de tout ceci, qui avaient édifié des espoirs élevés sur le désordre qui prévalait en Perse. Aussitôt l'entrée en guerre de la Turquie, des colonnes de troupes légères

furent envoyées traverser la frontière perse, cependant que de nombreux émissaires turcs et allemands, sous la direction compétente du prince Henry de Reuss, semèrent le mécontentement dans tout le pays. La réponse populaire à cette action turco-teutonne fut tellement vaste que pour un temps, il apparut que la Perse allait s'enflammer en insurrection nationale d'un bout à l'autre. Malgré l'envoi d'importantes forces militaires russes et britanniques en Perse, de vastes sections du pays se révoltèrent, cependant que l'invasion turque continuait de gagner du terrain.

Ces événements suscitèrent bien entendu d'importants espoirs à Istanbul. On peut juger de la portée des attentes sur la base des propositions en vue d'une triple Alliance turco-perso-afghane discutée sérieusement par la presse turque au début de l'année 1915. « *Au sein des classes instruites et éclairées de Téhéran, l'idée d'une triple Alliance en Asie de l'Ouest gagne du terrain et de la force,* » écrivit le *Tanine*. « *Cette alliance entre la Turquie, la Perse et l'Afghanistan se fédérera bien sûr avec la triple Alliance d'Europe — l'Allemagne, la Turquie et l'Autriche-Hongrie. Que cette idée fasse l'objet d'un excellent accueil non seulement au sein du Califat, mais aussi dans tous les centres d'influence musulmane, cela va sans dire. Nous avons longtemps attendu un tel développement. La proposition va certainement gagner en force, étant portée à l'attention sérieuse et urgente des dirigeants des parties concernées...En notre temps, ni les liens religieux, ni les liens raciaux ne sont essentiels pour la souscription d'une alliance. La communauté d'intérêts est le seul critère indispensable. Les intérêts de la Turquie, de la Perse et de l'Afghanistan sont les mêmes, comme nous l'avons souvent montré dans le détail ci-dessus. Unifiés et fédérés avec les puissances centrales d'Europe, ces trois pays exerceront une influence impérieuse en Asie de l'Ouest, et constitueront une contribution notable au progrès du monde. Ils sont de très longue date liés les uns aux autres par la religion et la langue, et leur alliance constitue une nécessité logique. Nous devons répéter que celle-ci est fondée, non pas sur une communauté de religion, mais*

sur l'identité d'intérêts politiques et économiques, de besoins vitaux qui doivent être résolus ; mais nous reconnaissons que, du point de vue de la Perse, les différences religieuses sont négligeables. » « *L'Allemagne et l'Autriche,* » affirma le *Sabah*, « *ont promis d'assurer l'intégrité de l'Empire ottoman ainsi que notre souveraineté en Égypte et à Chypre. La presse austro-allemande applaudit l'idée d'une alliance turco-perso-afghane...L'Allemagne limite sa ligne politique aux questions économiques. Une telle politique est compatible avec les droits des nations asiatiques à l'existence, à l'indépendance, à la civilisation et au progrès : et ceci établit une communauté d'intérêts entre la triple Alliance et les puissances asiatiques. La politique suivie par les deux groupes de puissances explique les raisons de la haine profonde que les nations asiatiques ressentent envers les puissances de la triple Entente.* »

Le seul nuage visible à l'horizon était l'hésitation du Shah à se déclarer ouvertement pour les turco-teutons, si bien que le poids de la couronne perse faisait osciller la balance. Il s'ensuivit rapidement une note d'avertissement dans les appels produits par la Turquie. Au mois de mai 1915, le *Tanine* écrivit : « *Lorsque la guerre a commencé, entrer dans le conflit face aux deux grandes puissances, l'Angleterre et la Russie, aurait été pour la Perse une action imprudente et aveugle. Elle aurait subi une vengeance terrible pour sa folie. Elle était contrainte de rester neutre. Mais elle a le devoir de montrer qu'elle entretient le désir et le droit de vivre comme une nation. Si elle désire préserver son existence nationale une fois cette guerre terminée, la Perse ne peut pas rester à jamais neutre au milieu de cette puissante lutte entre nations. Cette pression qui s'exerce sur elle pour prendre part à la guerre ne fait que croître, jour après jour. Les Perses éclairés le savent aussi bien que nous. L'Angleterre et la Russie ont prévu de se partager la Perse en la divisant. Elle constitue un gros morceau au goût tendre, et elles sont toutes prêtes à l'avaler. Si ces puissances sortent victorieuses de la guerre, la Perse sera rayée de la carte, son existence nationale sera terminée, car nous savons comment les peuples faibles*

s'en sortent en de telles situations. Le seul espoir de salut pour la Perse est de nous rallier, ainsi que nos alliés, sans attendre, car les événements actuels nous donnent quatre-vingt-dix chances sur cent de l'emporter, avec l'Allemagne et ses alliés. » Et à la fin de l'été 1915, le *Tanine* affirma : « *Les nations qui connaissent la situation qui est actuellement celle de la Perse ne se font pas sauver par la diplomatie. En toute amitié, nous affirmons à nos voisins et coreligionnaires qu'il n'existe qu'une seule voie vers le salut. Lorsque cette guerre prendra fin, la carte actuelle de l'Europe et de l'Asie de l'Ouest sera modifiée. Si la Perse espère alors entrer dans une période de prospérité, elle doit dès à présent démontrer qu'elle mérite une telle prospérité. Cette guerre prendra fin un jour, et autour d'une table, là où les conditions de paix seront définies, elle rencontrera les représentants des peuples dont les fils auront été sacrifiés par milliers, oui, par millions. Si la Perse espère des décisions de la part des hommes qui seront assis autour de cette table, de nature à lui assurer la vie et la paix, elle a une chose à faire aujourd'hui : avec le mot d'ordre : "*la liberté ou la mort*", elle doit se lancer dans la brèche, et avec nous, piétiner l'adversaire.* »

Mais le gouvernement persan n'était pas voué à adopter des résolutions de cette nature héroïque. Déchiré entre les menaces voilées des Turco-Teutons et les menaces encore plus tangibles proférées par les anglo-russes, le jeune Shah et ses timides conseillers tombèrent dans un état d'irrésolution terrifiée, et finirent par suivre la tradition perse consistant à ne rien faire du tout. Le résultat fut conforme à ce que l'on aurait pu attendre. Les deux alliances opposées déversèrent des troupes fraîches en Perse, et au milieu des combats et des propagandes rivales, la malheureuse Perse sombra dans une anarchie totale. La masse du peuple persan était sans aucun doute hostile aux Anglo-Russes et amicale envers les Turco-Teutons, mais les pots-de-vin et les intimidations anglo-russes influencèrent les Perses haut placés à opter pour l'Entente.

Ainsi la Perse a-t-elle continué de vivre jusqu'à présent. . .le terrain de bataille intensément contesté de puissances étrangères ri-

vales et de factions intérieures. La seule chose qui est certaine est que le territoire perse s'enfonce sans fin dans un bourbier de plus en plus profond, empreint d'anarchie et de ruines.

Jusqu'au printemps 1916, la Turquie conserva une humeur optimiste. Et malgré l'échec de la Guerre Sainte, la déception en Égypte, et les opérations non-décisives en Perse, les Turcs avaient de bonnes raisons de maintenir cet optimisme. Le déluge d'alarmes, lors de l'attaque anglo-française qui avait été lancée contre les Dardanelles au mois de mars 1915, laissa bientôt la place à l'exultation du fait de l'obstination invincible de la défense turque. Le *Tanine* fanfaronna sur le fait que la Turquie avait « *détruit le mythe de la puissance navale anglaise,* » et poursuivit : « *Ces Turcs, méprisés par le monde entier, ont héroïquement osé dévoiler leur poitrine pour la défense des forteresses de leur pays, face aux attaques de l'ennemi. La flotte anglaise devait, en deux jours, réduire au silence les forts et renverser la capitale ottomane, et rayer le nom Ottoman de la carte ! Comme le résultat est différent ! Les Turcs, faibles et insignifiants, se sont avérés plus qu'au niveau de la fière Britannia, et le monde entier s'est posé des questions. Nous avons fait face à cet ennemi de toute humanité et à toutes ses menaces, et nous avons révélé l'ineptie de toutes ses fanfaronnades. Nous sommes à présent les premiers à nous réjouir, mais nous avons également établi un exemple à suivre pour tous ceux qui subissent l'oppression sous le joug britannique. Pour nous, la crainte de la domination anglaise, les tremblements face à son pouvoir absolu, sont des choses du passé. Que d'autres suivent notre exemple !* »

L'effondrement de la résistance russe face à la « *poussée* » austro-allemande en Pologne qui commença au mois de juin 1915 intensifia grandement l'enthousiasme de la presse turque. Après la chute de Varsovie, le *Tanine* écrivit : « *La Russie est vaincue. Nous le voyons clairement partout et en tous aspects. Il ne s'agit pas d'une retraite. Il s'agit d'une débâcle. La détresse affligeante de l'armée russe, au fur et à mesure que ses places fortes tombent l'une après l'autre, ressemble à un verger dont les fruits trop mûrs jonchent le sol.*

La crainte des Allemands qui les poursuivent les pousse à fuir la tête la première, en panique universelle, vers l'intérieur de la Russie. Grandes et petites villes sont désertées. La terreur et l'anxiété règnent à Petrograd, à Moscou, dans toutes les villes d'importance de l'empire. L'évidence de la défaite absolue est écrasante. »

La joie turque connut encore une nouvelle croissance avec la « *poussée* » teutonne pratiquée à l'automne dans les Balkans, qui annihila la Serbie, accapara la Bulgarie, et ouvrit une communication directe entre Constantinople et Berlin. Aux yeux des Turcs, la guerre était considérée comme terminée. « *Alors que la quadruple Entente assiste à la perte totale de toutes ses cartes maîtresses,* » écrivit le *Hilal*, « *la nouvelle quadruple Alliance vient d'accomplir son objectif — la jonction de ses armées alliées. Cette jonction rend non seulement l'Alliance invincible dans les Balkans, mais la place également en position de menacer la puissance mondiale qu'est la fière Albion. L'Angleterre comprend parfaitement bien le sort qui va être le sien dans un avenir très proche…Comme la guerre doit prendre fin à l'endroit où elle a commencé, il ne fait aucun doute que nous sommes entrés dans la dernière phase de la guerre générale.* »

Ces réjouissances étaient cependant prématurées. Le bond pratiqué sur Erzerum par le grand duc Nicolas, au mois de février, porta un coup dur à l'optimisme turc, et la chute de Trébizonde qui se produisit ensuite, ainsi que l'envahissement de l'Arménie turque par les armées russes diffusèrent un air de morosité sur Istanbul, que même la reddition de l'armée de Mésopotamie du général britannique Townshend à Kutel-Amara ne put totalement évacuer. La situation économique était également loin d'être bonne. La tension provoquée par la guerre prolongée et par le blocus maritime des Alliés provoquait des famines importantes dans de nombreuses régions de l'empire.

La conquête par la Russie de l'Arménie turque fit remonter au premier plan un ancien problème de la Turquie asiatique. Les Arméniens, quoique leur nombre fût grandement réduit après les

massacres hamidiens, restaient un élément important de la population, et leur situation à la frontière russo-turque leur accordait des opportunités de se venger de leurs adversaires musulmans, ce qui avait fortement inquiété le gouvernement ottoman dès le début de la guerre. La Russie avait su tirer le meilleur parti de la situation. Au mois de novembre 1914, le gouvernement russe avait produit une proclamation fracassante, exhortant les Arméniens à se soulever face à leurs maîtres turcs, et leur promettant la liberté. L'importante population arménienne du Transcaucase russe avait soutenu la Russie avec enthousiasme, et les « *Catholicos* », dirigeants de l'Église arménienne, qui vivaient dans le Transcaucase, s'étaient fait une joie de se rallier du côté des Russes.

Tout ceci avait produit une profonde impression sur les Arméniens vivant sous administration ottomane, et l'Arménie turque bouillonna bientôt de désordre. Cette agitation allait cependant produire les résultats les plus déplorables. Au début de la guerre, les Turcs avaient apparemment essayé de se rallier les Arméniens, en leur inspirant la crainte de se retrouver sous domination russe. Au mois de novembre 1914, l'« *Ikdam* » de Constantinople avait ainsi conjuré les Arméniens : « *Même si la Russie devait s'emparer de nos provinces de l'Est, cela ne serait pas dans le but de les rendre autonomes sous administration arménienne, mais purement et simplement pour les adjoindre à l'Empire russe. Ils feront des Arméniens un simple pion à leur service, et de nombreux éléments permettent de s'en rendre compte.* »

Mais les sentiments russophiles des Arméniens se firent bientôt connaître, cependant que la traditionnelle antipathie turque à l'encontre des Arméniens éclata de manière aussi flamboyante que par le passé. Certaines personnalités haut placées détestant les Arméniens, comme Talaat Bey, tirant parti de ce sentiment, persuadèrent leurs collègues d'entreprendre des actions drastiques. Un décret du gouvernement turc stipula ostensiblement le déplacement des populations arméniennes des provinces frontalières avec la Russie vers l'intérieur de l'empire, mais la manière brutale suivant laquelle ces

ordres furent exécutés déclencha l'une des tragédies les plus horribles de l'histoire de l'humanité. Tous les excès étant devenus possibles, des centaines de milliers d'Arméniens ont sans doute déjà péri. Néanmoins, l'opinion publique turque cautionne ces mesures. Halil Bey, dirigeant turc de premier plan, remarqua vers la fin de l'année 1916 : « *Je dirai que la perte subie par l'Empire ottoman lors de la déportation des Arméniens a été immense. L'Arménien est capable et industrieux, et donc précieux dans le dessein économique ; mais que pouvait-on faire ? Nous étions en guerre, et donc contraints d'utiliser tous les moyens possibles pour sécuriser notre position, qui avait été trahie si ignoblement en tirant parti de notre confiance.* »

Bien plus grave pour la Turquie encore, une autre difficulté intérieure existait — la désaffection arabe. Les Arabes ne sont pas, comme les Arméniens, un peuple frontalier épars ; ils sont aussi nombreux que les Turcs eux-mêmes, et occupent bien plus de la moitié de la superficie de l'empire. On ne trouve à l'Est de l'Asie Mineure aucune population ottomane turque ; les habitants de la Syrie et de la Mésopotamie ainsi que de la péninsule arabe sont principalement de sang arabe. Les Arabes et les Turcs ne s'étaient jamais très bien entendus. Leurs tempéraments raciaux étaient trop incompatibles. Pour autant, en des périodes relativement récentes, la foi islamique qu'ils partagent les a unis contre le monde chrétien, indépendamment de leurs relations sur le plan intérieur. Mais depuis la Révolution des Jeunes Turcs de 1908, le fossé entre les deux races s'était élargi avec une rapidité alarmante. L'idéal des Jeunes-Turcs avait été un État ottoman unifié, fondé sur la suprématie indéniable de la langue et de la culture turque, et ils s'étaient donc mis à « *ottomaniser* » toutes les races non-turques de l'empire. Mais ceci avait soulevé mutinerie et colère de la part des Arabes, qui considéraient les Turcs comme inférieurs à eux mentalement, et méprisaient la culture turque, déclarant même que cette culture n'existait pas. Qui plus est, ils développaient également de leur côté un mouvement « *nationaliste* » aspirant à une séparation politique

d'avec la Turquie et à la fondation d'un grand Empire arabe. Avant même la grande guerre, les provinces turques arabes étaient pleines de désordres séparatistes.

L'entrée de la Turquie dans la lutte européenne, et la proclamation de la Guerre Sainte rallia certes de nombreux Arabes contre l'adversaire européen. Mais une minorité mécontente considérable continuait d'exister, et ces mécontents voyaient leurs rangs gonfler suite au manque de tact et à la sévérité turcs. Le résultat fut une révolte du grand Chérif de la Mecque à l'été 1916, qui mit rapidement fin à la domination turque sur l'Arabie. Le Chérif proclama l'indépendance de l'Arabie et courtisa l'amitié des puissances de l'Entente. Cela fut un coup dur porté aux Turcs. La perte par eux subie des villes saintes, la Mecque et Médine, abîma gravement leur prestige en Islam, et les populations arabes de Syrie et de Mésopotamie menaçaient de s'enflammer également. La presse d'Istanbul ne fit pas secret de ce sentiment d'alarme. Le *Tanine*, qui faisait autorité, écrivit : « *Nos intérêts nous contraignent à reconquérir les pays d'Arabie à la pointe de l'épée. Ne nous laissons pas gêner par de nobles scrupules, car ils ne servent à rien, et car le regain arabe est imminent.* »

Mais l'Arabie n'a pas été reconquise, et la révolte arabe continue de menacer l'emprise de la Turquie sur ses possessions à l'Est de l'Asie mineure, déjà menacées par les Britanniques dans le Sud de la Mésopotamie, et par les Russes dans le Nord arménien.

Ainsi, l'année 1916, qui avait commencé de manière si prometteuse pour les Turcs, prit fin dans une morosité qu'aucun des événements de 1917 ne sera parvenu à dissoudre. Bien sûr, les Turcs comprennent que la lutte actuelle est pour eux un sujet de vie ou de mort. Les puissances de l'Entente ont formellement annoncé leur détermination à couper en morceaux l'Empire ottoman, et une victoire de l'Entente réduirait sans doute la Turquie en un État petit et insignifiant sur le plateau de l'Asie mineure, voire éteindrait complètement la vie nationale turque.

Les Turcs sont par conséquent de plus en plus dépendants de

leurs alliés teutons. Leur avenir politique n'est donc pas particulièrement brillant, menacés qu'ils sont de destruction totale d'un côté, et d'une subordination étroite de l'autre côté.

Il s'ensuit que les perspectives de l'ensemble de l'Orient islamique sont en plein changement, et que l'on ne peut prédire aucun résultat certain pour l'instant. Peut-être que dans un avenir plus lointain, une reprise durable des races orientales, combinée à un relatif affaiblissement de l'Europe relatif à ses guerres intestines, pourra permettre au monde musulman de se débarrasser du joug occidental. Mais cette hypothèse est pour l'instant par trop hasardeuse.

Chapitre 9

La Belgique et la Hollande

Il est intéressant de faire des hypothèses sur ce qu'aurait pu être l'avenir des Pays-Bas si le « *Royaume uni des Pays-Bas,* » établi par le Congrès de Vienne en 1815, avait continué d'exister. L'union de la Hollande et de la Belgique créa un État qui était presque une puissance de premier ordre dans l'Europe de l'époque, et lorsque l'on considère les progrès des deux pays par la suite, il est hautement probable que l'union de leurs forces aurait permis d'éviter leurs récents malheurs.

Cependant, le Royaume uni de Belgique ne devait pas perdurer. En 1830, les Belges se révoltèrent contre leur roi hollandais, et décidèrent de suivre leur propre voie. Depuis lors, l'histoire des deux voisins ne présente que peu de points communs. Nous allons donc traiter séparément leurs réactions à la guerre européenne.

9.1 La Belgique

Lorsque l'invasion allemande du mois d'août 1914 relégua de manière dramatique tous les autres sujets en arrière plan, la Belgique faisait face à un problème sévère — la question de la na-

tionalité entre Flamands et Wallons. La Belgique est composée de deux éléments raciaux — les Wallons de langue française, dans les provinces de l'Est, et les Flamands teutons, qui habitent les basses plaines du Nord et de l'Ouest. Les Flamands sont légèrement plus nombreux que les Wallons, mais ces derniers ont longtemps tenu le premier rôle dans la vie nationale belge, du fait de l'attraction culturelle supérieure de leur puissante sœur et voisine, la France. Cette influence française s'est vue fortement renforcée par une génération d'administration directe de la France sur la Belgique, entre 1793 et 1814. L'élément flamand n'avait guère pu agir pour résorber la marée gauloise. Un petit peuple, parlant un dialecte de hollandais, dont la culture ne pouvait pas tenir la comparaison face à celle de la race qui avait durant des siècles donné le la à la civilisation européenne. De fait, au début du XIXème siècle, les classes élevées de la société flamande s'étaient pour beaucoup francisées.

Tout ceci explique le soulèvement belge de 1830. Cette révolution fut l'ouvrage des Wallons, qui voyaient la culture flamande méprisée se raviver sous la direction de la Hollande. Le rêve wallon était une complète francisation des Flamands, et le soudage de la Belgique en une nation gauloise homogène étroitement reliée à la France. En 1830, ils voulurent un roi français, et seul le veto déterminé des puissances étrangères empêcha l'installation d'un monarque français sur le trône des Belges. Quoique déçus par cela, les Wallons réussirent à donner au nouvel État belge un aspect véritablement français, les Flamands n'occupant qu'une position subordonnée dans tous les aspects de la vie nationale.

Mais ce règlement portait en lui les graines de problèmes à venir. Le XIXème siècle fut en premier chef l'« *Ère des Nationalités,* » et avant peu, le levain nationaliste se mit à monter parmi les Flamands de manière très dynamique. En 1830, l'élément flamand avait été presque inarticulé, mais vingt années plus tard, un regain culturel vit le jour, qui a progressé avec constance jusqu'à nos jours.

La première tentative menée par les Flamands fut de récupérer leurs frères francisés des classes élevées, et ces derniers, appelés avec

mépris « *Franskiljons* », et traités comme des renégats, cédèrent de plus en plus à la pression populaire et renoncèrent de plus en plus à leur francisation acquise. L'objectif ultime des Flamands était la pleine reconnaissance de leur langue et de leur culture en tant qu'égales absolues de la langue et de la culture françaises.

Mais sur ce point, ils furent confrontés à une opposition déterminée. Les Wallons étaient résolus à franciser la Belgique et refusaient de céder la position privilégiée par eux acquise en 1830. Le résultat en fut une lutte raciale chronique, qui durant plus d'un siècle perturba la vie intérieure de la Belgique. Cette lutte fut encore davantage compliquée par des considérations religieuses, la plupart des Flamands étant de fervents Catholiques alors que les Wallons optaient en masse pour un laïcisme libre-penseur.

Malgré les importants efforts menés par les Wallons et leur situation privilégiée, les Flamands gagnèrent constamment du terrain. Le recensement de 1910 a montré la supériorité numérique conséquente de ces derniers. On comptait alors 2 800 000 personnes ne parlant que le flamand, 2 500 000 personnes ne parlant que le français, et moins de 800 000 personnes parlant les deux langues. Et il faut noter que presque tous les bilingues étaient de sang flamand, car les Wallons refusent le plus souvent d'apprendre la langue « *inférieure.* » Le fait qu'un pourcentage aussi faible de Flamands connussent ce qui était en pratique la langue d'État a montré l'échec de la francisation et a encouragé les Flamands à redoubler d'efforts pour parvenir à une égalité politique et culturelle.

Mais les Wallons refusaient de reconnaître leur défaite, et s'en tenaient résolument à leurs privilèges. Ils se montraient cependant pessimistes vis-à-vis de l'avenir, certains d'entre eux craignant même une ascendance flamande. Ils déclaraient qu'ils ne se résoudraient jamais à un tel sort, préférant dans ce cas une division de la Belgique pour établir un État wallon indépendant, ou une annexion par la France. Mais cela augmenta encore la colère des Flamands, qui déclarèrent qu'ils obtiendraient leurs « *droits* » ou bien rallieraient leurs cousins hollandais dans de « *grands Pays-*

Bas. » Certains Flamands cherchèrent même de l'aide allemande dans cette lutte de l'« *avant-garde teutonne* » contre la marée latine envahissante.

Telle était la situation compliquée de la Belgique au mois de juillet 1914. De fait, certains auteurs belges ont affirmé que, sans la guerre européenne, la Belgique aurait pu se briser en morceaux en assez peu de temps.

L'invasion allemande a apporté un changement dramatique. Les deux races se sont alliées autour du drapeau national et se sont battues désespérément contre l'ennemi commun. Les épreuves et humiliations qui ont suivi, sous la domination allemande, semblent avoir effacé les lignes raciales et engendré une aspiration patriote commune à la liberté.

Le principal nuage assombrissant la solidarité belge pour l'avenir est l'attitude des exilés. Les Belges restés au pays semblent avoir tout à fait oublié leurs querelles intestines. Mais au moment de l'invasion allemande, des centaines de milliers de Belges ont fui le pays. Comme la plupart des exilés, ces gens n'ont depuis pas fait grand-chose, hormis ressasser leurs problèmes et rêver au lendemain. En résultat de cette occupation morbide, de nombreux exilés ont développé un esprit fanatique qui pourra provoquer d'importants problèmes dans une Belgique rétablie.

Les exilés ont migré en grande partie selon leurs prédilections raciales et culturelles ; les Wallons et les « *Franskiljons* » se sont rendus en France, les Flamands en Hollande. Au sein de ces environnements favorables, leurs sympathies ont été encouragées, et leurs antipathies intensifiées. Les Wallons ont développé une haine sans compromis de tout ce qui est « *teuton,* » et nombre d'entre eux déclarent avec exaltation qu'un résultat de la guerre sera l'extinction du mouvement flamand et l'établissement d'une Belgique carrément française en étroite communion avec la France. Les exilés wallons ont également tendance à faire montre d'hostilité envers la Hollande, du fait que celle-ci a conservé sa neutralité au lieu de les rallier contre les Allemands. De nombreuses personnes ont été for-

tement affectées par le mouvement français « *néo-impérialiste* » et prédisent une « *Grande Belgique,* » agrandie non seulement de districts allemands situés entre l'actuelle frontière Est de la Belgique et le Rhin, mais également de plusieurs provinces hollandaises, notablement les Flandres hollandaises et la bouche de l'Escaut, la ville de Maastricht, le Luxembourg et même le Limbourg hollandais.

Mais tout ceci fait monter la colère des exilés flamands qui, dans l'atmosphère hospitalière de la Hollande, ont encore davantage développé leurs tendances déjà fortes envers de « *Grands Pays-Bas.* » Ils rejettent les projets des Wallons d'une Belgique francisée et d'une partition de la Hollande, et désirent ardemment une étroite entente entre les nations hollandaise et belge.

Une entente de cet ordre est encouragée, consciemment ou non, par la politique menée par les dirigeants allemands de la Belgique. Les Allemands font tout ce qui peut l'être pour encourager une conscience propre flamande, notablement avec l'établissement d'une université flamande à Gand — une chose pour laquelle les Flamands s'étaient agités en vain des années durant. La raison allemande d'agir ainsi a sans doute été d'attirer les bonnes grâces des Flamands sur la domination allemande du pays, et il ne fait aucun doute que les Allemands échoueront en cela, car hormis quelques fanatiques « *teutoniques* », les Flamands n'entretiennent pas le moindre désir de devenir allemands. Néanmoins, les Allemands entretiennent constamment la conscience nationale flamande et positionnent rapidement l'élément flamand en une position favorable, comparable à celle dont jouissaient les Wallons avant la guerre. Si, après la guerre, les exilés wallons essayent de remettre sur les rails leur programme de francisation générale et d'agression contre la Hollande, l'unité actuelle du peuple belge en Belgique prendra fin de manière aussi subite que désastreuse.

Il faut espérer qu'une fois la guerre terminée, les exilés pourront tirer profit des leçons de l'adversité et oublier leurs rêves actuels avec la joie de la vie nationale retrouvée, et par des aspirations à des lendemains harmonieux. Faute de cela, l'avenir de la Belgique

ne promet pas d'être très heureux.

9.2 La Hollande

Au cours de la tragédie européenne, peu d'épisodes ont été plus admirables que le calme avec lequel la nation hollandaise a conservé son équilibre et a maintenu une neutralité honorable suivant des circonstances qui auraient largement pu démoraliser un peuple bien plus puissant et mieux positionné.

Car de toutes les nations qui sont neutres vis-à-vis du conflit actuel, aucune hormis la Grèce n'est moins bien placée que la Hollande. Îlot de paix abandonné dans un déluge de guerre et de feu, sa position est certes déplorable. Entourés d'armées et de flottes actives au combat, ses marchands tracent leur voie au travers de champs de mines et de sous-marins pour y apporter la nourriture qui permettra d'éviter la famine à une population dense et aux centaines de milliers de réfugiés belges démunis et désormais dépendants de sa générosité. La mobilisation de l'ensemble de son armée, décrétée depuis le début de la guerre européenne, a ajouté une autre lourde charge à ses ressources, déjà très tendues. La Hollande vit aujourd'hui presque exclusivement sur ses économies. Celles-ci sont certes considérables, mais les besoins de la Hollande sont importants, et ses principales sources de richesses, qui ne sont pas sur son sol mais à l'étranger, lui font défaut l'une après l'autre. La richesse de la Hollande est proverbiale, mais peu de gens comprennent que par nature, il s'agit de l'un des pays les plus pauvres du monde. Ne disposant pratiquement ni de charbon, ni de fer, ni de bois, ni de pierre, incapable de nourrir sa population dense sur la base de sa propre agriculture, la Hollande vit principalement de ses riches colonies, de sa marine marchande, et du vaste commerce de transit entre la Rhénanie allemande et le monde extérieur. Ce dernier point est d'une importance capitale. Le Rhin présente pour le commerce de la Hollande la même importance que le Nil pour

l'agriculture de l'Égypte. Le pouls de la principale artère commerciale allemande est l'index de la vie économique hollandaise. À présent que cette artère a quasiment cessé de battre, il ne reste que le capital de la Hollande et son crédit pour la séparer de la ruine.

Pourtant, en cette heure tragique, la Hollande se lève avec courage et fierté, ce qui démontre une fois de plus qu'il s'agit de « *la petite nation avec un grand cœur.* » Lorsqu'éclata la guerre européenne, elle prit fermement position pour une stricte neutralité, et ni les menaces, ni les cajoleries ne l'en ont fait bouger. La pression a pu par périodes être très forte, mais la Hollande a tenu bon. Sa résolution ne remonte pas à hier. Comme elle édifie ses digues, elle a depuis longtemps établi ses remparts contre le cataclysme que les hommes de sagesse ont vu se préparer depuis des années. Malgré les nuisances causées par ses voisins, elle a constamment perfectionné ses armements défensifs, et au moment où la guerre actuelle a éclaté, la Hollande était bien préparée face à une attaque terrestre comme maritime.

Ce fondement solide de la politique de la Hollande sur le principe d'une neutralité à toute épreuve et sa détermination à empêcher sa terre de devenir un cockpit de guerre ont bien mieux préparé les Hollandais au choc de la guerre que tout autre peuple d'Europe. Les Hollandais savaient exactement ce qu'ils comptaient faire, bien avant que la terreur arrivât, et l'adhésion enthousiaste de chaque nuance de l'opinion publique hollandaise à la proclamation de neutralité prononcée par la reine Wilhelmina, au début du mois d'août 1914, a montré que la reine avait exprimé la volonté du peuple. Le désir de maintenir la Hollande en paix est aussi fort aujourd'hui qu'il y a trois ans, aucun groupe politique ne faisant montre de la moindre tendance à aller vers la guerre. Les interventionnistes, comme le dessinateur Louis Raemaekers et son journal *Telegraaf*, ne sont guère que des exceptions qui viennent confirmer la règle.

L'appât du territoire allemand tendu par les publicistes alliés pour essayer de soulever le sentiment interventionniste en Hollande

est tombé dans des oreilles de sourds ; les Hollandais sont un peuple autonome, qui n'ont aucun désir d'expansion en Europe, hormis peut-être une union avec les Flamands, et l'entrée de nombreux Allemands récalcitrants dans le cercle familial hollandais, même en mettant de côté le risque d'une guerre de revanche allemande, serait aussi bien perturbateur que déplaisant pour la vie intérieure bien ordonnée de la Hollande.

Si, du domaine de l'intérêt propre, on passe à celui du sentiment, on parvient à la même conclusion pacifique. La Hollande n'est pro-rien, hormis pro-hollandaise, et n'est pas non plus distinctement anti-quoi-que-ce-soit hormis l'intervention étrangère. Certains publicistes britanniques ont affirmé que la Hollande faisait montre de sympathie envers l'Allemagne, mais cela n'est pas exact. Il existe bien entendu de forts liens naturels entre les peuples hollandais et allemand. Proches par le sang et par la langue, les relations intellectuelles et sociales sont très proches, surtout dans les cercles universitaires, et les Hollandais les mieux instruits lisent des livres, magazines et journaux allemands. Les relations économiques entre les deux pays sont également extrêmement intimes. L'important commerce qui transite par le Rhin est, nous l'avons vu, la principale source de la prospérité hollandaise, l'Allemagne est son meilleur client, et on trouve davantage d'Allemands domiciliés en Hollande que toutes les autres nationalités additionnées. Il n'est donc pas surprenant que les classes sociales hollandaises élevées et moyennes soient amicales envers l'Allemagne d'une manière générale, cependant que les cercles aristocratiques et conservateurs, représentés par l'ancien premier ministre Kuyper sont indubitablement pro-allemands au sens politique.

Mais pour ce qui concerne la masse du peuple hollandais, tel est loin d'être le cas. La Hollande est fondamentalement une terre d'individualisme, qui, au sein des classes les plus basses, jouxte une aversion à toute forme de régulation des affaires privées, couplée à un intense mépris pour tout ce qui a trait au « *militarisme.* » Les peuples hollandais et allemands diffèrent ainsi fortement en

matière de tempérament, et bien que les Hollandais ne soient pas positivement anti-allemands, il existe une incompatibilité de tempérament latente qui empêche un sentiment de sympathie. L'afflux de réfugiés belges a fait croître ces tendances à l'éloignement. La vue d'une souffrance importante, et l'identité de sang et de langue entre Hollandais et Flamands, qui constituent l'écrasante majorité des réfugiés en Hollande, ont beaucoup contribué à transformer une aversion contenue des Allemands en antipathie assumée.

Néanmoins, si la Hollande n'est pas pro-allemande, elle n'est certainement pas pro-britannique. Dans l'âme de chaque Hollandais on trouve une profonde rancœur contre l'Angleterre. Aucune nation n'a souffert davantage des mains anglaises que la Hollande, et les Hollandais n'ont pas oublié la destruction par les Anglais de leur grandeur maritime et coloniale. Cette hostilité latente fut aiguisée par la guerre des Boers, qui a provoqué en Hollande une vague de chagrin teinté de colère et des soupçons maussades, depuis lors tenus éveillés par toute une suite d'incidents malheureux. L'alliance de l'Angleterre avec le Japon a provoqué de vives appréhensions dans les Indes Orientales Néerlandaises. Le ton menaçant adopté par trop de publicistes britanniques pour exhorter la Hollande à rejoindre le camp des Alliés, tout en la menaçant de toutes sortes de pénalités si elle n'obtempérait pas, a provoqué l'indignation de ce peuple fier et indépendant. Dernièrement, l'étranglement illégal par l'Angleterre du commerce hollandais, contraignant la Hollande, sous menace de famine, à cette limitation de souveraineté humiliante, le « *Netherlands Overseas Trust* » a semé la colère dans les cercles hollandais maritimes et commerciaux. Le sentiment anti-britannique serait encore plus fort en Hollande qu'il ne l'est aujourd'hui si l'Allemagne ne violait pas de manière toute aussi flagrante les droits de la Hollande avec ses sous-marins et ses zeppelins.

Pourtant, malgré des sentiments marqués contre leurs deux grands voisins, les Hollandais ont fait montre d'une maîtrise de soi remarquable. Au tout début de la guerre, le gouvernement a

fait appel à la modération dans les paroles prononcées ainsi que dans la presse, et a interdit toute chose propice à soulever des passions populaires, comme des manifestations partisanes, l'affichage de drapeaux de pays belligérants, et même l'exposition de cartes postales de « *guerre* » étrangères en devanture des magasins. Le peuple hollandais, comprenant le danger des revendications partisanes, a soutenu les efforts menés par son gouvernement de manière admirable. La tâche a été d'autant plus facile que les sentiments hollandais envers les belligérants sont plutôt négatifs que positifs ; une victoire décisive pour l'une ou l'autre des parties est considérée comme teintée de danger pour l'avenir de la Hollande, et une issue de la guerre sur un match nul serait indubitablement l'issue la plus appréciée par l'opinion publique hollandaise.

La Hollande est aujourd'hui le pays le plus authentiquement « *neutre* » au monde. Il se peut qu'elle soit contrainte d'entrer en guerre, mais elle n'aura épargné aucun effort pour l'empêcher.

Chapitre 10

La Scandinavie

L'un des épisodes les plus notables du XXème siècle a été le « *Renouveau Scandinave* » — le réveil de trois nations scandinaves, la Norvège, la Suède et le Danemark, à une vie nationale assumée et à un espoir en un lendemain meilleur.

Dans le monde entier, il semble qu'il a été, et qu'il est toujours à la mode de considérer les États scandinaves comme relevant de la catégorie des « *petites nations* » dont le jour est passé ; dont l'existence même, de fait, dépend des jalousies mutuelles de voisins plus importants, ou de considérations sentimentales envers un passé héroïque. Que la Scandinavie pût jamais développer par elle-même une énergie nationale propre à lui assurer un avenir indépendant n'apparut sans doute qu'à fort peu d'observateurs ignorants de l'histoire intérieure plutôt obscure de la Scandinavie.

Cela n'a rien d'étrange. Il y a une génération, la plupart des Scandinaves partageaient cette opinion. Durant la quasi-totalité du XIXème siècle, la note dominante dans la pensée politique de la Scandinavie fut une acceptation pessimiste de l'insignifiance nationale, un désir d'être laissé en paix, une tendance à rechercher la sûreté au travers de garanties extérieures plutôt qu'en se défendant.

La Suède fut stupéfaite de la conquête russe de la Finlande en 1809, et consomma les énergies qui lui restaient en querelles chroniques contre la Norvège, culminant avec la séparation violente de 1905. Pour le Danemark également, le XIXème siècle fut une période de perte et de chagrin, le pays perdant le Schleswig-Holstein face à la Prusse en 1864. Au milieu de ces empires mondiaux dont les luttes marquèrent les dernières décennies du siècle dernier, le sort des peuples scandinaves apparaissait à première vue comme n'ayant à produire que de vains regrets d'un passé révolu.

Pourtant, ce fut précisément au cours de cette période que les fondations du renouveau scandinave furent établies. Ces fondations étaient en premier chef économiques. Il y a un siècle, la Scandinavie était profondément pauvre. La Suède, avec son sol froid, voué au gel, n'avait aucun espoir de jamais étendre ses zones cultivables. Le Danemark, quoique constitué de riches terres arables, était très petit, et avait beaucoup souffert des guerres napoléoniennes. La Norvège n'était qu'une chaîne de montagnes arides. Pourtant, ces trois peuples procédèrent résolument au développement de ce qu'ils avaient, et les tendances économiques du XIXème siècle firent émerger dans le jeu des ressources cachées, ou inutilisées jusqu'alors. Les navires à vapeur et voies ferrées apportèrent au Danemark un marché inépuisable pour ses produits fermiers et laitiers en Angleterre et en Allemagne. Ces mêmes infrastructures de transports débloquèrent l'importante richesse minérale de la Suède, transportant le minerai de fer et le bois de ses lointaines montagnes jusqu'aux côtes, puis de là vers le monde extérieur. En Norvège, le navire à vapeur développa la pêche en Arctique, et permit à des cargaisons de touristes et à leur or de visiter chaque année ses fjords les plus reculés. En outre, pour la Suède et la Norvège, l'électricité constitue actuellement un miracle semblable à celui que fut la vapeur. Les multiples torrents et chutes d'eau de ces terres montagneuses sont devenus, outre des spectacles à contempler, des sources de richesse ; et, déjà dotées de fer, ce « *charbon blanc* » apporta à la Suède et à la Norvège le second pré-requis de la vie industrielle moderne.

Des usines se mirent bientôt à éclore partout, et transformèrent la Suède d'une terre agraire à un pays industriel, la Norvège suivant à courte distance. Enfin, en dignes fils des Vikings, ces trois peuples se sont souvenus de la haute mer, et la Norvège surtout construisit une grande marine marchande. En fin de compte, au début du XXème siècle, la Scandinavie pauvre et arriérée des jours anciens s'était muée en l'une des régions les plus prospères de la terre, progressant chaque jour à grands pas en richesse et en population.

Les conséquences mentales et spirituelles de tout ceci furent aussi évidentes qu'inévitables. Les peuples scandinaves cessèrent de contempler tristement le passé. Qui plus est, en regardant ce qu'ils avaient accompli, ils ressentirent une fierté grandissante envers eux-mêmes et envers leur type de civilisation. C'était leur intelligence, leur énergie virile, qui avaient transformé ces terres du Nord apparemment peu prometteuses en domaines de prospérité et d'abondance. C'était leur caractère qui avait fait d'eux les pionniers trouvant les solutions à de nombreux problèmes politiques et sociaux. C'était leur génie qui avait produit des chefs-d'œuvre de littérature et une musique reconnue avec gratitude par l'ensemble du monde. Ces réussites, couplées à un glorieux passé, convainquirent les Scandinaves qu'ils appartenaient à une race dont l'âme était doté de rares qualités, dont il fallait préserver et développer pleinement les promesses. Par conséquent, l'ancien pessimisme disparut pour laisser la place à un nationalisme vigoureux et optimiste. Les lettrés et les savants ne professaient plus de doctrines cosmopolites : ils se firent, de manière consciente et agressive, des Suédois, des Danois, des Norvégiens. Même ceux qui comprenaient les effets quelque peu réducteurs d'un tel développement de la conscience nationale affirmaient que ni le cosmopolitisme, ni la prédominance de l'une ou l'autre des grandes cultures du monde ne pouvaient être tolérés si ces petites nations devaient développer leurs individualités propres.

C'est avec ces importants espoirs en leur avenir matériel et spirituel que les peuples scandinaves considéraient le nouveau siècle.

Mais plus ils scrutaient l'avenir, plus ils se troublaient. Pendant qu'ils s'étaient occupés d'établir les fondements de leur renouveau national, le monde extérieur avait rapidement changé. Des empires colossaux s'étaient constitués sur la surface de la terre, se rapprochant, se battant, faisant éclater de vives étincelles à chaque lutte. Partout, les rivalités économiques et coloniales s'étaient faites plus passionnées, et la haine entre races s'était approfondie. Déjà, l'Europe souffrait de ce malaise inquiétant qui laissait présager de la présente guerre mondiale. Un esprit affamé et prédateur régnait à l'étranger. C'était un jour maudit pour les « *petits peuples.* » Les Scandinaves ressentaient le danger et scrutaient l'horizon à la recherche de périls latents.

Deux dangers menaçaient de manière manifeste l'avenir de la paix pour les peuples scandinaves : l'Allemagne au Sud, et la Russie à l'Est. Du point de vue de l'unité scandinave contre l'agression, cette dualité de dangers était malheureuse. Un seul péril les menaçant tous aurait rapproché ces peuples frères. En l'état, seul le Danemark se sentait menacé par l'Allemagne, que la Suède et la Norvège considéraient comme un contrepoids possible face à l'agression russe ; alors que cette même Russie était pour le Danemark une potentielle alliée contre son voisin allemand. Pour cette raison, le courant du renouveau national, quoiqu'identique psychologiquement dans les trois pays, avait des stimuli extérieurs tellement différents qu'ils l'orientaient dans des directions différentes.

Mais quel que fût l'adversaire potentiel, le problème fondamental des trois pays était de s'armer ou non face à lui. Dans toute la Scandinavie, au cours des années ayant précédé la grande guerre, on avait assisté à une vigoureuse campagne de « *préparation.* » La ligne politique était partout la même. Prônant la préparation, on trouvait les Conservateurs, héritiers de la fière tradition aristocratique de l'honneur national, couplée à la jeune génération rassemblant toutes les classes de la société, pétrie de l'optimisme confiant des temps nouveaux. Refusant la préparation à la guerre, les Libéraux à l'ancienne, exposants du cosmopolitisme du milieu du XIXème

siècle, et les Socialistes orthodoxes avec leur pacifisme dogmatique et leur dévotion exclusive à la réforme intérieure.

Au départ, les perspectives de préparation ne semblaient pas reluisantes. Dans toute la Scandinavie, au cours des premières années du XXème siècle, l'adoption du suffrage universel avait affranchi les masses socialistes, et une alliance libéro-socialiste avait rapidement porté des cabinets pacifistes au pouvoir dans chaque pays scandinave. Mais les grandes crises internationales qui avaient secoué l'Europe entre 1905 et 1914 convainquirent peu à peu l'opinion publique scandinave que des périls étrangers étaient proches, cependant que le mépris cynique manifesté envers le droit et la justice par les grandes Puissances dans leur traitement des nations faibles, du Maroc à la Chine, discréditait la foi libérale pour les garanties internationales, et faisait resurgir la vérité crue, selon laquelle le peuple le plus inoffensif ne peut trouver la sécurité qu'à la force de ses propres bras. Les pacifistes se battirent durement, mais la marée patriotique était irrésistible, et l'éclatement de la grande guerre trouva chacun des pays scandinaves raisonnablement bien préparé.

Après l'éclatement de la guerre européenne, la première impulsion des peuples scandinaves fut de discuter de mesures pour le maintien de leur neutralité et pour se défendre contre de possibles agressions de la part de leurs voisins géants. Les sentiments les plus chauds d'unité scandinave étaient exprimés dans les trois pays, et ce sentiment d'union s'exprimait par des actions comme la rencontre des monarques scandinaves à Malmö, et la promesse suédo-norvégienne de ne se battre les uns contre les autres en aucune circonstance.

Malheureusement, cette ère de bons sentiments a été quelque peu entachée par les sympathies et antipathies divergentes entretenues par les divers pays scandinaves envers les combattants européens. Nous allons à partir d'ici examiner en détail la nature de ces sentiments divergents.

10.1 Le Danemark

Au Danemark, la psychologie nationale ressemble étroitement à celle de la Hollande, la majorité écrasante du peuple se montre favorable à une stricte neutralité et au refus résolu de se laisser entraîner dans la guerre. Comme en Hollande, l'aristocratie, les cercles de l'armée et nombre d'intellectuels sont pro-allemands, cependant que les masses populaires, extrêmement individualistes et ultra-démocrates, sont d'instinct sans sympathie envers le conservatisme et le « *militarisme* » prussiens.

Bien sûr, on n'a pas oublié le Schleswig-Holstein, et il existe un groupe « *interventionniste* » qui écoute avidement les offres alliées proposant les « *provinces perdues* » en récompense à une aide danoise. Mais ce parti est très réduit en taille et en poids politique. La plupart des Danois déclarent qu'ils refuseraient le Schleswig-Holstein même si les Alliés victorieux essayaient de leur rendre. Ces provinces sont peuplées d'Allemands de manière écrasante, seuls 150 000 de leurs 1 700 000 habitants parlant la langue danoise. Il s'affirme que l'entrée de tous ces Allemands récalcitrants dans la petite nation danoise rendrait la vie politique danoise impraticable, même si la probabilité d'une guerre de revanche allemande était par quelque miracle totalement exclue. Les plus hautes aspirations danoises sont l'annexion du Nord-Schleswig et de ses 150 000 Danois, qui vivent de manière compacte dans quelques petits districts juste au Sud de l'actuelle frontière danoise. Et même ainsi, les Danois affirment en général qu'ils ne recevraient ces districts qu'en tant que cadeau offert par l'Allemagne, et que les annexer par la force ne vaudrait pas les périls futurs auxquels s'exposerait ainsi le Danemark.

10.2 La Norvège

La Norvège est surtout pro-alliée. Quelques intellectuels, notablement Sigurd Ibsen et Bjørnstjerne Bjørnson, sont résolument pro-allemands, mais les liens économiques et culturels traditionnels avec les puissances occidentales font pencher le peuple norvégien vers l'Angleterre et la France. On craint franchement la Russie, car ses aspirations pour les ports en eaux chaudes du Nord de la Norvège provoquent suspicion et peurs. Mais la plupart des Norvégiens estiment que seules l'Angleterre et la France peuvent retenir la main russe, et estiment donc que l'amitié anglo-française doit à tout prix être maintenue. Qui plus est, la grande marine marchande et la vie économique générale norvégiennes sont totalement à la merci des puissances maritimes occidentales. La régulation pratiquée arbitrairement par l'Angleterre sur la marine et le commerce norvégiens ont certes provoqué quelque indignation, mais ce ressentiment est plus que contrebalancé par la profonde colère soulevée par le naufrage brutal de navires norvégiens provoqué par des sous-marins allemands. Le ressentiment envers la campagne sous-marine allemande est tel que certains Norvégiens ont soutenu une intervention armée aux côtés des Alliés. Cependant, la plupart des Norvégiens s'opposent à l'abandon de la neutralité, sauf en cas de violation directe de l'intégrité territoriale de la Norvège.

10.3 La Suède

L'attitude de la Suède diffère radicalement de celle des deux autres nations scandinaves. Les Suédois constituent un peuple intensément fier, disposant d'un passé glorieux et d'un vif sens de l'honneur. La tonalité de la vie sociale suédoise est établie par une aristocratie très raffinée, et malgré l'industrialisation récente, la structure de la nation reste une classe solide de fermiers paysans indépendants semblables aux anciens petits propriétaires terriens

anglais. Les Suédois n'oublient jamais qu'au cours des XVIème et XVIIème siècles, leur pays fut une Grande Puissance, et c'est le cœur vibrant qu'ils se rappellent les jours de Gustavus Adolphus et de Charles XII. De fait, contrairement aux autres petits États mineurs d'Europe occidentale, la Suède ne s'est jamais installée dans le point de vue d'une « *petite nation.* » Même les Hollandais, avec tout leur patriotisme, ont renoncé à toute idée d'autorité renforcée vis-à-vis du monde. La Suède, quant à elle, n'a jamais cessé de se considérer comme dirigeant prédestiné d'une puissance nord-scandinave.

La grande barrière à des rêves de cette nature est la Russie, adversaire traditionnelle de la Suède, destructrice de son ancien Empire baltique, ravisseuse brutale de la Finlande — un pays considéré comme partie intégrale de la patrie suédoise plutôt qu'une dépendance suédoise. Depuis la « *russification* » de la Finlande de 1899, la vieille haine envers la Russie s'est aiguisée dans la vie nationale suédoise et s'est muée en terreur pure au sujet des projets russes. Jusque 1899, la Finlande, un grand duché autonome, constituait un État tampon idéal, mais aujourd'hui cet intermédiaire amical a été transformé en gigantesque camp retranché russe, et depuis le début de la guerre, la fortification par les Russes des îles Åland a établi une base navale russe à à peine quelques heures de navigation de Stockholm.

Habitée par cette terreur désespérée, la Suède s'est tournée de plus en plus vers l'Allemagne, seule puissance possible à pouvoir la sauver de l'ombre menaçante de l'Ours. La guerre européenne a également provoqué un éclatement du sentiment anti-russe et pro-allemand dans toute la Suède. Prenant note avec joie des affirmations allemandes selon lesquelles la guerre ne pourra prendre fin qu'une fois le colosse russe définitivement paralysé et renvoyé vers l'Asie, de nombreux Suédois se sont mis à appeler à l'entrée de la Suède dans la guerre aux côtés de l'Allemagne, s'assurant une opportunité unique de récupérer la Finlande et d'assurer l'avenir de la Suède pour toujours. Ce mouvement connu sous le nom d'« *ac-*

tivisme, » a attiré des hommes de tous les partis politiques et de toutes les classes sociales, plusieurs socialistes éminents soutenant même la cause « *activiste.* » Mais sa principale force est venue de l'aristocratie, de l'armée, des intellectuels et des cercles conservateurs dans leur ensemble. Le plus gros des libéraux à l'ancienne et des socialistes restait, comme on pourrait s'y attendre, favorable à la neutralité et à la paix. Un fort sentiment pro-allié restait remarquable par son absence.

La raison d'être de l'activisme était, comme nous l'avons vu, la crainte et la haine de la Russie. Mais avant longtemps, l'activisme fut renforcé par la haine rapidement croissante envers l'Angleterre. Dès le tout début de la guerre, la Grande-Bretagne a fait usage de sa puissance maritime de manière décidément arbitraire, au mépris flagrant des droits et susceptibilités des pays neutres. La plupart des nations neutres s'y sont soumises avec plus ou moins de mauvaise grâce. Mais pas la Suède. L'arrogance maritime britannique a touché le point le plus sensible de la Suède — le vif sentiment de dignité pour lequel elle s'est toujours tenue prête à consentir à des sacrifices. La Suède a été le seul pays neutre à répondre aux intrusions britanniques par des représailles, se saisissant de courrier britannique et décrétant un embargo des exportations suédoises à destination de l'Angleterre. Les menaces britanniques ont soulevé la méfiance, alors que les appels britanniques aux intérêts suédois n'ont fait que soulever un mépris teinté de colère. Les protestations que l'on a pu trouver dans la presse suédoise, après les propositions britanniques d'une organisation de régulation des importations suédoises semblables au « *Netherlands Overseas Trust* », sont typiques de l'attitude suédoise. Une telle reconnaissance de l'usurpation britannique pourrait être « *assez bien pour les Hollandais et les Américains,* » affirmèrent les journaux suédois, mais n'était pas compatible avec l'honneur suédois. Ces controverses avec la Grande-Bretagne ne sont pas du tout terminées, et elles ont éveillé en Suède un sentiment de haine vis-à-vis de l'Angleterre qui n'a en Europe aucune comparaison, hormis en Allemagne.

La Suède est donc à ce jour très pro-Allemagne et anti-Alliés. Son attitude à l'avenir va probablement dépendre de la trajectoire de la guerre. Si la victoire devait pencher vers les puissances de l'Entente, la Suède va presque certainement rester neutre, car elle connaît le sort qui l'attendrait si elle défiait les Alliés et était laissée seule face à l'Ours russe. Mais si les Allemands devaient continuer de percer en Russie, surtout vers Petrograd et le Golfe de Finlande, la Suède éclaterait dans une telle passion d'émotion activiste qu'elle mettrait presque certainement son destin dans la balance et « *y irait* » contre l'ennemi héréditaire.

Chapitre 11

L'Espagne et le Portugal

Malgré leur proximité géographique, les psychologies nationales des deux peuples ibériques ont très peu d'éléments en commun, si bien que nous allons les traiter séparément.

11.1 L'Espagne

La vie politique espagnole ressemble à celle de l'Italie. On trouve la même artificialité du régime parlementaire, la même corruption administrative, les mêmes désillusions populaires, et enfin, de même, des oppositions irréconciliables dans les partis au sujet de la situation existante.

Le parlementarisme espagnol a été dès le départ une excroissance maladive. Malgré des formes et des phrases constitutionnelles spécieuses, l'ensemble du véritable pouvoir est consigné dans une caste d'hommes politique professionnels qui ont érigé un système encore plus oppressif et corrompu que le *trasformismo* italien : le système connu sous le nom de caciquisme. Le caciquisme est un Tammany Hall sublimé et porté à l'échelle de la nation. Le système est mis à profit par un nœud de grands chefs (*caudillos*) à Madrid

et est mis en œuvre par un essaim de chefs locaux connus sous le nom de caciques, qui « *font* » les élections suivant les demandes de Madrid et se font payer au niveau local par la corruption. Lorsque le pays crie trop fort, on trouve une soupape de sécurité en procédant à un changement électoral des partis, mais le soulagement est une farce, car les deux grands partis espagnols — « *Conservateurs* » et « *Libéraux* » — jouent à la perfection le jeu de la rotation en poste, et se remettent le trésor les uns aux autres au moment psychologique précis. Le seul résultat d'une « *élection* » espagnole est par conséquent l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gang de caudillos et de caciques, tout imprégnés de la maxime jacksonienne : « *Aux vainqueurs le butin.* »

Le peuple espagnol connaît tout ceci, et se désintéresse par conséquent de la politique et considère les changements kaléidoscopiques des entrées et sorties avec une indifférence cynique et maussade. On trouve des personnes irréconciliables pour protester contre le régime en place, mais le peuple espagnol les craint encore plus que ses maîtres actuels. Ces partis irréconciliables sont les Carlistes et les Républicains-Socialistes. Le programme carliste est de rétablir le prétendant au trône d'Espagne et de rétablir l'absolutisme aussi bien dans l'Église que dans l'État. Les républicains-Socialistes sont très différents entre eux, mais leurs aspirations tendent à un régime prolétarien ultra-radical et un déclassement de l'Église au profit d'un laïcisme athée. Pour l'Espagnol de la rue, ces alternatives sont détestables. Il préfère donc subir ses maux actuels plutôt que d'invoquer un remède qui serait sans doute pire que le mal.

Comme la scène politique espagnole est ainsi largement divorcée vis-à-vis de tout soutien populaire, il n'est pas nécessaire d'examiner les attitudes du parti libéral et du parti conservateur au sujet de la guerre européenne pour analyser l'état d'esprit national espagnol. Seuls les Carlistes et les Républicains-Socialistes reflètent un corps véritable de l'opinion publique.

Une autre particularité de la psychologie nationale espagnole est notable. Lorsqu'on parle d'« *opinion publique* » espagnole, il

faut veiller à préciser de quelle opinion publique il s'agit. En fait, il n'existe pas d'opinion publique nationale au sens européen habituel du terme, car les différents éléments raciaux qui constituent la nation espagnole n'ont jamais totalement fusionné, et les diverses particularités ethniques ont tendance à aligner le sentiment populaire par province suivant des lignes différentes, selon le sujet abordé. Ces différences par province sont tout à fait considérables. Par exemple : la Catalogne ressemble beaucoup plus au Sud de la France qu'à la Castille.

Pour autant, certaines tendances existent, qui recoupent l'ensemble des strates nationales. On trouve un mécontentement populaire universel vis-à-vis du régime en place, et un vif désir de soigner les fléaux politiques qui dévorent le cœur du pays et rendent impossible tout renouveau national. Cela se traduit en haine du « *militarisme* » et des politiques étrangères ambitieuses. Même les récentes expéditions modestes envoyées au Maroc ont connu une opposition farouche du public, et l'une d'elles a failli provoquer une révolution. Bien sûr, on trouve des impérialistes espagnols, mais il s'agit principalement d'hommes politiques ambitieux, qui ne s'attirent qu'un faible écho populaire.

Tel étant l'état de la psychologie nationale espagnole, l'éclatement de la guerre européenne a naturellement évoqué un appel général à une stricte neutralité. Les partis irréconciliables ont adopté des attitudes extrêmes et opposées. Les Républicains-Socialistes, comme leurs frères italiens, se sont faits ardemment pro-alliés par amour de la république française radical-socialiste. Les Carlistes ont copié les Catholiques italiens dans leur fort pro-germanisme. La province de Catalogne est dans l'ensemble pro-française, conformément à ses affinités raciales. La plupart des impérialistes espagnols étaient pro-allemands. Les rêves d'impérialisme espagnol sont l'annexion de l'ensemble du Maroc, la récupération de Gibraltar, et l'absorption du Portugal. La grande barrière à la réalisation de ces aspirations est l'opposition anglo-française. Les agents teutons se sont empressés de murmurer que l'Espagne pourrait réaliser ses

espoirs en récompense à une assistance à l'Allemagne.

Mais même ces tendances partisanes confortent la masse du peuple espagnol dans sa résolution à la neutralité. Tout champion provenant des irréconciliables est intrinsèquement suspect. Quant aux impérialistes, le peuple espagnol a appris amèrement que la politique étrangère implique des vaches grasses pour les hommes politiques et une très mauvaise gestion, qui se termine par l'humiliation nationale. Aucun intérêt espagnol légitime n'est mis en danger par la guerre, et aucune politique d'avancée n'est possible au vu du déplorable état de la vie politique espagnole. Par conséquent, la voix de l'Espagne a dit au gouvernement de manière très directe de rester hors des problèmes.

Pour ce qui concerne les sympathies populaires espagnoles, elles semblent dans l'ensemble être modérément pro-allemandes. L'Angleterre et la France sont les ennemies traditionnelles de l'Espagne. L'Allemagne, de son côté, a récemment gagné des lauriers dans l'opinion publique espagnole. La pénétration économique allemande a été extraordinaire et bienvenue. On compte sans doute presque 100 000 Allemands en Espagne à ce jour, et en général ils s'intègrent bien à la population. Qui plus est, les Espagnols admirent l'Allemagne, pas tant pour ses prouesses militaires que pour son efficacité en toute chose — l'antithèse directe de la paresse, du gâchis et de la corruption qui maintiennent l'Espagne à terre. Les Espagnols patriotes ont pris l'Allemagne comme modèle de cette régénération politique et sociale tellement nécessaire à leur pays. Mais ces sympathies sont strictement platoniques : elles n'impliquent aucune disposition à allier l'Espagne à l'Allemagne ou à faire la guerre contre les Puissances de l'Entente.

L'Espagne reste ainsi neutraliste jusqu'au cœur. Les extrémistes peuvent crier à l'intervention et les hommes politiques peuvent ressasser des schémas élaborés de politique impériale : le cœur de l'Espagne garde son attention sur une réforme intérieure et craint le leurre des rêves grandioses impliquant l'étranger.

11.2 Le Portugal

Le fait dominant de la vie nationale portugaise est le lien avec l'Angleterre, existant depuis le Moyen Âge et défini en 1703 par le traité de Methuen. C'est la connexion avec l'Angleterre qui à elle seule a sauvé le Portugal d'une absorption par l'Espagne. . .un destin craint jusqu'à l'indicible par le peuple portugais.

La guerre européenne a ainsi trouvé le Portugal aligné dès le départ avec les puissances de l'Entente. En accord avec les obligations énoncées par les traités, le gouvernement portugais a rapidement proposé son aide à l'Angleterre, et bien que le Portugal ne soit pas entré en guerre avant 1916, il a rendu des services précieux à l'Entente au travers de ses colonies africaines et asiatiques.

Cette action du gouvernement a été soutenue de tout cœur par le peuple portugais. L'opinion publique portugaise était pratiquement unanime en faveur des Alliés. Le Portugal fut donc dès le départ en pratique aux côtés des puissances de l'Entente, la rupture avec l'Allemagne étant une formalité qui formalisa les faits déjà établis.

Conclusion

Notre étude de l'Europe contemporaine touche à sa fin. Nous avons anlysé les divers courants de la psychologie de la guerre. Quel est le trait qui se démarque de cette analyse ? La réponse doit être : Son infinie complexité.

Et, que l'on s'en souvienne, notre étude a visé à l'unité plutôt qu'à la diversité ; son objectif a été de faire un portrait des grands traits, plutôt qu'une photographie reflétant le moindre détail. Seuls les principaux problèmes ont été abordés, et de nombreux sujets mineurs ont été écartés en un mot, ou passés totalement sous silence. Enfin, une unité de vision nous a permis de n'intégrer à notre champ de vision que les relations réciproques des peuples européens, alors qu'il ne faut jamais oublier que l'Europe ne constitue qu'une partie d'un plus vaste ensemble — le monde — et que son avenir est inexorablement lié à celui de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Orient. Pourtant, même ainsi simplifié, quelle complexité montre le réseau de destinées que le Destin a tissé pour les enfants de l'Europe !

Une leçon éclaire au moins les ténèbres : la futilité des solutions simplistes. Malgré notre contraction naturelle, il nous faut reconnaître que la Grande Guerre est une phase normale de l'évolution humaine. L'agonie de l'Europe est le travail inévitable de la naissance — la naissance d'un nouvel âge. Ce nouvel âge doit évoluer normalement, selon les lois basiques de la vie que nous ne

comprenons que de manière si imparfaite. Comme sont futiles — et peut-être dangereux — nos efforts actuels pour soulager la détresse subie par l'Europe par la tournure d'une phrase ; ou, avec l'étalon insignifiant d'une formule, pour décrire la voie d'évolution du lendemain. Comme est absurde l'idée d'assigner les maux de l'Europe à une seule cause, comme la « *diplomatie secrète,* » « *le militarisme prussien,* » « *le navalisme britannique,* » ou « *le pan-slavisme,* » puis, ayant démoli verbalement ce pauvre fantôme, d'annoncer l'advenue d'un Âge d'or.

Non, Non ! La vie n'est pas aussi simple. Ce cataclysme n'a pas été l'œuvre d'un seul homme ou d'un groupe d'hommes. Ses incidents ont pu se produire sous contrôle humain. Sa substance a été l'héritage inexorable du passé. La réalité ultime de la grande guerre se révèle ainsi comme un simple déshabillage de l'ancien pour habiller le neuf.

Mais alors, quid de l'avenir ? Nous ne le savons pas. Nous pouvons nous aventurer quelque peu, mais guère. Certaines tendances apparaissent relativement clairement. Nous pouvons donc prédire que, si leur trajectoire reste inchangée, certains résultats vont suivre. Mais les choses vont-elles rester telles quelles ? La distorsion de la destinée humaine est tissée sur un métier, et les fils sont mêlés entre eux avec merveille. Qui peut dire que certaines perspectives cachées ne vont pas subitement se faire jour, et modifier le schéma des choses de manière étrange ?

Cette conclusion peut apparaître comme peu satisfaisante. Mais n'est-ce pas la vérité ? Nos esprits finis luttent ici contre l'infini. Soupeser le présent et se laisser conseiller par le passé est chose sage : ce n'est qu'ainsi que l'on peut percer un peu les brumes qui sont devant nous. Mais lire l'avenir nettement et au loin — voilà une tâche qui dépasse l'entendement humain.